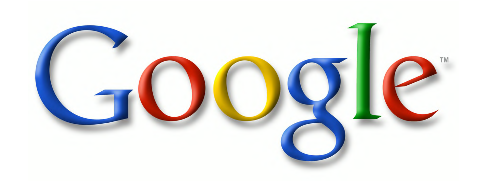




la Démocratie Pacifique

par Mr. Ricciardi et Alfred

HISTOIRE

DE LA

RÉVOLUTION D'ITALIE

EN 1848,

Suivie d'un aperçu sur les évènements des six premiers mois de 1849,

PAR

JOSEPH-NAPOLÉON RICCIARDI,

ancien Député au Parlement de Naples.

PARIS,

HYPPOLYTE SOUVERAIN, ÉDITEUR,

RUE DES BEAUX-ARTS, 5.

1850

HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION D'ITALIE

EN 1848.

Ouvrages Italiens de M. Ricciardi.

	fr. c.
Storia d'Italia dal 1850 al 1900. Parte prima. Parigi, 1842	1 50
Discorso Agl' Italiani. Parigi, 1843. . . .	» 2
Conforti all' Italia, ovvero **Preparament all' insurrezione.** Parigi, 1846	3 »
Poesie, 2ª *edizione.* Parigi, 1848	4 »
Cenni storici intorno agli ultimi casi d'Italia e documenti da ricavarsene. Italia, 1849.	2 50

Impr. de E. Dépée, à Sceaux.

HISTOIRE

DE LA

RÉVOLUTION D'ITALIE

EN 1848,

Suivie d'un aperçu sur les évènements des six premiers mois de 1849,

PAR

JOSEPH-NAPOLÉON RICCIARDI,
ancien Député au Parlement de Naples.

PARIS,
HYPPOLYTE SOUVERAIN, ÉDITEUR,
RUE DES BEAUX-ARTS, 5.
1849

AVANT-PROPOS.

L'ouvrage que nous publions a été commencé au mois de décembre 1848, et continué jusqu'en avril 49. L'auteur s'est proposé pour tâche de retracer les évènements dont l'Italie a été le théâtre depuis deux ans, les efforts et les sacrifices qu'elle a faits pour conquérir son indépendance et se donner des institutions libres; les alternatives de succès et de revers par lesquelles elle a passé; enfin les causes qui l'ont fait succomber dans la lutte entreprise.

L'auteur a pris part lui-même à quelques-uns

PRÉFACE.

Il n'est aucun peuple qui ait eu plus d'historiens que le peuple Romain.

Il n'est point de grande nation éteinte qui ait obtenu à un plus haut degré le privilège de captiver l'attention des peuples modernes.

Lois, mœurs, victoires, défaites, actions d'éclat, fautes politiques, tout a été passé au creuset de l'examen et de la discussion.

Tacite, Tite-Live, Salluste, Suétone et tant d'autres dans leur style magnifiquement descriptif et

propre à chacun d'eux, nous ont retracé avec soin tous les grands évènements d'un peuple endormi sous la pierre de ses tombeaux gigantesques. Ces ombres illustres qui errent aujourd'hui silencieusement au milieu des ruines, se réjouiront un jour, car elles auront des héritiers !

Pour qui a parcouru l'Italie, non point en touriste-gentleman, mais en voyageur qui veut sûrement voir et connaître, le peuple italien est en effet digne de l'avenir que plus d'une voix prophétique lui promet. Le patriotisme chez lui n'est point, ainsi qu'on a osé le dire, une bouffée de chaleur qui lui monte au cerveau ; c'est une soif inextinguible de l'affranchissement de sa patrie. L'Italien comprend parfaitement qu'il faut secouer le joug de l'Autriche et le rompre, avant de songer à l'organisation de l'unité nationale.

Sans l'indépendance, pas de centralisation romaine ; partant, pas de pouvoir et de dignité à l'extérieur !

L'Italie, avant le temps où elle jouira de la plénitude de sa liberté, oserait-elle donc essayer de compter au nombre des autres puissances du continent ? Si elle y pensait, il y aurait vraiment lieu à se rire

d'elle, et tous les Metternich qui s'agitent à la surface de l'Europe, afin de faire le plus de bruit possible de leurs petites personnes, daigneraient à peine l'engager à relire la fable dans laquelle Florian persifle si agréablement le barbillon.

Le peuple de Rome, plus spécialement, n'a pas seulement dans les traits ces lignes mâles et hardies que les peintres aiment à rencontrer sous les pinceaux des maîtres, il remue encore au fond de son âme ces fortes pensées qui font les martyrs avant de produire les héros!

L'Italie sortira donc radieuse, (et plus tôt qu'on ne le croit généralement), de cet assoupissement dans lequel l'ont plongée les institutions du monarchisme et de la papauté, qui se tendent une main fraternelle.

Vienne un souffle de liberté que ne comprime aucune fausse politique venue du nord ou de l'occident, et tout l'édifice de carton que des siècles ont bâti s'affaissera aux applaudissements de la démocratie universelle!

C'est pour préparer cette ère nouvelle que Joseph

Ricciardi, ancien député au parlement de Naples, a écrit *la Révolution d'Italie en* 1848.

Une intention sincèrement patriotique a présidé à la composition de ce livre; il s'agissait d'éclairer la démocratie européenne sur des faits certainement bien connus dans la Péninsule, mais qui laissaient ignorées des étrangers, non-seulement de nobles actions accomplies à l'éternel honneur du caractère italien, mais encore la source d'une politique d'initiative libérale, attribuée à tort à Pie IX.

D'autres histoires de l'Italie, telles, par exemple, que celle de Francesco Guicciardini, qui, depuis 1494, à l'élévation à la papauté d'Alexandre VI, promène le lecteur jusqu'à la mort de Clément VII, en 1532, et celle de Charles Botta qui s'avance jusqu'à la fin de l'époque impériale, de 1789 à 1814, embrassent peut-être une plus grande étendue de temps; mais à coup sûr elles n'ont pas des relations plus palpitantes d'intérêt et d'actualité. Elles ont encore moins l'avantage acquis certainement à l'œuvre de M. Ricciardi, celui d'être un enseignement pour des contemporains.

Le reproche que l'on pourrait faire à *la Révolution*

d'Italie en 1848, qui renferme la période de 1815 à 1849, en glissant à la vérité sur les quinze premières années, c'est d'avoir quitté un peu la froideur, mais non la parole toujours véridique de l'historien calme et grave, pour revêtir la couleur plus vive et plus incisive du publiciste. Mais ce qui serait un défaut à des époques plus paisibles que celle où nous vivons, nous semble être une qualité dans les temps de lutte et d'oppression.

Buffon a dit depuis longtemps : Le style c'est l'homme ; eh bien ! nous pouvons appliquer ce mot en toute vérité à M. Ricciardi. L'ancien député de Naples ne prend pas de détour pour vous dire sa pensée. Il va nettement, brusquement par le droit chemin. Il s'inquiète peu s'il heurte des convictions qui ne sont pas les siennes ; vous avez affaire au vrai républicain, au démocrate à la foi ardente. Si donc vous êtes dans un camp opposé, ou si vous appartenez à l'école stérile et désolée du scepticisme, prenez garde à vous ! les arguments vous frapperont au défaut de la cuirasse, et même en pleine poitrine. Mais ne vous rebutez pas, lisez, lisez toujours ; car le républicain fera peut-être

faiblir votre conviction contraire, et la rangera sous sa bannière. En tous cas, s'il ne parvient à vous donner de l'amour pour ses idées, au moins vous fera-t-il estimer le dévoûment à sa sainte croyance, dévoûment dont vous trouverez de si belles peintures dans le récit de la mort des frères Bandiera et de tant d'autres martyrs !

Si une histoire doit être accueillie favorablement en France, c'est donc à coup sûr celle de *la Révolution d'Italie en* 1848.

Cette histoire, disons-nous, a droit à une hospitalité toute française ; il serait mieux peut-être de ne point restreindre à un seul pays l'intérêt et l'utilité de ce livre. L'Italie, aussi bien que les autres peuples, nous en sommes sûrs, en accordant à l'ouvrage leurs sympathies, lui donneront bientôt une véritable sanction.

En effet, la démocratie en Europe ignore généralement les causes qui, à des époques diverses et sur différents points, ont excité des mouvements insurrectionnels en Italie ; — ou, si elle en connaît les plus saillants épisodes, elle ne s'est pas encore rendu un

compte bien exact des faits qui, en se suivant d'après les règles d'une logique rigoureuse, ont amené les événements ultérieurs. Ici, plus que jamais, il est vrai de dire qu'il n'y a pas eu d'effet sans cause; car le carbonarisme a depuis longtemps jeté sur le sol italien des germes indestructibles de révolutions...

La révolution italienne diffère essentiellement de caractère avec la révolution française. La révolution en Italie est purement politique.

Il ne peut en être autrement. L'industrie n'a point fait surgir, sur cette terre éminemment agricole, les horribles maux qui ont étendu leurs plaies dévorantes sur la France et sur l'Angleterre, quoique cependant une foule d'abus survivent encore au vieux despotisme. Mais avant tout, pour l'Italie, il s'agit d'exister. Ainsi donc la guerre à l'Autriche ne peut qu'être pour elle le premier et le plus saint des devoirs!.....

Quelques échecs partiels préparés par la perfidie diplomatique de ses ennemis, ne l'intimideront pas, et ne lui feront point perdre confiance dans la bonté de sa cause.

En effet, que veut l'Italie?

Nous le répétons, car c'est la question dominante, l'Italie demande deux choses : 1° *son indépendance*, c'est-à-dire que l'étranger oppresseur soit chassé de son sol. Or, n'est-ce pas là la consécration de la souveraineté du droit sur la force? 2° *Son unité;* et par là, elle entend former un grand peuple. Contester cette volonté légitime, ne serait-ce pas injustice et folie?

La France était autrefois partagée en provinces, où allaient commander des fils de roi. Les éléments de ces provinces étaient tous hétérogènes. Depuis, la France s'est centralisée politiquement. Elle est devenue une puissance redoutable! Pourquoi l'Italie n'entrerait-elle pas dans la même voie?

Nul n'était plus capable que Joseph Ricciardi, proscrit une seconde fois pour avoir voulu contribuer à la régénération de sa patrie, de mener à bonne fin une œuvre aussi sérieuse que l'histoire de l'Italie en 1848.

Il suffit effectivement de connaître la vie et la nature de son talent, pour se convaincre qu'il était difficile de trouver un historien plus éclairé et plus

consciencieux, non-seulement pour raconter les faits, mais encore pour les grouper avec intelligence, et en faire ressortir, d'un côté, les moindres causes, et, de l'autre, leur portée véritable.

En résumé :

Coordonner tous les faits qui, de 1815 à 1830, ont préparé les divers mouvements contre les princes et contre l'Autriche ;

— Exposer d'une manière concise, sans toutefois rien omettre, de 1830 à 1844, le spectacle émouvant des insurrections qui ont éclaté presque sans interruption, tantôt dans une province, tantôt dans une autre ;

— Dire comment, en 1844, les Italiens les plus zélés pour l'affranchissement de leur patrie, conçurent vainement la pensée d'une alliance offensive et défensive des souverains contre l'Autriche ;

— Montrer le triste rôle joué par les princes en général, et par le pape en particulier, avant et pendant la guerre de l'émancipation ;

— Raconter cette guerre, d'où aurait dû sortir le salut du pays, et qui n'a abouti qu'à une nouvelle et

plus dure oppression d'une partie considérable de la Péninsule;

— Démontrer la nécessité de la séparation du pouvoir temporel et spirituel du pontife, et combien importe à l'Italie une modification quelconque, mais prompte, dans le mode ou le lieu de l'exercice du pouvoir papal.

N'est-ce point là une œuvre éminemment importante sous le double point de vue historique et politique?

Quelques-uns trouveront peut-être l'opinion républicaine de Ricciardi trop absolue dans le but politique qu'elle se propose. Ils voudraient des attermoiements, des transactions entre le passé et l'avenir; tranchons le mot, un *juste-milieu* plus ou moins *constitutionnel*, afin de préparer, à leur point de vue, sans violences et sans secousses, un lit républicain à la future Italie...

Ces hommes, prudents sans doute, mais au cœur timide, demandent l'impossible. Ils découvriraient plus facilement la pierre philosophale que le moyen de régénérer un peuple par des voies pacifiques et parlementaires.

La chose serait certainement désirable au point de vue de l'humanité, mais l'histoire prouve, hélas! à chacune de ses pages, que les diverses réformes ont toujours été scellées par l'effusion du sang humain.

Et ce sang est celui des martyrs! Que ces hommes pusillanimes ne craignent donc rien pour eux-mêmes; ils n'ont pas la foi qui mène au supplice!

Quant à nous, tout en convenant que, dans les différents petits États qui se partagent la Péninsule, il n'est pas de bourgeoisie comme en France, et dont les mœurs soient identiques, nous n'en affirmerons pas moins que, grand seigneur ou homme du peuple, agriculteur ou commerçant, l'Italien sent tout d'abord aujourd'hui battre son cœur pour l'indépendance de la patrie.

L'unité viendra ensuite; car les franchises municipales en Toscane, à Venise, en Piémont et dans les États-Romains, ou les privilèges de cité à cité, finiront par baisser pavillon devant la grande voix de la nation tout entière; on n'en saurait douter! Qui soutiendrait le contraire ne connaîtrait pas le peuple dans son désintéressement et sa grandeur!

Ces idées, dont nous nous glorifions, nous sont communes avec l'auteur de ce livre.

Nous croyons donc fermement que les adhésions et les remercîments de ses concitoyens et des peuples qui portent religieusement dans leur cœur le sentiment de l'indépendance, sont acquis à M. Ricciardi.

ALFRED BOULLENOT.

Paris, le 25 décembre 1849.

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE PREMIER.

Considérations générales. — Causes premières du mouvement Italien. — Contrecoup en Italie de la Révolution de 89. — Divisions du parti libéral. — Société des Unitaires et des Rayons. — Le Carbonarisme. — Fusion des différents partis en 1815. — Conspiration permanente et réactions sanglantes. — Insurrection de 1831 et ses suites. — Nouvelles exécutions de 1841 à 1844. — Supplice des frères Bandiera.

On ne saurait se former une idée juste de la révolution italienne, et en envisager en même temps les conséquences inévitables, sans examiner en détail les évènements dont la péninsule a été le théâtre, sans en rechercher la véritable origine, en remontant quelque peu vers le passé. Je m'efforcerai de remplir cette double tâche, plutôt en consultant la froide raison de l'historien, qu'en cédant aux passions de l'homme de parti, et cela malgré le spectacle des malheurs de ma patrie, dans l'attente de cette lutte

suprême entre elle et l'Autriche, qui doit décider de son sort!

Qu'on demande en-deçà des Alpes les causes du réveil de l'Italie; on ne manquera pas de répondre que c'est à Pie IX qu'il est dû principalement. Je montrerai dans le cours de cet écrit ce qu'il faut penser du rôle joué vis-à-vis de mon pays par le chef de l'Église, et, en attendant, je me bornerai à faire remarquer que le mouvement Italien est trop général et trop profond à la fois pour que l'on puisse en attribuer le mérite, je ne dirai pas à un seul homme, mais à une seule génération. Ses causes datent de loin; car elles se rattachent à tous les martyres politiques qui ont ensanglanté l'Italie depuis cinquante ans, martyres qui se relient eux-mêmes à l'agitation immense créée dans le monde par la révolution Française de 89. Je n'ignore pas qu'il existe en Italie une école qui nie cette éclatante vérité, allant même jusqu'à dire que la révolution Française, au lieu de nous faire avancer dans le chemin de la liberté, n'a servi qu'à effrayer les princes, et partant, à les arrêter dans la voie des réformes, où ils étaient entrés spontanément. Mais quelles étaient ces réformes? Elles étaient du même genre que celles opérées par les princes actuels, avant que n'éclatât la glorieuse insurrection de Palerme, c'est-à-dire, de ces réformes purement administratives qui n'impliquent aucun droit, qui, par conséquent, peuvent être accordées aussi bien par le gouvernement le plus despotique, que par le plus libéral. Ce fut donc la Révolution française, qui, en Italie, comme partout, inaugura une ère nouvelle pour les peuples; mais comme les souverains, de réformateurs

qu'ils s'étaient vantés d'être jusqu'alors, devinrent subitement réacteurs, l'échafaud politique fut dressé, et, ainsi qu'il arrive toujours en pareille circonstance, en faisant couler le sang le plus généreux, les nouvelles idées n'en acquirent que plus de force. Elles auraient même fini par triompher, si le parti libéral n'avait pas été profondément divisé.

En effet, dès la première arrivée des Français en Italie, les libéraux s'étaient partagés en deux camps, celui de la liberté, et celui de l'indépendance. Les premiers, imbus des principes de la révolution Française, et désirant à tout prix soustraire leur patrie au joug du despotisme, se résignaient, pour arriver à leurs fins, à passer par la domination étrangère, tandis que les autres, tenant avant tout à l'indépendance nationale, avaient encore moins de haine contre leurs despotes, que contre les Français envahisseurs de leur pays. Et, en vérité, l'attitude et la conduite de l'armée française en Italie n'étaient pas faites pour inspirer aux patriotes beaucoup de confiance dans le libéralisme de la France républicaine, tant étaient grandes l'insolence et la cupidité de la plupart de ses chefs; sans compter que leurs soldats ne traitaient pas l'Italie moins cruellement que ne le faisaient les Autrichiens. Aussi, il se forma bientôt, d'un bout à l'autre de la péninsule, des sociétés secrètes également hostiles aux deux puissances belligérantes, fondées qu'elles étaient sur le principe de l'exclusion absolue de toute domination étrangère. Je ne rappellerai que les deux principales : celle des *Unitaires*, qui, à l'idée de l'indépendance joignait celle de l'unité nationale, et la société des *Rayons*, appelée ainsi, parce

que ses comités, établis de proche en proche dans les chefs-lieux de province, s'étendaient partout, en rayonnant du centre à la circonférence.

La société des *Unitaires* prit naissance à Bologne, en 1795, et ne tarda pas à étendre ses ramifications dans le centre et dans le nord de la péninsule. En 1800, elle était déjà assez puissante pour tenter une insurrection contre l'armée française échelonnée dans la Romagne et les Marches. Ce fut à Ancône qu'elle éclata, et son chef fut le général Lahoz; mais le manque d'unité dans le mouvement la fit avorter, en coûtant la vie à son chef. J'engagerai mes lecteurs à lire les détails touchants donnés à ce sujet par le célèbre historien Charles Botta dans ses annales d'Italie de 1789 à 1814.

La société des *Rayons* fut encore plus étendue que celle des *Unitaires*. Elle dura pendant tout le temps que les Français occupèrent l'Italie. Elle finit, avec d'autres moins considérables, par se fondre plus tard dans le carbonarisme, association immense qui a joué un trop grand rôle en Italie pour qu'il ne me semble pas nécessaire de m'y arrêter.

Ses origines, comme celles de toutes les sociétés secrètes, sont obscures. Ce qui est certain, c'est que ses premiers sectaires connus furent ceux des Calabres, qui, se réunissant dans les montagnes et au milieu des bois où se faisait le charbon, prirent delà le nom de *Charbonniers*. Il est à remarquer que la nouvelle secte fut encouragée par ces mêmes Bourbons, alors réfugiés en Sicile, qui devaient par la suite les persécuter de la manière la plus atroce. Il est vrai que dans ce temps-là

ils croyaient pouvoir faire servir le carbonarisme à chasser le roi Murat du royaume de Naples. Et en effet, les *Carbonari*, par leurs sourdes menées, encoururent bientôt les rigueurs du gouvernement de Joachim. En 1813, on attira même dans un piège infâme l'un des chefs, Federico, surnommé Capobianco. Invité à dîner par le commandant de la province, ce malheureux fût arrêté au sortir de table ; et quelques heures après, condamné à mort par un conseil de guerre, il était passé par les armes. Mais le carbonarisme devait compter, l'année suivante, d'autres martyrs dans les Abbruzzes. Lors d'un soulèvement de cette province, au cri de *vive la Constitution!* l'insurrection ayant été comprimée et des commissions militaires établies dans le pays, de nombreuses victimes furent immolées, ce qui n'empêcha pas le carbonarisme de s'étendre toujours davantage ; au point que, quelques années plus tard, il n'y avait presque pas de communes, dans le royaume de Naples, aussi bien que dans le reste de l'Italie, où une *vente* ne fût installée. Ce mot *vente*, se rapportant au commerce du charbon, équivalait à celui de section. Chaque vente avait des chefs élus par la majorité, appelés *grands-maîtres* ou *orateurs*, dépendant des *ventes provinciales*, relevant elles-mêmes de la *vente centrale*, qui était au carbonarisme ce que le *Grand-Orient* est à la franc-maçonnerie. La discipline chez les *Carbonari* était aussi parfaite que leur organisation hiérarchique; mais ce qu'il y avait de plus remarquable, c'était l'esprit fraternel qui régnait entre tous les membres de l'association. Tout *bon cousin*, (c'était le nom que se donnaient entre eux les *Carbonari*),

était certain de trouver, à tout évènement, aide et protection chez tout homme appartenant à la secte ; il suffisait pour cela de quelques signes, comme, par exemple, de presser la paume de la main de l'initié par le médium. Descendant jusqu'aux dernières couches de la société, la charbonnerie exerçait une influence salutaire sur le peuple pour lequel elle fut même un élément de moralisation. Car, tout *bon cousin* qui s'écartait de ses devoirs, non-seulement de citoyen, mais d'homme privé, était d'abord sévèrement réprimandé par les chefs, puis exclu pendant un certain temps des réunions de la *vente*, enfin chassé de l'association. Il est notoire que cette société tant calomniée se fondait sur les principes du Christianisme, et que ses orateurs, s'érigeant pour ainsi dire en grands prêtres, prenaient, pour thèmes de leurs discours aux adeptes, les maximes de l'Evangile. Tel était le beau côté du carbonarisme. Il est juste maintenant de ne pas en dissimuler les écarts. On sait que plus d'une fois les faux-frères, ou les ennemis de la cause nationale furent dévoués au poignard vengeur des sectaires ; ce qui, en fournissant des armes au gouvernement, et en compromettant la société dans l'esprit public, ne contribua pas peu, par la suite, à amener sa ruine.

J'ai dit, en commençant, qu'à l'arrivée des Français en Italie, les libéraux s'étaient divisés en deux camps. Cette division, tout en subissant des phases diverses, se perpétua jusqu'à la chute de l'Empire ; mais, lorsque les princes, restaurés sur leurs trônes, eurent trahi les promesses solennelles faites aux peuples pendant leur exil, et que l'Autriche, dont la domination devait être autrement dure que

celle de la France, commença à peser sur l'Italie, les deux partis se fondirent en un seul. En effet, les traités de 1814 et 1815, en déniant à la fois toute indépendance et toute liberté aux Italiens, devaient avoir pour résultat qu'il n'y eût plus au-delà des Alpes, que des oppresseurs d'une part, des opprimés de l'autre. Les princes n'avaient pour unique préoccupation, que de comprimer le pays par tous les moyens possibles, et d'étouffer dans le sang toute aspiration libérale; les patriotes Italiens, de leur côté, ne visaient qu'à un seul but, à secouer un joug détesté, toujours prêts à renouveler des tentatives révolutionnaires, qui ne leur offraient guères en perspective, que l'exil, la prison, l'échafaud!

Ce fut là le douloureux spectacle présenté par l'Italie depuis 1815; les révolutions manquées de Naples et de Piémont en 1821, ne firent qu'ajouter à ses maux et rendre encore plus profonde la séparation entre les peuples et les princes, en redoublant encore la haine des patriotes contre l'Autriche. Celle-ci, indépendamment des tortures infligées à ses sujets immédiats des provinces Lombardo-Vénitiennes, avait aux yeux de l'Italie le tort impardonnable d'être l'unique soutien de tous ces roitelets, dont le règne n'aurait pas duré une heure, sans l'appui des bayonnettes impériales.

La Révolution de 1830, que pendant un moment on crut destinée à changer la face du monde, et qui ne devait être que la protase éloignée d'un grand drame, non-seulement ne modifia en rien la douloureuse situation de la Péninsule, mais ne fit que l'aggraver; car l'insurrection de l'Italie centrale, en irritant de plus en plus nos despo-

tes, et en faisant peur à l'Autriche, vint redoubler leurs rigueurs contre le parti libéral; et l'assassinat juridique de Cyrus Menotti et de Borelli, qui épouvanta Modène au mois de mai 1831, fut l'affreux prélude d'une longue suite de crimes du même genre, consommés tour à tour, pendant près de quatorze ans par Ferdinand II, par Charles Albert, et par Grégoire XVI. L'Autriche, plus clémente en apparence et bien plus cruelle dans le fond, aux martyrs entassés en 1823 dans les horribles cachots du Spielberg venait en ajouter de nouveaux, en même temps que, faisant la police des autres États de l'Italie, elle désignait sans cesse aux différents gouvernements, d'autres victimes à frapper. Il n'y avait presque point d'année qui ne vît de nombreuses exécutions dans quelques-unes de nos provinces; mais 1831, 1833, 1837, 1841 et 1844, resteront, plus que toutes les autres, gravées en caractères sanglants dans l'histoire de nos douleurs; 1844 surtout, date fatale qui rappelle le sublime sacrifice des frères Bandiera et de leurs glorieux compagnons! Ce sacrifice, qui ne sera jamais assez exalté, mérite que nous nous y arrêtions; car, c'est de lui que date véritablement ce réveil de l'Italie que l'on se plaît à attribuer à Pie IX, quand, ainsi que je le démontrerai plus tard, au lieu de donner l'impulsion à l'esprit public, il fut obligé de la subir, et de marcher en avant malgré lui.

L'Italie, après de si nombreuses tentatives révolutionnaires misérablement avortées, et surtout après tant de noble sang inutilement répandu, paraissait découragée, épuisée, et partant impuissante à sortir de son profond abaissement. Les frères Bandiera, dont l'âme héroïque se

brisait dans l'exil à ce navrant spectacle, sentirent qu'il fallait à leur patrie et au monde un grand exemple pour arracher l'une à sa torpeur apparente, et pour prouver à l'autre ce dont ses enfants étaient capables. Décidés dès lors à jouer leur vie, ils saisirent avec ardeur la première occasion qui se présenta pour se jeter sur la terre italienne, et ils ne balancèrent pas un instant à affronter les terribles chances auxquelles leur entreprise, généreusement téméraire, ne pouvait manquer de les exposer. On fit courir dans le temps toute espèce de bruits absurdes. Les uns prétendaient que les frères Bandiera avaient été attirés en Calabre par le gouvernement de Naples, ou excités par des émissaires de l'Autriche; les autres accusaient les chefs du parti républicain de les avoir poussés lâchement dans une entreprise dont ils n'avaient garde de partager les dangers. La vérité est que les frères Bandiera, trop intelligents pour se laisser grossièrement tromper, et trop élevés pour suivre d'autre impulsion que celle de leur cœur, allèrent en Calabre, presque certains du sort qui les y attendait, et d'autant plus dignes, par conséquent, de l'admiration générale. Voici ce qu'ils répondaient le 11 juin 1844, c'est-à-dire quelques heures avant leur départ de Corfou, à la lettre que je leur avais écrite le 17 mai, pour les adjurer de renoncer, pour le moment, à tout projet de descente en Calabre, les pressant d'attendre une occasion plus propice, afin de tenter ensemble un hardi coup de main :

« Lorsque vous recevrez cette lettre, nous serons dans
« les montagnes de la Calabre. Les journaux vous ap-

« prendront notre sort. Quel qu'il soit, gardez le souvenir
« de vos frères. »

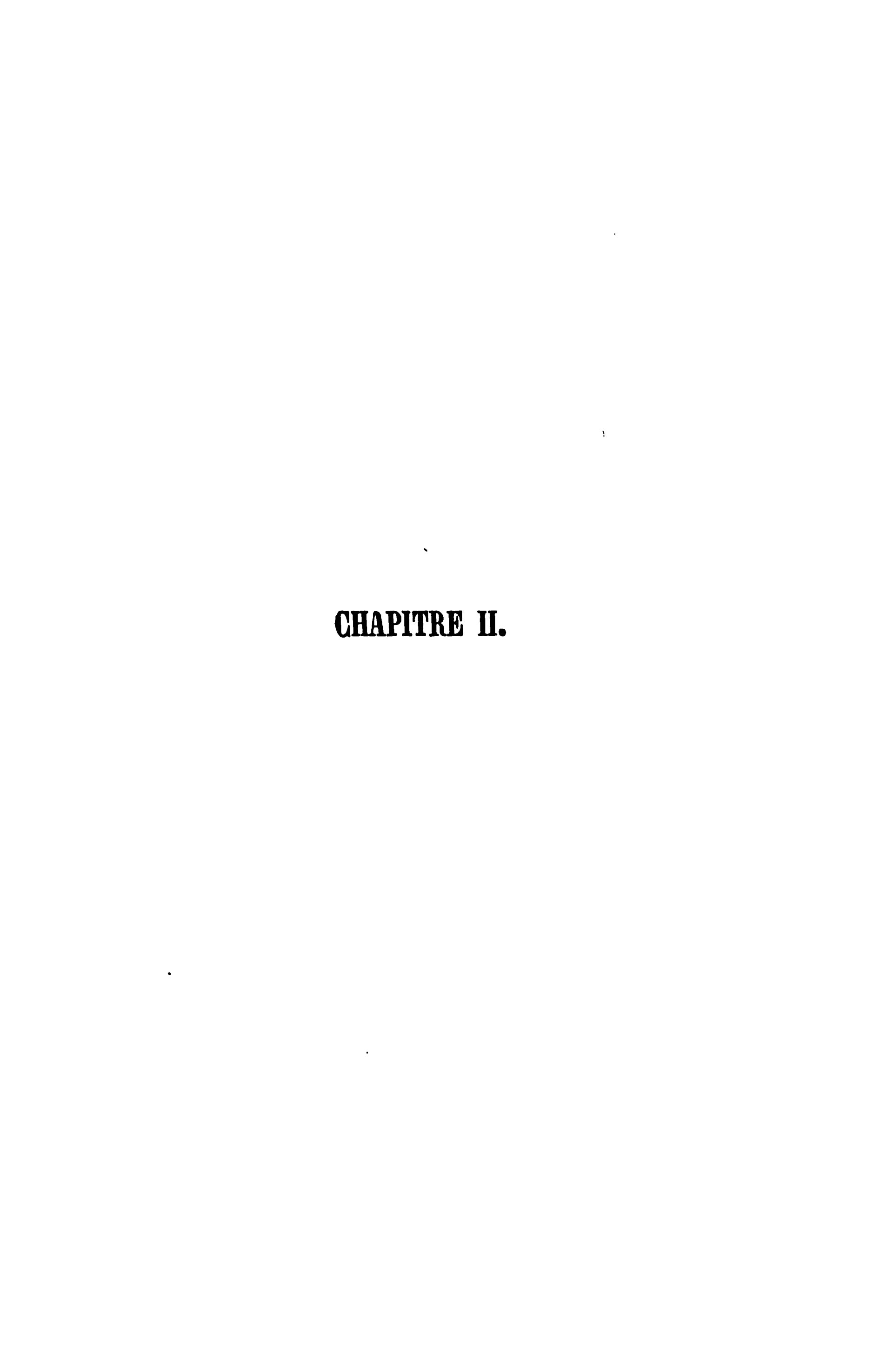
Ces lignes touchantes en disent plus que les mots les plus élogieux, et je pourrais terminer ici mon récit, ne fût-ce l'intérêt immense excité par ces généreux jeunes gens, sur lesquels quelques détails ne sembleront pas superflus.

Les deux fils de l'amiral Bandiera, dont l'aîné était lieutenant de vaisseau, et le plus jeune enseigne, conspiraient depuis longtemps, d'accord avec les chefs de *la jeune Italie* et de la *légion italique*, et par l'ascendant de leur esprit, par leur persévérante activité, ils étaient parvenus à gagner une bonne partie des équipages de la flotte autrichienne, laquelle, comme on sait, est montée en grande partie par des Italiens. Ils en étaient au point de pouvoir tenter une descente en Sicile à l'aide de la frégate *la Bellone*, lorsque, trahis tout à coup, et avertis de la trahison presqu'en même temps, ils se virent forcés de prendre la fuite, l'un de Smyrne, l'autre de Venise. Ils se rejoignirent à Corfou, et quelques jours s'étaient à peine écoulés, que leur mère y accourut, poussée, non seulement par une tendresse bien naturelle, mais, dit-on, par les ordres du gouvernement autrichien, qui, voulant à tout prix ramener à lui les jeunes Bandiera, leur faisait promettre pardon plein et entier, et, chose étrange! la réintégration dans leurs grades. Mais prières et larmes furent employées en vain auprès d'eux, et la pauvre femme dût s'en retourner sans avoir rien obtenu. Pour ceux qui ont connu de près les Bandiera, il est facile de comprendre ce qu'ils durent souffrir en restant inébranlables devant la

douleur d'une mère tendrement aimée. Le sort en était jeté : après avoir résisté aux supplications maternelles, ils devaient rester sourds à la voix de leurs amis, et, pour subvenir aux frais de leur entreprise, ils vendirent tout ce qui ne leur était pas strictement nécessaire. Ils partirent enfin au nombre de vingt; dans leurs rangs se trouvaient le brave Ricciotti, qui s'était fait un renom dans la guerre d'Espagne, et le jeune Dominique Moro, ancien enseigne de vaisseau. Après une traversée de trois jours, ils abordèrent nuitamment à quelques milles de Crotone. Des intelligences avaient été pratiquées par eux en Calabre; mais, soit que le lieu du rendez-vous ne fût pas bien indiqué, soit qu'ils fussent arrivés trop tôt ou trop tard, ils ne trouvèrent à l'endroit désigné qu'un très petit nombre de partisans, qu'ils crurent même devoir engager à se retirer. Entrés dans les bois, un de leurs compagnons, appelé Boccheciampe, les quitta tout à coup pendant une halte et tandis qu'ils dormaient : on sût plus tard que, accouru à Crotone, il y avait donné l'éveil aux autorités, qu'il avait mis ainsi sur la trace de la troupe. Celle-ci ne tarda donc pas à être attaquée par des forces supérieures et, quoiqu'elle se battît en désespérée, dans deux rencontres différentes, elle finit par être prise et désarmée, après avoir perdu un des siens et eu deux blessés. Amenés d'abord à S. Giovanni-in-Fiore, ensuite à Cosenza, les prisonniers furent bientôt jugés par une commission militaire, qui ne craignit point d'en condamner quatorze à la peine capitale. Toutefois, pour cinq d'entr'eux la peine de mort fut commuée en celle de l'emprisonnement perpétuel. Voici les noms des neuf martyrs : Attilius et Emilius Ban-

diera, Nicolas Ricciotti, Dominique Moro, Anacharsis Nardi, François Berti, Jacques Rocca, Jean Venerucci et Dominique Lupatelli. Traînés au supplice le 25 juillet au matin, au milieu d'une population profondément attristée, et entourés d'un grand appareil militaire, ils demandèrent à commander le feu, en refusant de se laisser bander les yeux et de se mettre à genoux. Cette héroïque fermeté en imposa tellement aux soldats qu'ils hésitèrent longtemps à remplir leur odieuse tâche, et ce ne fût que sur les paroles de Ricciotti, qu'ils se décidèrent à ouvrir le feu. « Soldat moi-même, leur cria-t-il, je sais que les soldats « doivent obéir aux ordres de leurs chefs. » — « Tirez « donc, ajouta Attilius Bandiera, et surtout visez au « cœur. » A ces mots, une première décharge retentit, et les neuf victimes tombèrent baignés dans leur sang, en criant : *Vive l'Italie!* Trois d'entr'eux, blessés seulement, ne cessèrent de répéter ce cri sublime que lorsque de nouveaux coups en eurent fait des cadavres.

On n'ignore pas le frémissement douloureux qui parcourut toute l'Europe à la nouvelle de l'affreuse boucherie de Cosenza, et le cri de malédiction qui s'éleva, de la Sicile aux Alpes, contre Ferninand II. Or, j'aime à le répéter, ce fut là le signal du mouvement extraordinaire que l'on vit gagner de proche en proche l'Italie tout entière, et qui, cimenté par le sang de ses martyrs, devait aboutir à une immense révolution, destinée elle-même à amener tôt ou tard le triomphe de notre cause!



CHAPITRE II.

CHAPITRE II.

Mouvement scientifique et littéraire. — Censure brutale et rigueurs contre les écrivains. — L'esprit de liberté surmonte toute entrave. — Congrès scientifiques. — Travaux des proscrits. — Œuvres de Gioberti. — M. Balbo et son livre. — Dessein et tactique du parti modéré. — Aperçu sur la vie et le caractère des princes. — Compromis tacite entre ces princes et une partie des libéraux. — Insurrection de Rimini. — Nouvelle phase de la révolution Italienne. — Brochure de M. d'Azeglio. — Misérable situation des États-Romains. — Opinions de Mamiani et de Canuti sur le gouvernement papal. — Avènement de Pie IX. Examen de ses actes. — Ses hésitations et ses répugnances. — Pie IX considéré comme prince et comme pontife. — La Rome des papes doit faire place à la Rome du peuple.

Les temps étaient venus, et tout semblait l'annoncer, mais surtout ce mouvement intellectuel qui précède presque toujours les grandes commotions politiques. Jusqu'alors les esprits s'étaient tournés de préférence, soit vers les sciences naturelles ou mathématiques, soit vers les études archéologiques, les seules branches du savoir qui ne fis-

sent pas ombrage aux gouvernements. Ils ne s'étaient aventurés que bien timidement dans le champ des sciences morales ou dans l'arène littéraire, qui ont besoin, avant tout, de liberté. Notre littérature notamment, à peu d'exceptions près, était faible et décolorée, telle enfin qu'elle pouvait être sous la censure la plus inintelligente qui ait jamais existé. Il me suffira de rappeler à ce propos qu'il entrait dans les instructions des censeurs de rayer impitoyablement toute allusion à l'indépendance et à l'unité nationale, toute aspiration libérale, tout mot exprimant le plus léger doute sur la haute sagesse des gouvernants et sur le parfait bonheur des gouvernés ; mais c'était surtout à Naples, et dans les provinces lombardo-vénitiennes, que la censure s'exerçait le plus brutalement. Elle alla jusqu'à mutiler les ouvrages de nos grands auteurs, à biffer le mot *Italie* dans des articles de journaux, à proscrire sévèrement de la scène le mot *Dieu*, qu'on remplaçait par celui de *ciel*, à prohiber les tragédies d'Alfieri, et parfois même les meilleurs drames de Métastase ; à leur place elle tolérait les pièces les plus ridicules et les plus immorales ! Aussi l'industrie de la librairie était languissante, la presse périodique insignifiante, le théâtre nul, et il n'y avait pas de tracasseries qui n'attendîssent l'écrivain assez hardi pour donner quelque essor à son génie. Une loi autrichienne défendait, sous les peines les plus graves, aux habitants des provinces lombardo-vénitiennes, d'imprimer leurs écrits ailleurs que dans le pays, et la police de Naples jetait en prison tout auteur qui faisait paraître ses ouvrages à l'étranger. C'est ce qui arriva à M. Ranieri, qui fut emprisonné en 1839, pour avoir publié un roman ré-

puté trop libéral, sous la rubrique de Lugano[1]. Toutefois, malgré ces rigueurs, l'esprit de liberté cherchait à se faire jour, et les idées nouvelles commençaient à percer dans les écrits les plus futiles en apparence. Les livres inspirés par le sentiment patriotique étaient lus avec avidité ; on s'arrachait les poésies satiriques de Giusti, le Béranger de l'Italie, et l'*Arnaldo de Brescia*, œuvre tragique du grand poète Niccolini. Enfin, il se faisait deux mouvements dans la société : l'un politique, l'autre littéraire, qui, s'entr'aidant, comme toujours, devinrent bientôt assez forts pour contraindre les gouvernements à compter avec eux. Delà, un commencement de tolérance de leur part, qui permit, d'un côté, la publication d'ouvrages moins timides ; de l'autre, l'inauguration en Italie de ces congrès scientifiques, qui, de peu d'importance sous le point de vue intellectuel, en eurent une très grande sous le rapport politique, car ils opérèrent un rapprochement soudain entre les intelligences du pays, rapprochement qui ne pouvait manquer de donner une nouvelle impulsion à l'idée nationale. A tous ces stimulants plus ou moins actifs, venaient se joindre les écrits publiés, de temps à autre, par les émigrés ; plus les défenses étaient rigoureuses, plus les livres étaient lus avec avidité. Il nous faudrait de longues pages, pour exposer en détail tous les ouvrages des proscrits[2],

[1] M. Ranieri, l'un des écrivains les plus élégants de l'Italie, a publié aussi des ouvrages historiques importants.

[2] M. Ricciardi a eu une large part dans ces travaux de l'émigration italienne. Son livre le plus considérable, et qui exerça une certaine influence au-delà des Alpes, est celui qui a pour titre : *Conforti all' Italia ovvero Preparamenti all' insurrezione.* (NOTE DE L'ÉDITEUR.)

depuis les publications de la *Jeune Italie*, association fondée en 1831 par Joseph Mazzini, et qui compta bientôt de très nombreux prosélytes, jusqu'à l'apparition des écrits de M. Gioberti. Ces derniers, sans avoir l'importance que les partisans du célèbre abbé se sont plu à leur attribuer, et malgré les critiques fondées que l'on peut en faire, contribuèrent d'une manière efficace à activer le mouvement intellectuel qui s'était emparé de l'Italie.

M. Gioberti ayant joué un rôle considérable dans le grand drame italien, nous croyons nécessaire d'entrer dans quelques détails sur son compte,

Il est peu de destinées aussi singulières que la sienne. Simple abbé en 1833, il est arrêté à Turin et détenu, pendant quatre mois, dans la citadelle de cette ville, pour des discours adressés à la jeunesse, mais surtout à cause de l'influence qu'on lui attribuait sur elle. Après avoir cherché inutilement à l'envelopper dans les iniques procès qui coûtèrent la vie à tant de patriotes, le gouvernement de Charles-Albert commua son emprisonnement en exil. Il ne prévoyait pas, assurément, combien ce nouveau proscrit devait, un jour, lui causer d'embarras. Tribun assez obscur, M. Gioberti ne tarda pas, en effet, à se transformer en éloquent écrivain. Il est vrai que, pour commencer, il ne publia que des œuvres philosophiques, telles que le livre intitulé : *del Sovrannaturale* [1], et *l'Introduction à l'Étude de la Philosophie*, ouvrages profondément orthodoxes, et même plus théologiques que philosophiques ; car l'auteur part plutôt de la foi aveugle que du libre exa-

[1] Du surnaturel.

men, de ce libre examen sans lequel il ne saurait y avoir de philosophie vraiment digne de ce nom. Ce ne fut que dans le *Primato civile e morale degl'Italiani* [1], qu'il se lança, timidement encore, dans l'arène politique.

M. Gioberti en recherchant les moyens d'améliorer le sort de la Péninsule, ne voyait de possible à cette époque, (c'était en 1843), qu'une fédération, à l'instar de l'ancienne confédération allemande, entre nos princes, y compris l'empereur d'Autriche, sous la présidence du pontife, qui était alors Grégoire XVI, de si triste mémoire. Quant au besoin de doter la patrie italienne des institutions demandées par l'esprit de l'époque, pas un mot... je me trompe, M. Gioberti ne reconnaît de droits qu'aux souverains : les sujets ne peuvent, selon lui, que leur adresser de très humbles pétitions ! Il descend aux flatteries les plus plates envers les princes italiens : il fait l'éloge des institutions les plus surannées, du monachisme, et même de ces jésuites qu'il devait attaquer plus tard avec âpreté. Voilà ce qu'étaient, à cette époque, et la politique de M. Gioberti et sa prescience de l'avenir. Mais, bien que si modéré et si timide, le *Primato* causa le plus grand déplaisir, tant aux princes italiens et à l'Autriche, qu'à leurs éternels alliés, les jésuites, qui s'empressèrent de lui prodiguer leurs traits les plus acérés. Delà, un nouveau livre de M. Gioberti, intitulé *Prolégomènes*, espèce d'introduction posthume au *Primato*, publiée au commencement de 1845, et dans laquelle, faisant un pas en avant, il parlait des princes avec une certaine hardiesse, s'élevait surtout con-

[1] De la suprématie civile et morale des Italiens.

tre Ferdinand II, à propos du supplice des frères Bandiera, et s'attaquait vivement à l'Autriche et à ces mêmes Jésuites qu'il avait caressés quelques mois auparavant ! L'effet de ce livre, le mieux écrit peut-être de tous ceux qu'a publiés M. Gioberti, fut très grand, et ce succès aurait dû éclairer l'auteur sur la ligne à suivre : mais, esprit peu pratique et d'une nature extrêmement irritable, au lieu de battre en brèche l'édifice du passé, dès que les jésuites l'attaquèrent de nouveau, il abaissa son talent jusqu'à répondre à leurs calomnies par une polémique délayée en cinq volumes. Ce nouvel ouvrage portait le titre du *Jésuite moderne*, et parut en 1847.

Très diffus de sa nature; M. Gioberti abuse singulièrement de la patience du lecteur. On rencontre néanmoins chez lui de belles pages çà et là. Sous le point de vue politique, à part les indignes flatteries prodiguées à Charles-Albert et la manière fausse dont la papauté y est envisagée, ce livre vaut mieux que ceux dont j'ai rendu compte. Mais si l'auteur avance encore d'un pas, en fait de politique, il continue à ne point pressentir les évènements extraordinaires qui devaient bientôt éclater dans la Péninsule. Il se montre ainsi complètement dénué de cette faculté précieuse départie aux hommes de génie, et qui les fait lire dans l'avenir. Ce fut, il est vrai, le défaut commun à tous les écrivains de l'école dite modérée, dont M. Gioberti était le chef. Ceci nous ramène quelque peu en arrière, c'est-à-dire au livre publié en 1844 par M. Balbo, sous ce titre : *Des espérances de l'Italie*. Cet ouvrage, inspiré par le *Primato* de Gioberti (ainsi que l'auteur lui-même a soin de le dire dans sa préface), servit

en quelque sorte de point de départ à la politique du parti modéré. Nous parlerons d'abord du livre ; puis nous exposerons ce qu'était cette politique.

M. Balbo, allant bien plus loin que son modèle, prend pour base le principe de l'indépendance, que M. Gioberti n'avait pas craint de sacrifier complètement, en admettant l'empereur d'Autriche parmi les membres de la confédération italienne. *Porro unum est necessarium,* dit-il, dès le commencement de son livre : *Délivrer la patrie de l'étranger, et tout autre intérêt doit céder à celui-là.* Sous ce rapport, M. Balbo ne saurait mériter trop d'éloges; mais quels moyens propose-t-il? C'est là qu'est la partie faible et même puérile de son livre. Oubliant le haut prix attaché de tout temps par l'Autriche à la possession des provinces Lombardo-Vénitiennes et les immenses sacrifices faits par elle de 1796 à 1814, d'abord pour les conserver, ensuite pour les reconquérir, M. Balbo prétend démontrer que la dissolution plus ou moins prochaine de l'empire d'Orient doit amener un remaniement de l'Europe, et offrir à l'Autriche des compensations assez grandes sur le Danube, pour la décider à renoncer volontairement à ses provinces italiennes! Jamais pareille utopie n'était entrée dans la tête d'un homme politique. Il est vrai que M. Balbo est un esprit tout aussi peu pratique que M. Gioberti. Examinons maintenant les desseins et la tactique de leur école.

Jusqu'alors les libéraux italiens, désireux à la fois de l'indépendance et de la liberté, n'avaient vu d'autres moyens pour arriver à leurs fins, que les conspirations et l'insurrection à main armée; mais cette tactique, en

irritant les gouvernements par la peur, n'avait fait qu'aggraver de plus en plus la triste situation du pays. Il était donc naturel qu'on essayât d'entrer dans d'autres voies; mais de quoi s'avisa-t-on, en s'inspirant surtout des écrits de M. Gioberti et de M. Balbo? Ce fut de chercher à obtenir par les moyens pacifiques ce qu'on n'avait pu arracher par la force. Ainsi, une partie de ces mêmes libéraux, qui avaient été les ennemis déclarés des princes, commencèrent à les circonvenir par toute espèce de caresses, en s'efforçant à la fois de les stimuler contre l'Autriche.

Pensée absurde, en vérité! car ils devaient savoir que le premier intérêt des souverains était de rester étroitement unis avec l'étranger, en qui ils avaient trouvé constamment un fidèle soutien de leurs trônes chancelants, pourvu toutefois que leurs peuples ne fussent gratifiés par eux d'aucune institution que l'Autriche ne pût accorder elle-même à ses sujets italiens. Si l'on se rend compte de la position particulière ou des antécédents des princes vers lesquels se tournaient les espérances des libéraux modérés, on sera mieux encore persuadé de l'inanité de ces projets.

Est-il besoin de rappeler la triste biographie de Charles-Albert? Traître à sa patrie en 1821 [1], et combattant contre la liberté en Espagne en 1823, il ne monte sur le trône, le 27 avril 1831, que pour continuer et même dépasser la triste politique de ses prédécesseurs... En 1833, il permet l'assassinat juridique d'une quinzaine de ses sujets, tandis

[1] Voir l'ouvrage de Santarosa, intitulé: *De la Révolution du Piémont en 1821*.

qu'il laisse dans l'exil ses complices de 1821. Sans aucune élévation dans l'esprit, d'un caractère tellement faible et indécis, qu'on ne pouvait compter sur ses résolutions, dominé par les jésuites, Charles-Albert était peut-être le moins fait, parmi les princes italiens, pour inspirer de la confiance aux patriotes. Cependant, ce fut en lui qu'ils fondèrent leurs principales espérances! Nous verrons par la suite comment elles furent réalisées.

Le trône des Deux-Siciles était occupé depuis quatorze ans, c'est-à-dire depuis le 8 novembre 1830, par ce Ferdinand II, qui devait être bientôt l'incarnation la plus complète de la perfidie et de la lâcheté. Ayant déjà fait couler plus d'une fois le sang de ses sujets, il n'avait jamais songé à détruire un seul des mille abus que son père et son aïeul, de détestable mémoire, avaient légués au royaume. Aussi présomptueux que profondément ignorant, il tenait à briller au milieu de ses ministres. Il aimait à s'entourer de tout ce que le pays renfermait de plus incapable ou de plus ignoble, ainsi, par exemple, d'un Santangelo ou d'un Del Carretto. Ce dernier avait été rendu célèbre par l'affreuse boucherie de la province de Salerne, en 1828 [1], et par les massacres siciliens de 1837.

Sur la chaire de saint Pierre s'asseyait Grégoire XVI, dont le règne doit être rangé parmi les plus sinistres dans les annales de l'Italie et de la papauté. Élevé au trône pontifical au milieu du mouvement insurrectionnel de 1831, il débute par souffler la guerre civile, et envoie des émissaires chargés de soulever les masses contre le gou-

[1] Voir les *Mémoires d'Antoine Galotti*, publiés à Paris, en 1831.

vernement populaire de Bologne. Puis il excommunie les patriotes et viole la capitulation signée à Ancône en son nom par son plénipotentiaire, le cardinal Benvenuti. Plus tard, pressé par les cinq grandes puissances de l'Europe d'accorder à ses sujets les réformes instamment réclamées par les temps, il promet de satisfaire à leurs demandes; mais il trahit ses promesses et finit par aggraver tellement la situation de ses états, que pas une année ne s'écoule ensuite sans que des conspirations n'y soient découvertes et que des persécutions cruelles ne soient exercées. Pendant ce temps, la guerre la plus acharnée était déclarée à toute innovation, à tout progrès, à l'établissement des chemins de fer, aussi bien qu'à l'introduction des congrès scientifiques, aux livres, aux journaux étrangers et à la presse de l'intérieur.

Modène gémissait sous le joug de François IV, dont personne n'ignore les hauts faits contre le parti libéral, depuis 1814 jusqu'au dernier jour de son règne. Nouvel Ezzelin, moins la bravoure, il représenta pendant longtemps au milieu de l'Europe civilisée les doctrines politiques et les crimes du moyen-âge.

L'indigne veuve de Napoléon trônait à Parme, songeant plutôt à ses galanteries surannées, qu'à améliorer le sort de son peuple, abandonné au bon plaisir de M. de Bombelles, son second mari morganatique. En attendant sa succession, d'après les traités de 1815, Louis de Bourbon dépensait follement à Vienne l'argent soutiré à ses malheureux sujets du duché de Lucques.

Le grand-duc de Toscane était le seul prince à qui, il faut en convenir, on n'eût rien à reprocher. Mais, d'un

esprit très limité, et archiduc d'Autriche, pouvait-il satisfaire aux besoins politiques de l'époque, et se mettre en hostilité avec la cour de Vienne, c'est-à-dire travailler à la ruine de sa maison.

Tels étaient les princes qui se partageaient les provinces italiennes que ne foulait pas l'Autrichien, quand parut le livre : *Des Espérances de l'Italie*, qu'il serait plus juste d'appeler : *Des Illusions de M. Balbo*. Les despotes s'empressèrent de lui répondre : le duc de Modène, par une recrudescence de rigueurs ; Grégoire XVI, par les fusillades de Bologne, et Ferdinand II, par les exécutions de Cosenza !

Sur ces entrefaites, l'Autriche augmentait ses forces dans la Péninsule et redoublait de surveillance sur ses sujets italiens, prête à écraser, tant dans les provinces Lombardo-Vénitiennes que dans les états limitrophes, la moindre tentative insurrectionnelle.

Cependant, dans une partie de l'Italie, la force de l'opinion était devenue si grande, que les gouvernements, forcés de compter avec elle, n'osèrent pas réagir, mais pactisèrent en quelque sorte avec les exigences du parti libéral. On commença dès-lors à assister à un spectacle bien étrange, qui, par la suite, se reproduisit dans presque toute l'Italie. C'était une espèce de comédie, jouée d'un côté par les libéraux, de l'autre, par les princes, décidés les uns et les autres à se tromper mutuellement.

Nous exprimerons encore plus clairement notre pensée, en disant que les premiers entendaient se servir des souverains comme d'instruments utiles, sauf à les briser ensuite, et que les seconds se résignaient à livrer

ce qu'il leur était impossible de garder, bien décidés à révoquer leurs concessions aussitôt qu'ils se seraient sentis assez forts pour le faire impunément. Ce calcul immoral, auquel le vrai parti républicain refusa constamment de s'associer, devait, ainsi que nous le verrons, finir par tourner au détriment de la cause nationale.

Partout où l'attitude réciproque des princes et des libéraux était différente, les conspirations étaient permanentes, et se traduisaient parfois en tentatives révolutionnaires. Telle fut, entre autres, la levée de boucliers qui eut lieu dans les Etats-Romains au mois de septembre 1845, lorsque le drapeau de l'insurrection flotta à Rimini pendant plusieurs jours; mais, chose étrange, l'esprit de transaction avait pénétré jusque dans les Etats-Romains, c'est-à-dire, là où le gouvernement s'opposait le plus obstinément à toute espèce de réformes. Aussi, en même temps que l'on s'insurgeait, on lançait un manifeste décoré du nom de : *Pétition armée.* Ce document exposait les nombreux griefs du pays, et indiquait à la fois les concessions exigées par l'esprit public. Ce singulier système révolutionnaire priva l'insurrection de Rimini du concours du parti républicain, le seul qui se soit dévoué de tout temps aux tentatives les plus audacieuses. Le gouvernement de Grégoire XVI répondit au manifeste des insurgés, comme tous les gouvernements qui se sentent les plus forts, c'est-à-dire en envoyant du canon contre la ville révoltée. Celle-ci, n'ayant pas songé à étendre le mouvement dans les provinces limitrophes, fut facilement domptée; les arrestations et les persécutions recommencèrent plus actives que jamais. Peu de temps après,

M. d'Azeglio, qui jusqu'alors n'avait été connu en Italie que comme romancier, publia, sur la tentative de Rimini, une brochure, qui, par les faits graves qu'elle contenait et par la juste critique qu'elle faisait du monstrueux gouvernement papal, fit une grande sensation en Italie, et contribua puissamment à pousser de plus en plus les esprits dans la voie où ils s'étaient élancés.

Par tout ce qui précède, le lecteur a pu se former une idée de l'état politique et moral de l'Italie, jusqu'à cette année 1846, marquée par l'avènement de Pie IX au trône pontifical. Le vulgaire s'est plu à saluer dans la personne de ce pontife, l'initiateur de la régénération Italienne. Or, nous démontrerons jusqu'à la dernière évidence que son élection ne fut qu'une nouvelle occasion du magnifique mouvement qui envahit bientôt la péninsule tout entière.

La situation des Etats-Romains pendant les derniers temps du règne de Grégoire XVI, était de tout point intolérable. Depuis quinze ans, les plaies de cette partie de l'Italie n'avaient fait qu'empirer; or, elles étaient déjà bien profondes en 1832, s'il faut en croire M. Mamiani, qui en fait le tableau le plus affligeant dans son *Précis politique des évènements des Etats-Romains*, publié à Paris à cette époque. M. Mamiani, que l'on ne soupçonnera pas, assurément, d'esprit révolutionnaire, après avoir exposé en détail la détestable organisation, les abus criants et les désordres du gouvernement pontifical, écrivait ces paroles remarquables :

« Ce gouvernement est essentiellement théocratique, « c'est-à-dire qu'il place la raison politique sous la dé- « pendance absolue de la raison ecclésiastique. Ce gou-

« vernement est donc au milieu de l'Europe moderne une « véritable anomalie, un fait inconcevable, car les gou« vernements théocratiques ne sont supportables que dans « l'enfance des nations. Mais si la civilisation qui s'a« vance n'a pas encore renversé le trône pontifical (ce qui « arrivera infailliblement), elle a cependant diminué sa « force au point qu'il ne peut plus subsister par ses « propres ressorts. »

Plus tard, un juge très compétent en matière légale, M. Canuti, ancien membre du barreau de Bologne, à l'annonce de la publication d'un nouveau code pour les Etats-Romains, s'exprimait ainsi sur la législation et l'organisation judiciaire de cette partie de l'Italie :

« La législation papale n'est, comme on le sait, qu'un « fatras de vieilles lois.

« A la chute de la domination française, plusieurs états « de la Péninsule conservèrent le Code-Napoléon, mais le « pape au contraire restaura, à l'exception du Code com« mercial, les lois civiles et criminelles de l'ancien ré« gime. Aussi les tribunaux suivent-ils, dans leurs ju« gements, le droit romain, le droit canon, les consti« tutions des pontifes, les gloses aux lois civiles et cano« niques, la coutume, les doctrines et les opinions des « docteurs, et enfin les décisions contradictoires pro« noncées dans l'espace de trois siècles par le tribunal de « la Rota romaine : ce qui donne lieu dans la jurispru« dence papale à l'incertitude et à l'arbitraire.

« Cette multiplicité, cette confusion des lois est un des « nombreux défauts du gouvernement pontifical. Le car« dinal Gonsalvi, homme d'esprit et prêtre éclairé, avait

« songé à former un nouveau code; on assure que ce code
« avait même été rédigé et mis sous presse; mais au
« moment de le publier, les intrigues de ceux qui ont
« intérêt au maintien de la vieille jurisprudence préva-
« lurent, les copies furent retirées et le code annulé avant
« de paraître. Plus tard, sous Léon XII, il fut de nou-
« veau question de la formation d'un code de lois; on
« citait même les noms de quelques avocats des pro-
« vinces qui devaient être appelés à Rome à cet effet. Ce
« projet n'eut pas de suite. On s'effrayait, disait-on, à
« l'idée de la formation d'un code entier; mais s'il y
« avait vraiment eu bonne volonté dans la cour de Rome,
« on n'avait qu'à prendre le code civil de Naples ou de
« Parme, le code criminel de la Toscane, et la besogne
« n'aurait pas été bien grande.

« Les véritables difficultés consistaient en ce qu'il au-
« rait aussi fallu changer tout le système judiciaire des
« Etats-Romains, car la multiplicité et le désordre dans
« les tribunaux de ces états sont très grands; il aurait
« surtout fallu abolir tous les tribunaux ecclésiastiques,
« qui jugent en matière civile, et même des procès où des
« laïques sont intéressés. Ces difficultés existent encore,
« et comme nous connaissons l'organisation vicieuse du
« gouvernement papal, nous craignons que la publi-
« cation du nouveau code n'ait pas plus lieu que tant
« d'autres réformes qui avaient été promises par la cour
« de Rome, et qui n'ont pas été réalisées.

« Nous avons malheureusement vu que toutes les
« promesses d'améliorations n'ont été que déceptions et
« mensonges. Et quand bien même l'on parviendrait à

« obtenir une de ces améliorations, est-on certain que le « lendemain elle ne sera pas abrogée par un *motu proprio* « du pape même qui l'a accordée ou de son successeur ? « Où sont les garanties dans un gouvernement tel que « celui de Rome? Puisque l'on veut maintenir un tel « pouvoir, il faudrait au moins imposer au chef de l'état « de donner à ses malheureux sujets un régime suppor- « table ; il faudrait séculariser les charges, confier le « pouvoir législatif à une magistrature séculière, établir « une garde civique et mettre enfin à exécution toutes « les autres conditions contenues dans le memorandum « du mois de mai 1831. »

Telle était la déplorable situation des Etats-Romains à la mort de Grégoire XVI, une de ces situations qui ne peuvent finir qu'en condamnant le gouvernement qui la produit à se transformer radicalement ou à périr. Ce fut dans de pareilles circonstances que Pie IX fut élevé au trône pontifical; or, nous le demandons, lui était-il possible, à moins de courir à une perte certaine, d'adopter une autre voie que celle où il parut entrer spontanément? Pour quiconque connaît tant soit peu les Etats-Romains, et se rappelle ce qu'était leur condition au mois de juin 1846, il n'est pas douteux que si Pie IX avait seulement essayé de continuer la politique de Grégoire XVI, il aurait encouru immanquablement, dès les premiers jours de son règne, la disgrâce qui le frappa en novembre 1848. L'opinion publique en Italie en général, et dans les Etats-Romains en particulier, avait acquis une telle énergie, qu'on ne pouvait plus la braver impunément.

Pie IX eut assez de bon sens pour le sentir ; voilà tout son mérite.

On s'obstina, néanmoins, à vouloir en faire un grand homme, et bientôt aux applaudissements des libéraux italiens, dont quelques-uns n'étaient pas sans calcul, vinrent se joindre ceux de l'Europe tout entière. Ce chorus de louanges, par cela même qu'il flattait l'amour-propre du nouveau pape, contribua aussi puissamment à le faire avancer avec moins de répugnance dans le chemin où, nous le répétons, il n'était pas entré volontairement. Cela est tellement vrai que, si les Romains s'abstenaient pendant huit jours seulement de faire éclater leurs *vivat* sur la place du Quirinal, le pontife interrogeait avec inquiétude ses prélats sur les dispositions du peuple à son égard. Puis, lorsqu'une nouvelle ovation avait lieu, il ne manquait pas d'y répondre par quelque petite concession, ou du moins par des promesses. Mais analysons brièvement ces réformes tant vantées.

En remontant jusqu'aux premiers jours de son règne, à ces jours où tout prince est obligé d'accorder quelque chose à l'attente générale, on a déjà occasion de remarquer en Pie IX une certaine hésitation. Son avènement au pontificat eut lieu le 16 juin 1846. Eh bien ! ce n'est qu'un mois après qu'il proclama l'amnistie ; mais cet acte, que la politique de son prédécesseur avait rendu indispensable, car les prisons regorgeaient de condamnés politiques, et l'élite des patriotes errait sur la terre étrangère, fut vicié par une condition imposée aux prisonniers délivrés et aux proscrits autorisés à rentrer. Cette condition consistait à signer une déclaration, par laquelle, en s'en-

gageant à ne plus troubler l'ordre public à l'avenir, les signataires déclaraient implicitement que les nobles efforts tentés par eux pour arracher leur pays au despotisme, n'avaient été que des tentatives de désordre ! Le but qu'on se proposait, en imposant cette démarche dégradante, était évident. On voulait à la fois, et lier l'individu par une déclaration de repentir, et, en le forçant à une espèce de rétractation de principes, détruire à l'avance son influence morale. Aussi les plus honorables parmi les proscrits des États-Romains préférèrent-ils la continuation de leur exil à une amnistie qu'ils ne pouvaient accepter qu'aux dépens de leur dignité.

Ce fut là le premier acte de Pie IX. Il est vrai que les cours prévôtales, dont personne n'ignore les iniquités, étaient supprimées presque en même temps, et que, plus tard, les prélats et les fonctionnaires publics les plus impopulaires étaient destitués. Il est vrai que des commissions réformatrices étaient nommées, et que le système municipal recevait de notables améliorations ; mais il faut dire aussi que ces concessions arrivaient lentement, et comme arrachées par l'opinion publique, et que des mesures subséquentes en détruisaient parfois les effets salutaires. Ainsi, le peu de liberté accordée à la presse dès les premiers temps du nouveau règne, était bientôt restreinte par une loi répressive imposée par l'Autriche. Cette loi excita l'indignation générale et faillit causer une révolte. Mais ce n'est pas tout ; l'institution précieuse de la garde nationale, réclamée à grands cris, se fit attendre pendant un an. Elle serait même restée à l'état de projet, n'eussent été les dangers créés subitement au pays par la conspira-

tion austro-jésuitique découverte au milieu de l'été de 1847. Remarquons de plus, qu'aucune des concessions faites par Pie IX ne tendait à diminuer les sinistres effets de la domination cléricale, quoique ce fût là la principale plaie de l'état, et qu'il suffît d'elle seule pour paralyser les forces vives du pays, et pour rendre tout à fait stériles les réformes les plus larges. Le véritable esprit de Pie IX devait se manifester d'une manière encore plus évidente, lors de l'ouverture de la *Consulta*, de cette Consulta dont les libéraux modérés s'étaient flattés de faire une chambre de représentants, tandis que Pie IX n'entendait voir en elle qu'un simple conseil d'état. Il est bon de se rappeler à ce sujet la notification du cardinal Gizzi, publiée à Rome le 22 juin 1847, et surtout les paroles adressées par Pie IX lui-même aux députés réunis à Rome le 15 novembre suivant. Ces paroles étaient calquées exactement sur le célèbre discours prononcé par le roi de Prusse lors de l'ouverture des États convoqués l'année précédente à Berlin. Le pape, réputé libéral par excellence, disait à cette époque, en toutes lettres, aux mandataires du pays, que son intention bien arrêtée était de ne pas aller plus loin, en fait d'institutions représentatives. Pie IX ne prévoyait guère alors que quelques mois plus tard il devrait subir une constitution. Mais n'anticipons pas sur les évènements, et terminons ces réflexions sur Pie IX, en l'envisageant comme pape, après l'avoir envisagé comme roi.

Prêtre avant tout, et, qui plus est, profondément sincère dans sa foi, il prend par conséquent, tout à fait au sérieux, et son rôle de pontife suprême, et ce que l'église a de tout temps proclamé comme sacré. Dès lors, il ne pou-

vait ni ne voulait s'écarter en rien de la ligne suivie pendant des siècles par ses prédécesseurs. Ainsi, tenant essentiellement aux prétendus droits de l'église au patrimoine de Saint-Pierre, il devait être nécessairement ce qu'avaient été tous les autres papes depuis le siècle de Charlemagne, l'ennemi acharné de tout principe et de tout fait pouvant les mettre en danger. Par suite, il était forcé de regarder d'un œil hostile l'indépendance, l'unité nationale et la liberté de l'Italie, car la première ne saurait être obtenue qu'au détriment de l'Autriche, c'est-à-dire de l'ancien et fidèle appui de la papauté, et les deux dernières sont faites pour amener irrévocablement la ruine, l'une du pouvoir temporel, l'autre du pouvoir spirituel du pontife. La première condition de tout état libre étant une liberté de discussion pleine et entière, le gouvernement auquel aspire l'Italie ne peut qu'être fatal au catholicisme, qui, fondé sur le principe de la foi aveugle, est, en effet, diamétralement opposé à celui du libre examen. Et qu'on cesse de nous objecter la co-existence en France du catholicisme et de la libre discussion; car, il ne faut pas s'y tromper, la France n'est catholique que de nom. A part un petit nombre de croyants sincères, qui rejettent *à priori* tout raisonnement, elle est ou d'une profonde indifférence en matière de religion, ou elle va tout aussi loin, peut-être même plus loin que le protestantisme, quoique sous une forme orthodoxe.

Il ne faut donc point s'étonner de la conduite tenue par Pie IX, depuis son avènement au trône pontifical jusqu'à son monitoire du 1er janvier 1849, ni même de son attitude actuelle. Elle trouve son explication dans la nature même

de l'institution qu'il représente. Aussi, ce n'est pas à lui qu'on doit s'en prendre, mais à la papauté, élément délétère pour l'Italie, et dont celle-ci doit se délivrer à tout prix. Cela ne veut pas dire qu'elle doive porter la moindre atteinte à la liberté religieuse, droit sacré, auquel personne au-delà des Alpes n'a jamais songé à s'attaquer, et que l'éloignement du pape ne mettra aucunement en péril. Les idées religieuses, par cela même qu'elles sont des idées, ne sauraient souffrir en rien de la translation, quelque part qu'elle eût lieu, du siége de la papauté. Personne n'ignore que pendant soixante-douze ans les pontifes résidèrent à Avignon, et je ne sache pas que le catholicisme en soit mort. Et qu'on renonce à cette objection banale que Rome sans le pape n'est plus Rome, car jamais la ville éternelle n'aura été entourée d'une plus vive splendeur, que le jour où, la papauté ayant fait place à une Assemblée nationale et à un gouvernement central Italien, elle sera l'auguste métropole d'un grand peuple.



CHAPITRE III.

CHAPITRE III.

Réformes opérées en Sardaigne et leur véritable valeur. — Code publié par Charles-Albert, et critiques auxquelles il donne lieu. — Analyse des décrets du 30 octobre 1847. — Examen des réformes du grand duc Léopold. — La garde civique et la nouvelle presse en Toscane. — Agitation du duché de Lucques. — Concessions de Louis de Bourbon. — Sa fuite à Massa et son retour à Lucques. — son abdication. — Misérable comédie jouée à propos de l'affaire de Fivizzano. — Attitude des gouvernements de Parme et de Modène. — Contre-coup des réformes. — Immobilité du gouvernement de Ferdinand II, et griefs de ses peuples. — Protestation clandestine. — Esquisse historique sur les Bourbons de Naples.

Nous avons réduit à leur juste valeur les réformes tant vantées de Pie IX ; examinons maintenant celles de Charles-Albert et de Léopold II.

On a beaucoup exalté d'abord, et les réformes opérées en Sardaigne, et le code publié, il y a quelques années, par le roi de Piémont. Voyons jusqu'à quel point ces éloges sont mérités.

La Sardaigne pliait sous le joug des lois féodales. Or, à

moins de vouloir passer pour barbare au milieu de l'Europe civilisée, il fallait que le souverain fît disparaître à tout prix ces monstrueux éléments d'un autre âge. Aussi s'en occupa-t-il dès le commencement de son règne. Le système judiciaire et l'administration municipale furent complètement réorganisés. L'instruction primaire reçut de notables améliorations; le système décimal fut appliqué tant aux monnaies qu'aux poids et mesures. Les terres domaniales, restées incultes jusqu'alors, furent mises en vente et livrées à la culture. De nouvelles routes sillonnèrent cette contrée, où l'on était souvent obligé de voyager à cheval, quelquefois même à pied ; et un service de bateaux à vapeur fut établi entre l'île et le continent.

Ces innovations, strictement nécessaires, et auxquelles on aurait dû songer depuis longtemps, furent représentées cependant par les partisans du gouvernement comme des réformes dignes de l'admiration du monde.

Cette observation peut s'appliquer également au code Albertin. Nouveau Justinien, Charles-Albert se plut à lui donner son nom, quoiqu'il n'y eût participé que par la nomination d'un comité de magistrats chargés de le mettre en ordre. Loin d'être une œuvre nouvelle, c'était plutôt un recueil, classé avec soin, des anciennes lois de la monarchie sarde, parmi lesquelles le législateur ne craignit pas de conserver les plus rétrogrades ; celles même où l'égalité civile, la liberté religieuse sont ouvertement foulées aux pieds. Les protestants, les juifs y sont encore considérés comme de véritables parias, pour tout ce qui touche aux droits civils. Le nouveau code consacre en outre le droit d'aînesse et certains privilèges de la no-

blesse, et la plupart des anciens abus y sont maintenus, tandis que les principales garanties de la justice y sont complètement négligées. On n'en doutera pas si l'on consulte la critique judicieuse faite par M. Portalis de la nouvelle législation des États-Sardes. Mais nous avons hâte d'arriver aux fameuses réformes du 30 octobre 1847, attendues, comme on sait, avec une fiévreuse impatience, et accueillies de la part des modérés avec des applaudissements frénétiques.

Les décrets du 30 octobre avaient pour but : 1° de modifier essentiellement la loi municipale, en lui donnant pour base le principe de l'élection ; — 2° d'abolir les juridictions exceptionnelles ; — 3° de créer à Turin une haute cour à laquelle on appelât en dernier ressort ; — 4° d'introduire dans les procès criminels la défense orale et la publicité des débats ; — 5° de limiter les pouvoirs de la police, sans bornes jusqu'alors ; — 6° de tempérer les rigueurs de la censure.

Tous ces décrets, on le voit, ne faisaient que détruire des abus intolérables, ou pratiquer des améliorations indiquées par le plus simple bon sens ; mais, à part le principe électif introduit dans la loi municipale, rien de tout cela n'impliquait la reconnaissance d'aucun droit en faveur des gouvernés. D'ailleurs, par ces réformes, on ne touchait nullement aux deux plaies principales des États-Sardes, l'aristocratie et le clergé. Il est bon de rappeler qu'une masse énorme de capitaux était accumulée et immobilisée dans les mains des corporations religieuses. Les couvents du Piémont, au nombre de quatre cent-

huit, avaient reçu de l'État, de 1814 à 1830 seulement, environ cent millions de francs!

Ce que nous disons des États-Sardes peut s'appliquer en partie à la Toscane. Là aussi, le souverain, poussé sans cesse par l'opinion, consentait d'abord à des réformes de détail, telles que l'abaissement du port des journaux étrangers, la suppression de quelques bureaux de douanes, l'abolition de la basse police, et l'établissement d'une commission chargée de réformer les lois pénales; puis, pressé de plus en plus par l'esprit public, il accordait une certaine liberté à la presse, appelait autour de lui une espèce de consulte, et finissait par céder aux demandes, qui lui arrivaient de toutes parts, concernant l'institution de la garde civique. Cette dernière concession, la plus importante de toutes, et qui donna lieu à la fête solennelle célébrée à Florence le 12 septembre 1847, fut amenée surtout par les troubles sanglants de la ville de Sienne, et par la conspiration découverte à Rome, au mois de juillet, conspiration que l'on sait avoir coïncidé avec l'occupation de Ferrare par un corps de troupes autrichiennes.

La nouvelle loi sur la presse ne tarda pas à faire naître une foule de journaux; les plus remarquables, sans contredit, furent *l'Alba*, feuille dirigée avec talent par M. La Farina, depuis ministre à Palerme; *la Patria*, qui comptait parmi ses rédacteurs l'abbé Lambruschini et l'avocat Salvagnoli; *l'Italia*, fondée par MM. Montanelli et Centofanti; enfin, le *Corriere Livornese*, dont le principal écrivain était M. Guerrazzi. Tous ces organes de l'opinion publique rendirent de grands services à la cause Italienne,

en réagissant sur la partie de la Péninsule où les gouvernants résistaient le plus aux vœux des gouvernés, et contribuèrent ainsi à précipiter les efforts de ces derniers pour briser un joug détesté.

Le duché de Lucques fut le premier à ressentir le contrecoup du mouvement qui agitait la Toscane. Ce pays limitrophe, d'après les traités de Vienne, devait plus tard être annexé aux États de Léopold II.

Nous l'avons dit, Louis de Bourbon était plus préoccupé de ses plaisirs que des intérêts de sa petite principauté. Cette façon singulière de gouverner avait excité dans le duché un profond mécontentement, qui s'était accru depuis, soit par des mesures arbitraires, telles que la destitution d'un homme très populaire, M. Fornaciari, président de la cour criminelle, soit par l'insolence de la force armée. Les carabiniers, il est bon de le rappeler, avaient souvent pour chef de leurs expéditions le prince héréditaire, jeune écervelé, à l'air outrecuidant et aux manières brutales. Les émeutes ne se firent pas attendre, et les moyens employés pour les réprimer les rendirent tellement menaçantes, que le duc fut obligé de modifier complètement sa politique. Le 1er septembre 1847, cédant à une manifestation des plus imposantes, il accorda l'institution de la garde civique, et promit de procéder aux réformes qu'on réclamait instamment; mais à peine le calme était-il rétabli, grâce à ces promesses, que, se repentant déjà de les avoir faites, il s'enfuit à Massa, et ne consentit à revenir que sur les instances pressantes de sa belle-fille.

On ne s'étonnera pas après cela, si, au bout de quinze

jours, il résigna le pouvoir dans lés mains du conseil d'état, présidé par M. Mazzaroza, pour abdiquer enfin le mois suivant. Ce dernier acte était amené principalement par l'extrême détresse où se trouvait le duc, forcé de faire face aux exigences de ses nombreux créanciers. On sait que Léopold II lui assura, en prenant possession du duché, une pension considérable, tandis que le duc de Modène lui allouait 12,000 piastres par an, en compensation de certains territoires annexés à ses états en vertu des traités de Vienne.

Ici vient naturellement se placer la triste affaire de Fivizzano, petite contrée qui, suivant les mêmes traités, devait être cédée au duc de Modène lors de la fusion du duché de Lucques dans le grand duché de Toscane. Dans cette circonstance, comme dans toutes celle du même genre, l'intérêt des peuples fut indignement sacrifié à celui des princes; la médiation de Charles-Albert et de Pie IX n'aboutit qu'à une misérable comédie. On ne fit, en résumé, que légaliser en quelque sorte l'invasion brutale des soldats du duc de Modène dans cette commune de Fivizzano.

Le gouvernement de Parme restait immobile au milieu du mouvement de la Toscane et du Piémont, à moins qu'on ne veuille regarder comme des concessions à l'esprit du temps une espèce de réforme postale, une ordonnance prescrivant des travaux de statistique, ou l'annonce de chemins de fer, qui ne devaient jamais être entrepris. Au surplus, ces velléités réformatrices étaient plus que balancées par la nomination de M Onesti en qualité de directeur de la police, par la prohibition des journaux, y

compris l'innocente *Gazette de Gènes*, par la défense de toute réunion populaire, et enfin par les certificats exigés des étudiants avant leur admission dans les écoles supérieures. Ces certificats devaient attester que l'individu ne s'était jamais mêlé de politique. Parme, il faut le répéter, n'était pas gouvernée par son archiduchesse Marie-Louise, esprit très borné, mais par son mari, le comte de Bombelles, digne et fidèle adepte de l'école de Metternich, ce qui suffit pour le caractériser.

Ce triste gouvernement prit fin le 17 décembre 1847, par le décès de Marie-Louise, pour faire place à celui de Louis de Bourbon, remplacé lui-même, quelques mois après, par la commission provisoire issue de la révolution.

Quant au gouvernement de François V, duc de Mo dène, il fut, c'est tout dire, la continuation de celui de François IV, mort le 21 janvier 1846. Il eut de moins, il est vrai, les assassinats juridiques, que, du reste, l'esprit de l'époque n'aurait plus tolérés. Modène comptait des milliers de proscrits : le nouveau duc ne permit qu'à un très petit nombre d'entre eux de rentrer dans leurs foyers. Il maintint les anciens abus et ne changea rien aux lois du pays, à celles même qui consacraient l'usage de la torture comme moyen de découvrir la vérité dans les procès criminels ! Déterminé plus tard à donner le change à l'opinion, François V prescrivait, au mois d'octobre 1847, la mise en liberté dans les vingt-quatre heures des personnes emprisonnées, et limitait les peines correctionnelles à une détention de vingt jours ; mais ces rescrits, que d'ailleurs l'arbitraire du gouvernement pouvait violer impunément (ce qui arriva même fort souvent),

étaient une véritable anomalie après l'attitude que le duc avait gardée constamment envers ses sujets, dès les premiers jours de son règne.

Après avoir confié le commandement de ses troupes au colonel Saccozzi, l'ancien président de la commission destinée à juger Cyrus Menotti et Borelli, il avait fait jeter en prison de nombreux citoyens, et notamment plusieurs jeunes gens de Reggio, pour le seul fait d'avoir chanté l'hymne de Pie IX. Il avait refusé obstinément d'accéder à la ligue douanière, dans laquelle le pape, le roi de Sardaigne et le grand duc de Toscane lui avaient proposé d'entrer à plusieurs reprises. Cette ligue était la chose la plus naturelle du monde; elle eût dû, dès lors, être acceptée aussitôt que proposée ; elle resta néanmoins à l'état de projet. Cependant, on avait sous les yeux l'exemple du *Zollverein,* dont personne n'ignore les heureux effets, et ce n'était pas beaucoup accorder à l'Italie, que d'abattre chez elle les barrières de douanes, qui entravent à chaque pas son industrie, son commerce, et tuent la richesse du pays dans ses sources principales.

Telles furent, jusqu'aux premiers jours de 1848, les réformes tant prônées de nos gouvernements, réformes, je l'ai déjà dit, qui n'impliquaient aucun droit politique. Indépendamment de cette considération, d'une part elles n'avaient rien de large, de l'autre elles n'atteignaient ni les abus ni les maux les plus graves. Aujourd'hui même, il faut le remarquer, le jeu, essentiellement immoral de la loterie, existe partout, excepté dans le seul pays gouverné encore démocratiquement, c'est-à-dire à Venise. Toutefois, si minces qu'elles fussent, ces améliorations

eurent une assez grande influence sur le mouvement des esprits dans les États où les gouvernements résistaient le plus à l'application des idées nouvelles.

Nous verrons plus tard quelles furent, dans les provinces Lombardo-Vénitiennes, l'impression profonde et les résultats produits par les réformes du Piémont et de l'Italie centrale ; car nous devons retracer maintenant la misérable situation des Deux-Siciles. Il est d'autant plus nécessaire de nous en occuper, que ce pays nous semble destiné, tant par sa population de huit millions d'âmes que par les immenses moyens dont il dispose, à jouer un grand rôle dans l'avenir de la Péninsule.

Le gouvernement de Ferdinand II, à l'accusation que les habitants du reste de l'Italie lui adressaient sans cesse, de rester immobile au milieu du mouvement général, ne craignait pas de répondre que dans ses États il n'y avait rien à réformer. Assurément, à ne regarder les choses qu'à la surface, on devait croire que le sort des Deux-Siciles était tout autre que celui des autres états de la Péninsule. En effet, cette partie de l'Italie est régie par le code Napoléon ; l'ordre judiciaire et l'administration civile y sont calqués sur les institutions françaises ; le système hypothécaire est généralement réputé préférable à celui de la France. On peut en dire autant de l'instruction primaire, réglée par de bonne lois. Mais que devenaient ces institutions en face de l'arbitraire sans frein, qui formait le caractère, l'essence même du gouvernement, et qui suffisait à lui seul pour vicier, sinon pour annuler tout ce qu'elles renfermaient d'excellent ? Nous ne saurions mieux faire à ce sujet que d'engager nos lecteurs à parcourir une bro-

chure, publiée à Naples clandestinement pendant l'été de 1847, sous le titre de : *Protestation du peuple des Deux-Siciles* [1].

Dans cet écrit on faisait une exposition détaillée des griefs du pays, et la peinture de ses maux sembla si frappante, qu'elle fit une profonde impression et que les gouvernants eux-mêmes s'en émurent. Ce fut là comme un dernier effort pacifique tenté par les libéraux pour faire sortir de sa voie fatale un gouvernement oppresseur. Voici les principaux passages du premier chapitre. Ils en diront beaucoup plus que toutes nos paroles :

« Les étrangers qui visitent nos contrées admirent la « sérénité de notre ciel et la fertilité de nos campagnes ; « en parcourant le code de nos lois, et en entendant le « gouvernement parler de progrès, de civilisation et de « religion, ils pourraient bien être tentés de croire que « les Italiens des Deux-Siciles jouissent d'un bonheur à « faire envie aux autres nations. Cependant aucun État « en Europe n'est dans une position pire que la nôtre, « sans excepter même les Turcs. Ceux-ci du moins sont « censés des barbares, ils savent qu'ils n'ont d'autre loi « que la volonté de leur maître ; leur religion leur per- « suade de se soumettre à une aveugle fatalité, et, malgré « cela, leur condition s'améliore tous les jours Mais dans « le royaume des Deux-Siciles, dans le pays qu'on appelle « le jardin de l'Europe, trois hommes sur quatre meurent

[1] Cette brochure fut reproduite en français et publiée à Paris quelque temps après, par les soins de M. Ricciardi, qui la fit précéder d'une introduction. (*Note de l'Éditeur*.)

« de faim, et sont dans un état pire que la brute. Le ca-
« price seul fait la loi, le progrès consiste à rétrograder,
« et, au saint nom du Christ, un peuple chrétien est op-
« primé ! Oh ! si chaque ville, chaque village, chaque
« hameau des Abruzzes, des principautés de la Pouille,
« de la Calabre, de la belle et malheureuse Sicile, pou-
« vaient raconter les cruautés inouïes, les insultes, la
« tyrannie qu'elles souffrent dans les personnes et dans
« les biens ! Mais ce que nous en dirons suffira à faire
« pleurer et frémir, et à prouver que les prétendues amé-
« liorations de notre gouvernement sont autant de men-
« songes impudents et de nouvelles et plus ingénieuses
« oppressions. Le gouvernement des Deux-Siciles est une
« immense pyramide, dont la base est formée par les
« sbires et les prêtres, et le sommet par le roi.

« Chaque employé, depuis l'huissier jusqu'au ministre,
« depuis le dernier soldat jusqu'au général, depuis le
« gendarme jusqu'au ministre de la police, depuis les
« simples prêtres jusqu'au confesseur du roi, tranche du
« despote ; et, tandis qu'il tyrannise ses subordonnés,
« il rampe devant ses supérieurs. Par conséquent, celui
« qui ne compte pas parmi les oppresseurs, se sent écrasé
« de tous côtés par le poids de la tyrannie d'une foule de
« misérables, et la liberté, les biens, la paix, la vie
« même des honnêtes gens dépendent du caprice, je ne
« dirai pas du prince ou d'un ministre, mais du plus
« petit employé, d'un courtisan, d'un espion, d'un
« sbire, d'un prêtre ou d'un jésuite.

« Il y a vingt-sept ans que les Deux-Siciles sont écrasées
« par un gouvernement qu'on ne saurait qualifier trop

« énergiquement de stupide et de cruel, par un gouver-
« nement qui nous a abrutis, et que nous souffrons
« encore parce que, peut-être, Dieu veut nous faire
« descendre à l'excessive misère et à l'extrême abaisse-
« ment pour nous pousser à bout, et nous faire arriver
« par là à un meilleur avenir. D'ailleurs, il n'y a pas
« d'espoir d'un sort meilleur, attendu que le roi Ferdi-
« dinand devient plus cruel avec les années, et que ses
« fils, élevés par des prêtres, seront encore pires que lui.
« Il résulte de là qu'il ne reste à ce malheureux peuple
« d'autre parti à prendre que d'avoir recours à la suprême
« raison des armes ; mais avant que le jour terrible de
« l'insurrection n'éclate, il est nécessaire que nous pro-
« testions à la face du monde civilisé.

« Nous montrerons donc tout ce que nous avons fait
« depuis 1820 jusqu'à ce jour pour la régénération de
« notre pays, et combien de sang généreux a été répandu
« sur cette terre de malheur ; nous dirons ce qu'est le roi
« Ferdinand et sa cour, ce que sont ses ministres ; com-
« bien de vols, d'infamies, se commettent dans toutes
« les branches de l'administration. Nous mettrons à nu
« nos plaies saignantes ; nous ferons connaître nos dou-
« leurs, qui sont immenses, insupportables, indicibles ;
« si, quand viendra le jour de l'exaltation et de la colère,
« il se commet des excès, que personne ne nous blâme,
« que personne ne nous conseille la modération et la pru-
« dence, puisqu'il s'agit d'une gangrène dont le fer et le
« feu seuls peuvent nous délivrer. »

Dans les pages qui suivent l'on passe en revue les prin-

cipales plaies du pays et les principaux abus du gouvernement, et l'on finit par ces mots :

« En réfléchissant à tout ce que nous venons d'écrire, « nous nous apercevons que nous n'avons dit qu'une « partie de ce que nous souffrons, de manière que tout « citoyen des Deux-Siciles, en lisant ces pages, s'écriera : « Vous avez oublié telle ou telle infamie ; vous n'avez « pas parlé de tel ou tel scélérat. Mais qui pourrait tout « écrire? Qui pourrait mettre à nu toutes les plaies qui « nous devorent? O nos frères d'Italie, et vous, étrangers « à l'âme noble! ne croyez pas que nos paroles soient « exagérées, n'écrivez pas dans vos journaux qu'un lan-« gage plus modéré et plus froid serait plus convenable ; « mais venez parmi nous, venez sentir, vous aussi, la « main de fer qui nous presse ; soyez témoins de nos souf-« frances, et vous n'aurez garde de nous donner des « conseils de modération et de prudence! Nous prierions « Dieu d'éclairer Ferdinand, si nous pouvions espérer « qu'il fût disposé à écouter la voix du peuple, qui est « aussi la voix de Dieu. Mais il ne nous reste qu'à faire « connaître au monde nos misères, à montrer que nous « ne les méritons pas, à annoncer que nous ne voulons « pas les souffrir plus longtemps, et que l'heure de les « faire cesser n'est pas éloignée. »

En effet, le pays devait bientôt forcer le Bourbon à entrer dans d'autres voies. Malheureusement les libéraux Napolitains ne surent pas profiter de leur triomphe, et ils ne comprirent pas que les concessions arrachées à Ferdinand II étaient illusoires, par cela seul qu'un Bourbon restait placé au sommet du nouvel édifice politique. Que

ne jetaient-ils un regard dans l'histoire de cette race maudite, qui, à part le règne de Charles III, fut constamment le fléau des Deux-Siciles?

Une révolution radicale dans le royaume de Naples nous semble un évènement si désirable pour assurer à l'Italie sa victoire sur l'Autriche, que nous croyons ne pouvoir mieux conclure ce chapitre qu'en déroulant brièvement la longue série de maux dont les Bourbons ont accablé, pendant près de cinquante ans, ce malheureux pays. On se convaincra, par notre récit, que jamais insurrection n'aura été plus légitime et plus sainte que celle qui doit éclater et triompher tôt ou tard dans cette partie de la Péninsule.

Les rigueurs politiques commencèrent à Naples en 1793. Marie-Caroline d'Autriche, digne épouse de Ferdinand 1er, en fut l'instigatrice principale. Rendue furieuse par la mort de sa sœur Marie-Antoinette, elle voyait un ennemi dans tout homme soupçonné de libéralisme; bientôt les cachots furent remplis de patriotes, emprisonnés sur un mot, sur un geste; les uns pour la forme de leurs habits, les autres pour la coupe de leurs cheveux. Tout ce qui rappelait la France excitait surtout la haine du gouvernement, et donnait lieu aux persécutions les plus cruelles. Le premier sang des martyrs coula au mois d'octobre 1794. Trois jeunes gens des premières familles montèrent à l'échafaud pour une prétendue conspiration, et principalement pour avoir opposé un silence obstiné à l'interrogatoire insidieux de leurs juges. Mais tout cela n'était rien en comparaison des horreurs dont Naples fut le théâtre en 1799, année fatale qui restera gravée en hor-

ribles caractères dans l'histoire, car elle vit l'élite du pays moissonnée par le bourreau, et quelquefois la lie du peuple se constituer exécutrice des hautes œuvres au profit du roi.

Ces atrocités sont trop connues pour que nous ayons besoin de nous y arrêter [1]. Disons seulement qu'elles rendirent si odieux à Naples le nom des Bourbons, qu'à l'approche du roi Joseph Bonaparte en 1806, Ferdinand Ier n'essaya pas même d'opposer la plus légère résistance, et s'enfuit en Sicile. Pendant les neuf ans qu'il resta dans cette île, Marie-Caroline ne cessa d'alimenter le brigandage en Calabre, et de désoler la Terre-de-Labour à l'aide du fameux *Fra-Diavolo.* Le prince de Canosa, de l'île de Ponza, où il se tenait comme un tigre dans son repaire, fomentait des conspirations et poussait à la guerre civile. Ferdinand Ier, pendant son exil de Naples, avait fait les plus belles promesses aux habitants du royaume; mais à peine fût-il restauré dans ses états de Terre-Ferme, que non content de manquer à sa royale parole à l'égard des Napolitains, il retira aux Siciliens et la constitution de 1812, et leurs franchises séculaires! Aussi les sociétés secrètes, organisées dans le royaume par ses agents, dans l'unique but de les faire servir contre Murat, se tournèrent contre le Bourbon restauré, et le carbonarisme ayant envahi jusqu'aux rangs de l'armée, une révolution militaire éclata en 1820. Cette révolution, commencée sous les plus heureux auspices, devait attirer de nouveaux

[1] Voir l'excellente *Histoire du royaume de Naples*, par le général Colletta, ainsi que l'*Essai historique sur la révolution de* 1799, par Cuoco.

malheurs sur un pays déjà si cruellement éprouvé.

Le 1er octobre 1820, le roi Ferdinand jurait solennellement la constitution, après avoir publié une amnistie pleine et entière pour tout acte hostile à sa couronne, commis depuis le jour de l'insurrection jusqu'à celui où la constitution avait été proclamée. Or, voici comment ce serment et cette amnistie furent observés. François Ier avait demandé à se rendre au congrès de Leybach pour y plaider, disait-il, la cause sacrée de son peuple, et le parlement avait fait la faute énorme de le laisser partir. Le Bourbon ne fut pas plutôt au milieu des rois, qu'il conspira avec eux contre la liberté de son pays; puis, une armée autrichienne s'étant ébranlée, afin d'envahir le territoire napolitain, il se mit à sa suite pour entrer bientôt dans sa capitale sous la protection des bataillons étrangers.

Les fureurs réactionnaires commencèrent aussitôt. Ferdinand avait ramené avec lui le trop célèbre Canosa et s'était empressé de le nommer ministre de la police. C'était assez dire qu'il ne devait point y avoir de merci pour les libéraux. Un désarmement général ayant été ordonné dans le royaume, il suffit d'être surpris dans les rues avec une arme quelconque, cachée ou non, pour être traîné devant une cour prévôtale, jugé et fusillé dans les vingt-quatre heures! Les exécutions de ce genre furent très nombreuses. Canosa, voulant frapper les imaginations par un spectacle affreux, fit placer à demi-nu sur un âne et promener dans la ville un malheureux appelé Angeletti, chez lequel on avait trouvé les insignes de grand-maître en charbonnerie. Des gendarmes à pied et à cheval

enveloppaient la victime, le sabre nu à la main, ou le pistolet au poing, prêts à faire feu au premier mouvement de la foule. Un crieur public précédait le sinistre cortège et, à chaque son de trompe, c'est-à-dire de cinq en cinq minutes, le bourreau appliquait au patient de vigoureux coups de verges. Cette exécution sauvage dura plusieurs heures, au milieu d'une population profondément indignée, que contenait à peine la présence des baïonnettes autrichiennes. Angeletti était presque mourant lorsque, le soir, on le réintégra dans sa prison. L'effet de cette horrible scène fut tel, que le général en chef Autrichien, honteux peut-être d'avoir toléré une pareille infamie, exigea du roi l'éloignement de Canosa. La police, il est vrai, confiée à des mains tout aussi iniques, n'en continua pas moins ses exploits. Dans l'un des nombreux procès intentés aux patriotes furent enveloppés environ quatre-vingts officiers, accusés d'avoir pris part à l'insurrection de 1820. Trente d'entre eux furent condamnés à mort, et l'échafaud était dressé, quand le général Autrichien, fidèle à l'esprit du cabinet de Vienne, qui s'est toujours attaché à paraître moins sanguinaire que les gouvernements Italiens, sollicita du roi la grâce de vingt-huit condamnés. Morelli et Silvati, anciens lieutenants de cavalerie, et premiers auteurs de l'insurrection militaire de 1820, furent donc seuls exécutés. Morelli, n'ayant pas voulu se confesser, la sépulture religieuse fut refusée à ses restes sanglants; mais les patriotes n'en déposèrent pas moins des couronnes sur la fosse maudite où l'on avait enfoui son cadavre.

Le reste du règne de Ferdinand Ier ne fut qu'une nouvelle série de rigueurs réactionnaires. Enfin, sa dernière

heure sonna le 4 janvier 1825, et l'on ne saurait imaginer la joie qui éclata à Naples à la nouvelle de la mort du Bourbon.

Malheureusement cette joie ne fut pas de longue durée. Ame basse et perfide, François Ier, fils de Ferdinand, était digne en tout point de son père. Patron de la secte des *calderari* (chaudronniers), opposée par Canosa à celle des *carbonari*, traître à son pays en 1820, lorsque, vicaire du royaume, il conspirait contre sa Constitution, François Ier devait, pendant son règne de cinq ans, aggraver encore la situation des Deux-Siciles. Il s'appuya principalement sur le clergé, qui devint tout-puissant, et sur la police. dans laquelle se concentra bientôt tout le gouvernement. Ce fut au point que l'espionnage et la délation étaient presque les seuls moyens d'arriver à la faveur, à la fortune, aux emplois les plus élevés. Tout fut vicié dans le royaume, la magistrature, l'administration civile, l'instruction et la religion. Un tel état de choses devait pousser nécessairement aux conspirations. Il en sortit d'abord la révolte de 1828, dont le but était de proclamer dans le royaume de Naples la Constitution française. Cette proclamation eut lieu, en effet, dans la province de Salerne, et le drapeau de l'insurrection aurait flotté dans la capitale même sans la trahison de l'un des conjurés. Trois d'entre eux furent exécutés à Naples ; mais auparavant Del Carretto, envoyé avec plein pouvoir dans la province de Salerne, y imprimait de terribles traces de son passage. Disposant de nombreux bataillons, il cerna si complètement les insurgés qu'il les empêcha de s'étendre dans les provinces limitrophes. Alors, afin qu'aucun d'eux ne lui échappât, il fit

répandre le bruit d'une amnistie générale. Trois cents patriotes environ donnèrent dans ce piège infâme, et, chargés de fers dès qu'ils se présentaient, ils étaient traînés à Salerne, en butte aux plus horribles traitements. Plusieurs de ces malheureux succombèrent pendant le trajet; les autres, jetés dans de sombres cachots, furent bientôt condamnés à la peine de mort, aux galères, au bannissement. Onze prisonniers furent fusillés à Salerne, et parmi eux le chanoine de Luca, vieillard vénéré, ainsi que d'autres ecclésiastiques. Ceux des patriotes dont on n'avait pu s'emparer par la ruse étaient traqués par les gendarmes, et parfois tués çà et là comme des bêtes fauves.

Del Carretto voulant frapper d'épouvante les populations, fit passer par les armes vingt malheureux dans la commune de Bosco, principal foyer de l'insurrection ; puis il en fit démolir ou incendier les maisons. M. Galotti, échappé par miracle aux massacres, raconte dans ses Mémoires que les têtes des victimes restèrent exposées sur la grand'-route pendant plusieurs mois dans des cages de fer : digne monument des horribles vengeances des Bourbons !

François Ier mourut le 8 novembre 1830, et son fils, Ferdinand II, monta sur le trône. Les plaies profondes du royaume exigeaient de prompts remèdes. Cependant, après quelques-unes de ces concessions sans lesquelles on ne saurait commencer un nouveau règne, il suivit les errements paternels.

Lorsque éclata le mouvement insurrectionnel de l'Italie centrale, en 1831, au lieu de céder aux conseils de ceux qui l'engageaient à octroyer une espèce de constitution, il

adopta le système de la résistance, et nomma del Carretto ministre de la police. Depuis cette époque, son règne ne fut plus qu'une longue suite de tentatives révolutionnaires et de sanglantes répressions. Nous avons rappelé plus haut les dates les plus funestes des annales napolitaines; aussi nous ne ferons maintenant qu'enregistrer les faits les plus atroces.

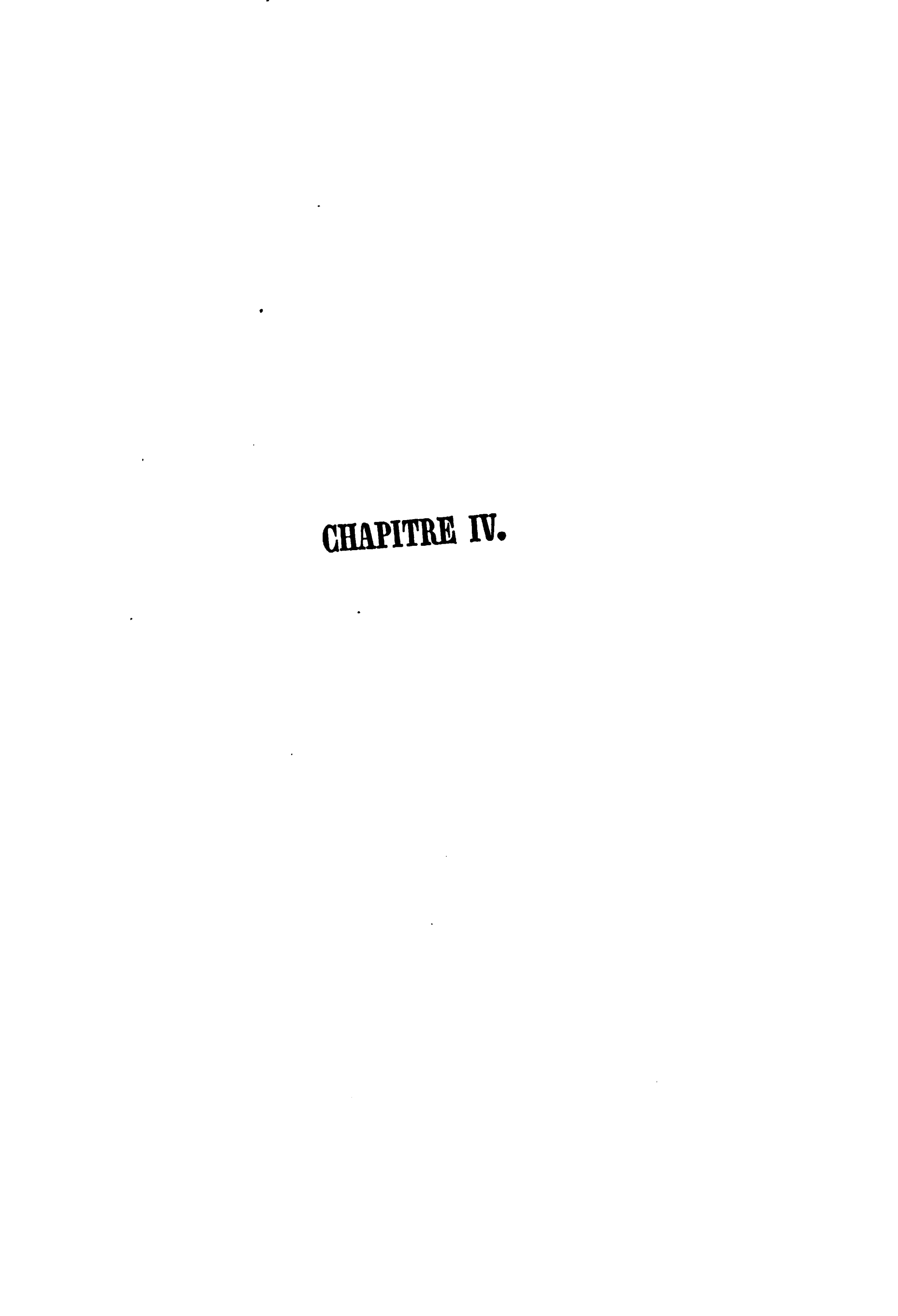
Cinquante-deux victimes périrent encore en 1837 dans cette Sicile, qui déjà, en 1823 et en 1831, en avait compté un si grand nombre. A la rage des hommes vint se joindre la colère du ciel; le choléra désole la Sicile pendant que ses villes principales sont teintes du sang des condamnés. Les exécutions de Catane, présidées par Del Carretto en personne, se font par son ordre au son de la musique militaire; et le soir même un bal est donné à l'Hôtel-de-Ville par le proconsul de Ferdinand II. Pour l'honneur des Siciliens, il faut le dire, les employés seuls du gouvernement assistèrent à cette fête. Dans le village de Misilmeri, on fusille un enfant de quatorze ans, et, à Florida, une femme accusée d'avoir sonné le tocsin. Soixante têtes sont mises à prix, mais pas une seule n'est apportée à Del Carretto! Ce moyen infâme devait être employé de nouveau, et tout aussi inutilement, en 1847, lors de l'insurrection de Reggio et de l'échauffourée de Messine.

Une vaste conspiration avait été ourdie à cette époque dans les Deux-Siciles : son chef principal était le Calabrais Dominique Romeo, homme de tête et de cœur. Mais, soit que les fils de la conspiration n'eussent pas été bien tendus partout, soit que les chefs ne fussent pas parfaitement d'accord entre eux, soit enfin que les conjurés de Reggio

et de Messine, se croyant découverts, se virent forcés d'avancer de quelques jours l'exécution de leurs projets, le mouvement éclata avant le temps déterminé. Ferdinand, averti par le télégraphe, envoya de nombreuses troupes sur des bateaux à vapeur, et les insurgés, trop peu nombreux pour s'étendre dans les Calabres, furent facilement écrasés. Les troupes de Ferdinand, abusant, comme toujours, de la victoire, après avoir bombardé la ville de Reggio, y commirent des excès de tout genre. Sur ces entrefaites, le général Nunziante, vainqueur du soulèvement dans le district de Gerace, y présidait à l'exécution de cinq jeunes gens très aimés dans le pays, au nombre desquels se trouvait le nommé Mazzoni, qui, peu de jours auparavant, avait sauvé la vie à plusieurs agents du gouvernement, tombés entre ses mains. D'autres exécutions avaient lieu à Reggio et à Messine. Dans cette dernière ville, il n'y avait eu qu'un étrange combat d'une heure entre la garnison et une trentaine d'insurgés. Ceux-ci, malgré leur petit nombre, avaient causé d'assez grandes pertes à leurs adversaires, et, loin de se laisser entamer, ils étaient parvenus à se retirer dans les monts environnants, emportant leurs blessés et leurs morts.

Les arrestations s'étaient multipliées en Calabre, et presqu'au même moment où Dominique Romeo tombait assassiné dans un guet-apens, d'autres arrêts de mort étaient prononcés. Mais Ferdinand, effrayé par l'étendue de la conspiration et l'importance des personnes compromises, commua la peine capitale de quarante-six condamnés en celle de *l'ergastolo*. C'est une prison profonde, creusée au-dessous du niveau de la mer, et partant plus

affreuse que celle du Spielberg. Toutefois, ne pouvant verser le sang de ses ennemis, Ferdinand II voulut, du moins, se donner le plaisir de les voir vaincus et dans les fers. Il fit transporter à Naples les quarante-six condamnés, parmi lesquels on comptait le frère et le cousin de Dominique Romeo, et pendant qu'on procédait à leur ferrement dans la darse, il se plut à les lorgner des fenêtres de son palais. C'était ainsi que le Bourbon se préparait à devenir roi constitutionnel. Les libéraux modérés n'en employaient pas moins auprès de lui les mêmes moyens que l'on avait mis en jeu dans les États-Romains, en Toscane et en Piémont, c'est-à-dire les démonstrations pacifiques et les flatteries des journaux. Cette tactique, il est vrai, n'était pas celle des hommes d'action; mais elle était suivie par une partie de la noblesse et de la bourgeoisie avocassière. Les libéraux avancés, comprenant qu'on ne pouvait rien obtenir d'un pareil gouvernement que par la peur, se serraient entre eux, et, tout en faisant fonctionner la presse clandestine, ils apprêtaient leurs armes pour le jour du combat.



CHAPITRE IV.

CHAPITRE IV.

Nouvelle phase de la révolution Italienne. — Fautes du parti libéral. — Aperçu sur les institutions de la Sicile. — Livre de M. d'Aceto, et brochure de M. Amari. — Mauvaise foi des Bourbons et griefs des Siciliens, — La police Napolitaine en Sicile. — Insurrection du 12 janvier. — Expédition de Palerme et bombardement de la ville. — Concessions tardives de Ferdinand et refus des Siciliens. — Expulsion des troupes royales. — Grave agitation dans le royaume de Naples. — Démonstrations dans les rues et protestation solennelle. — Révoltes partielles. — Bannissement de Del Carretto. — Grande manifestation du 27 janvier. — Noble conduite du général Ruberti. — La constitution promise par Ferdinand, le 29 janvier, est proclamée le 11 février. — M. Bozzelli rédacteur de la Constitution. — Critique de son œuvre. — Personnel du nouveau ministère. — Sa fausse politique à l'égard de la Sicile. — Ouverture du parlement Sicilien le 25 mars, et discours de Ruggiero Settimo, — Acte de déchéance du 13 avril et manifeste du 8 mai. — Constitutions en Piémont, en Toscane, à Rome, à Parme et même à Monaco. — Expulsion des Jésuites. — Résistance du duc de Modène. — Fermentation des provinces Lombardo-Vénitiennes. — Démarche de M. Nazari et alarme du gouvernement. — Congrès scientifique de Venise et discours de M. Cantu. — Courage civique de M. Tommaseo et Manin — Massacres de Milan et de Pavie. — Ouvrages remarquables sur la politique de l'Autriche. — L'espionnage dans les provinces Lombardo-Vénitiennes. — Tout concourt à préparer l'explosion du mois de mars. — Lettre de Foresti.

La matière combustible était admirablement préparée partout, et la moindre étincelle devait suffire pour faire

éclater l'incendie. Cette étincelle fut l'insurrection de Palerme, fait immense qui inaugura pour l'Italie une ère nouvelle, car, jusqu'alors, il n'avait été question que de réformes dont les princes seuls devaient être les auteurs, et nullement de droits politiques ou d'institutions constitutionnelles. Ce ne fut qu'à partir du glorieux soulèvement du 12 janvier 1848, que l'initiative des peuples étant substituée subitement à celle des souverains, le régime du droit remplaça celui du bon plaisir. Par malheur, la Sicile fut la seule qui, en suivant jusqu'au bout la logique des révolutions populaires, rompit tout lien avec la race princière par laquelle elle avait été si longtemps opprimée ! Combien les libéraux italiens se seraient épargné de douloureuses déceptions, et combien de maux n'auraient-ils pas évité à leur pays, si, au lieu de presser les princes d'octroyer des constitutions que ceux-ci ne pouvaient voir qu'avec une extrême répugnance, ils avaient suivi immédiatement le noble exemple de Palerme! A Naples surtout, on aurait dû sentir la nécessité de préférer la voie révolutionnaire à l'agitation pacifique. En effet, n'était-il pas facile de comprendre qu'avec un roi tel que Ferdinand II, aucune liberté ne pouvait être sûre ni durable? Forcé de subir une Constitution par l'insurrection victorieuse de la Sicile et par la peur qu'un pareil mouvement n'éclatât aussi à Naples, Ferdinand II devait, par cela même, se croire libre de fouler aux pieds, à la première occasion, les institutions que la nécessité seule lui avait fait accorder. Mais parlons d'abord des évènements de Palerme, et indiquons brièvement leurs causes principales.

S'il était besoin de justifier la révolte des peuples contre le despotisme par d'autres arguments que ceux qui découlent du principe sacré de la souveraineté populaire et des droits imprescriptibles des nations, l'histoire nous en fournirait amplement en faveur de la Sicile. Personne n'ignore les franchises séculaires de cette contrée, franchises datant des Normands, et que les rois des différentes races qui se succédèrent sur le trône de Sicile avaient non-seulement respectées, mais élargies. Nous ne saurions trop engager nos lecteurs à parcourir un livre remarquable publié à Paris en 1826, par M. d'Aceto, sous le titre : *De la Sicile et de ses rapports avec l'Angleterre, à l'époque de la Constitution de* 1812, ainsi qu'une brochure de M. Amari, membre du Parlement sicilien, brochure intitulée : *La Sicile et les Bourbons*. M. Amari, comme M. d'Aceto, prouve jusqu'à la dernière évidence, et les droits de la Sicile, et l'insigne mauvaise foi des Bourbons.

Après une courte guerre, cette province de l'Italie fut escamotée, en 1734, par l'Espagne, à la maison de Savoie, sous prétexte que Victor-Amédée avait violé la condition à lui imposée par le traité d'Utrecht de maintenir la Constitution sicilienne. Ainsi, les Bourbons commençaient leur règne en Sicile en reconnaissant cette même Constitution qu'ils devaient plus tard détruire brutalement. Charles III, lors de son couronnement à Palerme, le 5 juillet 1735, prêta serment aux institutions constitutionnelles de la Sicile, et son successeur, Ferdinand Ier, renouvelait ses serments, à son avènement au trône. Il est même à remarquer que le fils de Charles III constatait la séparation des deux royaumes, en s'appelant Ferdinand III, en Si-

cile, et Ferdinand IV, à Naples, qui comptait un roi de plus parmi les monarques de ce nom. En 1816 seulement, abolissant d'un trait de plume, par ses décrets du 8 et du 11 décembre, et la constitution jurée deux fois, et les franchises de sept siècles, il prit le nom de Ferdinand Ier, roi des Deux-Siciles.

Nous disons *jurée deux fois*, parce que, outre le serment prêté à son avènement au trône, il en prêta un nouveau en 1812, quand l'ancienne constitution fut entièrement refaite, sous l'influence et la garantie du gouvernement britannique. Qu'on ajoute à cela les sacrifices énormes faits par la Sicile en faveur des Bourbons, durant tout le temps de leur exil de Naples, c'est-à-dire de 1806 à 1815. Jamais roi ne trahit ses serments d'une manière plus infâme; jamais roi ne se montra plus ingrat envers un peuple. Si, au moins, en perdant ses institutions séculaires, la Sicile n'avait pas été traitée en pays conquis! Mais, au contraire, de 1816 aux premiers jours de 1848, il n'y eut pour elle qu'une suite non interrompue de misères et de tortures de tout genre, misères et tortures que M. Amari expose en détail, et qui prouvent que ce pays était à coup sûr le plus mal gouverné de l'Europe. Voici, comme échantillon de ces maux cruels, un passage de la brochure de M. Amari, concernant l'organisation et les allures de la police :

« Y a-t-il un seul de nos lecteurs auquel il faille ap-
« prendre les crimes du ministre Del Carretto à Naples
« et en Sicile; les absurdes rigueurs de la censure, l'or-
« ganisation d'un espionnage confié principalement aux
« évêques, aux prêtres et aux jésuites, et à leurs affiliés?

« Nous nous bornerons donc à rappeler les plus graves « entre les abus de cette police spéciale, à laquelle le roi « avait donné en fief la Sicile, police qui n'assurait en « rien la vie ou les propriétés des citoyens, lâche et cor- « rompue, lorsqu'elle avait affaire aux brigands, inso- « lente, effrénée et cruelle envers les paisibles citoyens, « toujours supérieure aux lois, et, par conséquent, insti- « tution permanente de désordre social. Les arrestations « arbitraires, laissées à la discrétion d'un commissaire ou « d'un sbire, les perquisitions, les domiciles forcés, les « violences personnelles, les injures que se permettaient « les agents supérieurs comme les plus infimes, tous ces « crimes s'effacent devant la bastonnade et la torture ! « Aux commissariats de police, dans les casernes de gen- « darmes, pour peu qu'un prévenu niât le crime ou fît « la moindre résistance morale, on le battait avec des « nerfs de bœuf, on le suspendait par les bras, on lui « serrait la tête avec des cordes à nœuds, et plus souvent « on lui donnait la question d'une manière plus affreuse « encore. Le port d'armes était puni par la bastonnade « publique, de la main du bourreau. On appliquait cette « peine au gré des agents du gouvernement, ou par or- « donnance du général Vial, chef de la police de Palerme. « Enfin il y eut aussi l'assassinat ! Au commissariat de « police de Saint-Dominique, à Palerme, on trouva, dans « les premiers jours de la Révolution, des squelettes, des « crânes, des restes de cadavres non encore desséchés ! »

Un gouvernement qui vivait de pareils moyens, ne pouvait manquer de périr. Aussi, lorsqu'il s'y attendait le moins, il succomba ignominieusement sous le coup de

l'indignation populaire. Ce ne fut pas, toutefois, sans que les libéraux n'eussent épuisé, comme dans le reste de l'Italie, les voies pacifiques et légales, telles que des représentations et des adresses, ou des démonstrations sur la place publique, suivies presque toujours d'une recrudescence de rigueurs. Enfin, après une dernière démarche par laquelle on menaçait d'avoir recours à la force si la prière n'était point écoutée, le gouvernement n'ayant voulu rien accorder, le peuple tint parole, et la révolution commença.

C'était le 12 janvier 1848, anniversaire de la naissance du roi. Le peuple de Palerme, privé de chefs, et presque sans armes, se leva tout à coup, et, chose étrange en révolution, à jour et heure fixes ! Des prêtres et des moines, le crucifix à la main, étaient mêlés aux groupes, et, la lutte engagée, se changeaient en combattants. Des bandes d'hommes à cheval, arrivant de la campagne, grossissaient à chaque instant les rangs du peuple. La troupe qui garnissait les postes, assaillie partout soudainement, fut vaincue sur tous les points malgré la plus vive résistance. Alors on lança contre les insurgés des escadrons de cavalerie. Mais les barricades, qui surgirent bientôt de toutes parts, les empêchaient d'avancer, et en même temps, aux coups de feu qui pleuvaient des fenêtres, venaient s'ajouter l'eau, l'huile bouillante, ainsi que les meubles les plus riches. Entre autres faits dignes de remarque, on vit l'une des premières dames de la ville faire jeter sur la troupe un piano de grand prix. Le combat dura jusqu'au soir, et quelques compagnies d'infanterie résistaient encore vigoureusement, quand le peuple s'étant emparé de

cinq pièces de canon, les força de se renfermer dans les forts. Alors la ville entière fut éclairée comme par enchantement, et toutes les cloches des églises sonnèrent à grande volée. A chaque coin de rue on avait affiché des écritaux portant défense expresse de piller, et, afin que ces placards ne fussent pas arrachés, des moines avaient été préposés à leur garde. Il est inutile de dire que pas un vol ne fut commis. Le soir même une bande armée s'étant emparée d'un bateau à vapeur, une expédition fut entreprise autour de l'île, afin d'y propager l'insurrection. Un autre pyroscaphe, *Il Vesuvio,* ayant réussi à s'échapper, courut à Naples à toute vapeur, et y apporta, le 13 au soir, l'annonce des évènements de Palerme.

Deux heures après la lecture des dépêches, le roi ordonnait le départ de neuf bateaux à vapeur, chargés d'un corps de cinq mille hommes, pour exterminer, disait-il, les insurgés de Palerme. Quoique gravement indisposé par le contre-coup des nouvelles reçues, il voulut, le lendemain matin, assister en personne à l'embarquement des troupes, confiées au commandement de l'un de ses meilleurs officiers, le général Desauget, pendant que la flotte était placée sous les ordres de son propre frère le comte dell' Aquila. Les soldats, en se rendant de leurs casernes au quai, étaient visiblement attristés, et les citoyens qui se pressaient autour d'eux en criant : *Vive la Sicile !* leur recommandaient d'épargner leurs frères insulaires. Les ordres du roi portaient d'attaquer énergiquement la ville insurgée, et, en cas de résistance, de la bombarder. Ces ordres sauvages ne furent que trop strictement exécutés; mais les troupes débarquées furent repoussées avec de

grandes pertes, et les consuls étrangers protestèrent hautement contre le bombardement de la ville. Les hostilités cessèrent en effet, et le comte dell' Aquila partit le 17 janvier pour Naples, afin de rendre compte au roi du mauvais résultat de sa mission. En même temps, un gouvernement provisoire était organisé à Palerme, sous la présidence de Ruggiero Settimo, ancien amiral, et l'homme le plus respectable et le plus vénéré de la Sicile. Ferdinand II, après avoir tenu conseil sur conseil, effrayé par l'attitude de la ville de Naples, que les nouvelles de Sicile avaient remuée profondément, accordait, par les décrets des 18 et 19 janvier, quelques réformes. Elles consistaient dans un conseil d'état établi sur de larges bases, dans une certaine liberté concédée à la presse, dans des améliorations notables faites au système municipal, enfin dans une administration séparée en faveur de la Sicile, à qui on donnait pour vice-roi ce même comte dell' Aquila, qui venait de la bombarder! On conçoit l'accueil qui dut être fait à ces concessions arrachées par la peur. Elles eurent pour effet de rendre les Napolitains plus exigeants et les Siciliens encore plus fiers de leur force. « Nous savons « trop bien, dirent-ils, d'après une cruelle expérience, la « foi qu'on peut avoir dans un gouvernement absolu. « Nous nous sommes levés pour recouvrer nos anciens « droits, et ces garanties politiques qui peuvent seules « assurer la prospérité de notre patrie. Nous ne déposerons les armes que le jour où la Sicile, représentée à « Palerme par son parlement, aura adapté aux besoins « de l'époque, la Constitution de 1812. »

En attendant, la lutte continuait avec acharnement en-

tre les insurgés et les troupes royales. Un combat sanglant était engagé près de la magnifique villa de la princesse Butera, dans le lieu appelé l'Olivuzza, entre quarante jeunes gens de Palerme et deux cents Napolitains. Un des premiers, blessé grièvement à la tête, essuyait avec un mouchoir son front teint de sang, et disait à l'un de ses camarades : « Tu porteras ce mouchoir à Naples, « et tu diras que ce sang est aussi versé pour son salut ! »

Le 27 janvier, les troupes royales firent une dernière tentative pour se rendre maîtresses de la ville, mais en vain ; elles perdirent un millier des leurs, tandis que les insurgés n'eurent que deux cent cinquante hommes hors de combat. Pendant tout le jour, on n'entendit que la fusillade, le canon et le tocsin. Enfin, le 28, débarrassée de la présence de l'armée royale, Palerme se vit libre.

Mais Naples aussi, après de longues angoisses, se réveillait au soleil de la liberté.

Déjà, le 14 décembre 1847, avait eu lieu une grande démonstration, à la suite de laquelle de nombreuses arrestations avaient été faites. Le lendemain, la protestation suivante, au bas de laquelle on comptait cinq cents signatures, était affichée dans la ville :

« Nous, soussignés, déclarons avoir tous, soit par le « conseil, soit par l'action, concouru à la sainte manifes- « tation du 14 décembre. Nous protestons donc de toutes « nos forces contre les arrestations faites à cette occasion. « Si c'est un crime d'aimer son pays, et de l'avoir publi- « quement démontré, si c'est un crime de s'être rendu les « organes des désirs modérés de tous, si c'est un crime « d'avoir cru et espéré que notre roi nous aimait, et vou-

« lait, à l'exemple des autres princes italiens, exaucer les « vœux de son peuple, nous sommes tous coupables. Et, « s'il ne suffit pas au gouvernement de nous avoir fait « courir sus par ses soldats, d'avoir blessé plusieurs d'en- « tre nous, et d'en avoir fait fouler aux pieds des chevaux « ou frapper grièvement beaucoup d'autres, il faut qu'il « honore de l'emprisonnement tous ou personne. »

Cet acte courageux fit une grande sensation et, en rendant le gouvernement moins brutal, ne fit qu'enhardir les patriotes et accroître l'agitation du royaume. Plus tard, un soulèvement ayant eu lieu dans la province de Salerne, et la fermentation étant devenue encore plus grave dans la capitale, le roi avait cru devoir faire une première concession à l'opinion publique et, pour commencer, il avait éloigné Del Carretto. Jeté, le 26 janvier, sur un bateau à vapeur, sans même qu'il lui fût permis de faire ses adieux à sa famille, l'ancien et fidèle bourreau de Ferdinand II, récompensé ainsi de dix-sept ans de zèle, quitta Naples soudainement. Repoussé à Livourne par l'indignation générale, conspué à Gênes par les patriotes, poursuivi jusqu'à Marseille par la conscience publique, il pût, à grand'-peine, débarquer, pour aller, protégé par deux gendarmes, cacher sa honte et sa rage dans les environs de Montpellier.

Le 27 au matin, deux jeunes gens se montrèrent dans les rues de Naples, l'un avec un parapluie rouge, l'autre avec un parapluie vert, qu'ils rattachèrent à l'aide d'un mouchoir blanc. Ayant ainsi formé une espèce de drapeau aux trois couleurs italiennes, ils commencèrent à pousser le cri de : *Vive la Constitution!* Aussitôt, un

grand rassemblement se forma autour d'eux et, en un clin d'œil des milliers de cocardes brillèrent à la boutonnière des citoyens. Il en tombait des fenêtres et du haut des terrasses, d'où les dames les jetaient à la foule, pendant que des prêtres en distribuaient sur le seuil des églises. C'était un entraînement tellement universel, que les nombreux bataillons et les nuées de cavaliers lancés sur la ville, au lieu de parvenir à disperser les rassemblements, furent presque forcés de se replier devant eux. Cependant le sang aurait coulé si, d'un côté, le général Statella n'avait affirmé au roi le caractère imposant de cette manifestation unanime, et si, de l'autre, le général Ruberti, gouverneur du château Saint-Elme, n'avait déclaré qu'il ne tirerait jamais sur la ville. Cette fermeté du général Ruberti est d'autant plus remarquable, qu'il était connu pour son dévoûment au roi et pour ses opinions légitimistes. La ville de Naples, afin de lui témoigner sa reconnaissance, le nomma son député, lors des élections du 18 avril.

Un seul moyen restait au roi pour calmer l'effervescence publique, celui de changer son ministère et de promettre une constitution. Il s'y résigna, en effet, le 29 janvier au matin et, après des manifestations de joie indicible, l'ordre et le calme le plus parfait régnèrent de nouveau dans la ville.

La constitution promise par Ferdinand, le 29 janvier[1], et octroyée le 11 février, fut l'œuvre du nouveau ministre de l'intérieur, M. Bozzelli, savant jurisconsulte, qui, exilé

[1] Le même jour Messine était bombardée pendant plusieurs heures par les troupes de Ferdinand, logées dans la citadelle de cette ville.

en 1821, avait longtemps habité Paris. Aussi, on attendait de lui autre chose qu'une charte calquée sur celle de 1830, dont il avait pu, de ses propres yeux, apprécier les défauts. Il est vrai que sa constitution était riche en promesses, car le gouvernement s'y engageait à soumettre au parlement, non la loi électorale, mais encore des projets de loi sur les municipalités, sur la presse, sur le secret des lettres, sur la responsabilité des ministres et sur le conseil d'État. Nous verrons plus tard de quelle manière ces promesses furent tenues, et comment M. Bozzelli, après avoir été un des libéraux dans lesquels le pays avait eu la plus grande confiance, devint tout à coup l'instrument aveugle de Ferdinand II. Les autres ministres constitutionnels furent : le duc de Serra-Capriola [1], président du conseil ; le baron Bonanni, le prince Dentice, le prince de Torella, le commandeur Scovazzo, et le général Garzia. Ce dernier, nommé ministre de la guerre le 29 janvier, avait été longtemps, en sa qualité de directeur du même département, l'âme damnée de Ferdinand. Aussi, sa nomination au ministère de la guerre fut, aux yeux du pays, une preuve certaine que le roi entendait conserver la haute main dans tout ce qui touchait à l'armée. En général, le personnel du nouveau ministère n'avait pas été recruté dans l'élite des capacités, et ses actes ne devaient pas tarder à le prouver. Mais ce fut surtout à l'égard de la Sicile, qu'il accumula fautes sur fautes, au point d'être cause de la séparation de plus en plus tranchée de cette

[1] M. Serra Capriola a résidé longtemps à Paris en qualité d'ambassadeur.

île avec les provinces de terre ferme. Il suffirait, pour le prouver, du rejet des propositions, très acceptables, que le gouvernement sicilien avait faites par l'entremise de lord Minto, propositions qui se trouvent relatées dans le discours prononcé par Ruggiero Settimo, le 25 mars 1848, lors de l'ouverture du parlement de Sicile. Trois semaines après, toute transaction étant devenue impossible entre les gouvernements des deux pays, le parlement sicilien prononça, à l'unanimité, la déchéance de la dynastie des Bourbons. Cet acte mémorable eut lieu à Palerme, le 13 avril, et, le 8 mai, Ruggiero Settimo et les ministres publièrent un manifeste à l'Europe, dans lequel ils exposaient les griefs de la Sicile et les raisons qui avaient dicté au parlement sa résolution du 13 avril.

Il est facile d'imaginer l'effct immense produit dans le reste de l'Italie par les évènements des Deux-Siciles. A la nouvelle de la Constitution proclamée à Naples, des manifestations imposantes s'organisent de toutes parts, et les princes reconnaissent bientôt la nécessité impérieuse, inéluctable, d'entrer dans la même voie que Ferdinand. Charles-Albert (nous devons lui rendre cette justice) fut le premier à s'exécuter. Le 8 février, il publiait, au milieu de l'enthousiasme et de la joie universels, les bases d'une Constitution presque semblable à celle de Naples.

Le grand duc de Toscane, après avoir, par un *motu proprio* du 31 janvier, promis une extension de la consulte, et une loi plus large sur la presse, cédant enfin aux instances générales, promulgue à son tour, le 17 février, une charte constitutionnelle. Pie IX, prince réputé réformateur par excellence, fut le plus lent à accorder les garanties politi-

ques que désormais il était impossible de refuser. La Constitution romaine fut proclamée le 14 mars. Quelques jours après, le duc de Parme et de Plaisance renonçait aussi au pouvoir absolu; mais, pour prouver son dépit, il confiait le gouvernement à une commission et se retirait tout à fait des affaires. Le mouvement constitutionnel se fit sentir jusque dans la petite principauté de Monaco, où Florestan Ier fut obligé de partager les soins du gouvernement avec les élus du pays. En même temps, les jésuites, déjà en butte à l'animadversion générale, étaient chassés d'un bout à l'autre de l'Italie, quelquefois même malgré les gouvernements. Les grandes journées parisiennes de février, on le concevra aisément, contribuèrent de la manière la plus puissante aux transformations politiques et aux évènements que nous venons de rappeler.

Le duc de Modène seul résistait obstinément à la pression de l'esprit libéral; mais, faible par lui-même, il appelait à son aide les bataillons autrichiens. Puis, à la retraite de ses fidèles alliés, lors du soulèvement de la Lombardie, il partait aimant mieux les suivre que de faire aucune concession. Mais il est temps de parler des faits graves dont les provinces lombardo-vénitiennes étaient depuis longtemps le théâtre.

Déjà, vers les premiers jours de novembre, à la nouvelle des réformes piémontaises du 30 octobre, une grande agitation s'était manifestée à Milan. La congrégation centrale (espèce de conseil départemental), se trouvant réunie à Milan, le député Nazari fit porter à l'ordre du jour une représentation énergique *sur la nécessité de mettre fin à la profonde désunion existant entre les gouvernants et les gou-*

vernés. Dans d'autres temps, une semblable démarche aurait suffi pour envoyer M. Nazari au Spielberg. Au lieu de cela, le gouverneur de Milan répondit, le 13 décembre, que le gouvernement impérial était décidé à aller au devant des vœux du pays; mais il recommandait en même temps à la congrégation de se garder, pour l'avenir, de sortir de ses attributions, en touchant à la politique. L'alarme du gouvernement fut telle à cette occasion, qu'on le vit expédier à Vienne courrier sur courrier, pendant qu'un grand nombre de citoyens, et jusqu'à des dames, se pressaient chez Nazari, pour le complimenter sur le courage civique qu'il avait montré.

L'esprit public s'était réveillé à Venise d'une façon tout aussi marquée, surtout depuis le congrès scientifique du mois de septembre. A cette époque des discours très hardis avaient été prononcés; celui de M. Cantù [1], sur les chemins de fer, avait excité notamment les applaudissements les plus vifs, à cause de l'ardent patriotisme qui l'animait. Plus tard, MM. Tomaseo et Manin, faisant à Venise ce que Nazari avait fait à Milan, insistèrent sur les réformes les plus urgentes, et s'élevèrent surtout contre les iniques lois qui pesaient sur la presse. Ces représentations leur valurent, peu de temps après, d'être emprisonnés. Mais les évènements devaient surtout être précipités par les massacres de Milan des 3 et 4 janvier, massacres qui vinrent ajouter une nouvelle force à la haine excitée dans les

[1] M. Cantù a publié, entre autres ouvrages, une histoire universelle très remarquable, qui a été traduite en français par MM. Aroux et Léopoldi.

esprits par la conduite sauvage de la police lors de l'installation du nouvel archevêque. Une espèce de conspiration avait été ourdie contre la régie des tabacs. Elle avait eu pour effet de diminuer considérablement le revenu de cette branche de finance. Or, voici l'indigne stratagème dont s'avisa la police pour venir en aide au fisc. Elle relâcha un certain nombre de détenus correctionnels, à qui elle ordonna de fumer dans les rues, en les autorisant à repousser par la force quiconque voudrait les en empêcher. En même temps, on faisait afficher dans les casernes des placards provocateurs en allemand, en hongrois et en slave, et on délivrait aux soldats de l'argent et des cigares. Des collisions en résultèrent bientôt, et la troupe, qui était aux aguets, étant intervenue, le massacre commença. Des vieillards, des femmes, des enfants furent égorgés, et le soir on comptait à l'hôpital de Milan deux cent seize blessés. Plus de deux cents personnes furent arrêtées, et (chose étrange, qui rendit encore plus odieuse la conduite du gouvernement) aucune arme ne fut trouvée sur les prisonniers! On ne saurait se figurer l'indignation profonde qui saisit toutes les classes de la société, et les représentations énergiques qui furent faites au vice-roi. Celui-ci, pour toute réponse, publia le lendemain une proclamation dans laquelle il osait imputer les évènements de la veille plutôt aux victimes qu'aux bourreaux.

Le même jour, le maréchal Radetzki ne craignait pas de prononcer ces paroles inqualifiables : *Quinze jours de terreur amèneront quinze ans de paix!*

L'irritation des Milanais fut augmentée encore par la nouvelle des scènes sanglantes de Pavie. Dans la nuit du

9 janvier et dans la matinée du 10, des rixes s'étant engagées entre la troupe et les étudiants, deux de ces derniers furent tués, et plusieurs autres blessés grièvement.

Tous ces faits étaient plus que suffisants pour amener l'insurrection du mois de mars. Ils étaient peu de chose cependant, si on les compare à tout ce que les provinces Lombardo-Vénitiennes avaient eu à souffrir de la domination de l'Autriche depuis 1814. Nous ne saurions trop recommander, à ce propos, la lecture d'un ouvrage attribué à la princesse Belgiojoso, ouvrage remarquable et publié à Paris en 1846, sous ce titre : *Étude sur l'histoire de la Lombardie dans les trente dernières années*. Il faudrait citer en entier ce livre, où l'on trouve une description frappante du gouvernement autrichien, le plus inique, le plus immoral, à coup sûr, qui ait jamais pesé sur un peuple. Nous nous bornerons à reproduire un passage où l'on peint les déplorables effets de l'espionnage.

« Il est une loi autrichienne qui enjoint à tout citoyen « de dénoncer les crimes politiques ou autres, soit qu'ils « lui aient été confiés, soit qu'il les ait découverts. En « de certaines circonstances données, il y a mieux à faire « pour le sujet de l'empereur d'Autriche que de dénoncer « les coupables, il est invité à les arrêter, et une récom- « pense lui est promise s'il y parvient. Il résulte de cela « que les seules fonctions publiques dont le citoyen autri- « chien puisse s'attribuer l'exercice sans y avoir été spé- « cialement autorisé par une nomination impériale, ce « sont les fonctions de sbire et quelquefois même de bour- « reau ; car, en pareil cas, l'individu appréhendé et op- « posant de la résistance peut être tué par celui qui ne

« voulait d'abord que l'arrêter, et cette mort ne sera im-
« putée qu'à la victime. Une population honnête et intel-
« ligente comme la population lombarde s'indigne à la
« première lecture de ces lois odieuses ; mais il n'y a
« point de peuple, quelque éclairé qu'il soit, qui puisse
« se soustraire aux effets de l'habitude. Celui qui s'est
« indigné aujourd'hui jusqu'à la fureur n'éprouvera plus
« demain, pour la même cause, qu'un mouvement d'im-
« patience, et la noble révolte de son âme ira se calmant
« de jour en jour, jusqu'à ce qu'elle se réduise à un froid
« sentiment de blâme, qui se perdra à son tour dans
« celui plus froid encore de l'indifférence. Que sera-ce,
« si les faits concordent avec les lois, si tous les traits
« extérieurs, et comme tous les accessoires du crime, la
« peine et le blâme officiel accompagnent l'infraction à
« cette loi inique ? L'honnêteté n'est point pour la multi-
« tude l'objet de grandes passions, de cet enthousiasme
« héroïque qui rend possible le martyre. L'homme vul-
« gaire ne perdra ni sa liberté, ni les instruments de son
« travail ; il ne consentira pas à voir sa boutique fermée
« par des gendarmes plutôt que de répéter des discours
« tenus en sa présence, ou de nommer les gens qui ont
« passé devant sa porte. Je connais dans toutes les classes
« de la société des âmes honnêtes qui se récrieraient, et
» à bon droit, contre mon assertion ; leur nombre serait
« encore plus considérable à certaines époques, dans des
« moments de crise, par exemple ; mais je parle de l'effet
« que la publication et l'exécution de lois pareilles doit
« produire nécessairement sur le peuple, et l'on ne m'ac-
« cusera pas d'avoir trop chargé mon tableau.

« Les hommes qui préfèrent le malheur à l'infamie sont « assez nombreux ; mais ceux qui, connaissant le péril « attaché à l'accomplissement d'une bonne action, ont le « courage de la conseiller à leurs enfants, le sont moins. « Les femmes sont incomparablement plus lâches, à cet « égard, que les hommes. Faut-il s'étonner si tous les « parents n'élèvent pas leurs enfants dans la stricte obser- « vance des lois de l'honneur, si fatales à ceux qui les « respectent ? Des parents honnêtes ne se résigneront ja- « mais à élever leurs enfants pour l'espionnage, j'en con- « viens ; mais ils tâcheront d'éluder la question, et si, « en passant avec eux sur la place de justice, ils voient « un malheureux attaché au pilori pour ne pas avoir ré- « vélé le secret qui lui avait été confié, si l'enfant leur « demande quel est le crime commis par cet homme, il y « en a bien peu qui auront le courage de lui répondre : « Son prétendu crime est une vertu, et si tu veux que « notre bénédiction t'accompagne à travers la vie, fais « comme cet homme, et sache souffrir comme lui.

« Je l'ai dit, je ne veux rien exagérer : mais ce n'est « pas exagérer que de dire que dans un pays régi par des « lois semblables, la morale politique ne tarde pas à se « relâcher considérablement. Le sentiment qui se déve- « loppe avec plus de vigueur sous l'influence de cette ju- « risprudence, c'est la peur : la peur de commettre une « lâcheté, la peur de paraître l'avoir commise, la peur « de s'exposer à des désagréments en ne la commettant pas. « C'est la peur la plus forte qui l'emporte sur toutes les « autres, et cette proportion décide souvent de l'honneur « ou de l'ignominie d'une existence tout entière. L'homme

« prudent ne voit, en pareil cas, qu'un moyen pour sor-
« tir d'embarras, c'est d'éviter de tomber dans cette po-
« sition fâcheuse, d'où on ne sort que par une infamie
« ou une condamnation; mais c'est l'affaire de toute la
« vie que d'atteindre ce but. Celui qui, soit par réflexion,
« soit par instinct, choisit ce parti, ne doit pas s'oublier
« un instant. S'il rencontre dans la rue un homme dont
« les opinions politiques ne lui sont pas bien connues, il
« doit feindre de ne pas l'apercevoir; si un ami l'aborde,
« en lui déclarant qu'il a un conseil à lui demander,
« l'homme prudent doit le prier de n'en rien faire et l'as-
« surer qu'il trouvera mieux partout ailleurs, car cet ami
« ne pourrait-il pas vouloir le consulter sur la réponse à
« faire à un émissaire des ennemis du gouvernement? Si
« son fils paraît triste et abattu, il doit bien se garder de
« lui en demander le motif, car cette tristesse pourrait
« bien n'être que du mécontentement politique; toute
« conversation lui pèse, car elle pourrait tourner tout à
« coup sur le gouvernement.

« Les hommes de cette trempe ne sont pas rares; ce
« sont les plus honnêtes parmi les lâches; mais si l'un
« d'eux se voyait arrêté, ou seulement interrogé par le
« directeur de la police; s'il s'apercevait que toutes ces
« précautions pour se maintenir dans un équilibre péril-
« leux ne lui ont pas servi, n'est-il pas à craindre qu'il
« ne renonce à l'honneur avant que de renoncer à son
« salut? Si telle est la prudence des hommes élevés sous
« le régime de l'espionnage autrichien, faudra-t-il s'éton-
« ner de voir la défiance généralement répandue dans
« tous les cœurs?

« Qu'un homme d'un caractère aimable et liant, d'un « esprit sociable, fréquente plusieurs sociétés différentes, « il est aussitôt baptisé du nom infâme d'espion. De zélés « officieux parcourent toutes les maisons ouvertes jusque « là à l'homme aimable, et ils communiquent à tout le « monde les renseignements recueillis sur son compte. Ce « qui est vraiment étrange, c'est la facilité avec laquelle « de pareils renseignements sont admis. » Au fait, « s'é- « crie, comme éclairé par une lumière soudaine, le maî- « tre de maison ; » au fait, pourquoi cet homme vient-il « chez moi ? Pourquoi y est-il toujours aimable ? Je ne « puis cependant lui être bon à rien ; et dernièrement, « lorsque le malheur qui s'est appesanti sur ma famille, « et les sourdes persécutions de la police m'avaient con- « damné à la solitude, pourquoi cet homme ne s'est-il pas « éloigné de moi ? Il ne craignait donc rien pour son « compte ? Décidément cet homme est fort dangereux. »

« Qu'un autre s'éloigne du monde et se renferme dans « le cercle étroit de sa famille, aussitôt on affirme qu'il « exerça longtemps l'espionnage, et qu'ayant été décou- « vert, il se réfugie dans la solitude. Celui qui témoigne « hautement son attachement pour la maison d'Autriche, « est naturellement considéré par les Italiens comme un « ennemi ; celui, au contraire, qui blâme les actes du « gouvernement, est soupçonné de vouloir capter la con- « fiance de son auditoire et de lui tendre un piège. Le « riche n'a-t-il pas augmenté sa fortune en rendant à « la police des services secrets ? Le pauvre résistera-t-il « à la tentation de sortir de sa misère au prix de quelque « lâcheté ? Personne n'est à l'abri de pareils soupçons, si

« bien qu'il n'y a peut-être pas un Lombard aujourd'hui
« qui puisse se vanter de ne rien craindre. Les uns craignent, ainsi que je l'ai dit, de se trouver compromis
« sans le savoir ni le vouloir; d'autres craignent de ne
« pas être assez forts pour ne pas commettre de turpitudes; d'autres craignent de se trouver placés dans
« l'alternative de la persécution ou de l'infamie; ceux
« enfin qui sont sûrs d'eux-mêmes, le sont moins de leurs
« amis ou de leurs connaissances; et, je le répète, il n'y
« a peut-être pas aujourd'hui un homme en Lombardie
« qui n'ait été plus d'une fois ébranlé dans sa confiance
« envers ses amis les plus intimes. »

Quelque temps après la publication de ce livre, un ouvrage tout aussi remarquable sur le même sujet était publié à Lausanne, par M. Louis Torelli, sous le titre de: *Pensées sur l'Italie, par un anonyme Lombard*. L'auteur, fort bien renseigné sur tout ce qui a trait à l'Autriche, expose en détail les maux de toute espèce dont le gouvernement impérial accablait son pays. Il s'attache surtout à montrer, d'une part, les charges énormes que l'Autriche faisait peser sur ses provinces italiennes; de l'autre, le mode essentiellement arbitraire et vexatoire employé dans la perception des impôts. Il faut lire d'un bout à l'autre cette nouvelle exposition des griefs du royaume Lombardo-Vénitien; et, autant par le récit de M. Torelli que par les faits révoltants relatés dans l'*Étude sur la Lombardie*, on pourra juger de l'horrible joug qui écrasait les sujets de l'Autriche. Mais le tableau que nous avons voulu retracer du gouvernement de Vienne ne serait pas complet, si nous ne faisions pas mention de ce système essen-

tiellement inquisiteur et froidement cruel qui le caractérisa de tout temps dans la poursuite des crimes politiques. Nous donnerons à ce propos la substance d'une longue lettre que nous écrivait d'Amérique, en 1847, M. Foresti, l'un des plus nobles patriotes des provinces Lombardo-Vénitiennes. Martyr de l'Autriche durant dix-sept ans environ, M. Foresti en a passé près de quatorze au Spielberg [1].

« J'entrai dans la charbonnerie en 1817; je fus initié à ses mystères par Solera. La société n'ayant que peu de prosélytes dans la province de Rovigo, dans la circonscription de laquelle j'étais *préteur* [2], je fus admis d'emblée et dès le premier jour à tous les grades. Mon zèle répondit bientôt à la confiance que l'on avait placée en moi. Avant la fin de l'automne de l'année 1818, j'avais déjà organisé un centre carbonique à Rovigo, ainsi que des *ventes* inférieures à Crespino, lieu de ma résidence, à Polesella, et dans la commune de Fratta. J'avais réuni en même temps les éléments nécessaires pour établir d'autres centres dans la province de Padoue.

« La charbonnerie se recrutait à cette époque presque uniquement dans les classes supérieures, mais surtout parmi les officiers du royaume d'Italie; on comptait ces derniers par milliers, et ils étaient, à coup sûr, les plus propres à servir les desseins de la secte, et par leur valeur

[1] M. Foresti, ainsi qu'on le verra, renchérit encore sur les Mémoires de Sylvio Pellico annotés par Maroncelli, et sur ceux d'Andryane, intitulés : *Mémoires d'un prisonnier d'Etat.*

[2] Le juge de paix s'appelle ainsi dans les provinces vénitiennes.

audacieuse, et par leur haine profonde contre l'Autriche. Pour que les secrets de la société fussent mieux gardés, on établit un ordre supérieur, dont les membres prirent le nom de *Guelfes*. Leur siége principal était à Bologne, d'où ils correspondaient avec les *Adelphes* du Piémont et des duchés de Parme et de Modène, et avec les *Fédéraux* de Lombardie, sociétés qui avaient aussi pour triple but l'indépendance, l'unité nationale et la liberté. On n'était partagé qu'au sujet de la forme de gouvernement à établir. Beaucoup étaient partisans de la monarchie tempérée, mais le plus grand nombre penchait vers la démocratie.

« Au mois de novembre 1818, les menées du carbonarisme furent découvertes tout-à-coup dans ma province. Voici comment : La femme de l'ancien général de division, Arnaud, Italienne de naissance et d'une nature énergique, était arrivée de Paris avec mission de procurer des adeptes à la société de *l'épingle noire* qui, assure-t-on, avait pour but de placer sur le trône de France le duc de Reichstadt. Un jour, elle réunit chez elle dans un dîner, à Crespino, le capitaine Monti, Antoine Villa, l'avocat Passerini, le comte Camerata d'Ancône, le prêtre Fortini et Dolfin, patricien de Venise. Des propos imprudents furent tenus pendant le repas, et des toasts politiques furent portés au dessert.

« Malheureusement la police autrichienne avait su pénétrer dans la maison, en corrompant à prix d'or le neveu même de madame Arnaud. Aussi, deux jours après, cette dame, son mari, leur fils, âgé seulement de quatorze ans, ainsi que tous les convives, étaient arrêtés, conduits à Venise, et emprisonnés séparément. Quelques mois après,

la plupart des prisonniers étaient élargis faute de preuves. Mais Villa, effrayé des menaces du juge instructeur, et cédant aux tortures morales dont la police impériale a si bien le secret, avait avoué ce qui le concernait, et accusé de plus le malheureux Fortini et moi. Villa était chef de vente dans la commune de Fratta, dont Fortini était le desservant. Une nuit, il fait venir chez lui le prêtre, qui n'était que simple apprenti, pour lui faire subir les épreuves que la société impose aux nouveaux affiliés.

« Fortini était à peine dans l'antichambre, que des carbonari, armés de poignards, et recouverts de capuchons noirs, s'emparent de lui et le traînent dans une salle faiblement éclairée. Là, Antoine Villa, caché lui aussi sous un long voile, dit à Fortini, d'une voix caverneuse : « Tu es condamné à mourir pour avoir trahi les secrets de la secte. » Le pauvre prêtre prenant la chose au sérieux, proteste, en tremblant, de son innocence. Enfin Villa, après l'avoir admonesté sévèrement, lui dit qu'on lui pardonnera, mais à condition qu'il donnera une preuve de son dévoûment à la société, en signant un écrit ainsi conçu : « Pour prouver mon aveugle obéissance aux lois « de la charbonnerie, je déclare abjurer à jamais la religion « catholique, au clergé de laquelle j'appartiens. »

« Il est facile d'imaginer l'horreur dont fut saisi le malheureux prêtre; mais les poignards des carbonari étaient suspendus sur sa tête, et des menaces de mort résonnaient à ses oreilles. Aussi, après avoir donné les marques du plus profond désespoir, il finit par signer. Or, le croirait-on, le misérable Villa ne craignit pas d'accuser Fortini d'impiété, et, plus tard, bien que l'ins-

truction eût prouvé jusqu'à la dernière évidence que l'infortuné prêtre n'avait signé la fatale déclaration que contraint par la peur, il fut condamné à la peine capitale, commuée en quinze ans de *carcere duro!* Encore, avant de partir pour le Spielberg, fut-il soumis à la dégradation ecclésiastique, la peine la plus terrible que puisse subir un prêtre sincère dans sa foi, tel que l'était Fortini [1].

« L'Autriche, en agissant ainsi à l'égard de Fortini, visait à prouver que la charbonnerie n'était qu'un foyer d'impiété. Villa dénonça encore le comte Oroboni, qui lui, avait commis l'imprudence de lui faire part du lieu où il avait enfoui les papiers les plus compromettants. Oroboni paya sa faute, d'abord par sa condamnation à la peine capitale, ensuite par sa mort au Spielberg. Il est à remarquer que, d'après l'article 52 du Code pénal autrichien, sont passibles du dernier supplice ceux-là seulement qui tombent dans le crime de haute trahison. Or le procès intenté aux carbonari avait démontré que les apprentis ne connaissaient pas les secrets de la société, et le tribunal lui-même avait déclaré les bons cousins apprentis coupables seulement de transgression politique, ce qui aurait dû ne les faire condamner qu'à de simples peines correctionnelles. Cependant Fortini, Oroboni et d'autres encore furent condamnés à la peine de mort, commuée par l'empereur, pour les uns à 20 ans, pour les autres à 15, de *carcere duro.*

[1] Cette humiliante cérémonie est décrite en détail par Andryane. Elle consiste à dépouiller le condamné de ses ornements sacerdotaux, et à lui gratter, avec un morceau de verre, la partie tonsurée de la tête, ainsi que le bout des doigts qui ont touché l'hostie.

« Je fus arrêté le 7 janvier 1819. Enfermé à Venise dans *les plombs*, j'étais traité avec la plus grande rigueur. J'avais malheureusement oublié de détruire un document très-dangereux appelé *Constitution latine*, véritable plan de la conspiration, en cinquante articles, arrêté pendant l'hiver de 1817 à 1818, par le comité central de Bologne. Je ne m'en souvins que dans l'isolement de la prison; et, depuis ce moment-là, je vécus dans une mortelle inquiétude. Ces papiers étaient cachés chez une dame, mais le moindre hasard pouvait les faire découvrir. Quarante jours se passèrent sans que je fusse interrogé. Enfin je suis appelé devant le commissaire de police Lancetti, celui-là même qui avait présidé à mon arrestation. Menaces, injures, questions insidieuses, cajoleries, tous les moyens sont employés tour à tour pour me forcer à parler, et l'on va jusqu'à me promettre l'impunité. Je nie avec fermeté; mais, dans l'intérêt même de ma défense, j'affirme que la charbonnerie, dans ma province, est plutôt une institution destinée à répandre les idées libérales qu'un instrument révolutionnaire.

« La *constitution latine*, que l'on ne tarda pas à découvrir, fournit une arme terrible contre moi. J'avais été transporté des *plombs* à l'île Saint-Michel, où se trouvaient les autres prisonniers. Ayant gagné la plupart de mes gardiens et communiquant à travers la muraille avec mes voisins captifs, j'étais parvenu à me mettre d'accord avec eux sur la manière de répondre aux interrogatoires de la commission. Mais parmi eux il y avait Solera, que le fameux inquisiteur Salvotti avait su séduire, et qui révéla aussi bien ce qu'il savait de la conspiration que les intelligences

pratiquées par moi dans la prison. Après avoir été traité par Salvotti de la manière la plus dure, je fus enlevé pendant la nuit et transporté de nouveau dans les *plombs*.

« Dans les cellules contigües à la mienne, on eut soin de placer des mouchards qui jouaient le rôle de prisonniers. Heureusement ils firent si mal leur métier, que je pus déjouer leur manège. Leur conversation me servit toutefois à apprendre que les gardiens gagnés par moi avaient été arrêtés, et que quelques-uns des co-prévenus, qui avaient rétracté leurs déclarations, venaient de les renouveler. Ma position devenait de plus en plus grave. Un jour, appelé devant la commission, je vois briller une joie insolite dans les yeux des juges et surtout de Salvotti, qui, après une longue suite de demandes capticuses, auxquelles j'oppose de constantes dénégations, extrait tout-à-coup un papier du tiroir de la table et me le place sous les yeux. C'était la fatale constitution latine, qui, pour surcroît de malheurs, portait ma signature.

« — Maintenant, s'écria Salvotti d'un air triomphant, « aurez-vous encore l'effronterie de nier les plans de la « secte, et votre participation à ses projets ? »

« Ce fut pour moi un coup de foudre ; néanmoins, je dissimulai de mon mieux ce qui se passait en moi, et je répondis, avec une certaine assurance, que je n'avais eu aucune part à la rédaction de l'acte en question.

« — Menteur impudent ! » reprit Salvotti d'une voix tonnante.

« Puis, vomissant contre moi un torrent d'injures, il me congédia par ces mots :

« *Ce document est plus que suffisant* pour vous faire con-
« damner à la peine capitale. »

« Je sentis que j'étais un homme perdu...

« Quelques jours après, on entre soudainement dans ma prison, où j'étais enfermé avec Armari, un des prévenus et, sans me permettre de lui faire mes adieux ni de prendre mes effets, on me transfère dans l'un des cachots de l'ancienne inquisition vénitienne. Je crus que mon arrêt de mort avait été prononcé, et, décidé dès lors à me soustraire à l'échafaud et surtout à l'exposition publique, que j'envisageais avec horreur, j'arrêtai de me tuer. Pendant mon séjour à Saint-Michel, j'avais pu me procurer un canif, que j'avais caché dans le collet de mon habit. Il était minuit lorsque je m'apprêtai à accomplir mon sinistre dessein. L'heure sonnait à Saint-Marc, et ce son, retentissant d'une manière encore plus lugubre dans l'isolement de ma prison, vint réveiller en moi mille pensées. Si près de quitter la vie, je ne pus m'empêcher, par un retour sur le passé, de songer à tout ce que j'allais laisser de cher sur la terre, à mes parents bien-aimés, à mes amis, à ma douce fiancée... A cette dernière image, je m'attendris, je pleurai à chaudes larmes, j'éprouvai même un moment de désespoir indicible.

« Ma résolution, néanmoins, était bien arrêtée. Je tire mon canif, je me place sur le lit, et, écartant ma chemise, j'enfonce le canif dans le sternum. Le sang jaillit en abondance, je sens une certaine douleur, puis ma respiration devient difficile, et, me croyant près d'expirer, j'en ressens une joie sauvage. Mais, en retirant le canif de la blessure, je m'aperçois que la pointe est restée dans la plaie. Pour

en finir plus tôt avec la vie, je me lève, je saisis une bouteille restée vide sur la table, je la brise et j'en avale avidement les morceaux. Non content de cela, je commence à labourer les veines de mon bras gauche avec des éclats de verre. Cependant la grande quantité de sang que j'avais perdue m'avait considérablement affaibli. Je suis donc forcé de me replacer sur le lit. Là, tombé dans un abattement profond, je presse instinctivement ma blessure, d'abord avec mon mouchoir, ensuite avec le drap de mon lit, et, chose étrange, je tombe dans un sommeil léthargique.

« Au point du jour, une main vigoureuse me secoue tout à coup, et une voix forte m'ordonne de me lever sur le champ. C'était le gardien qui venait me chercher pour me conduire auprès du sénateur Mazzetti, envoyé de Vienne pour interroger les prisonniers politiques. L'obscurité presque complète de la cellule ne permet pas au geôlier de s'apercevoir de l'état où je suis. Je m'habille à la hâte, et je me dispose à sortir, lorsqu'on m'arrête pour me mettre les menottes. Cela fait, je traverse le fameux pont des Soupirs, pour me rendre dans une salle du palais des Doges, où m'attendait le personnage que j'ai nommé. J'entrais à peine, lorsque le greffier, qui était à ses côtés, s'écrie : Ciel ! que vous est-il donc arrivé ? monsieur Foresti, vous êtes couvert de sang. » A ces mots, Mazzetti fait appeler le médecin de la prison et, en attendant, il m'interroge avec un air de dédain sur ma triste situation.

« Je réponds par l'aveu de mes projets, et je me laisse aller à une diatribe des plus violentes contre le gouvernement autrichien. Sur ces entrefaites, entre le médecin

qui, après avoir examiné et pansé mes blessures, déclare qu'elles n'ont rien de trop grave, mais que, relativement aux éclats de verre avalés, le danger ne cesserait que lorsque le corps les aurait rejetés. Je suis ramené à la prison, avec défense expresse aux gardiens de me fournir des couteaux, des fourchettes, des bouteilles, et ordre de ne pas me quitter d'une minute. Au bout de quelques semaines, ma constitution robuste et les soins assidus du médecin me firent, malgré des souffrances assez vives, surmonter tout danger. Mais, si les tortures physiques finissaient, les tortures morales allaient commencer.

« Le sénateur Mazzetti me communiqua un rescrit de l'empereur, par lequel la peine de mort à l'égard de presque tous les condamnés était commuée en quinze ou vingt ans de *carcere duro ;* mais il ordonnait l'exécution de la sentence, quant à Solera, à Munari et à moi, *à moins que nous n'eussions des révélations à faire.* Dans ce dernier cas, ajoutait-on, la peine capitale serait changée pour nous en vingt ans au Spielberg. « Il dépend donc de vous, monsieur Foresti, disait Mazzetti, en vous montrant sincère et en témoignant ainsi de votre repentir, de mériter la clémence de Sa Majesté. » Cela voulait dire que j'aurais pu éviter la mort au prix de l'infamie, récompensée ensuite par vingt ans de *carcero duro*. On devinera facilement ma réponse.

« Le sénateur impérial n'en insista pas moins pour me faire parler, et il n'y eut pas de moyens qu'il ne mît en usage pour m'arracher des révélations sur une foule d'objets et de personnes, et, pour me rafraîchir la mémoire, disait-il, il ne cessait de rappeler tels ou tels évènements

et de prononcer des noms propres. Il nomma entre autres le duc de Calabre (père du roi actuel de Naples), le cardinal Gonsalvi, le prince de Carignan (Charles-Albert), et le comte de Santarosa. Ces interrogatoires extrêmement pénibles se renouvelèrent plusieurs fois. Enfin, l'avant-veille de Noël, nous étions tous appelés devant la commission pour entendre la lecture des arrêts. Le lendemain avait lieu notre exposition sur la place de Saint-Marc, au milieu d'une foule immense. Le vice-roi assista à cette scène du haut du grand balcon du palais des doges. Toute la garnison était sur pied, quatre pièces de canon étaient braquées autour de l'échafaud et les artilleurs tenaient leurs mèches allumées.

« L'un des juges lut les arrêts à haute voix. Les innombrables spectateurs nous donnèrent des signes non équivoques de profonde sympathie. Salvotti avait dit aux condamnés que, par faveur spéciale du vice-roi, il leur serait permis de garder leurs chapeaux pendant l'exposition, Oroboni ne voulut pas profiter de cette grâce, et, aux gardiens qui l'engageaient à se couvrir et à cacher son visage à l'aide de son mouchoir, il répondit : « Je ne suis nullement honteux de me trouver à cette place ; car j'y suis pour une sainte cause, et je veux que tout le monde puisse me voir. » Lorsque nous descendîmes de l'échafaud pour rentrer dans nos cachots, des mouchoirs en très grand nombre furent agités dans l'air en signe d'adieu, surtout par des dames, et le soir même une sérénade se fit entendre sous les fenêtres de la prison.

« Nous partîmes de Venise dans la nuit du 12 janvier. On choisit une pareille heure pour éviter de nouvelles mani-

festations. Trois commissaires nous accompagnaient, et un détachement de gardes de police enveloppait nos voitures. Nous étions enchaînés deux par deux, et nous voyageâmes ainsi pendant trois semaines. Tous les soirs nous nous arrêtions pour coucher ; mais nos corps étaient condamnés à s'étendre sur la paille, et le plus souvent nous avions pour gîte une prison. Pour surcroît de tourments, nos gardiens passaient la nuit avec nous. Bien que les journaux du gouvernement nous eussent peints comme des hommes de sang ou des impies, afin d'éloigner de nous toute pitié, les populations au milieu desquelles nous passions ne cessaient de nous témoigner l'intérêt le plus vif. Les femmes surtout nous donnaient les plus grandes marques de sympathie.

« Il y en eut qui, tendant vers nous leurs enfants, nous priaient de les bénir. Dans quelques villes, notre entrée fut une véritable ovation. En même temps, on regardait les commissaires de très mauvais œil, et, plus d'une fois, on les siffla. Il s'en vengeaient en redoublant de brusqueries et de rigueurs à notre égard.

« A peine fûmes-nous arrivés au Spielberg, qu'on procéda à l'opération du ferrement. Nos chaînes étaient extrêmement lourdes, et je ne saurais dire ce qu'elles me firent souffrir pendant les premiers jours. Notre lit consistait dans un paillasson placé sur un escabeau, et dans une couverture de laine très grossière. Chaque cellule n'avait que douze pieds de longueur sur huit de large et la lumière y arrivait d'en haut par une petite lucarne garnie de barreaux en fer.

« Pour tout couvert de table, nous n'avions qu'une cuil-

Providence voulut, dans sa justice, que l'ordre impérial arrivât trop tard.

« Enfin notre persécuteur implacable vint à mourir, et, quelques mois après, une commission spéciale se rendit à Brünn pour nous proposer l'alternative entre la continuation de notre peine et la déportation en Amérique. Il n'y avait pas à balancer ; nous optâmes sur-le-champ pour la dernière proposition, et, au mois d'août 1836, nous partîmes de Trieste sur le bâtiment le *Hussard.* Il y avait à bord des soldats et des canons, aussi nous ne fûmes libres qu'à New-York. La main de l'Autriche voulut peser sur nous jusqu'au bout ! »

Après le récit de M. Foresti et tout ce que nous avons dit plus haut du gouvernement autrichien, on comprendra facilement comment, à la première nouvelle de l'insurrection de Vienne, Milan et Venise se levèrent presque en même temps, et parvinrent en quelques jours à rejeter de leur sein un ennemi détesté. Heureuse l'Italie, si le parti libéral avait su profiter de l'admirable élan populaire de ses nobles cités pour refouler l'Autrichien au-delà des Alpes, au lieu de confier la fortune du pays aux mains inhabiles ou traîtresses de ses princes !

CHAPITRE V.

CHAPITRE V.

Proclamation du gouvernement de Milan. — Démonstration présidée par M. Casati. — Insurrection. — Bravade de Radetzki. — Contraste entre l'attitude du peuple et celle de la municipalité. — Étrange ordonnance publiée par cette dernière. — Épisodes du combat. — Mesures prises par le conseil de guerre. — Poste aérienne et ses effets. — Anecdotes. — Désintéressement et générosité du peuple. — Atrocités commises par les Autrichiens. — Lettres de M. Cantù. — Piége infâme tendu par Radetzki. — Ses pertes énormes. — Il est forcé de battre en retraite. — Révolution de Venise. — Manin et Tomaseo portés en triomphe. — Décharge des Croates à bout portant. — Prise de l'arsenal. — — Manin empêche les excès. — Le comte Palfy et le comte Zichy. — — Les Autrichiens quittent Venise. — Manin président de la République. — Mouvement insurrectionnel des villes de terre ferme, et panique de l'ennemi. — Ce que Charles-Albert aurait dû faire et ce qu'il fit. — Enthousiasme unanime en faveur des Lombardo-Vénitiens. — Les volontaires et les troupes marchent de toutes parts vers la Haute-Italie. — Mauvais vouloir des princes, accru par les démarches de M. Gioberti — Occasion propice misérablement perdue. — Critique de la conduite du parti libéral.

La fermentation était arrivée au plus haut degré dans les provinces Lombardo-Vénitiennes, et l'armée de l'Autriche, grossie de plus en plus, semblait vouloir étouffer le mouvement constitutionnel des états limitrophes, quand la nouvelle de l'insurrection de Vienne arriva tout à coup. Le gouvernement en fut averti à Milan le 17 mars, et,

dans la nuit même, le vice-roi quittait la ville avec sa famille. Le 18 au matin, on voyait affichée sur les murs la proclamation suivante :

« La présidence du gouvernement I. et R. se fait un « devoir de porter à la connaissance du public le contenu « d'une dépêche télégraphique datée de Vienne le 15 courant, et arrivée à Milan hier dans la soirée.

« Sa Majesté l'empereur a arrêté : l'abolition de la censure et la publication, dans le plus bref délai, d'une « loi sur la presse, ainsi que la convocation des états des « provinces allemandes et slaves, et des congrégations « centrales du royaume Lombardo-Vénitien. Cette réunion aura lieu au plus tard le 3 juillet.

« HARTL, I. R., inspecteur des télégraphes

« Milan, le 18 mars 1848.

« Le vice-président,
« Comte O'DONNELL. »

Ces concessions tardives étaient dérisoires. Aussi, le maire de la ville, M. Casati, suivi d'une foule immense, se rendit au palais du gouvernement, pour présenter, au nom du peuple, une série de demandes dont l'objet était plus en rapport avec les besoins de la situation. La première de toutes était la délivrance des nombreux citoyens arrêtés depuis les massacres de janvier. Le gouvernement opposait un refus obstiné à cette démarche pacifique, lorsque soudainement le drapeau tricolore fut arboré dans les rues.

Aussitôt l'insurrection éclata. Voici comment un té-

moin oculaire, acteur même dans ce drame mémorable, en raconte les principales circonstances [1] :

« Les hommes ne pouvaient se mettre aux fenêtres, « sans qu'on leur criât que la place des hommes était dans « la rue. Les jeunes gens s'étaient armés de bâtons, de « sabres, de pistolets. C'est au palais du gouvernement, « sous les yeux de M. Casati, que le combat s'engagea. « Un jeune homme déterminé, M. Cernuschi, sort de la « foule, et force le vice-gouverneur O'Donnell à décréter « l'armement de la garde nationale, et à confier la direc- « tion de la police à la municipalité. Il entraîne M. O'Don- « nell prisonnier. La foule revenait du palais avec le po- « destat et le prisonnier, quand, à la hauteur de la *rue* « *du Monte*, elle essuya la fusillade d'une forte patrouille. « M. Casati se réfugia dans la maison Vidiserti ; et c'est « là que le hasard fixa ainsi le quartier-général de l'in- « surrection, très loin de l'Hôtel-de-Ville. Radetzki, igno- « rant cette circonstance, fit, le soir même, entourer l'Hô- « tel-de-Ville, dont on abattit les portes à coups de canon. « Il comptait y surprendre le comité-directeur, être ima- « ginaire, et objet de la haine aveugle de la police. L'as- « surance et l'aplomb que, dès le début de l'action, « déployèrent les insurgés, firent croire à l'ennemi qu'une « main forte et savante dirigeait tous leurs mouvements. « Effrayés par le tocsin, qui retentissait de toutes parts,

[1] *L'Insurrection de Milan en* 1848, par Charles Cattaneo. Ce livre a été publié à Paris, dans l'automne de l'année dernière, dans le but de répondre aux attaques dont le parti républicain a été l'objet. M. Cattaneo est l'une de nos principales notabilités littéraires.

« préoccupés de la nécessité d'assurer leurs communica-
« tions, et, surtout, de sauver les officiers logés en ville
« et les familles des employés allemands, les Autrichiens
« ne purent pourvoir à tout, et, la tête perdue en quelque
« sorte, ils oublièrent les objets les plus importants, et
« jusqu'à deux millions de francs, en argent, déposés
« dans les caisses des différents bureaux. Le vieux Ra-
« detzki lui-même, après avoir depuis six mois creusé
« l'abîme où il comptait précipiter le peuple, se sauva
« honteusement de la maison en toute hâte, y laissant son
« gilet, et jusqu'à cette vaillante épée, qui figurait comme
« un ornement obligé de ses proclamations grotesques.

« Le château avait servi de refuge à Radetzki. Ce bâti-
« ment massif, et d'une forme carrée, formait le centre
« de l'ancienne forteresse, dont Napoléon avait fait raser
« le polygone extérieur, de sorte qu'il reste séparé de la
« ville par une vaste esplanade. De là, et par les bastions
« qui dominent la ville et la campagne, Radetzki enve-
« loppait la cité avec les deux ailes de son armée. A cha-
« que barrière, il avait placé une masse de troupes et de
« l'artillerie, et il lançait ces forces par les rues les plus
« larges et les plus directes jusqu'au cœur de la ville, où
« ses soldats tinrent occupés pendant trois jours la cathé-
« drale, le Palais-Royal, le palais de Justice, le palais
« Marino, la police, l'Hôtel-de-Ville, le Génie militaire,
« le Commandement et plusieurs casernes et arrondisse-
« ments de police. Des chasseurs tyroliens, postés sur les
« aiguilles de marbre de la cathédrale, se plaisaient à ti-
« rer au hasard sur les hommes et sur les femmes dans
« les rues, et même dans l'intérieur des maisons qu'ils

« dominaient. Les parties de la ville où l'insurrection « avait fait le plus de progrès n'étaient pas toutes en « communication entre elles; celle où un pur hasard « avait amené le quartier-général du podestat, ayant la « forme à peu près d'un fer à cheval, longeait les deux « rues du *Monte* et du *Durino*. Au-delà, se développaient « de tous côtés des rues très larges, peu peuplées, très « difficiles à barricader et à défendre, et où pouvaient « plonger les feux de l'ennemi. Pendant la première nuit, « le quartier-général ne fut protégé, du côté de *Porto-* « *Nuova*, que par deux barricades assez faibles, et par « une soixantaine de jeunes gens, qui s'étaient formés en « cinq sections, et qui faisaient l'exercice pendant la nuit « pour se préparer au combat du lendemain; c'est à peine « si la moitié d'entre eux avait des fusils de chasse. On a « calculé que toute la ville, dans cette première nuit, n'a- « vait en ligne que trois à quatre cents fusils de toute « espèce. Plusieurs familles avaient envoyé leurs armes à « la campagne, craignant d'être obligées de les livrer à la « police. A huit heures du soir, Radetzki somme la mu- « nicipalité de désarmer la garde nationale, « *sans quoi,* « disait-il, *demain même, je ferai usage du bombardement,* « *du sac et de tous les autres moyens, pour réduire une* « *ville rebelle. Cela me sera d'autant plus facile, que j'ai* « *à ma disposition une armée aguerrie de cent mille hom-* « *mes et deux cents pièces de canon!* »

Cette ridicule bravade de Radetzki ne reçut d'autre réponse qu'un redoublement d'ardeur de la part des combattants, dont le nombre augmentait d'heure en heure, malgré le manque d'armes et de munitions, et le défaut de

direction. Car, il faut le dire, ceux-là même qui auraient dû se placer à la tête du peuple, ou se tenaient à l'écart, ou ne semblaient pas avoir la conscience de leur rôle. M. Cattaneo cite, à ce sujet, les mots que M. Casati ne cessait de répéter à ceux qui le pressaient d'organiser un gouvernement provisoire :

« Je n'abandonnerai jamais, disait-il, le terrain de la « légalité, et je ne veux être autre chose que le chef ré« gulier de la municipalité. »

Enfin, sur de nouvelles instances, il se décida à publier le 20 mars, à huit heures du matin, l'étrange ordonnance que voici :

« Considérant que l'*absence imprévue de l'autorité poli-* « *tique* donne lieu, de fait, à la pleine et entière exécution « du décret du 18, du gouvernement, décret qui attribue « à la municipalité l'exercice de la police, et qui *permet* « *l'armement* de la garde civique pour le maintien de l'or« dre et la défense des habitants, nous chargeons de la « police M. Bellati, délégat provincial, et, en son ab« sence, M. Grasselli, adjoint; et prenons pour collabo« rateurs de la municipalité le comte Borgia, le général « Lecchi, M. A. Porro, M. H. Guicciardi, l'avocat A. Guer« rieri, et le comte J. Durini.

« Ainsi, ajoute M. Cattaneo, M. Casati, au troisième « jour d'une insurrection victorieuse, qu'il appelait une « *absence imprévue de l'autorité politique*, s'appuyait sur « un ordre d'un vice-gouverneur prisonnier, pour per« mettre aux habitants de s'*armer* et de se *défendre*. In« dignés de cette irrésolution, nous passâmes dans une

« autre salle, pour constituer un conseil de guerre, selon « le projet ébauché la veille. »

Ce conseil de guerre fut organisé en effet, et, bien que sa durée ne dépassât pas les quarante-huit heures, il rendit de grands services à l'insurrection, en régularisant son action. Il était composé des citoyens dont les noms suivent: Jules Terzaghi, Georges Clerici, Charles Cattaneo, Henri Cernuschi.

Cependant le combat continuait, en prenant des formes différentes, selon les quartiers et le plus ou moins de résistance opposée par les Autrichiens. Des groupes de jeunes gens, presque sans armes et dépourvus de munitions, se postaient sous les portes cochères, et, lorsqu'un peloton ennemi se présentait dans la rue, ils s'élançaient sur les soldats et les désarmaient facilement. Ce manège réussissait d'autant mieux, que l'Autrichien, très lourd de sa nature, ne pouvait lutter qu'avec désavantage contre l'agilité naturelle de l'Italien. Près l'église Saint-François-de-Paul, un jeune homme désarma tout à coup une sentinelle avancée, et la tua avec le fusil qu'il venait de lui arracher. Cet acte étrangement audacieux se passait en présence d'un bataillon tout entier. Des enfants jouaient toute espèce de tours aux Croates. Placés derrière les barricades, ils leur offraient comme point de mire des chapeaux à la calabraise, perchés sur des manches à balai, ou des chats coiffés de bonnets rouges.

« Le manque d'armes et de munitions, dit encore « M. Cattaneo, avait imprimé au combat un caractère « tout particulier. Les hommes exercés au maniement des « armes étaient les seuls à qui l'on permît de s'en servir.

« Ils ne tiraient qu'à une distance assez rapprochée pour
« être à peu près sûrs de frapper. La poudre, à notre
« quartier-général, se distribuait à petites prises, comme
« du tabac. Heureux, lorsqu'ils en recevaient assez pour
« en charger une fois ou deux leurs fusils, ils s'échap-
« paient un instant de leurs barricades, pour venir re-
« nouveler encore leur faible provision. Des étudiants de
« ma connaissance, à qui l'on demandait pourquoi ils ne
« tiraient que les uns après les autres, donnèrent cette
« raison : *Ils voulaient éviter que deux coups ne portassent*
« *sur un seul Croate!* Notre feu était donc lent et rare,
« mais très meurtrier. L'ennemi, au contraire, prodiguait
« le sien au hasard ; aussi ses boulets vinrent-ils fracas-
« ser des balcons élevés et des fenêtres au troisième
« étage. »

Rien ne fut négligé par le conseil de guerre. Afin de connaître les mouvements de l'ennemi, tant dans la ville que dans les environs, il plaça des opticiens sur les observatoires et les clochers, et il en recevait des bulletins d'heure en heure. Des élèves du collége des Orphelins, que leur uniforme faisait respecter de la troupe, servaient de messagers. On imagina, de plus, de lancer de petits ballons renfermant des proclamations ou des avis adressés aux habitants de la campagne. Les soldats, soupçonnant le but de cette poste aérienne, ne cessaient de tirer sur les ballons. Quelques-uns de ceux-ci allèrent tomber au loin, et, en portant aux populations la nouvelle des évènements de Milan, ils les excitèrent à se soulever. Bientôt des milliers de paysans, guidés par les notables du pays, et souvent par des prêtres, se dirigèrent sur Milan. Du

haut des clochers, on voyait des masses d'hommes poursuivre la cavalerie autrichienne à coups de feu. Cinq cents volontaires de la Suisse italienne, réunis aux montagnards du lac de Côme et à la jeunesse de cette ville, s'emparèrent de douze cents Croates. Arrivés sous les murs de Monza, ils rencontrèrent deux autres colonnes, dont l'une avait fait trois cents prisonniers à Varese. Une autre colonne partait des rives du Pô, en même temps qu'un comité organisé subitement à Lecco soulevait la Valteline, la Valsassine, la Briance; et Bergame envoyait à Milan plusieurs centaines de ses bourgeois et de ses montagnards. Enfin, Jérôme Borgazzi, inspecteur du chemin de fer de Monza, arriva à la tête de deux mille hommes. Le brave Borgazzi devait être tué dans la nuit même de son arrivée, en marchant l'un des premiers à l'attaque de l'ennemi. Pendant ce temps, on fabriquait des canons de bois garnis de cercles de fer; on faisait de la poudre et du coton-poudre; on fondait des boulets, et on recueillait avec soin les projectiles lancés par l'ennemi. Ayant trouvé parmi ces derniers de grosses médailles en fonte offrant l'image de Pie IX, le conseil de guerre publiait une courte proclamation, conçue en ces termes :

« Citoyens, en ce moment même, on fond des bombes « et des canons. Nous renverrons à l'oppresseur ses bou- « lets avec ces mots : — *Liberté italienne!* »

Tandis que le peuple de Milan combattait héroïquement pour soustraire sa patrie à un joug abhorré, il respectait religieusement les propriétés et contribuait à sauver des collections de tableaux, de livres et d'objets scientifiques. Il fit plus : il s'abstint de toute insulte contre les per-

sonnes et de toute attaque contre les biens de ceux-là même dont il avait eu le plus à se plaindre. Nous ne citerons qu'un seul fait pour exemple : l'ex-directeur de la police Torresani et le fameux Bolza, l'agent le plus odieux de l'Autriche pendant plus de trente ans, étaient tombés dans les mains des insurgés. Or, non-seulement ils ne furent pas maltraités, mais on eut pour eux tous les égards que de généreux vainqueurs ont pour leurs prisonniers. Toujours est-il que les Milanais ne répandirent le sang de leurs adversaires que durant le combat. Voici maintenant quelles furent les principales atrocités commises par les Autrichiens, depuis le jour où éclata l'insurrection jusqu'à celui de leur fuite.

Le 18 mars, la troupe, après avoir envahi l'Hôtel-de-Ville et fait prisonnier un grand nombre de personnes de marque, les traîna au château et en fusilla quatre ; puis à sa retraite de Milan, elle en emmena une vingtaine enchaînés, dont elle se faisait suivre à pied, et qu'elle ne cessa d'accabler de mauvais traitements. Un des prisonniers, Hercule Durini, fut passé par les armes pendant la route. Des Hongrois entrés dans la maison Carpani y volèrent ou brisèrent tout ce qui leur tomba sous la main, et ce fut à grand'-peine que les maîtres de la maison échappèrent à leur rage. Mais les Croates se distinguaient surtout par leurs cruautés sauvages. Partout où ils entraient, ils marquaient leur passage par le massacre, sans respect pour l'âge ni le sexe. Dans une maison on trouva treize personnes égorgées, parmi lesquelles une mère ayant dans ses bras deux enfants dont l'un était décapité, l'autre avait une baïonnette qui lui traversait

le cou. Un Croate coupa un enfant en deux, et colla chaque moitié contre un pan de mur. Un autre soldat empala une petite fille et la promena au bout de son fusil. On arracha du sein d'une femme un fœtus de deux mois, et on le fit cuire. Un ouvrier était occupé à fabriquer des boules de résine, quand ces assassins couverts de l'uniforme autrichien tombèrent sur lui, l'éventrèrent, et, lui ayant rempli le ventre de ces matières combustibles, y mirent le feu. Dans la fabrique de soie de M. Fabris, tous les ouvriers que la troupe y rencontra furent passés au fil de l'épée. Dans une auberge du faubourg de Santa-Croce, un père fut attaché corps à corps avec son fils, et les deux victimes furent tuées du même coup. Un autre malheureux fut lié à une poutre, et on le brûla en présence de sa femme et de ses enfants. Trois paysans, plongés dans un bain d'eau-de-vie enflammée, subirent le même sort. Les Autrichiens partis, on trouva dans le château des cadavres horriblement mutilés. Des nez, des oreilles, des bras jonchaient la cour, et une odeur fétide s'exhalant tout autour, indiquait assez le nombre des morts qu'on venait d'y enterrer. A toutes ces horreurs, dont on trouvera le détail dans cinq lettres publiées à cette époque par M. Cantù (1), nous n'ajouterons qu'un seul fait. Le nombre des victimes atteignit le chiffre de mille environ. Or une centaine à peine tombèrent en combattant !

L'ennemi, qui en agissait ainsi à l'égard de gens dé-

1 Ces lettres sont adressées à Silvio Pellico, à d'Azeglio, au général Pépé, à Lamennais et au cardinal Baluffi.

sarmés, faisait preuve de lâcheté en face des combattants. Sans parler de la panique qui gagna les Autrichiens à partir de leur expulsion de Milan, nous dirons que, dès le second jour de l'insurrection, Radetzki envoya des parlementaires pour demander un armistice. C'était un piège infâme ; car, d'après une lettre interceptée par la suite, on sut que cette demande n'avait qu'un seul but, celui de gagner assez de temps pour que douze cents bombes, qu'il attendait de Plaisance, pussent lui arriver. Heureusement le peuple, inspiré surtout par les membres du conseil de guerre, repoussa toute trève, malgré l'avis de la municipalité, et spécialement de M. Casati. Ceci avait lieu le 20 mars. Après deux jours de nouveaux combats, pendant lesquels les insurgés ne cessèrent de gagner du terrain, Radetzki, se voyant presque cerné, se décida à la retraite. Mais, pour mieux la déguiser, il fit tirer ses soixante canons à la fois, et mettre le feu à plusieurs maisons des faubourgs. Les pertes qu'il essuya dans le cours de ces cinq journées à jamais mémorables furent évaluées à près de quatre mille hommes. L'artillerie principalement eut tellement à souffrir, que le 22 mars Radetzki ne comptait plus que cinq canonniers, et était obligé de faire servir ses pièces par des chasseurs tyroliens. Les colonnes autrichiennes, après avoir brûlé leurs morts dans la cour du château, commencèrent à défiler à la dérobée par les allées des bastions; mais les Milanais, se répandant en tirailleurs autour d'elles, les harcelaient de toutes parts. Ils n'avaient plus besoin d'économiser leur poudre, car ils venaient d'en trouver vingt-quatre mille kilogrammes dans l'une des casernes. Les paysans

s'étant réunis aux habitants de la ville, la fuite de l'ennemi devint bientôt de plus en plus difficile.

« Ce n'était que de loin en loin, écrit M. Cattaneo, et « lorsqu'ils se sentaient trop pressés, qu'ils s'arrêtaient « un moment pour riposter. Les étincelles qui jaillissaient « de tant de fusils formaient autour de la ville un demi- « cercle de feu. Le tocsin sonnait à coups redoublés dans « les soixante clochers de la ville, dont rien ne défendait « plus l'approche ; il arrivait à mon oreille tour à tour, « des divers quartiers, suivant la direction du vent. « L'ennemi ne poursuivait sa route qu'au milieu des plus « grands obstacles, il lui fallut plus de huit heures pour « se dégager du double cercle de feu dont il était enve- « loppé. Il avait à traîner à sa suite son artillerie, des « blessés, plus de trois cents familles d'officiers ou d'em- « ployés, des malheureux pris comme ôtages, et quelques « milliers de soldats italiens. Ceux-ci avaient tenu bon « pendant le combat, mais ils ne pouvaient se résigner à « suivre l'étranger loin de leur patrie. Dans les passages « difficiles, où l'on pouvait craindre qu'ils ne désertassent, « des canons étaient braqués contre eux, et, au moindre « signe d'hésitation, des officiers leurs criaient : *En avant « ou la mort !* »

Pendant que ces évènements se passaient en Lombardie, Venise d'abord, puis ses anciennes provinces de terre-ferme arboraient le drapeau de l'indépendance, et les Autrichiens, frappés d'épouvante, battaient en retraite de toutes parts, sans presque brûler une amorce.

La révolution de Venise présenta un caractère particulier. Nous en esquisserons les principaux traits, en

remontant à l'époque de l'arrestation de Manin et de Tommaseo. Ces deux éminents citoyens avaient été jetés en prison le 20 janvier, pour avoir voulu faire jusqu'au bout de l'opposition pacifique et légale. Il devenait dès lors évident que la force seule pouvait faire obtenir au pays l'objet de ses demandes. Aussi une vaste conspiration s'organisa sous la direction d'un comité central. Telle était la confiance inspirée par les chefs, et partant la discipline qui ne tarda pas à s'établir parmi les affiliés, que les ordres de ce comité furent bientôt exécutés à la lettre. Le terrain était admirablement préparé pour une explosion, lorsque arriva la nouvelle des évènements de Vienne. Le 17 mars au soir, le cri de : *Vive Ferdinand, roi constitutionnel!* s'étant fait entendre au théâtre, une voix cria : *Vive l'Italie!* et aussitôt mille voix répondirent à l'envi dans la salle. Le lendemain matin, un immense attroupement se forma sur la place Saint-Marc et sur le quai des Esclavons, et le cri de : *Vive Manin et Tommaseo!* ayant été proféré, le peuple se porta à la prison et en brisa les portes, sans que la force armée pût l'en empêcher. Manin et Tommaseo, délivrés ainsi, furent promenés en triomphe dans la ville. Quarante-huit heures se passent sans que la constitution soit proclamée, et sans même que la nouvelle officielle en soit communiquée aux autorités municipales. Le 20 mars, la population se porte au palais du gouverneur, qui était alors le comte Palfy, en criant : *Vive la constitution! vive la garde civique!* Le gouverneur répondait en balbutiant à la députation envoyée par le peuple, quand une voix tonnante fit entendre sur la place ces paroles : *A bas le gouvernement!* Une acclamation gé-

nérale y répondit, et l'on put voir dès ce moment quelles étaient les dispositions de la foule.

Près de trois cents Croates étaient rangés en bataille devant l'ancien palais des doges. Après avoir sommé inutilement le peuple de se disperser, ils firent feu sur lui à bout portant. On devait croire naturellement que le nombre des morts et des blessés serait considérable dans une multitude aussi compacte. Or quel fut l'étonnement, quelle fut la joie du peuple, lorsqu'il s'aperçut qu'un homme et trois enfants seulement avaient succombé! Le fait était si surprenant, que l'on cria au miracle. En même temps on commença de toutes parts à arracher les pavés et, à une seconde décharge des Croates, la foule se rua sur eux et les força bientôt à se renfermer dans le palais. Pendant la nuit, les chefs populaires s'assemblent, et ils décident l'attaque de l'arsenal. En effet, le 21 mars au matin, une multitude considérable s'en empare, mais, se laissant aller à sa haine contre le colonel Marinowich, chef de la marine, elle ternit malheureusement sa victoire en le tuant. Manin, accouru pour calmer le peuple, parvient à empêcher d'autres excès, puis, se mettant à sa tête, il se rend chez le gouverneur, afin de le sommer de quitter la ville. Le comte Palfy, voyant toute résistance inutile, se démet de ses pouvoirs en faveur du commandant militaire, et aussitôt la foule, guidée toujours par Manin, se porte au quartier-général de la place. Le commandement militaire de Venise se trouvait dans les mains du comte Zichy, Hongrois, qui, habitant l'Italie depuis vingt ans, et attaché au pays par ses affections, était peu disposé à faire emploi de la force. Aussi, aux premières

sommations du peuple, il répondit : « Je sais qu'en con-
« sentant à quitter la ville avec mes troupes, je signe mon « arrêt de mort; mais toute résistance devant céder à la « volonté d'un peuple entier, et répugnant personnelle-« ment à l'effusion du sang italien, je suis prêt à capitu-« ler. » Vingt-quatre heures après, les Autrichiens quittaient Venise, et la République était proclamée, sous la présidence de Manin. Par une étrange coïncidence, le président de la jeune République portait le même nom que le dernier doge de l'ancienne. Heureusement, il devait y avoir une différence radicale entre les deux républiques; car la dernière n'était après tout qu'une affreuse tyrannie, tandis que la nouvelle devait reposer essentiellement sur le principe populaire. M. Tommaseo fut chargé du portefeuille des affaires étrangères, M. Camerata de celui des finances, et M. Pincherle de celui du commerce. Les autres ministres furent MM. Solera, Paolucci, Paleocapa et Toffoli. Ce dernier était un simple artisan, doué de beaucoup d'intelligence; il jouissait à Venise d'une grande popularité, ce qui le mit à même de rendre de grands services au pays à l'occasion des deux émeutes militaires qui vinrent plus tard le troubler.

En apprenant l'insurrection de Milan et de Venise, les principales villes de la Vénétie se levaient à leur tour, et les Autrichiens, les abandonnant le plus souvent sans combat, se repliaient sur les places fortes. La garnison de Padoue était assez faible, et les habitants auraient pu facilement l'écraser. Cependant, ils la laissèrent partir tranquillement, oubliant les massacres dont elle s'était rendue coupable le 7 septembre 1847. A Vicence, on vit un spec-

tacle étrange. Le général d'Aspre s'y était rendu à la tête de neuf mille hommes, force plus que suffisante pour tenir cette ville en respect. Néanmoins, il ne s'y crut pas en sûreté, et vingt-quatre heures après il marchait sur Vérone, où était le gros de l'armée. Il est à remarquer que la troupe était tellement démoralisée, qu'il demanda aux autorités municipales de Vicence une escorte de soixante hommes de garde civique, afin, disait-il, que ses soldats ne fussent pas insultés par la population! Enfin, ces mêmes Autrichiens, qui, quelques mois plus tard, devaient pressurer d'une manière si barbare les habitants du royaume Lombardo-Vénitien, se contentaient de toucher à Vicence quatorze mille florins, au lieu des quatre-vingt mille qu'ils avaient demandés. Ce profond découragement se manifestait partout chez les Autrichiens, forcés, au bout de quelques jours, à se renfermer dans un petit espace de terrain, et sans autre espoir de salut que dans les places fortes. Ce fut dans des circonstances si propices que le roi Charles-Albert fit son entrée en Lombardie, à la tête de l'armée la plus nombreuse et la plus brillante que renfermât l'Italie. Il aurait pu à lui seul, et en quelques semaines, délivrer la Péninsule de l'étranger, en satisfaisant à la fois sa royale ambition, et en effaçant noblement les taches d'un passé déplorable. Mais, pour cela, il aurait dû ne pas s'arrêter un instant, et, en profitant de l'élan extraordinaire qui animait les populations, de la frayeur dont les Autrichiens étaient saisis, courir sus à l'ennemi, et le pousser l'épée dans les reins jusqu'aux Alpes. Au lieu de prendre ce parti, que fait-il? Il perd un temps précieux devant des places fortes, qu'il aurait pu laisser

derrière lui impunément; il repousse l'aide puissante des populations levées en masse; il dégoûte les volontaires accourus de toutes parts, et refuse les offres de service des Suisses, des Polonais et des Corses. Mais ce n'est pas tout : il marchande ses secours à la ville de Venise, et laisse à découvert les provinces vénitiennes, ne comprenant pas que le meilleur moyen de se faire proclamer roi d'Italie, malgré tous ses torts antérieurs, était de rejeter l'étranger du sol national! Une opinion très répandue en Italie, est que Charles-Albert trahit la cause du pays en 1848, comme il l'avait déjà trahie en 1831. Telle n'est pas, toutefois, la nôtre, par la raison très simple, qu'en trahissant, il n'aurait fait que ruiner ses projets ambitieux. Cependant les apparences, ainsi que notre récit le démontrera, sont tellement contre lui, que nous ne saurions l'absoudre, sans lui délivrer un brevet d'incapacité complète.

Il nous serait difficile de peindre l'enthousiasme excité dans tout le reste de l'Italie par la nouvelle de l'insurrection victorieuse des provinces Lombardo-Vénitiennes. On dut à cet enthousiasme, encore plus qu'à son ambition, l'entrée en campagne de Charles-Albert. Il est même à observer, qu'avant la mise en mouvement de l'armée Piémontaise, des volontaires du Piémont et de la ville de Gênes accoururent en Lombardie, tandis que Parme, Modène et Bologne envoyaient leurs contingens dans les provinces insurgées. Cet entraînement, essentiellement national, se propageant de proche en proche d'une manière électrique, gagna en même temps la Toscane, les Etats-Romains, le royaume de Naples, et jusqu'à

la Sicile. Pas un coin de l'Italie ne tarda à envoyer de nombreux représentants à la guerre sainte, malgré le mauvais vouloir évident des gouvernements, mauvais vouloir accru depuis par le voyage malencontreux de M. Gioberti. Celui-ci, rêvant pour son royal maître la couronne italienne, parcourut une grande partie de la péninsule, en insinuant partout que, pour assurer l'indépendance nationale, il fallait que la croix blanche de Savoie flottât de la Sicile jusqu'aux Alpes. Dès lors, le grand-duc de Toscane et Pie IX firent tout ce qu'ils purent pour entraver une guerre dont le résultat final devait leur être si contraire. Quant au roi de Naples, indépendamment de cette même considération, des raisons spéciales devaient le rendre hostile à la cause nationale : attaché par ses liaisons de famille à la maison de Hapsbourg, il avait une extrême répugnance à se priver de sa fidèle armée au moment même où, tout en désirant recouvrer la Sicile, il se sentait menacé sur son trône. Aussi les patriotes durent-ils faire les plus grands efforts pour l'amener à laisser partir pour la guerre sainte environ quinze mille hommes, sous le commandement du général Pépé, et à envoyer une escadre dans les eaux de Venise. Nous ne tarderons pas à voir de quelle manière ces secours devaient être retirés tout-à-coup à la cause italienne.

Pie IX, tout en répétant que, en sa qualité de chef de l'Eglise, il ne pouvait participer à la guerre, laissait partir, non-seulement des bataillons de volontaires, sous les ordres du brave Ferrari, mais encore plusieurs régiments de ligne, sous la direction du général Durando. Conduite

étrange! qui exposait ses troupes à être considérées par l'Autriche comme des corps francs, et, par conséquent, traitées comme telles, selon toutes les rigueurs de la guerre. La Toscane, outre ses bataillons réguliers, commandés par les généraux de Laugier, d'Arco et Ferrari, envoyait en Lombardie une légion universitaire, dont les officiers étaient des professeurs et les soldats des étudiants. Nous montrerons plus tard la conduite brillante de ce corps, et comment les Toscans démentirent noblement sur le champ de bataille la réputation qu'on leur faisait en Italie d'être un peuple mou et énervé.

Rien de plus sublime et de plus touchant à la fois que le spectacle présenté par l'Italie tout entière, et nous ne saurions trouver d'expressions pour décrire l'émotion profonde que nous éprouvâmes en revoyant la terre natale après un long exil, au moment où les plus belles espérances lui souriaient. Jamais heure ne fut plus propice pour la régénération complète d'une nation, et ce n'est pas sans larmes bien amères que nous songeons aujourd'hui qu'une pareille occasion fut misérablement perdue!

Ici vient naturellement se placer un nouvel examen des fautes du parti libéral.

Ses premiers torts, ainsi que nous l'avons dit, datent de l'insurrection de Palerme, qui aurait dû montrer aux libéraux la véritable marche à suivre. Leur conduite fut encore moins excusable, lorsque la République fut proclamée à Paris, car ils auraient dû comprendre qu'une révolution radicale en Italie, en fortifiant le nouveau principe implanté en France, aurait frappé au cœur les

ennemis éternels et acharnés de l'émancipation des peuples. Mais leur inaction devint tout-à-fait inexcusable lors des insurrections de Vienne et de Berlin, qui, mettant ces ennemis à deux doigts de leur perte, rendaient certain le triomphe de la bonne cause. En continuant à marcher avec les princes, et en confiant surtout à Charles-Albert la conduite de la grande lutte du pays contre l'Autriche, ils s'aliénaient, d'une part, les sympathies de la France républicaine, de l'autre, ils changeaient une guerre nationale en une guerre d'ambition dynastique.

Ils auraient dû sentir, de plus, qu'une telle guerre ne pouvait réussir, en définitive, qu'à la condition d'être conduite révolutionnairement, au lieu d'être faite uniquement d'après les principes de la pure. stratégie Car nos jeunes armées, privées notamment de bons officiers, devaient mal lutter à la longue contre la forte organisation et la discipline sévère des vieilles bandes autrichiennnes. Il aurait fallu surexciter l'élan national par tous les moyens que l'esprit révolutionnaire seul peut fournir, et faire en sorte qu'au son du tocsin des moindres villages, les populations accourussent à l'appel de la patrie, non point pour combattre en bataille rangée, mais pour faire des *vêpres italiennes!* Or, ce n'était pas Charles-Albert qui pouvait employer de pareils moyens. Les douloureux évènements dont la haute Italie fut le théâtre, l'été dernier, se trouvent donc expliqués, et il est peu juste d'en attribuer la faute au parti républicain, et spécialement à M. Mazzini. Il est bon d'avertir, à ce sujet, que l'influence exercée par ce dernier fut bien moindre que celle qui lui est attribuée, et que les républicains en

général, bien loin de faire obstacle à la guerre sainte, furent les premiers à prendre les armes, et les derniers à les déposer. Mais avant de présenter le récit des opérations militaires de 1848, appelés à Naples par l'ordre chronologique, nous exposerons en détail les évènements qui, en désolant ce malheureux pays, eurent des conséquences si désastreuses pour la grande cause nationale !

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VI.

Coup-d'œil sur la situation du royaume de Naples. — Desseins du roi. — Changement de ministère. M. Troya et ses collègues, — Programme du 5 avril. Élections du 18. — Projets du parti extrême. — L'auteur en empêche l'exécution. — Programme du 13 mai. — Séance préparatoire du 14. — discussion sur le serment. — Construction des barricades. — Le général Gabriel Pépé. — Surcroît d'agitation dans la ville. — Matinée du 15 mai. — Préparatifs du gouvernement. — Déloyauté d'un colonel suisse. — Nouvelle discussion au sein du parlement. — Proposition faite par l'auteur. — Députation au roi. — Représentations faites à Ferdinand II, par son ministère, et réponse du roi. — Attitude de la garde nationale. — Le combat s'engage. — Atrocités commises par les troupes. — Conduite du peuple. — Mot attribué au roi. Esquisse historique sur les *lazzaroni*. — Le combat continue. — Fusillades dans les rues. — Mort de Lavista et de Vincent Melga. — Horreurs dont le palais Ricciardi est le théâtre. — Parti qu'aurait dû prendre le parlement. — Discussion très animée et harangues très vives de l'auteur. — Formation d'un comité de salut public. — Giuliani et Ricciardi à bord du *Friedland*. — Instances des envoyés et réponse de l'amiral. — Lettre au roi. — Jugement de la conduite de l'amiral Baudin. — Épisode relatif à Pierre Mileti. — Protestation du Parlement. — Fermeté de l'abbé Cagnazzi. — Dissolution de la chambre. — Incendie du palais Ricciardi.

Le gouvernement, dans le royaume de Naples, était déchu dans l'estime générale, autant à cause de la profonde incapacité du ministère, que de l'impatience de tout

frein, qui ne manque jamais de s'emparer des peuples sortant d'une longue oppression. Il n'y avait presque pas de jour qu'une démonstration bruyante n'eût lieu dans la rue, et il suffisait de quelques paroles impérieuses prononcées par des députations populaires pour arracher aux gouvernants de nouvelles concessions. Bien que la liberté de la presse fût resserrée dans d'étroites limites par l'article 30 de la Constitution, les journaux se livraient aux attaques les plus violentes contre les hommes du gouvernement, et des pamphlets, imprimés par milliers d'exemplaires, propageaient de plus en plus dans le pays le mépris du pouvoir. En même temps les provinces, livrées à elles-mêmes, voyaient le peuple des campagnes se venger de sa longue misère, en se partageant les biens domaniaux, et quelquefois même en portant atteinte à la propriété privée. Il est juste de dire, néanmoins, que les paysans ne touchaient, en général, qu'aux terres qu'ils croyaient avoir été usurpées autrefois sur les fonds communaux. Remarquons aussi que ces partages, bien que très illégaux, se faisaient avec un ordre admirable. Cette application des principes communistes avait lieu principalement en Calabre, et M. Barracca en fut l'une des victimes.

L'industrie et le commerce, déjà si cruellement éprouvés sous le régime absolu, étaient complètement arrêtés, et la misère du pays était telle, à Naples surtout, que nous ne craignons pas d'exagérer, en affirmant que le quart de la population mourait littéralement de faim. C'était un état de choses intolérable, dont les vrais patriotes gémissaient, tandis que le roi et la camarilla s'en réjouissaient

en secret, car ils espéraient que tous ces maux seraient envisagés comme l'effet des institutions constitutionnelles, et que le pays finirait par prendre en haine le nouvel ordre de choses.

Au mois de mars, le ministère était remanié en partie. M. Bozzelli, à qui il avait suffi de quelques semaines pour perdre toute sa popularité, se retirait avec deux ou trois de ses collègues, et d'autres ministres leur succédaient, au nombre desquels M. Saliceti. Ce dernier ne devait rester que dix jours au pouvoir, grâce à sa noble fermeté et à son patriotisme éclairé. Encore fut-il renvoyé de la manière la plus brutale. Quelques jours après, une nouvelle crise ministérielle se déclarait. Le mauvais vouloir évident du roi était cause que les hommes les plus considérables du pays se tenaient à l'écart. Aussi on eut la plus grande peine à former un ministère, et même il y eut des portefeuilles pour lesquels on ne put trouver de titulaires. M. Charles Troya, littérateur de grand mérite, mais nullement homme d'état, eut la présidence du conseil. Les autres ministres furent MM. Dragonetti, Vignale, del Giudice, Degli Uberti, et Ferretti, remplacé bientôt par M. Manna. Deux ou trois jours après, M. Scialoja, économiste distingué, et M. Conforti vinrent s'adjoindre au nouveau ministère [1]. Hommes très recommandables en général, sous le rapport du caractère, ils étaient tous des

[1] MM. Ruggiero et Imbriani firent partie, eux aussi, pendant quelques jours du cabinet Troya. M. Imbriani, doué du plus noble caractère, fut le premier à se retirer, car il n'avait pas tardé à pénétrer les intentions secrètes du roi, et ne voulait en aucune manière s'y associer.

médiocres, plus au point de vue politique. Il faut, toutefois, leur tenir compte de l'extrême difficulté de la situation à laquelle ils étaient appelés à faire face.

L'esprit public s'élevait de plus en plus contre ce qu'il y avait d'absurde dans la Charte du 10 février. On demandait surtout une loi électorale assise sur des principes plus larges que ceux qui avaient dicté les articles 56 et 57 de la Constitution, ainsi que la suppression de la chambre des pairs. Un parti considérable faisait sentir en même temps la nécessité de reconnaître à la chambre des députés des pouvoirs constituants. C'était, on le voit, vouloir changer les bases de l'édifice politique dont Ferdinand II se prétendait le fondateur. Le ministère Troya crut se tirer d'embarras, en adoptant un moyen terme. Installé le 3 avril 1848, il publiait, le 5, un programme, par lequel il donnait une assez grande extension à la loi électorale, changeait en quelque sorte la chambre des pairs en une seconde chambre élective, et promettait de faire réviser la Constitution par la chambre des députés.

Par cette dernière concession, le nouveau cabinet admettait implicitement le principe d'une assemblée constituante, bien qu'en parlant de la révision future de la Charte, il employât le mot *svolgere*, qui veut dire développer. Il est à remarquer qu'en touchant ainsi à la loi fondamentale de l'État, au lieu d'en confier exclusivement la réforme à une assemblée nationale, le ministère Troya fournissait d'avance au roi une arme terrible contre les libertés du pays. La suite de notre récit ne montrera que trop la manière dont Ferdinand sut s'en servir. Mais cette

faute des nouveaux ministres était rachetée en partie par le caractère essentiellement national de leur programme, dans lequel ils prenaient l'engagement formel d'aider puissamment la guerre de l'indépendance italienne. En effet, outre les milliers de volontaires qui avaient quitté le royaume pour marcher contre l'Autriche, deux fortes divisions de troupes régulières furent envoyées en Lombardie, sous les ordres du général Guillaume Pépé, en même temps que l'escadre, commandée par l'amiral De Cosa, faisait voile pour l'Adriatique. Déjà, le 10ᵉ régiment d'infanterie de ligne, dont on admirera bientôt l'héroïque conduite en Lombardie, était parti par la voie de mer, et sa marche, depuis Livourne jusque sur le théâtre de la guerre, n'avait été qu'une suite d'ovations. Il devait en être de même des soldats conduits par Pépé, jusqu'au jour où la trahison de Ferdinand II les força à rentrer dans le royaume pour finir d'y étouffer toute liberté.

Les collèges électoraux avaient été convoqués pour le 18 avril. Ce jour arrivé, les citoyens appelés à exercer pour la première fois, depuis 1820, un droit inutilement convoité pendant si longtemps, se pressaient dans les collèges électoraux, dont les opérations eurent lieu dans le plus grand ordre. Toutefois, dans plusieurs provinces, on refusa obstinément de procéder à l'élection des pairs, tant cette institution était déjà impopulaire dans le royaume. Cela tenait principalement au souvenir, toujours gravé dans l'esprit du pays, de la constitution de 1820, constitution empruntée à l'Espagne, et qui, comme on sait, n'admettait qu'une seule chambre.

Le choix des électeurs porta en général sur des ci-

toyens recommandables, et la majorité de la chambre de députés pouvait dès lors être regardée comme franche ment libérale[1]. Le secret dépit du roi et de son entourag n'en devint que plus grand. Dès lors on redoubla d'effor pour semer la division parmi les libéraux, et pour excit le parti républicain. Ferdinand employait, en outre, to les moyens pour s'attacher de plus en plus les soldats, pour séparer l'armée du reste des citoyens. Ces mené ténébreuses, dont le bruit se répandit bientôt, donnère naissance à mille projets de la part des libéraux les pl avancés. La province, selon les uns, devait marcher s Naples pour y démocratiser le gouvernement; selon d'a tres, il appartenait à la capitale de donner le signal d'u révolution radicale. On tenait de fréquents conciliabul et il y avait, pour ainsi dire, dans l'air comme une n nace d'explosion.

C'est ici que commence, pour l'auteur de ces pag une tâche délicate, celle de parler de lui-même; car position l'amena à prendre une part assez large dans évènements de son pays. Il résultera de cette situat exceptionnelle, que la fin de ce chapitre, ainsi que p sieurs passages du suivant, tiendront à la fois de l'hist et de la narration autobiographique. Le lecteur ne s donc point étonné si l'écrivain, se changeant en acte raconte les faits comme le ferait un témoin oculaire.

Connu par mes opinions bien tranchées et par

[1] M. Ricciardi fut nommé par la province de Capitanate, bien n'y eût jamais mis le pied, et qu'il n'eût fait aucune démarche à cet

(*Note de l'Éditeur.*)

...its franchement démocratiques, ayant de plus habité ...gtemps des pays façonnés à la vie politique, je devais ...urellement être regardé comme le chef du parti répu...ain. Aussi, dès les premiers jours de mon arrivée à ...ples, vers la fin de mars 1848, les démocrates de toutes ... nuances affluèrent chez moi [1]. Les plus avancés me ...essaient de diriger leurs projets, pendant que le parti ...déré me regardait de l'œil le plus hostile, ne se doutant ... de mes efforts incessants pour contenir la fougue de ... coreligionnaires politiques. Ceux-ci revinrent sou...nt à la charge, et je fus assez heureux pour les décider ...s d'une fois à ne pas donner suite à leurs desseins, car ...r exécution, opportune et même indiquée par le plus ...mple bon sens, trois mois auparavant, n'aurait pu être ...rs que funeste à la cause italienne, par cela même que ... lutte avec l'étranger avait commencé.

Le 17 avril au soir, veille des élections générales pour ...s membres des deux chambres, les principaux chefs po...pulaires se rendirent chez moi pour me déclarer qu'ils ...taient décidés à tenter un mouvement dans la journée du ...endemain. C'était le projet le plus insensé, car essayer ...ulement de le mettre à exécution, aurait donné gain de ...ause au gouvernement, auquel la garde nationale se se...rait ralliée immanquablement. J'employai donc tous les moyens en mon pouvoir pour empêcher une faute aussi

[1] M. Ricciardi, avant de quitter Paris, avait puissamment contribué à la fondation de l'association Italienne, dont M. Mazzini fut élu président, et dans laquelle se recruta la légion commandée par le général Antonini.

(*Note de l'Éditeur.*)

grave, et voici à peu près le langage que je tins à cette occasion :

« Le gouvernement n'a par lui-même aucune force; il « suffit, pour le prouver, de rappeler que le parti libéral « a obtenu de lui jusqu'à présent tout ce qu'il a demandé, « sans en excepter ce qui répugnait le plus au roi, l'en- « voi, en Lombardie et à Venise, de l'armée et de la flotte. « Nous avons de plus, dans toute leur étendue, les deux « principales garanties constitutionnelles, la liberté de la « presse et la garde nationale. Enfin, des députés, qui doi- « vent être élus d'après une loi électorale assez large, se « réuniront dans quelques jours pour former la repré- « sentation nationale, appelée par le gouvernement lui- « même à réviser la Constitution. Eh quoi! c'est au mo- « ment où le pays va se prononcer par ses votes, et don- « ner peut-être une nouvelle consistance au parti libéral, « que nous irions troubler la paix publique et prêter ainsi « des armes inattendues à nos ennemis? Notre position, « de quelque manière qu'on l'envisage, est des plus fa- « vorable, et nous devons la garder à tout prix. Mais ce « qui doit nous retenir avant tout, c'est l'intérêt de la « cause italienne, que tout déchirement intérieur ne pour- « rait que mettre en danger.

« Je sais, comme vous, que nos libertés ne seront vrai- « ment assurées que lorsque Ferdinand II aura été chassé « d'un trône souillé par tant de crimes. Mais le moment « serait mal choisi aujourd'hui pour accomplir une pa- « reille œuvre; c'était au mois de janvier, c'était quand « Palerme luttait glorieusement contre les troupes royales, « qu'il fallait vous insurger. Que l'Italie triomphe de

« l'Autriche, que son sol soit purgé à tout jamais de la « présence de l'étranger, et il sera temps alors de nous « débarrasser des Bourbons, et de lever le drapeau dé- « mocratique, en criant : *Vive l'Italie une et libre!* »

Ce langage, aidé des sages conseils d'un vieil ami, fit assez d'impression sur ceux à qui il s'adressait, pour qu'ils ajournassent leurs projets. Malheureusement, ils ne devaient point en abandonner la pensée, et Ferdinand II ne leur offrit que trop tôt l'occasion de la réaliser.

Le parlement, qui d'abord aurait dû se réunir le 1er mai, fut convoqué pour le 15 du même mois. Deux jours auparavant, le pouvoir exécutif, sans daigner consulter les membres des deux chambres, publiait un programme de la cérémonie d'ouverture, programme étrange, où, entre autres choses, on imposait aux représentants du pays un serment qu'ils ne pouvaient en aucune façon accepter. En voici la substance :

« Je jure de professer et de faire professer la religion catholique, apostolique et romaine.

« Je jure fidélité au roi des Deux-Siciles.

« Je jure d'observer la Constitution octroyée par le roi le 10 février. »

Les députés devaient rejeter un pareil serment, par les raisons suivantes : la première clause impliquait, non-seulement une offense à la liberté de conscience, mais, par l'obligation qu'elle imposait de *faire professer la foi catholique*, elle était à la fois odieuse et absurde. Par le second article, les représentants du pays ne se seraient engagés à rien moins qu'à soutenir une guerre impie contre la Sicile. Enfin, le troisième paragraphe devait être d'au-

tant moins admis que, la Charte n'étant pas encore révisée par les chambres, d'après la faculté que le gouvernement lui-même leur avait accordée à cet effet, les membres du parlement auraient prêté serment à une Constitution évidemment imparfaite.

L'impression produite par ce programme fut très défavorable. Le 13 au soir, une première réunion préparatoire eut lieu chez l'un des députés, le médecin Lanza, et la majorité se prononça contre toute espèce de serment. Le lendemain matin, tous les membres présents dans la capitale, au nombre d'une centaine environ, se réunissaient de nouveau à l'Hôtel-de-Ville. Une certaine agitation commençait déjà à se manifester dans la cité. La garde nationale surtout se montrait fort animée, et son attitude était aussi favorable aux députés qu'hostile au gouvernement. Toutefois, elle n'était pas disposée à la lutte, et elle croyait d'autant moins à l'imminence d'une collision, qu'elle était habituée de longue main à voir le gouvernement céder à toute demande exprimée avec énergie. Le peuple flottait indécis entre les représentants du pays et le roi. L'armée était dévouée entièrement à ce dernier, qui, las de ronger son frein depuis plus de trois mois, n'attendait que le moment favorable pour châtier sévèrement ce qu'il appelait les factieux. La discussion sur le programme du 13 mai se prolongeant outre-mesure à Monte-Oliveto, ne fit qu'accroître l'agitation du pays. De nombreux rassemblements, composés en général de provinciaux et principalement de Calabrais, s'étaient formés autour de l'Hôtel-de-Ville, et de temps à autre ils faisaient entendre ce cri : *Vivent les députés!* Ces accla-

mati[illegible] foule se renouvelaient chaque fois qu'un [illegible]re du parlement franchissait le seuil du palais [illegible]mune.

Ma répugnance invincible à prêter serment au roi m'avait fait prendre la résolution de ne pas accepter la députation. Je n'étais donc point disposé à me rendre au milieu de mes collègues; mais, lorsque j'appris que la discussion sur le serment se prolongeait outre mesure, et que ce fait jetait une grande inquiétude dans les esprits je crus de mon devoir d'aller prend[illegible]place dans l'assemblée de Monte-Oliveto. Il étai[illegible]eures du soir quand j'entrai dans la salle. Les [illegible], partagés par groupes, causaient entre eux d'une manière fort animée. On venait d'envoyer au roi une députation chargée de lui exposer les raisons qui s'opposaient à ce que la chambre acceptât le serment proposé. Après une longue attente, le roi fit répondre : « Qu'ayant prononcé lui-même, le 24 février, le serment dont il avait donné la formule, il ne voyait aucune objection à ce que les députés l'adoptassent. » A la réception de ce message, une discussion encore plus vive que toutes celles qui avaient eu lieu jusqu'alors, s'engagea, et le président provisoire, M. Lanza, afin d'obtenir la véritable expression du sentiment de la chambre, témoigna le désir que chaque membre exposât son opinion en quelques mots. Appelé à mon tour à prendre la parole, j'expliquai brièvement les raisons que j'ai fait valoir plus haut, et je terminai en protestant avec énergie contre toute espèce de serment. Sur ces entrefaites, des propositions conciliatoires étaient présentées, d'abord par le député Cacace, puis par le prince de Stron-

goli, l'un des nouveaux pairs, envoyé en [illegible] ses collègues auprès de la chambre des [illegible] dernière était sur le point de procéder au vote sur la question du serment, lorsque l'officier de garde entra précipitamment dans la salle, pour annoncer que les troupes étaient sorties de leurs casernes, et qu'à cette nouvelle, bientôt répandue dans la ville, des barricades avaient commencé à se former. A ce récit, un cri d'indignation s'éleva dans la salle, et l'animosité qui existait déjà contre le pouvoir ex[illegible] devint que plus grande. Aussitôt qu'il fut poss[illegible] faire entendre, je pris la parole pour proposer que le général Gabriel Pépé [1], l'un de nos collègues et commandant en chef de la garde nationale, fit, sur-le-champ, battre le rappel, et, à la tête de la milice citoyenne, veillât au salut de la patrie. « Pendant ce « temps, ajoutai-je, nous continuerons à délibérer avec « le calme qui sied aux représentants de la nation. » Cette proposition fut acceptée par acclamation, et le général sortit aussitôt pour se rendre à son poste. Voici maintenant ce qui se passait dans la rue.

Quelques bataillons et quelques escadrons avaient été mis sur pied pour protéger le palais et rassurer le roi, dont la peur habituelle était accrue par les moindres évè-

[1] On ne doit pas confondre le général Gabriel Pépé avec le général commandant en chef de la garnison de Venise. Il n'est pas inutile d'ajouter que Gabriel Pépé, homme d'une vertu antique, est le même qui pendant son exil à Florence, blessa en combat singulier M. de Lamartine, à cause du célèbre hémistiche contre l'Italie, inséré dans le poëme continuant Childe-Harold. M. Gabriel Pépé vient de mourir au grand regret de son pays tout entier.

nements, et ce fait avait suffi pour fournir un prétexte aux libéraux exaltés qui voulaient à tout prix faire une levée de boucliers. Les constructeurs de barricades s'étaient recrutés principalement parmi les provinciaux dont il est question plus haut, aidés d'un petit nombre de gardes nationaux et d'hommes du peuple. La grande majorité de la garde civique, ou ne se rendit pas à l'appel, ou, chose étrange, assista l'arme au bras à la confection des barricades, en méconnaissant la voix de ses chefs, et même celle de Pépé, quoique ce général fût très populaire. Le roi, informé de l'état des choses, au lieu de faire marcher les troupes, afin d'étouffer l'insurrection avant qu'elle ne devînt formidable, ordonna, soit par crainte, soit par calcul, la retraite de la force armée. Cette mesure augmenta l'audace des insurgés à un tel point, que, le lendemain matin, la rue de Tolède était hérissée à chaque pas de fortes barricades, depuis la place Saint-Ferdinand jusqu'à l'église Sainte-Thérèse.

Cependant la chambre était toujours réunie, et les messages, entre elle et le gouvernement, se succédaient sans interruption. Quelques-uns des ministres, ainsi que le préfet de police, se rendirent pendant la nuit à Monte-Oliveto, dans le but d'amener une conciliation entre les deux parties. Enfin, vers cinq heures du matin, le roi fit savoir qu'il consentait à ce que tout serment fût ajourné pour l'instant, en priant la chambre d'employer son autorité à engager les insurgés à faire disparaître les barricades. Alors le président fit écrire et répandre dans la ville une grande quantité de bulletins, dans lesquels il était annoncé que la dissidence entre les pouvoirs de l'État

ayant cessé, tout projet hostile au gouvernement devait être abandonné. Cela fait, les députés se séparèrent pour se réunir de nouveau à dix heures, afin d'assister à l'ouverture du parlement. Mais la voix des représentants du pays ne devait pas être plus écoutée que ne l'avait été celle des chefs de la garde nationale, et l'agitation, au lieu de diminuer dans la ville, ne fit qu'augmenter.

A dix heures du matin, pendant que les députés se rendaient à l'Hôtel-de-Ville, la garde royale, les Suisses, l'infanterie de marine et l'artillerie se rangeaient en bataille autour du Palais, et en défendaient rigoureusement les abords. Des soldats avaient été placés jusque sur les terrasses de l'église Saint-François-de-Paule, qui s'élève en face du Palais. En même temps, des officiers supérieurs suisses, sous prétexte d'inspecter les postes, parcouraient la ville sur différents points, observaient la position des barricades, et cherchaient à sonder les dispositions des insurgés. Je dois rappeler, à ce propos, qu'un colonel suisse ayant été arrêté par ces derniers, et interrogé sur les dispositions de la troupe, porta la main sur son cœur et affirma que jamais ses soldats ne recevraient de lui l'ordre de tirer sur les citoyens. Deux heures après, ce même colonel marchait à la tête des bataillons suisses, qui, on le sait, furent lancés les premiers à l'assaut des barricades.

J'avais traversé toute la ville, en me rendant, pendant la nuit, de Monte-Oliveto à mon logement, situé à *Chiaja*, et j'avais déjà eu lieu de m'apercevoir de l'effervescence qui régnait dans une partie de la population. Cette effervescence me sembla bien plus grande lorsque, le 15 au

matin, je me rendis de nouveau à l'Hôtel-de-Ville, après avoir franchi avec peine les nombreuses barricades qui obstruaient la rue de Tolède. Je sentis qu'il n'y avait qu'un moyen pour calmer l'excitation révolutionnaire, celui de donner de telles garanties au pays, qu'il n'eût plus rien à craindre de la part du gouvernement. Aussi, à peine arrivé au milieu de mes collègues, au moment même où une députation allait être envoyée au roi, pour le prier de procéder au plus tôt à l'ouverture des chambres, seul moyen, disaient-ils, de conjurer l'orage, je demandai la parole, et m'exprimai à peu près en ces termes :

« La situation a bien changé depuis hier. A l'animad-
« version avec laquelle une partie considérable de la ville
« regardait déjà le gouvernement, est venue se joindre
« une défiance invincible. Il faut, dès lors, que des gages
« certains lui soient donnés par le pouvoir. Celui-ci a
« dans ses mains les châteaux-forts, à l'aide desquels il
« peut détruire la ville en quelques heures. Il dispose,
« en outre, de forces considérables, qui lui sont aveuglé-
« ment soumises. La garde royale, surtout, cause des
« alarmes continuelles à la population, fatiguée de la voir
« parader à tout instant dans les rues. Eh bien! que ces
« forts si justement redoutés soient confiés aux mains
« amies de la milice citoyenne, et que la garde royale soit,
« ou dissoute immédiatement, ou envoyée en Lombardie
« pour y grossir l'armée de l'indépendance! Je fais la
« motion formelle que ces deux demandes soient présen-
« tées sur-le-champ au roi, par la députation que vous
« venez de nommer. Connaissant l'appui unanime que

« nous prête la garde nationale, il ne s'avisera pas de « répondre par un refus. »

Cette proposition parut trop hardie à mes collègues, et, combattue par ceux-là mêmes qui, partageant mes principes, auraient dû l'appuyer le plus, elle fut rejetée après une courte discussion. La députation, composée de MM. Capitelli, Poerio, Pica, et Imbriani, partit pour se rendre au palais; démarche aussi humiliante qu'inutile de la part du parlement, car elle servit à donner au roi un courage, que, sans cela, il n'aurait jamais eu.

Le ministère, il faut lui rendre cette justice, ne manqua pas de faire envisager à Ferdinand II tout ce qu'il y avait de grave dans la situation, et de lui peindre les conséquences funestes qu'une collision amènerait infailliblement. Pour toute réponse, le Bourbon lui tourna le dos, en lui disant : « *Il est temps de songer à vous-mêmes; car le jour de votre punition n'est pas éloigné.* » Il est curieux d'ajouter que ces derniers mots furent prononcés en latin. Les ministres se retirèrent immédiatement, après avoir déposé leur démission. La garde nationale envoyait de son côté au palais députation sur députation, afin de déclarer que jamais elle ne consentirait à appuyer le gouvernement dans une lutte fratricide; et, dans le même moment, d'autres gardes nationaux se présentaient dans le sein du parlement, pour se mettre à sa disposition, en assurant que la milice citoyenne ne voulait recevoir d'ordres que de lui seul. Je ne dois pas oublier d'avertir que, si quelques centaines de gardes nationaux seulement participèrent au combat, pas un seul d'entre eux ne s'arma pour la défense du gouvernement! Ce dernier fait peut

trouver son explication dans l'absence de motifs assez graves pour autoriser une révolution. La garde nationale ne prit donc qu'une part très minime au mouvement insurrectionnel; mais sa profonde désaffection envers le pouvoir l'empêcha d'unir ses efforts à ceux de l'armée. Il en résulta une immense disproportion entre les forces des deux camps. D'un côté, on comptait tout au plus six à sept cents combattants, sans chefs, sans drapeau, sans cri de ralliement, tandis que de l'autre se trouvait la garnison tout entière. Malgré cela, le combat fut des plus acharnés, car il ne dura pas moins de huit heures; le terrain fut disputé pied à pied par les insurgés, et on ne put les déloger des barricades qu'à l'aide du canon. Le premier coup de fusil, tiré en l'air par les insurgés, au coin de la rue Sainte-Brigitte, se fit entendre vers midi, et aussitôt la première décharge des troupes retentit sur la place du Palais.

Un feu bien nourri partit bientôt des barricades. Mais ce fut des fenêtres surtout qu'une pluie de balles tomba sur les soldats. Le palais Cirella, situé à l'angle de la place Saint-Ferdinand, renfermait de nombreux combattants, qui firent essuyer de grandes pertes à la troupe. Le général chargé du commandement, voyant alors que la résistance était opiniâtre et que la lutte serait inégale sans l'emploi de l'artillerie, fit avancer plusieurs pièces et tirer à mitraille sur les barricades. Celles-ci une fois entamées, l'infanterie s'avançait sur deux colonnes parallèles, et, pour éteindre le feu très meurtrier qui partait des maisons, de forts détachements forçaient les portes et se répandaient dans les appartements à la recherche des insurgés. Ici

commencent les scènes les plus atroces. Les dignes satellites de Ferdinand, irrités au suprême degré par suite des ravages exercés dans leurs rangs, font main-basse sur tous ceux qu'ils rencontrent, tout en dévastant et en pillant de fond en comble les maisons envahies. Des femmes et des enfants sont mis à mort à côté d'hommes surpris les armes à la main. Un vieillard malade est assassiné dans son lit. Des jeunes filles sont violées d'abord, puis égorgées. Les Suisses, employés de préférence par le roi dans cette horrible guerre, se distinguent aussi par des cruautés sauvages. La lie du peuple, suivant à la piste ces infâmes mercenaires, s'abstient toutefois d'égaler leurs exploits. Elle se contente de voler ce qu'ils veulent bien lui laisser. N'oublions pas de remarquer, pour l'honneur de la ville de Naples, que le nombre des hommes du peuple qui participèrent au pillage fut très restreint, quoique le roi leur en eût en quelque sorte donné l'autorisation par un mot inqualifiable que la voix publique lui attribue. On affirme que, descendu dans la cour du palais pour répondre à une députation de *lazzaroni*, qui venaient lui offrir leurs services, il leur dit : *Naples est à vous !* Pour que l'esprit du lecteur se repose en quelque sorte au milieu des atrocités dont je suis forcé de lui retracer le tableau, je mêlerai à mon récit quelques détails historiques sur les *lazzaroni*.

Les véritables *lazzaroni* existaient autrefois; ils n'existent plus aujourd'hui que de nom. A Naples, comme dans toutes les grandes villes, il y a des gens très pauvres et fort mal vêtus, qui ont quelque rapport avec les classes les plus malheureuses de la société, tant en France qu'en

Angleterre. La misère, à Naples, étant plus grande que partout ailleurs et le climat des plus doux, ils sont et plus pauvres et plus mal vêtus que dans les autres pays. Le mot *lazzaroni* n'a donc pas de signification spéciale, à moins qu'on ne veuille l'appliquer aux hommes du bas peuple de toutes les nations. Il faut ajouter que ceux qu'on appelait *lazzaroni* valaient beaucoup mieux que leur réputation. L'histoire est là pour dire ce qu'ils firent de noble et de grand en différentes occasions. Il suffirait de rappeler la révolte du peuple de Naples sous don Pierre de Tolède, lorsque ce vice-roi espagnol aurait voulu imposer au royaume le tribunal de l'inquisition. Un siècle plus tard éclata cette singulière révolution de Masaniello, qui survécut à son chef, car elle dura neuf mois, et aurait triomphé peut-être, si le duc de Guise n'était venu s'en mêler. Enfin, personne n'ignore la résistance désespérée opposée par les *lazzaroni* à l'armée de Championnet, en 1799.

Aux trois époques que nous venons de citer, eurent lieu des traits de générosité, et même d'héroïsme, qui n'ont rien à envier aux dates immortelles de 89, de 1830 et de 1848. Les hommes du peuple à Naples méritent d'attirer toute l'attention de l'observateur. Extrêmement sobres et fort laborieux, quoiqu'on en dise, ils vivent contents du peu qu'ils peuvent gagner, et, pour tout délassement de leurs travaux, ils se plaisent à assister à des spectacles en plein vent, tels que celui des *Fantoccini*, ou, mieux encore, à écouter sur le môle la lecture de l'Arioste ou du Tasse.

Revenons à présent aux tristes scènes dont la ville de Naples était le théâtre. A mesure que les barricades s

battaient sous les coups de la mitraille, les soldats s'avançaient dans le cœur de la ville, en portant de toutes parts la dévastation et le carnage. Au coin de la rue Sainte Brigitte, la résistance ayant été des plus vives, le massacre fut encore plus considérable. Le palais Benucci fut entièrement dévasté. On égorgea dans les boutiques et on fusilla dans la rue. Entr'autres victimes, on compta un horloger suisse appelé Mélanjoy, tué par ses compatriotes. Une heure après, cinq individus étaient passés par les armes sur la place de la Charité, parmi lesquels un Sicilien, nommé Tornabene, qui avait été espion de Del Carretto! Des jeunes gens très aimés dans le pays furent tués sur les barricades, entre autres Louis Lavista et Vincent Melga, tous deux distingués à la fois par l'intelligence et par le cœur. Ayant rencontré le dernier quelques jours auparavant, il me sembla lire dans sa mâle figure, singulièrement assombrie, quelque résolution énergique, et comme un pressentiment de sa mort prochaine. Mais la grande majorité des victimes périt plutôt dans les maisons, sous le fer de ces soldats assassins, qu'au milieu du combat; car les insurgés, tirant du haut des fenêtres, ou à l'abri des barricades, ne présentaient que peu de prise aux balles de la troupe. Ce fut dans le palais de mon frère, appelé communément *de Gravina*, que les horreurs principales furent commises. Un capitaine de la garde nationale, du nom de Ferrara, ainsi que sa vieille mère, furent égorgés, avec six autres personnes, dans l'appartement de ma sœur. Cette dernière aurait subi le même sort, sans sa présence d'esprit extraordinaire. La femme du malheureux Ferrara pensa se soustraire à la mort, en se

jetant dans la rue par l'une des croisées, et se brisa les deux jambes. Par le hasard le plus heureux, la famille de mon frère et la mienne n'habitaient pas le palais ; la première résidant à la campagne, l'autre demeurant dans un quartier éloigné. Sans cette circonstance, elles eussent été infailliblement massacrées.

Il faut maintenant peindre l'attitude, et raconter les actes du parlement, pendant que la fusillade et le canon grondaient dans la ville.

On attendait avec anxiété le retour de la députation envoyée au roi, lorsque, vers midi et demi, un officier de la garde nationale entre tout à coup pour annoncer que le combat est engagé. Il est facile d'imaginer l'effet produit par cette nouvelle, principalement sur les députés de l'opposition, qui, on peut le dire, formaient déjà la majorité dans la chambre. Mais, par malheur, il y en avait peu qui fussent disposés à adopter les mesures énergiques réclamées par la circonstance. La conduite à tenir par les représentants du pays était toute tracée. Appuyée sur la garde civique, qui se recrutait dans l'élite des citoyens, et dont le dévoûment à la représentation nationale était bien connu, la chambre aurait dû se déclarer souveraine, en appelant à la fois autour d'elle les défenseurs naturels des libertés publiques. Une courte proclamation et le rappel battu dans la rue par ses ordres, auraient suffi pour produire un tel déploiement de forces de la part de la ville, que ce seul fait, en imposant au roi et à la troupe, aurait arrêté les hostilités. Un immense tumulte régnait au sein du parlement, tumulte accru bientôt par l'irruption dans la salle de plusieurs gardes nationaux, qui, se res-

sentant encore de l'excitation du combat, en racontaient très vivement les principaux traits, et jetaient sur la table des boulets encore chauds comme preuves matérielles de la vérité de leur récit. Aussitôt qu'il fut possible de se faire entendre, je réclamai la parole, et j'adjurai mes collègues de prendre au plus vite le seul parti commandé à la fois par les exigences du moment et par leur propre dignité, celui de concentrer dans leurs mains tous les pouvoirs, par la nomination d'un comité de salut public. Une très vive opposition s'éleva contre moi, et des députés allèrent jusqu'à m'accuser de vouloir la ruine du pays. Je répliquai aussitôt, en déclarant sur l'honneur, que j'avais fait tous mes efforts pour empêcher une collision entre le gouvernement et les citoyens; mais que le sang de ces derniers ayant coulé, je croyais, qu'en ma qualité de représentant du peuple, j'aurais manqué aux devoirs les plus sacrés, si je n'avais pas pressé avec instance le parlement de déployer la plus grande énergie. D'autres personnes étant arrivées du théâtre du combat, on se décida à envoyer deux députations, l'une chez le commandant de la place, l'autre sur le lieu même des évènements. Cependant l'heure se passait, et le bruit du canon commençait à se faire entendre distinctement. Il n'y avait pas un instant à perdre. Je réclamai donc le silence avec vivacité, et, prenant la parole pour la troisième et dernière fois, je dis: « Rester ici, inactif, lorsque nos frères exposent leurs poi-« trines aux balles des soldats, serait pour moi la plus « insigne des lâchetés; aussi, je quitterai cette enceinte, « pour descendre dans la rue et me placer à la tête de « l'insurrection, si dans dix minutes le comité de salut

« public, dont j'ai proposé la formation, n'est pas nommé. »

Une dernière résistance contre cette mesure se manifesta dans le parlement; mais, aidé par quelques-uns de mes collègues, je parvins enfin à obtenir que ma proposition fût mise aux voix. Une grande majorité l'approuva, et, quelques instants après, le comité que j'avais demandé fut élu. Voici les noms des cinq membres qui le composèrent : le colonel Tupputi, président, Giardini, Bellelli, Petruccelli et Lanza. Ce dernier ayant obtenu seulement une voix de plus que moi, aurait voulu me céder sa place, mais je fis remarquer que, premièrement, on devait respecter le résultat du vote, et, en second lieu, que je pouvais être bien plus utile au pays, en me rendant, sur l'autorisation de la chambre, à bord de la flotte française, qui, à cette époque, se trouvait en face de Naples. Cette nouvelle proposition fut accueillie à l'unanimité. Je demandai qu'un de mes collègues me fût adjoint, et M. Giuliani ayant été désigné pour m'accompagner, nous quittâmes Monte-Oliveto, munis des pouvoirs du comité de salut public. Ses instructions, d'après les idées que j'avais émises moi-même, et que la chambre avait approuvées, portaient : Que l'on eût à réclamer, tant du chargé de France que de l'amiral Baudin, non point une intervention directe, mais des démarches tendant à obtenir la cessation des hostilités. Deux heures et demie sonnaient à l'Hôtel-de-Ville, lorsque nous nous mîmes en marche pour accomplir notre mission. Les principales rues étant obstruées par les barricades, il nous fallut faire de longs détours pour nous rendre chez M. Edmond Levraud, représentant de la République française

J'exposai brièvement le but de notre visite, et je le pressai de nous faire conduire sur-le-champ à bord du vaisseau amiral. M. Levraud, qui dans cette fatale journée nous témoigna la plus profonde sympathie, voulut nous accompagner lui-même à bord du *Friedland*.

Une fois en présence du chef de l'escadre, je développai l'objet de notre mission, et j'insistai vivement pour qu'une résolution, conçue dans l'esprit de nos instructions, fût prise par l'amiral Baudin à l'instant même.

« Il dépend de vous, lui dis-je, de sauver, non-seu-
« lement nos libertés, mais la cause de l'Italie tout en-
« tière. Car Ferdinand, une fois vainqueur, retirera à
« la guerre de l'indépendance les secours que l'ascendant
« de l'opinion publique l'avait seule forcé de lui accorder.
« Nous ne demandons pas une intervention directe de
« votre part, mais seulement l'emploi de votre influence
« pour faire cesser l'effusion du sang de nos frères et em-
« pêcher le triomphe du Bourbon. »

L'illustre amiral, visiblement ému à ces paroles, répondit que son désir le plus ardent aurait été de satisfaire à nos demandes, mais que, lié par les instructions les plus précises, il ne pouvait se mêler en rien des affaires de notre pays. Sur de nouvelles instances de ma part, et sur l'observation que je lui fis de la présence à Naples des régiments suisses, ce qui nous plaçait dans des conditions tout à fait particulières, puisque le pays était mis en face d'un élément étranger, M. Baudin demanda à réfléchir, et nous crûmes convenable de le laisser en tête-à-tête avec M. Levraud.

Après une heure d'anxiété cruelle (car du pont du

Friedland nous entendions la fusillade et nous apercevions la fumée du canon), l'amiral nous fit rappeler, pour nous dire qu'il ne pouvait faire autre chose qu'envoyer au roi une lettre, signée par lui et par M. Levraud, *afin de le prier d'entendre les conseils de la modération et de la clémence*. Je me souviens que le fils de M. Baudin, m'ayant donné lecture de cette lettre, je témoignai ma surprise de l'emploi qu'on y faisait du mot *sujets*, en parlant des Napolitains. Sur mon observation, on remplaça cette expression par celle de *peuple*. Cette lettre, dont nous déclinâmes toute responsabilité, ne produisit aucun effet, d'autant plus qu'elle arriva au moment où la troupe commençait à avoir le dessus. Je garderai une reconnaissance éternelle envers l'amiral Baudin de l'extrême bienveillance dont il fit preuve, je ne dirai pas seulement pour moi et pour ma famille, mais pour tous ceux de mes compatriotes qui, dès le 15 mai au soir, se pressèrent sur les bâtiments de l'escadre. Néanmoins je ne puis m'empêcher de déclarer qu'il aurait pu faire plus qu'il ne fit dans l'intérêt de notre cause. Il y avait pour cela un moyen très-facile. De nombreux Français habitant la ville de Naples, il n'aurait eu qu'à exiger quelques heures d'armistice, afin de mettre en sûreté les personnes et les biens de ses nationaux. Or cette trêve eût suffi pour empêcher Ferdinand d'accomplir ses projets liberticides, et l'on n'aurait pas eu à déplorer la dissolution du Parlement, celle de la garde nationale, l'état de siège, enfin la destruction presque totale de la Charte, et, qui plus est, le rappel de l'armée et de la flotte envoyées contre l'Autriche.

Sur ces entrefaites, le combat continuait; mais presque toutes les barricades ayant été renversées par la mitraille ou prises à la baïonnette, et les coups de feu que l'on tirait des fenêtres étant devenus de plus en plus rares, les rangs des insurgés s'éclaircissaient et la troupe se répandait triomphante dans les rues. Une poignée de Calabrais tint jusqu'au dernier moment; elle avait pour chef un vieillard, Pierre Mileti, ancien militaire et homme d'un courage téméraire. Armé d'un tromblon énorme, qu'il chargeait jusqu'à la gueule, il abattit à lui seul un grand nombre de Suisses. Chaque décharge de son *trabucco* équivalait à celle d'une pièce de petit calibre, et comme il tirait presque à bout portant, ses coups faisaient de larges trouées parmi les assaillants; mais, par malheur, il n'avait que dix charges.

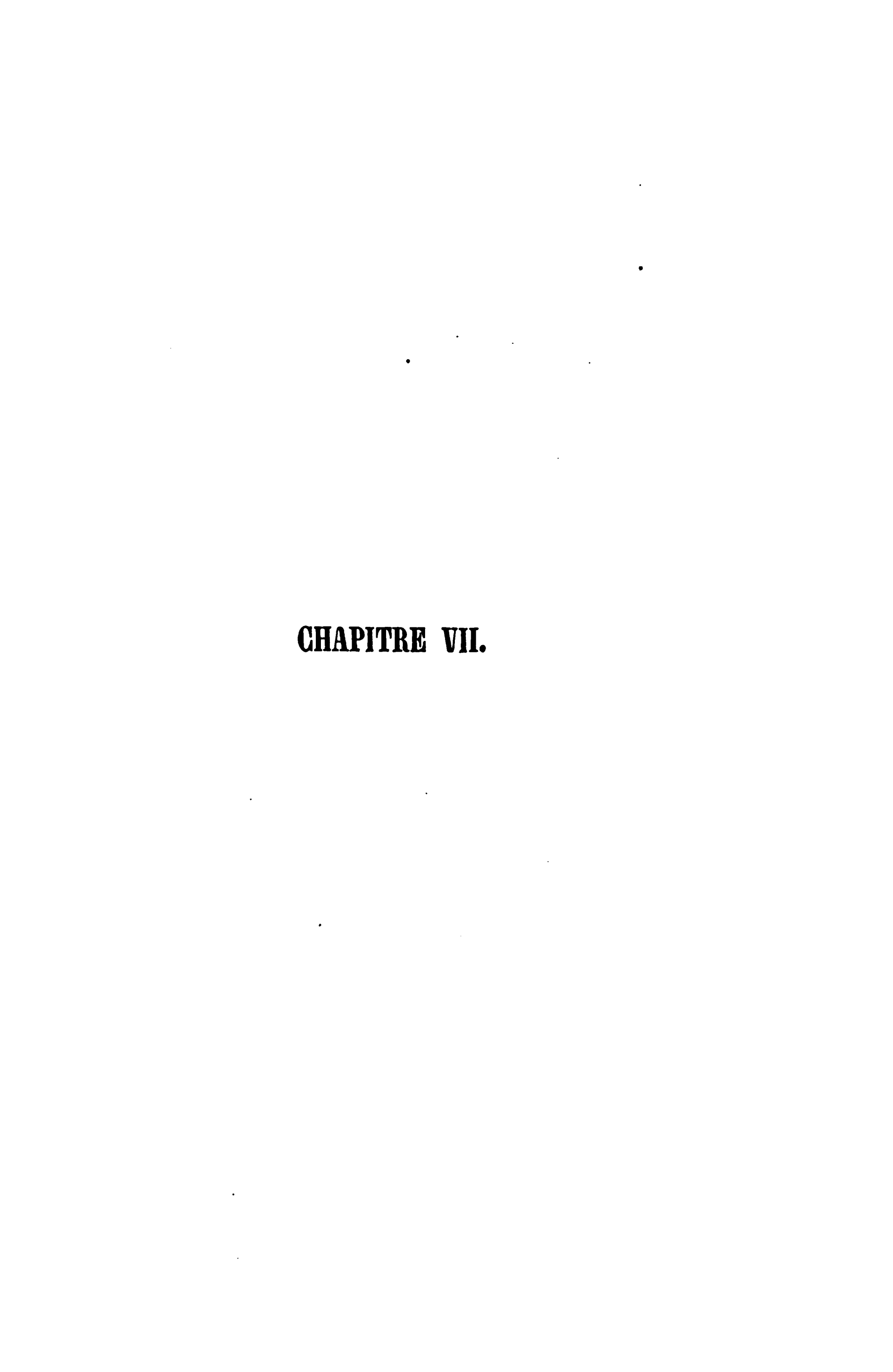
Mileti, échappé par miracle aux massacres du 15 mai, devait périr misérablement en Calabre, après la triste fin de l'insurrection de cette province. Traqué par la troupe de chaumière en chaumière, il fut lardé à l'aide d'une pique par des bohémiens chez lesquels il s'était réfugié.

Pendant que nous retournions rendre compte au Parlement du résultat de notre démarche, une scène étrange se passait à l'Hôtel-de-Ville. Les soixante-quatre députés restés en permanence dans la maison communale, ne prévoyant que trop la victoire du gouvernement, avaient rédigé une protestation par laquelle ils déclaraient ne se dissoudre qu'en face de la force brutale, et promettaient de se réunir aussitôt qu'ils le pourraient. Cet acte était à

peine signé qu'un officier du roi entrant dans la salle, vint déclarer aux députés qu'ils eussent à se retirer. A cette sommation, le président d'âge, le vénérable abbé Cagnazzi, qui fit preuve en cette circonstance de la plus noble fermeté, répondit par ces mots : « Veuillez vous « retirer, l'assemblée décidera ce qu'elle doit faire. » L'officier disparut, et M. Cagnazzi interpella la chambre sur ses intentions. Deux bataillons cernant l'Hôtel-de-Ville, un seul parti restait aux députés, celui de se séparer en protestant. En effet, le président fit rappeler l'officier, lui donna lecture de l'acte dont il a été fait mention, et déclara la séance levée. Il était six heures et demie du soir lorsque les députés se séparèrent, et, une demi-heure plus tard, j'arrivai avec Giuliani aux portes de l'Hôtel-de-Ville, que je trouvai barrées par les Suisses et la garde royale. J'avais accompli ma mission jusqu'au bout. Aussi j'allais me retirer, quand, en me retournant, j'aperçus l'incendie du palais de mon frère, situé en face de l'Hôtel-de-Ville. La troupe, non contente de l'avoir dévasté et pillé de fond en comble, poussée par une main cachée, y avait mis le feu. Le lecteur devinera aisément les motifs de cet acte, d'autant plus infâme que les opinions politiques de Jules Ricciardi diffèrent totalement des miennes. Cependant ce fut le seul palais brûlé dans la ville, et il n'est pas inutile d'avertir que les pompes offertes par l'amiral Baudin pour éteindre l'incendie ne furent pas acceptées !

La mort dans le cœur, je traversai encore une fois la ville désolée, et, après avoir passé quelques instants au

sein de ma famille, je me rendis dans la nuit même à bord du *Friedland*, non pour y trouver un refuge, mais afin d'y chercher les moyens d'opposer à l'horrible victoire de Ferdinand II une protestation à main armée !



CHAPITRE VII.

CHAPITRE VII.

Jugement sur le Comité de salut public. — Conduite du roi le 15 mai. — — Nouveau cabinet. — Anéantissement de la Constitution. — Nécessité d'une protestation à main armée. — Départ pour Malte, et voyage en Sicile. Pourparlers entre l'auteur et les chefs Siciliens. Le premier se jette en Calabre. — Dispositions de ce pays. — Comités insurrectionnels à Catanzaro et à Cosenza. — Première proclamation et appel aux députés. — Graves torts des représentants du pays. Inaction des autres provinces. — Envoi de troupes en Calabre. — Prise d'armes dans cette partie du royaume. — Bataillon albanais. — Etablissement de plusieurs camps. — Mesures politiques et administratives. — Journal officiel et bulletins quotidiens. — Cérémonie funèbre du 17 juin. — Engagement du 22 juin, et faute commise par Ribotti. — Premier symptôme de découragement dans les bandes. — Nouveaux faits d'armes. — Noble attitude de la ville de Paola en face de la flottille royale. — Combat du 27 juin. — Atrocités commises par les troupes. — Retraite de Ribotti. — Évacuation de Cosenza. — Dernière proclamation. — Démoralisation des Calabrais et des Siciliens. — Départ de ces derniers de Tiriolo. — Retraite des Calabrais dans les montagnes. — Départ du comité pour Corfou.

J'ai dit que le mouvement insurrectionnel du 15 mai avait été tenté dans un moment inopportun, et que, par cela même, il devait avorter, malgré l'héroïsme des insurgés. Cependant, cette tentative imprudente aurait pu réussir, si la chambre, et surtout le comité nommé par

elle, sur ma proposition, avait su dominer la situation, en faisant preuve d'énergie. Malheureusement, la majorité n'était pas composée d'hommes d'action, et les membres du comité de salut public, à part M. Petruccelli, manquaient totalement de cette audace qui seule peut faire triompher dans les révolutions. Aussi, parmi les mesures qu'ils adoptèrent, il n'y en eut qu'une de hardie, celle d'appeler à Naples la garde nationale de la province de Salerne. Or, si un pareil ordre avait reçu son exécution (et le chemin de fer était là pour la rendre très facile), la face des choses aurait été changée. Par malheur, M. Avossa, député de Salerne, s'étant rendu le soir même dans cette ville, crut devoir arrêter la marche de la milice citoyenne, dont les dispositions étaient des plus favorables. Dans la matinée même du 15 mai, un rassemblement de plusieurs milliers d'hommes, formé par les patriotes à une courte distance d'Avellino (à Monteforte), s'était immédiatement dispersé sur la nouvelle que le roi avait cédé à toutes les demandes de la chambre. Ainsi, tout manqua à la fois aux insurgés; et, dès lors, la victoire de Ferdinand fut certaine. Voici de quelle manière il en usa.

Depuis la retraite du ministère Troya, qui, ainsi que je l'ai dit, eut lieu le 15 mai, vers onze heures du matin, le gouvernement resta livré aux mains du roi. C'est donc sur celui-ci que doit retomber toute la responsabilité des faits atroces de cette fatale journée. Bien que sa lâcheté naturelle l'empêchât de se montrer, il n'en dirigea pas moins tous les mouvements des troupes, et dicta toutes les mesures réclamées par les circonstances. Ce fut seulement le 16 mai au matin, qu'un nouveau cabinet fut

formé, sous la présidence du prince de Cariati ; cabinet dont les principaux membres furent MM. Ruggiero et Bozzelli. Personne ne fut étonné de voir ce dernier rentrer au pouvoir, car il avait déjà donné assez de gages de son dévoûment au monarque. Mais, en revanche, on fut douloureusement surpris, en lisant parmi les noms des nouveaux ministres ceux des deux premiers. Le prince de Cariati, connu pour son noble caractère, venait de voir le palais de son gendre complètement dévasté, et livré aux flammes par les satellites de Ferdinand, et M. Ruggiero, après avoir été l'un des meilleurs patriotes, n'avait cessé de jouir jusqu'alors de la plus grande popularité dans la ville. Les amis de ces deux ministres espéraient du moins que leur entrée aux affaires aurait pour résultat d'empêcher Ferdinand d'aller jusqu'au bout dans les voies réactionnaires, et surtout d'obvier à la destruction des libertés publiques. Il n'en fut rien cependant. La ville de Naples, après avoir eu pour unique maître, pendant vingt-quatre heures, une soldatesque furieuse et une populace effrénée, vit ses garanties constitutionnelles anéanties une à une : la chambre des députés dissoute, la garde nationale cassée et désarmée, la liberté de la presse suspendue. En même temps l'état de siège était proclamé, et une commission extraordinaire recevait le mandat d'instruire le procès des nombreux citoyens arrêtés. Parmi ces derniers, on compta le brave général Gabriel Pépé, traîné au château de l'Œuf, au milieu des indignes traitements des soldats. Nous aurions été le dernier des peuples, si, en face de l'abus infâme que Ferdinand faisait de sa victoire, nous fussions restés inactifs. A peine étais-je donc à bord du *Friedland*, que je formai

le projet de tenter en Calabre un soulèvement, qui, en sauvant en quelque sorte notre honneur aux yeux de l'Europe, fît payer cher à Ferdinand II son triomphe du 15 mai, et fit marcher tout entière à la guerre sainte l'armée du royaume de Naples.

Un certain nombre de nos collègues s'était réfugié à bord de la flotte. Je leur fais part de mes desseins, et je les presse de se joindre à moi. La plupart d'entre eux, je le dis à regret, semblent hésiter; et alors, ne prenant conseil que de moi-même, je pars pour Malte, accompagné seulement de sept de mes compatriotes, parmi lesquels trois députés. L'amiral Baudin, dont la bienveillance vis-à-vis de nous tous, et de moi surtout, ne se démentit pas un instant, avait mis à notre disposition le bateau à vapeur le *Pluton;* mais, ne pouvant pas nous faire débarquer, soit en Sicile, soit en Calabre, sans violer la neutralité qu'il devait observer, il avait été forcé de nous envoyer à Malte. Arrivés à La Valette, mes sept compagnons trouvent le soir même le moyen de se rendre à Messine. Quant à moi, j'aurais voulu aller d'abord à Palerme, afin de m'entendre directement, avant de rien entreprendre, avec le gouvernement central de la Sicile; mais, ayant attendu en vain un bateau à vapeur pour Palerme, et un pyroscaphe sicilien étant venu tout exprès de Messine pour nous conduire dans cette ville, mes amis et moi, je partis la nuit même. J'étais à peine à Messine, que je pressai de toutes mes forces M. Piraino, commissaire du pouvoir exécutif, ainsi que Ribotti, commandant de la province, de jeter immédiatement en Calabre l'expédition préparée depuis plusieurs jours par ordre du Parlement.

Cette assemblée, saisie d'indignation à la première nouvelle des massacres du 15 mai, et sentant bien que Ferdinand, vainqueur à Naples, ne pouvait tarder à attaquer la Sicile, avait voté, par acclamation, une descente dans les provinces de terre-ferme. Heureux les deux pays, si la résolution du Parlement avait été exécutée sur-le-champ; mais les chefs auxquels on avait confié l'expédition, Ribotti surtout, s'obstinaient, malgré les instances les plus vives, à ajourner l'entreprise au moment où la Calabre elle-même en aurait donné le signal en s'insurgeant. Persuadé alors qu'il fallait à tout prix exciter une révolte dans ce pays, je franchis le détroit, et je me jette presque seul en Calabre. A Villa-San-Giovanni, je trouve réunis plusieurs chefs des gardes nationales de la province de Reggio. Je les harangue aussitôt, et je leur montre la nécessité urgente d'une levée de boucliers, condition sans laquelle les Siciliens n'accoureront point à notre aide. Ils paraissaient décidés à suivre mon avis, quand l'arrivée de l'un des principaux libéraux de Reggio vint détruire l'effet de mes paroles. Jaloux peut-être de l'ascendant que j'exerçais déjà dans sa province, il insista pour que l'insurrection fût ajournée. Ma conviction étant que chaque moment perdu pouvait être la ruine de notre cause, je protestai énergiquement contre une pareille résolution, et, décidé à opérer à tout prix le soulèvement projeté, je partis aussitôt en chaise de poste pour Monteleone, Nicastro, et Catanzaro. Partout où la troupe n'était pas en force, la gendarmerie avait été désarmée, et le gouvernement n'existait plus que de nom; mais, dans la province dont je devais traverser une partie pour me rendre à ma destination,

outre la nombreuse garnison de Reggio, commandée par le général Palma, il y avait çà et là de forts détachements échelonnés le long de la grande route. Aussi, mon voyage n'était pas sans danger. Je passai, néanmoins, à Scylla et à Palmi, à travers les soldats de Ferdinand, sans être arrêté, car j'avais eu la précaution de faire monter dans la voiture l'inspecteur des postes, dont j'étais censé être le subordonné. A Monteleone, je trouvai le gouvernement entièrement désorganisé, mais en même temps une certaine froideur chez les patriotes. En revanche, les meilleures dispositions régnaient à Nicastro, dont la population était en armes, et obéissait à des chefs universellement respectés. Mon arrivée dans cette ville, ainsi que mon départ, furent salués par les cris mille fois répétés de : *Vive la Constitution* et *mort à Ferdinand!* Catanzaro, chef-lieu de la deuxième Calabre ultérieure, où j'arrivai vers onze heures du soir, le 1er juin, était en révolte presqu'ouverte, et, chose singulière, le préfet Vincent Marsico, homme très respecté dans le pays, marchait à la tête des libéraux. Les principaux chefs de la province étaient réunis à la préfecture. Je ne tardai pas à m'entendre avec eux, et comme il importait hautement d'établir le siége de l'insurrection à Cosenza, principale ville de la Calabre, dans la nuit même je roulais rapidement sur la route de cette ville. J'étais accompagné cette fois par trois Calabrais, parmi lesquels l'intrépide Mileti. Notre voyage fut une ovation continuelle, et je sentis bientôt qu'au soulèvement de Cosenza, les Calabres entières seraient en feu. Nous atteignîmes cette ville vers le soir, et les dispositions des habitants étaient tellement hostiles au gouvernement,

qu'une heure après, un comité de salut public était installé à la préfecture, et aussitôt une illumination spontanée venait témoigner de l'adhésion unanime de la cité. Pour expliquer la facilité avec laquelle je réussis à arborer le drapeau de l'insurrection à Cosenza, je dois rappeler qu'à la nouvelle des massacres du 15 mai, apportée par le télégraphe, l'indignation générale avait contraint les autorités de subir une commission formée par les notables du pays. Mais, ne voulant pas rompre tout à fait avec le gouvernement, avant de connaître au juste, et son attitude, et les évènements de Naples, les libéraux de Cosenza, pour donner une couleur légale à leur démarche, avaient appelé autour d'eux quelques-unes des autorités, sans en excepter le préfet. Le roi, informé de ces faits, avait aussitôt envoyé à ce dernier l'ordre de dissoudre la commission, et en même temps, par la plus étrange contradiction, il avait ordonné au commandant d'armes de faire partir sur-le-champ pour Naples la garnison de la ville. La position, dès-lors, était devenue à la fois très favorable au parti libéral, et très embarrassante pour les autorités; mais le premier, n'ayant pas su en profiter, et la division s'étant mise dans son sein, la commission avait été dissoute. Une nouvelle tentative pour remplacer l'action du préfet, devenue presque nulle, allait être faite, quand j'arrivai à Cosenza.

Le premier acte proposé par moi au comité fut la publication du manifeste suivant :

AUX HABITANTS DES PROVINCES NAPOLITAINES.

« Les faits atroces du 15 mai, et les actes subséquents,

« par lesquels la Constitution a été détruite, ont rompu
« tout lien entre le prince et le peuple. Aussi, en notre
« qualité de représentants du pays, nous venons, aidés
« par nos frères de Sicile, et forts du cri d'indignation
« générale qui s'est élevé contre le plus détestable des
« gouvernements, nous mettre à la tête du mouvement
« des Calabres, et déclarer ce qui suit, avec la certitude
« d'être les fidèles interprètes du vœu public.

« Nous souvenant de la promesse solennelle faite par
« le parlement, dans sa protestation du 15 mai, de se
« réunir de nouveau dès qu'il le pourrait, nous croyons
« devoir inviter nos collègues à se rendre à Cosenza, le
« 15 juin, afin d'y reprendre les délibérations interrom-
« pues à Naples par la force brutale, et de placer sous
« l'égide de l'Assemblée nationale les droits sacrés du
« peuple napolitain.

« Mandataires du pays, nous appelons autour de nous,
« au soutien de la liberté nationale, le patriotisme de la
« milice citoyenne, qui, tout en défendant la sainte cause,
« saura faire respecter les propriétés et l'ordre public,
« sans lesquels la liberté ne saurait exister. »

Ce document fut signé par moi et par trois autres députés, et reproduit, d'abord par le comité de salut public de Catanzaro, et plus tard par celui que les députés Casimir de Lieto, Antonin Plutino, et Étienne Romeo, organisèrent dans la première Calabre ultérieure. On doit donc le regarder en quelque sorte comme la base de l'insurrection calabraise, base tout-à-fait légale, en ce qu'elle s'étayait sur la protestation faite par la chambre au moment suprême où elle était dissoute par la force. Aussi,

je ne saurais trop m'élever contre les signataires de ce dernier acte, qui, oublieux de leur parole, ne s'empressèrent pas de répondre à notre appel. La conduite à tenir par les représentants du pays, à partir du 15 mai, était toute tracée. Leur devoir eût été, ou de se retirer immédiatement dans leurs provinces respectives, pour y appeler aux armes les populations contre un gouvernement violateur effronté de la Constitution, ou de se rendre à Cosenza, pour opposer la voix souveraine d'un parlement libre à l'arbitraire d'un roi parjure. En adoptant l'un ou l'autre de ces partis, ils auraient imprimé un tel élan à l'esprit du pays, déjà si hostile au gouvernement, qu'en rendant celui-ci impuissant, ils auraient évité les malheurs d'une nouvelle collision. Cette pusillanimité de mes collègues porta le premier coup au soulèvement des Calabres, si même elle ne fut pas l'unique cause de son issue malheureuse. Dès les premiers jours, ne pressentant que trop ce manque de courage civique de la part des députés, et partant l'inaction des autres provinces, je proposai au comité, dont j'avais été nommé président, de parcourir le reste du royaume, dans la certitude où j'étais de provoquer partout le mouvement que j'avais été assez heureux pour exciter en Calabre. Mais l'avis de mes collègues fut contraire à cette proposition. Ils prétendirent que l'insurrection des Calabres, déterminée par moi, ne pourrait manquer de faiblir, et même de s'éteindre, si je m'absentais du pays. Je crus devoir me rendre à ce raisonnement, et j'eus tort, car le feu révolutionnaire étant resté circonscrit dans les limites des Calabres, Ferdinand II put envoyer contre nous la plus grande partie de ses forces. En effet,

aussitôt que la nouvelle de l'insurrection de Cosenza arriva à Naples, le roi fit partir sur des bateaux à vapeur un corps de troupes sous les ordres du trop fameux général Nunziante. Puis, une autre division, commandée par le général Busacca, fut débarquée à Sapri, pendant que d'autres troupes marchaient par la voie de terre vers Rotonda, sous les ordres du général Lanza. C'était ainsi que des soldats napolitains, dont la plupart avaient été arrachés à la guerre de l'indépendance, s'apprêtaient, par ordre de Ferdinand II, à une lutte fratricide.

Certains que les Calabres seraient attaquées, les comités de salut public de Catanzaro et de Cosenza donnèrent leurs premiers soins à l'armement de corps nombreux de gardes nationaux. Chaque commune fut invitée à envoyer son contingent, et pas une seule ne manqua de répondre à l'appel. Je ne saurais me souvenir sans émotion du spectacle que présenta Cosenza dès les premiers jours de juin. Des détachements de miliciens, armés et habillés de mille façons, mais tous coiffés du chapeau calabrais, arrivaient de toutes parts, tambour en tête et bannière déployée. Cette dernière était aux trois couleurs italiennes. Chaque escouade venait se ranger devant l'hôtel de la préfecture, où le comité était installé, et, en ma qualité de président, j'adressais du haut du balcon quelques mots aux nouveaux venus. Un jour, il nous arriva tout un bataillon composé d'Albanais. On sait que sur différents points du royaume de Naples, et surtout en Calabre, il existe des communes entièrement composées d'hommes de cette race, aussi belle qu'énergique. Établie dans le pays depuis l'époque de Scanderbeg, elle conserve encore au-

jourd'hui sa langue, son costume et ses mœurs. Bientôt, entre la deuxième Calabre ultérieure et la Calabre citérieure, nous comptâmes environ huit mille hommes sous les armes, que nous partageâmes en plusieurs camps, l'un, sous les ordres de Mileti, à Paola, ville maritime, qu'il fallait mettre à l'abri de toute attaque; l'autre vers la Basilicate, et un troisième en face de la ville de Monteleone, occupée dès le 6 juin par les troupes de Nunziante.

Tout en veillant à la défense du pays, nous songions, non-seulement à son administration, mais au moyen d'améliorer ses conditions d'existence, surtout celles des classes inférieures. Ainsi, nous diminuâmes d'un grand quart le prix du sel, et nous abolîmes l'impôt immoral de la loterie. J'aurais fait beaucoup plus dans ce sens, et dans l'intérêt du peuple, comme aussi dans celui de l'insurrection, mais, je dois le dire, je n'avais pas les coudées franches, mes collègues s'opposant le plus souvent aux larges mesures que je crus devoir proposer.

Le cours de la justice ne fut nullement interrompu, et, faute grave! nous tolérâmes même qu'elle fût rendue au nom de Ferdinand II. L'ordre ne cessa jamais de régner pendant la période révolutionnaire, et les gens du pays m'affirmèrent qu'à aucune époque on n'avait vu en Calabre moins de crimes, sans excepter les vengeances particulières, assez fréquentes dans cette partie du royaume.

Lors de l'installation de la commission provisoire, on avait ouvert une souscription pour subvenir aux besoins du moment, et en quelques heures elle avait été couverte

de signatures pour une valeur de douze à quinze mille ducats. Or, les souscripteurs s'empressèrent de déposer dans les mains du comité de salut public les sommes promises, qui, ajoutées à d'autres, offertes plus tard par de riches propriétaires, le mirent à même de suppléer à la pauvreté des caisses publiques, qu'il avait trouvées presque vides. Cette pénurie du trésor provenait de ce que, dans leur hostilité envers le gouvernement, les provinces répugnaient au paiement des impôts. Malgré cela, le ministre des finances n'avait pas craint de réclamer, non-seulement les sommes arriérées, mais l'avance d'un douzième. Plus faciles que le gouvernement, nous adressâmes aux contribuables une circulaire par laquelle nous nous contentions de leur demander le solde des termes échus, et aussitôt beaucoup d'entre eux s'empressèrent de verser ce qu'ils avaient refusé aux poursuites des agents du fisc.

Obligés de cumuler tous les pouvoirs dans nos mains, nous faisions paraître chaque jour des ordonnances concernant les différentes branches du service public, ainsi qu'un bulletin politique que nous avions soin de répandre dans les communes, à l'aide d'un journal officiel intitulé : *l'Italien des Calabres,* fondé par moi dès le 4 juin.

Le 14 du même mois, au matin, je fus averti par le télégraphe que cinq cents Siciliens, sous la conduite de Ribotti, avaient débarqué à Paola, dans la nuit, avec sept pièces de canon. C'était un bien mince secours, très peu proportionné à celui que la Sicile aurait pu et même dû nous prêter dans son propre intérêt; car, en Calabre, on soutenait aussi sa cause, et il était facile de prévoir qu'une

fois l'insurrection étouffée dans ce pays, les Siciliens seraient les premiers à en souffrir. Cependant, l'arrivée de ces alliés impatiemment attendus fut saluée à Cosenza par une joie indicible et des applaudissements enthousiastes. Toute la population alla à leur rencontre, et, revenant avec eux dans la soirée, les accompagna sur la place de la préfecture, où je les haranguai du haut du balcon du palais. Aux mots : *Vive l'Italie!* par lesquels se termina mon discours, une acclamation immense s'éleva sur la place, tandis que la ville entière s'illuminait comme par enchantement. Pendant une partie de la nuit, des chants patriotiques résonnèrent dans les rues de Cosenza, et les nouveaux hôtes furent accueillis presque tous dans les maisons des citoyens. Le 17 au matin, Siciliens et Calabrais assistaient, le comité en tête, à un service funèbre célébré dans la cathédrale, en l'honneur des victimes du 15 mai. Durant l'office, le chanoine Miceli prononça un discours brûlant de patriotisme; puis, le service terminé, je me dirigeai vers la chapelle, où étaient déposés les cercueils des frères Bandiera et de leurs compagnons, et j'adressai aux mânes de ces héros des paroles auxquelles répondit le cri unanime des assistants : *Honneur aux martyrs, et que leur noble sang soit vengé!* Il est bon de rappeler ici que le jour même où les troupes royales rentrèrent à Cosenza, les restes sacrés de ces illustres victimes furent expulsés de l'église, où la vénération patriotique des habitants les avait placés.

Le soir même de cette pieuse cérémonie, Ribotti recevait l'ordre d'aller renforcer la position de Spezzano-Albanese, qu'il importait d'autant plus de couvrir, que la

division commandée par Busacca avait pénétré jusque dans les murs de Castrovillari. Dès l'installation du comité de salut public, nous avions songé à garnir fortement les défilés de Campotenese; mais, grâce à l'ineptie des chefs auxquels ce poste important était confié, les troupes de Ferdinand avaient pu le franchir sans coup férir. Toutefois, le général Busacca ayant commis la faute de laisser ce passage à découvert, de nouvelles bandes l'occupèrent; et comme les hauteurs de Lungro et les environs de Cassano fourmillaient d'hommes armés, il se trouva bientôt enserré dans un cercle de fer. Ribotti était en face de lui, avec mille hommes environ et sept pièces d'artillerie, et le 22 juin, attaqué par Busacca, il aurait pu non-seulement le refouler facilement dans Castrovillari, mais l'obliger à déposer les armes. Le moment était d'autant plus propice, que Siciliens et Calabrais, animés du plus grand enthousiasme, rivalisèrent d'ardeur dans la poursuite de l'ennemi. Or, au lieu de diriger contre lui une attaque générale, il fit sonner la retraite, et comprima ainsi l'élan extraordinaire de sa jeune troupe. S'obstinant ensuite à conduire stratégiquement une guerre insurrectionnelle, il fatigua ses bandes par des marches et des contre-marches inutiles, et contribua par là à semer dans leurs rangs le dégoût et plus tard le soupçon. Deux circonstances aidaient à ces dispositions; premièrement l'approche de la moisson, qui appelait aux travaux des champs ces masses d'hommes armés, et en second lieu, le caractère essentiellement défiant du peuple calabrais. Malgré cela, la désertion n'aurait pas commencé, sans les menées des émissaires de Ferdinand et l'or ré-

pandu par eux largement. Je ne dois pas taire, à ce propos, que cinq mille ducats furent promis au sicaire qui réussirait à m'assassiner. Averti à temps, je pus déjouer les projets de mes ennemis.

Pendant que deux autres combats, également favorables à notre cause, étaient livrés, l'un dans les environs de Castrovillari, l'autre entre nos avant-postes de Campotenese et ceux du général Lanza, établis à Rotonda, un beau fait d'armes avait lieu dans la seconde Calabre ultérieure. Mais avant d'en raconter les détails, je dois faire mention d'un épisode qui peindra encore mieux l'excellent esprit qui animait les populations.

Deux fois, une flottille à vapeur chargée de troupes se présenta soudainement devant Paola, et deux fois, non-seulement les habitants de la ville, mais ceux des pays environnants, accoururent en armes sur le rivage, et, par leur attitude menaçante, forcèrent les bâtiments royaux à prendre le large.

Dans la matinée du 27 juin, le général Nunziante sort de Monteleone, avec deux mille hommes, pour attaquer nos partisans postés sur les bords de la petite rivière de l'Angitola. Nos bandes de la deuxième Calabre ultérieure comptaient près de quatre mille combattants, mais elles étaient échelonnées sur une étendue considérable. Aussi, dans l'endroit où commença l'attaque, trois à quatre cents hommes seulement prirent part au combat, qui, quoique très inégal, fut toutefois des plus acharnés; car il dura depuis six heures du matin jusqu'à sept heures du soir, et une poignée d'hommes intrépides disputa pied à pied le terrain aux bataillons de Ferdinand., aidés de

quatre pièces de campagne. La résistance des nôtres se prolongea depuis les bords de l'Angitola, jusque sous les murs de Maïda. C'était dans les mêmes lieux que le général Régnier livrait bataille aux Anglais en 1806; mais cette fois-là, les Calabrais qui prenaient part à l'action combattaient au nom des Bourbons. Les soldats de Nunziante s'avançaient en colonne sur la grande route, précédés de leurs canons, et les Calabrais, postés à droite et à gauche sur le penchant des collines, faisaient sur eux un feu d'autant plus meurtrier, que leurs coups portaient sur des hommes marchant par pelotons. Protégés par les arbres qui flanquaient la route, et connaissant parfaitement leur terrain, les nôtres perdirent très peu de monde, et firent essuyer à l'ennemi des pertes considérables. On n'ignore pas que les Calabrais sont peut-être les meilleurs tireurs de l'Europe; aussi, aucun de leurs coups ne portant à faux, le soir il manqua à l'appel des troupes deux cent soixante-six hommes! Les Calabrais qui participèrent au combat du 27 juin, avaient pour chef l'un des plus riches propriétaires de Nicastro, François Stocco, qui fit preuve d'un courage extraordinaire; mais, plutôt soldat que général, il ne sut que combattre vaillamment. Il est vrai que les autres chefs ne le secondèrent nullement. Soit par trahison, soit par lâcheté, au lieu d'accourir au bruit de la fusillade, ils restèrent à leur poste, ou s'éloignèrent du théâtre de l'action. Si tout le monde avait rempli son devoir comme Stocco et les siens, c'en était fait ce jour-là du corps de Nunziante. Celui-ci, malgré son succès, ne connaissant pas au juste la valeur de nos forces, ne voulut pas s'engager plus avant dans les mon-

tagnes, et, le 28 au matin, au grand étonnement des nôtres, il reprit ses premières positions. C'était le moment où jamais de réunir nos efforts et de prendre l'offensive; mais la division s'était mise parmi les chefs, tandis qu'une panique, suscitée par une main mystérieuse, s'était emparée de nos bandes, dont le nombre décrut, dès ce jour, à vue d'œil. Elle devint telle, qu'un évènement, qui aurait dû ranimer l'ardeur et la haine des Calabrais contre la troupe, ne fit que les glacer de terreur. Le 30 au matin, quelques compagnies de soldats entrent au Pizzo, ville maritime de huit mille âmes, tristement célèbre par la mort de Murat, et qui passait pour être des plus attachées aux Bourbons. En effet, elle avait accueilli les soldats de Nunziante, lors de leur débarquement, le 5 juin, aux cris de : *Vive le roi!* Un coup de fusil est tiré sur la place par la troupe, et aussitôt, à ce signal, les soldats envahissent les maisons, se jettent en furieux sur les habitants et en égorgent un grand nombre. Il y eut des femmes violées, puis tuées, des enfants écartelés, des vieillards lardés à coups de baïonnettes. M. Musolino, député au parlement, et l'un des membres du comité de Cosenza, perdit dans cette horrible boucherie quatre des siens, au nombre desquels se trouvait son père octogénaire, que les sicaires de Ferdinand massacrèrent dans son lit! Non contents de ces cruautés, d'autant plus horribles que rien ne les avait provoquées, les soldats pillèrent et incendièrent bon nombre de maisons. Les mêmes scènes de barbarie sauvage avaient lieu presqu'en même temps dans la petite ville de Filadelfia, où la troupe était entrée cependant sans avoir éprouvé la moindre résis-

tance. C'était ainsi que les satellites du Bourbon répondaient à la générosité dont les Calabrais avaient fait preuve quelques jours auparavant, en renvoyant sain et sauf à Monteleone un espion sur lequel ils avaient trouvé une lettre adressée par Nunziante à Busacca.

La nouvelle des atrocités commises à Filadelfia et au Pizzo soulevait à Cosenza une indignation profonde, lorsqu'une dépêche, écrite par Ribotti le 1er juillet, me fut remise. Il m'annonçait que, dans la nuit même, il évacuerait sa position de Spezzano, et il motivait cette résolution inattendue sur la dispersion des masses postées dans les défilés de Campotenese. Cette dispersion, disait-il, ouvrant un libre passage aux troupes du général Lanza, permettrait bientôt la jonction de celui-ci avec Busacca. Cela n'était malheureusement que trop vrai; mais le général Ribotti n'aurait pas dû quitter pour cela la forte position qui lui avait été confiée, car elle était la clé de Cosenza, et par conséquent des Calabres. Je le sentais si bien, que, dans la crainte du fâcheux évènement de Campotenese, j'avais ordonné la marche de nombreux détachements sur Spezzano, qu'il fallait conserver à tout prix. En effet, au moment même où Ribotti battait en retraite sur Cosenza, des hommes en armes accouraient de toutes parts vers la position qu'il abandonnait, contre mes prescriptions les plus expresses. Je reçus sa dépêche dans la nuit, et aussitôt j'envoyai à Ribotti l'un des membres du comité, et le colonel Longo, pour lui enjoindre de rétrograder immédiatement sur Spezzano. Mais, alléguant la désertion de quelques compagnies de Calabrais et le découragement des Siciliens, il ne tint aucun compte

de mes injonctions, et le 2 juillet il était à Cosenza. Une explication très vive eut lieu entre nous, le soir même, en présence du comité et des principaux chefs, tant Calabrais que Siciliens; et j'allai jusqu'à menacer Ribotti de le traduire devant un conseil de guerre. Mais, avant tout, il était nécessaire de prendre promptement un parti, car la route de Cosenza était au pouvoir de l'ennemi, et cette ville, par ses conditions topographiques, n'était pas susceptible de défense. Après une longue discussion, on décida de battre en retraite sur Tiriolo, position des plus fortes de la deuxième Calabre ultérieure, et d'où l'on pouvait agir à la fois sur cette province et sur celle de Cosenza. Le 3 juillet, vers deux heures, nous partîmes donc de cette ville; mais auparavant je crus devoir publier la proclamation suivante :

Aux Habitants de la Calabre citérieure,

LE COMITÉ DE SALUT PUBLIC DE COSENZA.

« Par des circonstances inutiles à rappeler, nos forces « ont dû rétrograder dans ce chef-lieu. Désireux d'éviter « au pays les horreurs d'une guerre acharnée, et les « suites d'une invasion de la part des troupes royales, « invasion que le site défavorable de Cosenza rendrait « plus facile, nous avons décidé d'évacuer cette ville « spontanément. Nous resterons inébranlables, toutefois, « dans les principes proclamés le 2 juin, et, en trans- « plantant le drapeau de l'insurrection dans la province « voisine, nous nous constituerons à Catanzaro en *gou-*

« *vernement provisoire central des Calabres.* De fortes « masses de Calabrais, aidés de leurs frères Siciliens, « prêtant leur appui à la sainte cause, nous mettront « bientôt à même, non-seulement de rentrer dans cette « province, mais de propager la révolution dans le reste « du royaume.

« Cosenza, le 3 juillet 1848.

« JOSEPH RICCIARDI, *président;* FRANÇOIS
« FEDERICO, STANISLAS LUPINACCI, BENOIT
« MUSOLINO, LOUIS MICELI, *secrétaire*[1]. »

C'est ainsi que je parlais au nom du comité, le 3 juillet 1848; mais, je dois le dire, je sentais bien en moi-même que la cause des Calabrais était ruinée, car, dans les guerres d'insurrection, il suffit d'un pas en arrière pour que tout soit perdu. En effet, la démoralisation des Calabrais, et surtout des Siciliens, ne fit qu'augmenter dès ce jour, à un tel point, qu'avant même d'arriver à Tiriolo, j'en étais à me demander s'il serait possible d'exécuter le plan auquel j'avais fait allusion dans mon dernier manifeste. Ces craintes se changèrent en certitude, quand j'eus reçu une lettre de Stocco, par laquelle il m'annonçait qu'il était entré en pourparlers avec Nunziante, et m'engageait à en faire autant avec Busacca. Décidé à me faire sauter la cervelle plutôt que de capituler, je déclarai à mes collègues, qu'attendu la gravité de la situation et la

[1] Deux signatures manquent à ce document, celle de Dominique Mauro et de Jean Mosciaro, membres du comité, envoyés, en qualité de commissaires extraordinaires, l'un à Paola, l'autre à Campotenese.

disposition des esprits, il ne nous restait que deux choses à faire : pourvoir au salut des Siciliens, nos frères, et clore avec honneur une insurrection restée sans tache jusqu'alors. Sur l'assentiment de mes collègues, j'écrivis trois lettres pour Messine, une, entre autres, au commissaire du pouvoir exécutif, M. Piraïno, par laquelle je l'adjurais d'envoyer sur-le-champ dans les eaux de la mer Ionienne un bateau à vapeur destiné à recueillir les Siciliens. Mais la panique qui avait saisi ces derniers était telle, qu'ils ne voulurent pas attendre le résultat de ces lettres. Sourds à ma voix, qui leur conseillait de se jeter avec nous dans les montagnes de la Sila, où la troupe n'aurait pu les atteindre, ils expédièrent, le 6 juillet au matin, une cinquantaine des leurs sur le bord de la mer, et ayant réussi à s'emparer de trois petits bâtiments à voile, le soir même, ils quittèrent Tiriolo, suivis d'une centaine de Calabrais. Le lendemain, après avoir reçu de la ville de Catanzaro mille ducats et les vivres nécessaires à la traversée, ils s'embarquèrent pour Corfou. On sait comment, quelques jours après, ils furent capturés par un bateau à vapeur envoyé à leur poursuite par Nunziante. Les Siciliens avec leurs sept pièces de canon étant partis, il nous aurait été impossible de garder, avec les trois ou quatre cents hommes dont nous pouvions encore disposer, la position de Tiriolo, placés comme nous l'étions entre Busacca, qui s'avançait à la tête de cinq mille hommes, et Nunziante, dont l'avant-garde était à quelques milles de distance. Nous quittâmes donc Tiriolo pour les montagnes de la Sila, où il nous aurait été facile de tenir en échec toutes les troupes de Ferdinand ; mais, pour cela, il eût fallu

renoncer aux principes qui avaient présidé à l'insurrection, et changer en brigandage une guerre de liberté. Ces lignes ont principalement pour but de répondre à ceux qui, nous reprochant d'avoir quitté les Calabres, quand il était encore possible de combattre, nous citent, à ce sujet, la résistance opposée pendant quatre ans, dans cette même province, à l'armée française. Mais, outre la raison que j'ai alléguée plus haut, il faut tenir compte de la profonde différence qui existe entre les deux époques. De 1806 à 1810, il s'agissait d'une guerre nationale contre un étranger détesté par les masses, soutenues elles-mêmes par l'or des Bourbons et les armes de l'Angleterre, tandis que, en 1848, il était question d'une de ces luttes de partis, dans lesquelles le bon choix des moyens est commandé plus que jamais par l'intérêt même de la cause que l'on défend.

Entrés dans les monts de la Sila, le 7 juillet au matin, nous y demeurâmes jusqu'à ce que le moyen de nous embarquer se fût présenté. Je réunis tous les Calabrais qui avaient suivi le comité, et, en leur communiquant la résolution prise de quitter le pays, je leur demandai s'ils étaient disposés à nous suivre dans l'exil. La plupart aimèrent mieux rester dans les montagnes de la Sila, pendant qu'avec seize compagnons, au nombre desquels on comptait les membres du comité, je me jetais sur un esquif, à quelques milles de Crotone. Mais la mer était très houleuse; aussi, après avoir louvoyé le long des côtes pendant toute la nuit, nous nous emparâmes de deux grosses barques de pêche, et nous fîmes voile pour les îles Ioniennes, de cette même plage où, quatre ans aupa-

ravant, les Bandiera avaient débarqué! Nous n'avions ni carte, ni boussole; mais il y avait parmi nous un capitaine de navire, et, guidés tantôt par son expérience, tantôt, comme les anciens, par les astres, nous voguâmes vers Corfou. Dans la nuit du 10 au 11 juillet, un bateau à vapeur nous apparut au clair de lune, ayant l'air de se diriger de notre côté. C'était le même bâtiment qui, deux jours après, devait s'emparer des malheureux Siciliens. Le capitaine, qui crut avoir affaire à des pêcheurs, ne nous accorda pas grande attention, et poursuivit sa route vers l'est. Arrivés à Corfou le 12 juillet, j'écrivis aussitôt une espèce de protestation, au nom des trois comités des Calabres, protestation que je publiai plus tard à Rome, ainsi qu'une réponse aux journaux, qui n'avaient pas craint d'accuser les braves Calabrais d'avoir délaissé et même trahi les Siciliens.

Mais il est temps de reprendre le récit des évènements de la haute Italie.



CHAPITRE VIII.

CHAPITRE VIII.

CHAPITRE VIII.

Proclamations publiées à Milan au mois de Mars. — Considérations générales sur Charles-Albert et sur le gouvernement provisoire de Milan. —Proclamation du roi de Sardaigne.—Entrée des Piémontais en Lombardie. — Examen de la conduite de Charles-Albert. — Brochures du général Bava et de M. Ferrero. — Combat du pont de Goïto. — Inaction de l'armée sarde pendant dix jours — Combat du 19 avril. — Arrivée des Toscans et des Parmesans. — Engagements des 28 et 29 avril. — Bataille de Pastrengo. — Traits de bravoure. — Beau fait d'armes sous les murs de Mantoue. — Bataille de Santa-Lucia. — Bulletin autrichien. — Réflexions de M. Ferrero. — Manque de vivres dans l'armée italienne. — Apologie des volontaires. — Les défilés du Tyrol défendus uniquement par eux. — Le général Durando. — Le général Ferrari à Cornuda et à Trévise. — Défense glorieuse de Vicence les 20 et 24 mai.

Nous avons raconté la glorieuse révolution de Milan, et, par notre exposition, le lecteur a dû comprendre la facilité avec laquelle on aurait pu venir à bout des Autrichiens et les chasser de l'Italie, si un gouvernement révolutionnaire avait su faire dans le pays tout entier ce

qu'avait fait la seule ville de Milan. Voici comment M. Cattaneo, dont le livre ne saurait être assez consulté et étudié, tant pour les faits qu'il contient que pour les réflexions qu'il suggère, décrit, et la triste situation des Autrichiens lors de leur fuite de Milan, et quelques-uns des moyens qu'on aurait pu employer pour les détruire complètement :

« Sortie de Milan et marchant vers Lodi, l'armée se « trouvait au centre des irrigations, sur des routes bor- « dées ou traversées de canaux dans tous les sens. Ce « n'eût pas été pour nous œuvre difficile que de détruire « cette multitude de ponts, de renverser les routes dans « les fossés, d'arrêter toutes les eaux, d'inonder toutes « les prairies, d'abattre les lignes d'arbres qui les en- « tourent, et de renfermer l'ennemi dans ces marais arti- « ficiels, où le passage des fourgons eût été matériellement « impossible. Dans le pays on applique souvent au sys- « tème d'irrigation le nom de réseau (*rete*), et la justesse « de ce mot est frappante pour celui qui examine le tracé « des canaux sur la grande carte du pays. Mais l'expé- « rience n'a pas encore appris à notre peuple quel puis- « sant moyen de défense il pourrait y trouver. Il lui aurait « fallu, d'ailleurs, des chefs, de vrais chefs, et non de « vieux chambellans en disgrâce. »

On voit par ces lignes que la tâche de Charles-Albert, en entrant en Lombardie, aurait été bien facile, s'il avait poussé la guerre avec vigueur, au lieu de songer, avant tout, aux intérêts de sa couronne.

Dans la prévision de ses projets ambitieux, qui perçaient déjà par les intrigues des agents Piémontais, les

patriotes, qui, en acceptant d'avance avec gratitude les secours du Piémont, auraient voulu imprimer à la guerre contre l'Autriche un caractère essentiellement national, publièrent, dès le 21 mars, la proclamation qu'on va lire :

CONSEIL DE GUERRE.

Le 21 Mars.

« La ville de Milan, pour achever sa victoire et éloigner « pour toujours au-delà des Alpes l'*ennemi commun de « l'Italie*, réclame les secours de *tous les peuples* et de « *tous les princes* Italiens, et spécialement ceux du Pié- « mont, son belliqueux voisin. »

Ne s'en tenant pas à cette proclamation, les mêmes patriotes en développèrent l'idée principale, le soir du même jour, dans une espèce d'instruction lancée au loin à l'aide des petits ballons dont nous avons déjà fait mention.

21 Mars.

« La lutte dans l'intérieur de notre ville touche à son « terme. L'heure est venue pour les autres villes de secouer « leur sommeil et de suivre notre exemple. Nous les invi- « tons toutes à constituer des conseils de guerre, qui « abandonnent tout ce qui est administration aux mu- « nicipalités, constituées en gouvernements provisoires. « Notre seule et unique affaire, à nous, c'est de combat- « tre, afin de chasser de toute l'Italie l'ennemi et les restes « de l'ancien servage. Nous recommandons expressément

« aux conseils de guerre de ne pas s'occuper d'autre « chose. Il nous sera très agréable de recevoir toutes les « nouvelles et toutes les communications qu'ils voudront « bien nous faire parvenir par le moyen de commissaires, « qui soient par leurs sentiments à la hauteur de leur « mission. Nous demandons que chaque pays d'Italie mette « en route une *députation de bayonnettes*, et que, conduite « par un bon officier, elle vienne tenir au pied des mon-« tagnes une assemblée armée. Il faut y conclure avec « nos ennemis un arrangement définitif, dont la base soit « la fixation de leurs frontières de l'autre côté des Alpes, « où nous souhaitons sincèrement que Dieu leur accorde « à leur tour cette liberté et cette prospérité que nous « désirons pour nous-mêmes. »

Presqu'en même temps le gouvernement provisoire envoyait une adresse à Charles-Albert, pour *demander son alliance, et l'inviter à la guerre contre l'Autriche;* puis, le 22 mars, sur les représentations d'un grand nombre de patriotes, auxquels l'ambition de Charles-Albert faisait ombrage, il publiait une déclaration ainsi conçue :

22 Mars 1848.

« Ce n'est pas lorsque nous luttons encore contre l'en-« nemi, qu'il convient de se livrer à des discussions sur « les institutions politiques dont notre pays devra être « doté. Il s'agit maintenant de lui conquérir l'indépen-« dance; tout individu qui songerait à autre chose qu'à « combattre, ne se conduirait pas en bon citoyen. *Après « la victoire, ce sera à la nation qu'il appartiendra de dis-« cuter et de statuer sur ses propres destinées.* »

C'était là, en effet, la marche à la fois logique et légale à suivre, et heureux le pays s'il y avait persisté jusqu'au bout, au lieu de céder aux sourdes menées des Albertistes!

Charles-Albert publie à Turin, le 26 mars, une proclamation aux peuples de la Lombardie et de la Vénétie, proclamation qui se fait remarquer surtout par les termes vagues dans lesquels elle est conçue; puis, le 29 mars, il franchit le Tessin, et entre à Pavie, aux cris mille fois répétés de : *Vive l'Italie!* Cette entrée dans l'ancienne ville Gibeline avait lieu sept jours après le glorieux triomphe de l'insurrection de Milan et la fuite honteuse de Radetzki. Il ne s'agissait donc pour Charles-Albert que de compléter la victoire des Milanais, en faisant avec son armée, contre des troupes en déroute, ce qu'une ville presque désarmée avait fait contre des soldats jusqu'alors réputés invincibles. Il fallait, en un mot, ne pas perdre un instant, marcher droit sur l'ennemi avec toutes ses forces, et, en s'aidant des populations Lombardes levées en armes, ne lui accorder ni trêve ni répit, tant qu'il n'aurait pas évacué entièrement le territoire italien. Quant aux places fortes qui étaient au pouvoir de l'Autriche, le roi sarde aurait dû comprendre que, pour tenir en respect leurs faibles garnisons, il eût suffi d'un simple corps d'observation de dix à douze mille hommes, sinon même de l'attitude hostile du pays, dont les habitants n'auraient pas manqué de tomber vigoureusement sur les troupes assez imprudentes pour s'aventurer en rase campagne.

Le simple bon sens, abstraction faite de toute considération militaire, aurait dû dicter une pareille conduite à

Charles-Albert. Le récit que nous allons faire de la campagne de l'année dernière montrera la manière bien différente dont il comprit son rôle, et convaincra nos lecteurs que la responsabilité des malheurs de la cause nationale, doit principalement peser sur sa tête. Nous aurons pour principaux guides, dans notre exposition, le général Bava et M. Gabriel Maximilien Ferrero. Le premier, commandant en chef du premier corps d'armée, vient de publier un opuscule, où il raconte les opérations dirigées par lui, et le second est auteur d'une brochure intitulée : *Journal d'un officier de la brigade de Savoie sur la campagne de Lombardie*. Bien que l'un vise avant tout à faire sa propre apologie, et que l'autre soit entièrement dévoué à Charles-Albert, ils n'en fournissent pas moins, par les faits qu'ils racontent, les éléments nécessaires pour juger la conduite, tant de l'armée que du roi. Quant aux évènements militaires de la Vénétie, nous ferons surtout usage des renseignements recueillis par des témoins oculaires, sans oublier la réponse opposée par le général Durando aux attaques dont il fut l'objet pour sa capitulation de Vicence.

Notre lutte avec l'Autriche ayant eu pour théâtre une étendue de terrain considérable, comprise entre les rives du Mincio et celles de la Piave, et entre la ville de Mantoue et les Alpes, nous serons obligés plus d'une fois d'interrompre notre récit, afin d'embrasser tous les faits dont la Haute-Italie fut témoin.

Près de huit jours se passent entre l'arrivée de Charles-Albert en Lombardie et le premier combat des Piémontais avec les Autrichiens. Ce fut le 8 avril qu'une partie

du premier corps d'armée eut l'honneur de se mesurer avec l'ennemi, et, qui plus est, de le vaincre. Voici de quelle manière ce fait d'armes est raconté par un témoin oculaire :

« Dans la soirée du 7 avril, la première division du « corps d'armée du général Bava campait à trois milles et « demi environ de Goïto, ancien bourg sur le Mincio, « entre Peschiera et Mantoue. La nuit était froide et plu- « vieuse, les soldats, peu rompus encore aux fatigues de « la guerre, éprouvaient une grande lassitude ; les vivres « manquaient. Dans la matinée suivante, le bruit s'étant « répandu dans le camp qu'on allait attaquer les Autri- « chiens, grande fut la joie des soldats, qui, depuis plu- « sieurs jours, frémissaient d'impatience de se trouver en « face de l'ennemi. Les troupes se mirent en marche vers « neuf heures. Arrivées en vue de Goïto, la seconde com- « pagnie des *Bersaglieri* fut lancée en avant, avec un « détachement de cavalerie. Ils rencontrent les Tyroliens, « qui, cachés derrière les buissons et les arbres, épiaient « nos mouvements. Après avoir échangé quelques coups « de fusil, ces derniers furent contraints de rétrograder. « Le combat était engagé. Le colonel de la Marmora diri- « geait les *Bersaglieri*. Un peloton était sous les ordres « du lieutenant Joseph Lions, et l'autre était conduit par « le capitaine Testa et M. Galli della Mantica. Les tirail- « leurs ennemis ayant été dispersés, le lieutenant Lions « se jette audacieusement dans Goïto. Le brave colonel « de la Marmora animait les soldats par l'exemple et par « la voix, quand, tout à coup, une balle lui brise la mâ-

« choire inférieure; il est obligé d'abandonner le combat.
« Peu d'instants après Galli était mortellement blessé.
« Lions, placé dans une position favorable, d'où les soldats
« faisaient feu sur les Autrichiens avec une incroyable
« hardiesse, continuait à tenir l'ennemi à distance, lorsque
« le major Maccarani vint à son secours avec le bataillon
« *Royal-Vaisseau*. Les impériaux fuient alors en désordre.
« Arrivés sur la rive gauche du Mincio, ils cherchent à se
« rallier, pour en disputer le passage. Le combat était
« des plus acharnés : le major Maccarani fut blessé et
« renversé de cheval, et le jeune sous-lieutenant Wrigt
« frappé mortellement à la tête. Les Autrichiens, assaillis
« avec une nouvelle impétuosité par un bataillon de la
« brigade de la Reine, furent contraints de passer le pont,
« ce qu'ils exécutèrent, en faisant sauter une arche. Mal-
« gré cela, le feu continuait de part et d'autre, et nos
« braves canonniers n'en poussèrent pas moins une pièce
« d'artillerie jusqu'à l'entrée du pont, profitant du para-
« pet droit, qui était resté intact. Quelques soldats du
« bataillon *Royal-Vaisseau*, des *Bersaglieri* et de la Reine,
« se portèrent même sur la rive gauche du Mincio, faisant
« feu sur les artilleurs ennemis, qui se retirèrent précipi-
« tamment, laissant une pièce en notre pouvoir. M. Emile
« Ferrero, capitaine du génie, sur l'ordre du général
« Bava, fit réparer le pont avec la plus grande célérité,
« malgré le feu des Autrichiens. Le passage étant rétabli,
« le reste de la division poursuivit l'ennemi, qui se retira
« dans Mantoue.

« Il est à regretter, dit le général Bava, en parlant du
« combat de Goïto, que notre cavalerie n'ait pu franchir

« la rivière, afin de poursuivre l'ennemi, car ç'aurait été « alors une journée tout-à-fait glorieuse pour nos armes, « d'autant plus que tout le monde avait rempli brillam- « ment son devoir. »

Ces paroles ont une grande valeur dans la bouche de M. Bava, qui, en général, est très sobre d'éloges, sinon même très sévère à l'égard de l'armée piémontaise.

« Ce premier et beau fait d'armes, ajoute M. Bava, « mit en notre pouvoir une centaine de prisonniers, ainsi « qu'une pièce de canon, et satisfit pleinement Sa Majesté « le roi, qui, quelques jours après, daignait venir en « personne récompenser, sur les lieux mêmes, les bra- « ves qui s'étaient le plus distingués. »

Il aurait fallu profiter de ce succès, qui avait beaucoup exalté l'esprit du soldat, pour marcher immédiatement en avant, et pousser la guerre avec vigueur. Au lieu de cela, on se borna à des attaques partielles, dans lesquelles, il est vrai, la victoire fut constamment de notre côté, mais qui, en nous faisant perdre un temps précieux, permettaient à l'ennemi de se refaire, et d'attendre des renforts. Après plusieurs escarmouches, qui ne servirent qu'à prouver l'ardeur du soldat et l'impéritie de ses chefs, le 19 avril, Charles-Albert sort de son quartier-général de Volta, à la tête d'un corps d'armée composé des brigades de Casal et d'Aoste, d'un bataillon de *Bersaglieri*, et de deux batteries d'artillerie, et se dirige sur Mantoue, pour faciliter aux troupes toscanes leur jonction avec les Piémontais. Vers dix heures du matin, une partie de la garnison de Mantoue se met en mouvement pour attaquer les Toscans. Les troupes sardes arrivent sur ces entre-

faites, et le combat s'engage près de l'église des Grâces. L'ennemi lâche pied, et les Toscans, unis aux Piémontais, le poursuivent jusque sous les murs de Mantoue.

Le 23 avril, quinze cents Parmesans, avec quatre pièces d'artillerie, viennent se joindre aux troupes de Charles-Albert. Voici maintenant le récit de M. Ferrero sur les engagements des 28 et 29 avril.

« Une vive fusillade se fait entendre dans la journée
« du 21, du côté de Peschiera. C'était la brigade de Pié-
« mont, qui, sous les ordres du brave général Bés, re-
« poussait vigoureusement l'ennemi des villages de Pa-
« cengo et de Cola, placés près du lac de Garda. Les
« Autrichiens étaient dix contre un; mais la valeur de
« nos soldats supplée au nombre, et les impériaux, mal-
« gré leur énergique résistance, sont forcés de céder leurs
« positions : la brigade de Piémont n'a eu dans ce bril-
« lant fait d'armes que vingt-neuf hommes hors de com-
« bat, dont quatre seulement ont succombé à leurs bles-
« sures.

« A huit heures du matin, le 29 avril, on vient préve-
« nir notre major, M. Mudry, qu'une colonne de près de
« cinq mille hommes se disposait à nous assaillir, pour
« se frayer un passage à travers les collines, et porter
« secours aux troupes attaquées par la brigade de Pié-
« mont. M. Mudry fait aussitôt prendre les armes, se
« poste sur la hauteurs et envoie les tirailleurs en avant.
« Le feu s'engage avec vigueur, nos soldats sont impa-
« tients de se mesurer avec les Autrichiens : on com-
« mence par détacher quelques pelotons pour soutenir
« les éclaireurs; mais la fusillade devient toujours plus

« vive, et les rangs ennemis deviennent plus épais. Alors « tout le 3e bataillon se précipite en avant et se répand « sur les hauteurs et dans les vallons. Nos braves Savoi- « siens font des prodiges de valeur, et ils se montrent « aussi aguerris que de vieux soldats. Curtelin, chasseur « de la 2e compagnie, tombe à mes côtés, et expire en « disant : *Il m'est indifférent de mourir, puisque j'ai tué « deux Tudesques*. Mercier, de la même compagnie, « poursuit vingt Tyroliens. Un chasseur de la 1re com- « pagnie tue un officier qui avait eu la lâcheté d'assom- « mer à coups de crosse un de nos soldats blessés. A une « heure et demie, nous avions déjà fait plusieurs pri- « sonniers ; la canonnade continuait du côté de l'ennemi ; « cependant nous avancions toujours. Le capitaine Char- « bonneau reçoit trois balles : il est bon de faire observer « que les Tyroliens visaient spécialement aux officiers. « Après six heures d'un combat des plus acharnés, deux « bataillons de la brigade de Piémont viennent renforcer « les nôtres, et les Autrichiens ne tardent pas à battre « en retraite. »

La journée du 30 avril fut encore plus glorieuse. Dans le but de couper toute communication entre Peschiera et Vérone, Charles-Albert envoya le général de Sonnaz, avec une forte division, s'emparer des positions importantes de Pastrengo, village situé entre Sainte-Justine et l'Adige.

« L'action commence à onze heures du matin, écrit « M. Ferrero ; nos troupes, puissamment secondées par « l'artillerie, chassent l'ennemi de toutes ses positions, « entrent victorieuses dans Pastrengo, sur les quatre « heures du soir, et prennent possession de toutes les

« hauteurs qui dominent l'Adige. Le général d'Aspre et
« l'archiduc Sigismond étaient présents à ce combat. Si
« nous avions poursuivi les Autrichiens par la rive gau-
« che, notre succès aurait été complet; car ils étaient si
« démoralisés, qu'ils n'auraient opposé qu'une très faible
« résistance. Le roi et le duc de Savoie se sont toujours
« montrés au poste le plus dangereux. La brigade aux
« Gardes s'est conduite d'une manière admirable. M. Er-
« nest Riccardi, officier dans ce corps, suivi d'un peloton
« de grenadiers, auxquels s'étaient mêlés quelques *Ber-*
« *saglieri*, des soldats de Savoie et des Parmesans,
« poursuivit l'ennemi en tirailleur jusqu'au passage de
« l'Adige. »

Entre autres traits de bravoure, M. Ferrero cite les deux suivants :

« Le capitaine Delavenay, commandant la 2e com-
« pagnie de grenadiers du 1er régiment, sur l'ordre du
« colonel, s'avance avec un peloton contre une compagnie
« autrichienne qui avait surpris une de nos escouades
« dispersée en tirailleurs, et s'élance hardiment vers
« l'ennemi, l'attaque à la baïonnette, le serre de près,
« saisit un officier, et lui enjoint, sous peine de mort, de
« lui remettre son épée et de faire déposer les armes à
« ses soldats. Frappés de panique, les Autrichiens se
« rendent prisonniers. Ils étaient au nombre de cent
« quarante-neuf, y compris trois officiers. Le capitaine
« Delavenay fut habilement secondé dans cette entreprise
« par son lieutenant M. Parpillat.

« Une escouade de tirailleurs venait de s'emparer d'une
« position ennemie, et se disposait à pénétrer dans une

« ferme, où s'étaient réfugiés plusieurs Croates; le sous-« lieutenant Cocatrix, officier plein d'intrépidité, s'a-« vance le premier pour enfoncer la porte. Il allait ac-« complir cette tâche périlleuse, lorsque le soldat Perrier « le retient, et s'élance devant lui. Au moment où la porte « cède à ses efforts, il tombe frappé dans la poitrine de « trois coups de feu, et expire en disant : Je suis content « d'avoir sauvé la vie à mon officier.

« On est heureux et fier, ajoute avec raison M. Fer-« rero, de commander à de pareils hommes. »

L'artillerie piémontaise causait surtout les plus grands ravages dans les rangs de l'ennemi. On trouva sur un officier autrichien tué à Pastrengo une lettre ainsi conçue: « Tous les jours on nous mène à la boucherie : l'artillerie « sarde fait des ravages épouvantables dans nos rangs, « et je crains bien de ne plus rentrer en Allemagne. »

Il suffisait parfois de quelques coups de canon pour disperser plusieurs bataillons. C'est ce que l'on vit lors de la sortie de Vérone d'un corps de trois mille hommes, destiné à opérer une diversion, en occupant les hauteurs de Palazzuolo et de Sainte-Justine. Une autre tentative du même genre fut repoussée à *l'Osteria del Bosco,* entre Sona et Palazzuolo, par le capitaine d'artillerie Paul Riccardi. Ayant laissé approcher la colonne autrichienne jusqu'à la portée du canon, il la mit en déroute par une décharge à mitraille. Dans la même journée du 30 avril, le général Bès entrait à Piovezzano, avec sa brigade, et battait complètement un corps ennemi bien supérieur en nombre.

Presqu'en même temps, les troupes toscanes, sous les ordres du général d'Arco-Ferrari, assaillies dans leur

camp sous Mantoue, opposaient la plus vive résistance, et forçaient l'ennemi à rentrer dans la place, après lui avoir fait essuyer des pertes considérables. Les Toscans allaient s'emparer d'une pièce d'artillerie, lorsqu'une compagnie s'avance, le drapeau tricolore en tête, et en criant : *Vive l'Italie! vive Pie IX!* C'était un indigne stratagème, dont les Autrichiens se servirent pour sauver leurs canons; car leurs adversaires, trompés par cette démonstration fraternelle, s'étaient arrêtés tout-à-coup.

Dès le 13 avril, on avait commencé le siège de Peschiera; mais, faute de grosse artillerie, qu'on attendait de jour en jour, on ne faisait guère de progrès. Il était nécessaire, en outre, d'isoler complètement cette place du corps d'armée qui avait son quartier-général dans Vérone.

Aussi, le 6 mai, dans l'espoir de déterminer les Autrichiens à en venir à une bataille, ou de pouvoir exciter un mouvement insurrectionnel dans la ville, le roi donna l'ordre à une partie de l'armée de s'avancer sur Vérone. Nous aurons encore une fois recours à l'ouvrage de M. Ferrero, en ayant soin de contrôler son récit par celui du général Bava.

« Vers les premières heures de la matinée, les troupes « quittèrent les positions qu'elles occupaient sur les hau- « teurs, entre Pastrengo et Goïto, et descendirent dans la « plaine, animées d'une joyeuse ardeur. L'aile droite de « l'armée était commandée par le général de Ferrère, qui « avait sous ses ordres les brigades de Casal et d'Acqui, « ainsi que deux batteries d'artillerie. Ce corps était sou- « tenu par la division de cavalerie Olivieri. Le centre, où « se trouvait le roi, était composé de la brigade d'Aoste,

« des Gardes, du bataillon *Royal-Vaisseau*, et de la com-
« pagnie Griffini. L'avant-garde, formée par la division
« de cavalerie Sala, et par les brigades de Coni et de la
« Reine, était guidée par le duc de Savoie. L'aile gauche,
« sous les ordres du général Broglia, se composait de la
« troisième division. Le centre de l'armée s'avança, lais-
« sant les deux ailes échelonnées en arrière. Les villages
« de *Santa-Lucia*, de *Croce-Bianca*, et de *San-Massimo*
« forment une triple ceinture de postes avancés, dont il
« faut se rendre maître avant de pénétrer dans Vérone [1].
« Nos troupes, dirigées contre des retranchements en
« pierre sèche, derrière lesquels l'ennemi s'était abrité,
« sont foudroyées par la mitraille, et par une fusillade des
« plus vives. A l'attaque de *Santa-Lucia*, un bataillon
« aux gardes, malgré l'artillerie qui le décimait, pénètre
« avec impétuosité dans un poste occupé par l'ennemi, et
« l'oblige à rétrograder. Un régiment de la brigade d'Aoste
« s'élance à l'assaut des murailles d'un cimetière, où
« les impériaux s'étaient embusqués, et les nôtres désar-
« ment plusieurs soldats, en saisissant avec une incroya-
« ble audace les canons des fusils que les Autrichiens
« appuyaient sur le rebord du mur pour viser plus sûre-
« ment. Les difficultés ne font qu'accroître la valeur des
« Piémontais. Ils franchissent tout obstacle, se précipitent
« hardiment dans le cimetière, attaquent les Autrichiens
« à la baïonnette, et en font un horrible carnage. Le

[1] Ces mêmes positions coûtèrent des torrents de sang, en 1799, aux troupes Françaises, commandées par Schérer. *San-Massimo*, pris et repris sept fois par les Autrichiens, resta enfin au pouvoir de ces derniers.

« sous-lieutenant Torrazzo di Castelnuovo, et Lacosta,
« porte-drapeau dans la brigade aux Gardes, furent les
« premiers à gravir les parapets de *Santa-Lucia*, et, par
« leur noble exemple, encouragèrent les soldats à les
« suivre. Deux bataillons du second régiment et un du
« premier, sous les ordres du colonel Mollard, furent en-
« voyés à l'attaque du village de *Croce-Bianca*, qui était
« barricadé et défendu par quelques pièces d'artillerie.
« Ma compagnie était à la tête de la colonne. Nous tra-
« versâmes quelques champs plantés de mûriers, et cou-
« pés par des amas de pierres en forme de murs, qu'il fal-
« lait escalader sans cesse. Arrivés à une portée de fusil
« de l'ennemi, nous sommes accueillis par une terrible
« décharge de mitraille. Nous restons plus d'une heure
« sous le feu, calmes et impassibles, sans pouvoir avan-
« cer, car nous étions dépourvus d'artillerie; enfin l'or-
« dre survint d'abandonner une entreprise meurtrière,
« dans laquelle nous aurions infailliblement succombé. »

Les pertes de cette journée furent énormes de part et d'autre. Bien que l'ordre du jour ne portât le nombre des blessés qu'à six cent cinquante-neuf, et celui des morts à quatre-vingt-dix-huit, l'armée eut, le 6 mai, plus de mille hommes mis hors de combat. Le 16ᵉ régiment (brigade de Savone) fut tellement maltraité par l'artillerie ennemie, qu'il eut cent quarante hommes, tant morts que blessés. L'intrépide brigade d'Aoste, commandée par le général Sommariva, souffrit encore plus. Beaucoup d'officiers se trouvèrent au nombre des blessés et des morts. Nous en mentionnerons deux parmi ces derniers, le colonel Caccia, commandant le 5ᵉ régiment, qui, frappé d'une balle dans

la poitrine, expira en proférant ces mots : « *Je suis heureux de mourir pour la cause italienne;* » et le marquis Colli de Felizzano, lieutenant d'artillerie, et fils aîné de l'ancien ministre des affaires étrangères en Piémont. Celui-ci avait envoyé à l'armée trois de ses enfants. En apprenant la mort glorieuse de son aîné, il essuya une larme, et ordonna à son quatrième fils d'aller le remplacer.

Le bulletin de l'armée autrichienne, portant la date du 6 mai, est conçu dans ces termes :

« Ce matin, l'ennemi est venu assaillir nos avant-postes « de Vérone avec toutes ses forces. Le feu s'est propagé « rapidement sur toute la ligne; l'attaque principale de « nos adversaires a eu lieu à *Santa-Lucia*, et la bravoure « déployée par les Piémontais a été égale à celle de nos « troupes. Le combat a duré depuis neuf heures du ma- « tin jusqu'à cinq heures du soir. »

Telle fut la bataille de *Santa-Lucia*, l'une des plus brillantes pour nos armes, mais en même temps des plus mal dirigées, ainsi qu'il ressort de la relation même du général Bava. Croirait-on qu'aucune mesure n'avait été prise pour connaître le terrain sur lequel on devait opérer, et que l'on fit attaquer des retranchements munis d'artillerie, que le feu de nos batteries ne pouvait entamer, à cause de difficultés locales presque insurmontables? Ajoutez à cela la mauvaise organisation des ambulances, et partant le peu de soin apporté au pansement des blessés. M. Ferrero insiste beaucoup sur ce point, et nous croyons devoir rapporter ses paroles :

« Des blessés m'ont dit qu'ils avaient cruellement souf- « fert dans les voitures de l'ambulance. En effet, ces

« véhicules sont suspendus sur de si mauvais ressorts, « que les cahots n'occasionnent pas seulement la dou- « leur, mais provoquent souvent l'hémorragie. On devrait « s'occuper d'améliorer le service des hôpitaux en cam- « pagne, et placer auprès de chaque bataillon un chirur- « gien et deux aides. Quant aux voitures d'ambulance, il « en faudrait au moins trois par régiment. Quelle con- « fiance, quelle énergie plus grandes aurait alors le sol- « dat sur le champ de bataille, s'il était assuré que, atteint « par le feu ou le fer ennemi, les secours les plus prompts « lui seraient prodigués ! »

Le manque de vivres, ou leur mauvaise qualité, ajoutait à la triste situation du soldat, qui n'en fit pas moins preuve, cependant, de la plus admirable discipline, durant tout le cours de la campagne. Nous ne pouvons nous défendre d'un sentiment profond d'indignation contre les chefs inhabiles d'une armée aussi brave sur le champ de bataille que patiente à supporter toute espèce de fatigues et de privations, et qui n'a recueilli pour tout fruit de ses souffrances que le dédain, et même la calomnie de l'étranger !...

Mais c'est surtout aux volontaires que la presse réactionnaire, en deçà des Alpes, devait prodiguer les attaques les plus vives, et nous ajouterons les plus injustes; car ils firent tous admirablement leur devoir, tant sur les bords du lac de Garda, que dans le Tyrol, dans la Vénétie, et pendant la sanglante journée de Curtatone. De plus, personne n'ignore les services rendus par eux à la ville de Venise, dont ils ont constitué presque exclusivement l'énergique garnison. La vérité de ces asser-

tions deviendra encore plus évidente par l'exposition que nous allons faire des opérations qui eurent lieu en dehors du terrain occupé par l'armée sarde.

Dès le commencement de la campagne, des légions de volontaires napolitains étant arrivées successivement, on les échelonna en partie autour du lac de Garda, où ils livrèrent plusieurs combats aux Autrichiens. Lors de l'incendie de Castelnuovo, et des actes sauvages commis par l'ennemi dans ce bourg, où la moitié de la population fut passée au fil de l'épée, les Napolitains perdirent plusieurs des leurs. Leur échec aurait été bien plus grave, sans l'intrépidité de M. Del Balzo, l'un des volontaires. La garde des défilés du Tyrol, d'une extrême importance, car elle devait empêcher l'armée sarde d'être prise en flanc, était confiée aux volontaires lombards, renforcés par quelques Napolitains. Maîtres des forts de Lodrone, et de Rocca d'Anto, ces braves jeunes gens, bien que totalement abandonnés par l'armée de Charles-Albert, défendirent vaillamment leurs positions, et ne quittèrent la partie que les derniers[1]. Leurs principaux chefs furent MM. Manara et Arcioni. Cinq à six mille volontaires, sous les ordres du vieux général Zucchi, occupaient la forteresse de Palmanova, tandis que plusieurs bataillons, recrutés surtout dans la jeunesse des États-Romains, garnissaient les autres villes de la Vénétie. Ils étaient

[1] Cet abandon des volontaires Lombards, de la part de Charles-Albert, eut pour principale cause le désir de ne pas se brouiller avec la diète de Francfort, qui avait déclaré le Tyrol partie intégrante de la Confédération Germanique.

placés, les uns sous le commandement du général Ferrari, les autres sous celui du général Durando. Ce dernier avait aussi sous ses ordres deux régiments suisses, et plusieurs bataillons de troupes de ligne romaine, avec quelques pièces de canon et un peu de cavalerie. Parti de Rome au commencement d'avril, il ne traversa le Pô que vers la fin du mois, poussé plutôt par la force de l'opinion publique, que par les ordres du gouvernement. Le général Ferrari, à la tête de quatre bataillons de volontaires, s'était porté sur la Piave, afin d'en défendre le passage contre les troupes de Nugent. Les 8 et 9 mai, des actions meurtrières eurent lieu au Molinetto et à Cornuda. Quoique les volontaires romains vissent le feu pour la première fois, et que, attaqués par des forces supérieures et privés d'artillerie, ils ne fussent pas secourus par Durando, ils firent des prodiges de valeur. Forcés de se retirer sur Trévise, ils repoussèrent, avec la garde nationale de cette ville, plusieurs attaques des Autrichiens[1]. Le général ennemi, voyant qu'il ne pouvait réussir à s'emparer de Trévise, et sachant que Durando avait

[1] Le général Ferrari, indignement attaqué par quelques-uns de ses subordonnés, crut devoir publier une apologie de sa conduite. Selon nous, il n'en avait pas besoin, car sa vie, toute de bravoure et d'honneur, était là pour répondre à la calomnie. Ancien soldat de l'empire, blessé à Provins, en 1814, et décoré par l'empereur sur le champ de bataille, M. Ferrari combattit ensuite brillamment, d'abord en Afrique, puis en Espagne, où, en 1837, il remplaça, dans le commandement de la légion étrangère, le colonel Conrad, tué à la bataille d'Huesca. Le général Ferrari vient de mourir à Rome des suites d'une longue maladie, et l'Italie a fait en lui une grande perte.

abandonné la Brenta à Fontaniva, sur la route entre la Piave et Vicence, s'avança avec la plus grande partie de ses troupes sur cette ville. Il y arriva le 20 mai, avec dix-huit mille hommes et trente-six pièces de canon. Il n'y avait à Vicence, indépendamment de la garde nationale, que deux mille volontaires romains et une centaine de Lombards. Or, malgré l'extrême faiblesse de ces forces, et quoique, pour tous ouvrages de défense, il n'existât que des barricades, la résistance de la ville se prolongea durant sept heures, si bien que les Autrichiens, après avoir essuyé des pertes considérables, durent se retirer, et renoncer à la prise de Vicence, comme ils avaient renoncé à celle de Trévise. Ayant tourné la ville du côté du nord, ils se dirigèrent sur Vérone; mais là, des reproches amers de la part de Radetzki attendaient leur commandant en chef, pour s'être laissé battre par une poignée de volontaires, et devant une ville complètement ouverte. Radetzki lui ordonna aussitôt de rebrousser chemin, en ayant soin d'ajouter à ses forces, déjà considérables, bon nombre de chasseurs tyroliens et de la grosse artillerie. L'armée autrichienne, forte de plus de vingt mille hommes, et munie de quarante-deux pièces de canon, se présenta de nouveau devant Vicence, le 23 mai, vers minuit, dans l'espoir de la surprendre. Une première barricade, placée à l'entrée du faubourg, fut tournée par les Croates, qui, connaissant les lieux, parvinrent à se placer derrière elle sans être aperçus. Mais ce fut là le seul avantage remporté par l'ennemi. Un bombardement effroyable eut lieu depuis minuit jusqu'à neuf heures du matin. Les volontaires romains et la garde nationale

combattirent sur toute la ligne avec une fermeté inébranlable. Il est vrai que le général Durando entrait dans la ville, le 24 mai, à la tête de cinq mille hommes, et que le général Antonini y accourait de Venise avec cinq ou six cents combattants. Mais, si ces troupes firent leur devoir, les volontaires romains n'en défendirent pas moins brillamment les approches de la ville, du côté de Vérone, et nous n'hésitons pas à affirmer que, sans eux, la résistance n'aurait pas réussi. Nous tenons ces détails d'un témoin oculaire, M. Valentin Pasini, alors adjoint à la mairie de Vicence, et, dans ces derniers temps, représentant de Venise à Paris. Cette fois aussi, les Autrichiens durent se retirer avec des pertes considérables, et le vieux Radetzki fut profondément affligé de cette double défaite, essuyée contre des forces si inférieures.

CHAPITRE IX.

CHAPITRE IX.

Siège de Peschiera. — Brillant combat de Colmasino. — Journée sanglante de Curtatone et de Montanara. — Personnel du gouvernement provisoire de Milan. — Aperçu sur ses fautes. — Intrigue des Albertistes — Vote d'annexion aux États Sardes dans les provinces Lombardo-Vénitiennes et dans les Duchés. — Attitude des Républicains. — Conduite de Pie IX. — Effet de son allocution du 29 avril. — Nouveau ministère à Rome. — Mollesse du grand-duc de Toscane. — Rappel de l'armée et de la flotte Napolitaines. — Bataille de Goïto, le 30 mai, et reddition de Peschiera. — Traits de courage.

Depuis le 6 mai, Charles-Albert, perdant un temps précieux devant Peschiera, s'était occupé presque exclusivement des moyens de réduire cette place, sans songer que les Autrichiens grossissaient de plus en plus dans la Vénétie, surtout après la capitulation de la ville d'Udine. Il est vrai que l'on comptait sur le renfort du corps napolitain, commandé par le général Pépé ; or ces forces, jointes à celles de Durando et de Ferrari, auraient suffi

pour chasser les Autrichiens des provinces vénitiennes. Mais cette considération ne fait qu'atténuer le tort de Charles-Albert; car il n'aurait jamais dû laisser le temps à l'ennemi de recevoir des renforts, et une extrême promptitude dans ses mouvements pouvait seule le faire arriver à ce résultat.

Le 28 mai, l'incendie s'étant déclaré sur plusieurs points de la place de Peschiera, Charles-Albert fit proposer une capitulation au commandant autrichien, le général Rath. Celui-ci fit répondre que, la brèche n'étant pas ouverte, ni ses munitions épuisées, il ne pouvait se rendre sans déroger aux lois de l'honneur militaire. On recommença donc le feu, et ce fut seulement quarante-huit heures après que la place se rendit. Un combat favorable à nos armes, en jetant la consternation dans la garnison de Peschiera, contribua à en presser la reddition. Le 28 mai au soir, une colonne de huit cents Tyroliens s'empare du village de Bardolino, près du lac de Garda, et y commet toute espèce d'atrocités. Le lendemain, vers les deux heures de l'après-midi, cinq à six mille hommes, munis d'artillerie, descendent de Rivoli pour occuper Colmasino et porter des secours à Peschiera. Quelques compagnies de tirailleurs, parmi lesquelles se trouvait celle des étudiants de l'université de Turin, défendaient ce passage. Elles attendent l'ennemi à une portée de fusil, et le reçoivent par un feu bien nourri. Le général Bès arrive bientôt à leur secours, et le cimetière de Colmasino, où les Autrichiens s'étaient retranchés, est emporté d'assaut, malgré la plus vigoureuse résistance. Les Piémontais poursuivent leurs adversaires, la baïonnette dans les reins,

jusqu'au-delà de Cavajone, où ils campent le soir même. Les impériaux eurent beaucoup de blessés, et laissèrent plus de soixante morts sur le champ de bataille. Mais la tentative des Autrichiens pour secourir Peschiera ne se borna pas seulement au combat de Colmasino. Seize mille hommes, sortis de Mantoue le 29 mai au matin, vinrent attaquer les troupes toscanes, et le dixième de ligne napolitain, postés sur la rive droite du Mincio, entre Curtatone et Montanara.

Voici comment les évènements de cette sanglante journée nous ont été racontés par un témoin oculaire :

Depuis le 28 mai, le bruit d'une concentration de troupes autrichiennes vers Mantoue s'était répandu, et le général Bava en donna avis au général de Laugier, afin que celui-ci surveillât le passage du Mincio, et prît les précautions nécessaires pour empêcher une attaque sur les derrières du camp toscan. Dans la matinée du 29, arriva une dépêche du même général, qui ordonnait la retraite sur Goïto, où les troupes piémontaises se réunissaient, à cause d'un mouvement en avant de toute l'armée autrichienne, commandée par le maréchal Radetzki en personne. En un clin d'œil les magasins furent vidés, les bagages chargés sur les voitures, et tout annonçait un prochain départ, quand les premières colonnes ennemies furent signalées. Toute retraite devint dès lors impossible. En face de forces six fois plus nombreuses, surtout d'une cavalerie excellente et de quarante pièces de canon, des soldats jeunes et braves, mais, en général, mal organisés ou sans discipline, ne pouvaient se retirer sans s'exposer à une déroute complète. On se décida donc à garder les positions occu-

pées, et à s'y défendre jusqu'à la dernière extrémité. Le général de Laugier parcourut les rangs, encourageant tout le monde à remplir son devoir, et à soutenir l'honneur du nom italien. Vers les dix heures, le combat s'engagea aux avant-postes, et bientôt il devint général. La première ligne des nôtres s'étendait des bords du Lac supérieur jusqu'au village de Saint-Sylvestre, mais le gros des combattants occupait principalement Curtatone et Montanara. Sur ce dernier point, le brave et infortuné colonel Giovannetti, qui plus tard devait être tué par ses propres soldats, commandait deux bataillons de volontaires, un régiment d'infanterie toscane, un bataillon du dixième de ligne napolitain et quelques compagnies de tirailleurs. La principale attaque de l'ennemi fut d'abord dirigée contre Curtatone, où, pendant l'espace de deux heures, le combat se soutint sans que les Italiens éprouvassent des pertes sensibles. Le bataillon universitaire de Pise, commandé par le professeur Mossotti, ainsi que d'autres troupes, avait été tenu jusqu'alors en réserve, mais la supériorité numérique de l'ennemi rendit bientôt nécessaire l'emploi de ce secours. Le feu de l'ennemi étant des plus vifs, et un caisson ayant éclaté au milieu de nos artilleurs, ceux-ci furent tués ou blessés presque tous. On vit alors un spectacle étrange : le canonnier Joseph Elbano, de la première batterie du centre, avait eu ses habits entièrement consumés par l'incendie du caisson ; or, bien qu'il fût couvert de brûlures, il n'en continua pas moins à servir à lui seul trois pièces de canon ! D'autres actes de brillante valeur signalèrent aussi cette journée. Des professeurs qui n'avaient jamais manié le mousquet, et des étudiants qui

n'avaient jamais vu le feu, marchèrent à l'ennemi comme de vieux soldats. L'élite de l'université de Pise s'était donné rendez-vous dans les champs de Curtatone: M. Ferrucci, l'un des premiers latinistes d'Italie, M. Piria, chimiste d'un haut mérite, M. Pilla, professeur de géologie, d'un grand renom dans la science, et M. Montanelli, professeur de droit, et qui, après avoir été premier ministre sous Léopold II, est au moment où nous écrivons, l'un des chefs du gouvernement provisoire de Toscane. M. Pilla, frappé par un boulet, expira quelques moments après en disant: *« Je n'ai qu'un regret, celui d'avoir fait si peu pour la cause italienne! »* M. Montanelli, blessé très-grièvement, fut ramassé par l'ennemi sur le champ de bataille, et resta prisonnier de l'Autriche pendant plusieurs mois.

L'ennemi tenta de se jeter entre le lac et Curtatone, afin de nous couper la retraite. C'est donc sur ce point que furent dirigés les principaux efforts du bataillon universitaire, efforts qui, en effet, réussirent à paralyser la tentative des Autrichiens. Mais ceux-ci étaient trop supérieurs en nombre pour être vaincus. Les rangs italiens s'éclaircissaient toujours de plus en plus. Nos braves de Curtatone commencèrent à battre en retraite après quatre ou cinq heures de combat. Formés en colonnes serrées, ils prirent la route de Goïto, sans être trop vivement poursuivis par l'ennemi, dont les forces étaient principalement tournées contre Montanara. De Laugier se montra à la fois bon général et soldat intrépide. Il avait par deux fois envoyé au colonel Giovannetti l'ordre de se retirer; mais les deux messagers étaient tombés sous les balles ennemies, et lorsqu'enfin Giovannetti fut averti des in-

tentions de son général, il était déjà tellement cerné par les Autrichiens, qu'il n'aurait pu se frayer un passage que par les armes. Ses pertes furent très graves. Plusieurs officiers supérieurs tombèrent sur le champ de bataille. D'autres étaient faits prisonniers avec des compagnies entières. Deux ou trois drapeaux et quatre canons furent les trophées remportés par les impériaux. Au surplus, leur victoire fut achetée bien chèrement; car ils eurent près de mille hommes hors de combat. Ces pertes s'expliquent d'autant plus facilement que les Autrichiens présentaient de grandes masses au feu de nos bataillons étendus sur des lignes peu profondes. Le soir même, deux colonnes des nôtres arrivaient, l'une à Goïto, l'autre à Marcaria, protégées dans leur retraite par une partie de la division du général Bava, et surtout par la résistance héroïque du 10ᵉ de ligne napolitain.

Ce fait d'armes du 29 mai, l'un des plus glorieux de toute la campagne, excita l'admiration de nos ennemis eux-mêmes, et Radetzki ne put s'empêcher de complimenter les prisonniers sur la valeur dont ils avaient fait preuve dans une lutte aussi grandement inégale.

Avant de poursuivre le récit des opérations militaires, il est nécessaire de jeter un coup d'œil sur l'attitude et les actes des différents gouvernements italiens, mais surtout sur l'action exercée par le gouvernement provisoire de Milan, qui, formé d'éléments hétérogènes et peu en rapport avec la situation, ne contribua que trop aux revers de notre cause.

Voici les membres dont le comité de salut public milanais était composé au commencement d'avril : MM. Ca-

sati, Borromeo, Durini, Litta (Pompeo), Strigelli, Beretta, Giulini, Guerrieri (pour la province de Mantoue), Turroni (pour Pavie), Moroni (pour Bergame), Rezzonico (pour Côme), Carbonara (pour la Valteline), l'abbé Anelli (pour Lodi et Crema), Grasselli (pour Crémone)[1].

Une des premières choses à faire était évidemment une réforme radicale du personnel des administrations, envahies par les créatures de l'Autriche. Eh bien! croirait-on qu'on laissa en place un grand nombre d'employés, sans en excepter les agents de police, qui, tout naturellement, ne manquèrent pas de servir plutôt l'étranger que la cause nationale. Le personnel du gouvernement une fois changé, le principal soin du comité de salut public aurait dû porter sur les finances et sur l'organisation militaire du pays; mais, là aussi, l'incapacité des hommes qui étaient au pouvoir se manifesta de la manière la plus déplorable. La loterie avait été abolie, le prix du sel diminué, et la loi sur le timbre modifiée. Pour combler le déficit causé au trésor par ces réformes, il fallait nécessairement avoir recours aux prêteurs. Or, de quoi s'avisa le gouvernement? Changeant l'emprunt en une aumône à la patrie, il y mit pour condition qu'il aurait lieu sans intérêts! Malgré cela, le pays répondit à l'appel des gouvernants, et l'on vit riches et pauvres apporter leur offrande, avec cet entraînement que le patriotisme seul peut produire. Quelques millions entrèrent ainsi dans les caisses de l'État; mais comme les besoins publics demandaient des sommes énormes, tant pour les vivres que la

[1] La province de Brescia n'était pas encore représentée.

Lombardie était tenue de fournir à l'armée sarde, que pour les frais d'armement des troupes lombardes, il fallut bientôt recourir à des taxes sur l'industrie et le commerce, sur l'exercice de la médecine, de la jurisprudence et des autres professions savantes, ainsi que sur les dettes hypothécaires. Ce dernier impôt ne pouvait avoir que de sinistres conséquences, car il compromettait le secret des familles, et augmentait gravement les charges résultant des contrats, par l'altération que l'on faisait subir au taux de l'intérêt.

Quant aux mesures militaires, l'impéritie du gouvernement provisoire fut encore plus grande. Malgré les admirables dispositions du pays, on ne sut mettre sur pied, en fait de troupes de ligne, que de douze à quinze mille hommes, aussi mal armés et équipés qu'imparfaitement organisés et inhabilement commandés. Nous ne pourrions trop blâmer, à ce sujet, la légèreté avec laquelle on distribuait les grades, même les plus élevés, tandis qu'il aurait été facile de recruter de bons officiers, soit parmi les débris de l'Empire, soit parmi les Polonais et les Corses, soit enfin parmi les nombreux Italiens qui avaient brillamment combattu dans la légion étrangère, tant en Afrique qu'en Espagne. Nous ne saurions mieux compléter cet aperçu de la conduite du gouvernement provisoire de Milan, qu'en reproduisant encore quelques passages du livre de M. Cattaneo :

« Une nombreuse association de jeunes prêtres, qui « s'étaient offerts à aller prêcher aux paysans la guerre « sainte, et à les entraîner en masse à la défense des « Alpes, eut à essuyer les refus dédaigneux du gouver-

« nement provisoire. On se donna une peine infinie à dé-
« courager les volontaires; les journaux et plusieurs
« brochures ont recueilli les justes plaintes que ces hon-
« teux procédés arrachaient aux étudiants et à plusieurs
« chefs de colonne. L'enthousiasme de la jeunesse était
« poussé à un tel degré, qu'on voyait les séminaristes
« eux-mêmes faire l'exercice, affublés de leur soutane, et
« coiffés de leur chapeau à trois cornes. Ils ont marché
« ensuite dans les bataillons réguliers formés par les étu-
« diants en masse. C'était, après les croisades, le mouve-
« ment national le plus spontané et le plus beau qu'on
« ait vu en Europe.

« Dix mille vieux soldats avaient quitté le drapeau de
« l'Autriche. On n'avait qu'à donner aux caporaux et
« aux sergents les épaulettes de lieutenant et de capi-
« taine, et les diriger sur l'ennemi. On préféra renvoyer
« chez eux la plupart de ces hommes, déjà formés à la
« discipline militaire. Quant à ceux que l'on garda, on
« ne les mit jamais en ligne, sans songer qu'ils auraient
« pu entraîner avec eux ceux de leurs camarades qui
« étaient restés sous les drapeaux de l'Autriche; mais
« Charles-Albert ne voulait réellement d'autre armée que
« la sienne. »

Encore si cette armée, formée sans nul doute d'excellents soldats, avait été bien commandée! Mais Charles-Albert n'avait fait d'autre guerre que celle du Trocadéro, et, quant à ses généraux, ils n'avaient pas plus d'expérience que lui. Qu'on se souvienne de l'étrange déclaration faite à ce sujet devant les chambres de Piémont, par le général Franzini, ministre de la guerre. « Aucun d'en-

« tre nous, » dit-il en parlant de lui et de ses collègues, « n'occupait des grades élevés lors des grandes guerres « de l'Empire. Ainsi il ne faut pas être trop exigeant à « notre égard. »

L'intendance militaire n'existait, pour ainsi dire, que de nom, et les deniers de l'État furent livrés au plus misérable gaspillage. Aux termes de la convention passée le 26 mars, entre le gouvernement provisoire de Milan et Charles-Albert, c'était à la Lombardie à fournir de vivres l'armée sarde; mais la distribution devait en être faite par les commissaires royaux. Or, il en résulta que chaque soldat piémontais coûta le double de la somme nécessaire, et, malgré cela, l'armée souffrit de la faim!

Sur ces entrefaites, les intrigues albertistes n'avaient point de trève, et bien que, par le manifeste du 22 mars, la municipalité de Milan, présidée par M. Casati, eût déclaré intempestive toute décision relative aux destinées politiques du pays, le 12 mai, le gouvernement provisoire publiait un décret, par lequel il invitait le peuple à voter une soumission immédiate à Charles-Albert. Le jour fixé pour le vote était le 29 mai. En effet, ce jour-là, le peuple alla déposer ses suffrages chez les curés, qui, au préalable, avaient été invités par les évêques à obéir aux vues du gouvernement provisoire. M Cattaneo affirme qu'on fit voter les officiers piémontais qui venaient d'entrer dans les régiments lombards, puis les soldats sous les yeux de leurs chefs, enfin les étrangers, et jusqu'aux malades dans les hôpitaux et aux condamnés dans leurs prisons. « Si le vote ne fut pas libre, ajoute-t-il, au moins « il fut *universel*. Les émissaires apportèrent dans les

« élections un tel excès de zèle qu'en plusieurs endroits on « eut plus de votes qu'il n'y avait d'habitants. Des partisans « de bonne volonté avaient voté dans plusieurs paroisses, « tant à la ville qu'à la campagne ; d'autres prenaient les « registres des mains des curés, et les colportaient de « maison en maison, se chargeant de signer pour les « habitants qui ne voulaient pas le faire eux-mêmes. Des « pauvres furent sommés d'écrire leur nom, ou d'apposer « une croix à l'acte d'adhésion, sous peine de se voir « interdire l'entrée à l'hôpital. On leur disait, entre « autres choses, qu'il s'agissait de choisir entre la royauté « et la république, entre l'Autriche et l'Italie. »

Les mêmes intrigues produisaient les mêmes résultats dans les duchés de Parme et de Modène, et dans les provinces vénitiennes. Le 3 juillet 1848, une assemblée nationale ayant été réunie à Venise, le lendemain, cent vingt-six voix contre six votèrent l'annexion de cette ville aux états sardes, seul moyen, disait-on, d'obtenir les secours que Charles-Albert avait jusqu'alors refusés à la Vénétie. Dans les provinces de Padoue, Vicence, Trévise et Rovigo, sur cent quarante-trois mille cinq cent trente-six votants, cent quarante mille sept cent vingt-six furent favorables à la fusion immédiate avec le Piémont, tandis que le reste des électeurs opina pour un délai. En Lombardie, le nombre de ceux qui s'opposèrent à la fusion fut encore plus restreint, car, sur six cent soixante-et-un mille six cent vingt-six votants, il n'y eut que six cent quatre-vingt-une voix d'opposition. Cependant il ne faut pas juger par ce chiffre des forces du parti républicain; car beaucoup de démocrates, acceptant l'union avec le

Piémont comme une nécessité, votèrent en conséquence; et si, le 29 mai, il y eut des troubles à Milan, ils ne doivent être attribués qu'à un petit nombre d'individus, bientôt désavoués par les chefs. Les républicains, en général, bien loin de nuire à la cause de l'affranchissement national, en cédant aux haines de parti, prirent une part très active à la guerre, et ce fut parmi eux que se recrutèrent presque exclusivement les braves défenseurs des défilés du Tyrol, ainsi que les soldats improvisés qui coururent se serrer à Venise autour du palladium de l'indépendance italienne!

La conduite de Pie IX ayant concouru puissamment aux revers de l'année dernière, il nous paraît indispensable de rappeler ses actes depuis le commencement de la guerre.

Nous avons dit comment, poussé par la force de l'opinion publique, Pie IX avait laissé partir pour la guerre sainte environ douze mille hommes, tant volontaires que soldats réguliers, sous la conduite des généraux Durando et Ferrari. C'était assez dire qu'il entendait participer, lui aussi, à la lutte engagée avec l'Autriche. Il est donc facile d'imaginer l'étonnement profond, l'indignation générale, causés dans les États-Romains par l'allocution pontificale du 29 avril. En effet, Pie IX, en y déclinant toute participation à la guerre, plaçait dans la position la plus fâcheuse le contingent à qui il avait permis de franchir la frontière. Aussitôt le ministère donna sa démission, et il se manifesta à Rome une agitation immense. Le 30, des rassemblements menaçants se forment dans les rues, et, le lendemain, la garde nationale ayant appris

que des soustractions avaient été opérées dans la poudrière de Saint-Paul, s'en empare subitement. Le 2 mai, la fermentation augmente, et le peuple demande à grands cris un ministère composé exclusivement de laïques. Une nouvelle allocution de Pie IX, conçue en termes très vagues, n'ayant produit aucun effet, Mamiani est appelé au Quirinal, et bientôt un nouveau ministère est formé; mais le pape, ne cédant qu'en partie, confie la présidence du conseil à un homme d'église, au cardinal Ciacchi. Les ministres laïques sont : Mamiani, Marchetti, le prince Doria, Lunati, Pascal Rossi, le duc de Rignano et Galletti. Quoique les membres du nouveau cabinet fussent animés du désir sincère de contribuer autant que possible au triomphe de la guerre nationale, ils trouvèrent un obstacle invincible dans la volonté bien arrêtée de Pie IX de ne pas prononcer le mot magique, *guerre aux barbares*, qui n'aurait pas manqué d'armer le bras des masses. Un coup terrible fut porté ce jour-là à notre cause, mais la papauté aussi devait en recevoir une atteinte mortelle. Il est vrai qu'en sa qualité de chef de l'Église, Pie IX ne pouvait pas prêcher la guerre; mais, pour concilier ses devoirs de prince italien avec ceux de pontife suprême, il aurait pu, et même dû déposer son pouvoir temporel dans les mains des laïques. Cédant aux influences de l'esprit clérical, et aux obsessions de son entourage, il préféra froisser le sentiment national, et trahir la sainte cause de la patrie, sans se douter qu'il signait dès lors son acte de déchéance, sinon la ruine de la papauté.

Le grand-duc de Toscane opposait à l'ardeur du pays la plus grande mollesse en tout ce qui avait trait à la

guerre [1], pendant que le roi de Naples, vainqueur de l'insurrection, rappelait l'armée et la flotte que l'ascendant de l'esprit public l'avait contraint de diriger contre l'Autriche. Sur les quinze mille hommes confiés au commandement du général Guillaume Pépé, quinze cents seulement passèrent le Pô, entraînés par Pépé, qui, patriote italien avant tout, ne craignit pas d'enfreindre les ordres de Ferdinand. Sur le point de franchir le fleuve qui sépare le Ferrarais de la Vénétie, il dit à ses troupes : « D'un côté est l'honneur, de l'autre l'infamie; choisis-« sez! » Appelé bientôt à Venise avec les soldats qui s'étaient décidés à le suivre, il fut investi du commandement en chef de la garnison de cette ville, et lors des revers de l'armée sarde, il sut y maintenir haut et ferme le drapeau de l'indépendance. Il faut dire, pour l'honneur de l'armée napolitaine, que la plupart des officiers qui obéirent aux ordres venus de Naples, le firent bien à contre-cœur. Il y en eut que l'on vit pleurer de rage en rentrant dans le royaume, et le désespoir qui s'empara de l'un d'entre eux, le colonel Lahalle, fut tel, qu'il se brûla la cervelle. M. Pierre Leopardi, envoyé sous le ministère Troya, en qualité de plénipotentiaire auprès de Charles-Albert, ne tint, après le 15 mai, aucun compte des instructions d'un gouvernement qui trahissait l'Italie, et fit tous ses efforts pour empêcher que la flotte napolitaine quittât l'Adriatique; mais l'amiral De Cosa, obéissant aux

[1] Il est juste de dire que les empiètements du gouvernement de Charles-Albert sur la Lunigiana (province Toscane) contribuèrent beaucoup à indisposer le grand duc.

ordres de Ferdinand II, s'empressa de faire voile pour Naples, et, dès-lors restée seule, la flotte sarde fut obligée d'abandonner le blocus de Trieste. Mais reprenons le récit des faits d'armes, qui, même au milieu de la couardise ou de la trahison des souverains, glorifiaient le nom italien dans les champs de la Lombardie.

La belle résistance opposée le 29 mai par les Toscans et les Napolitains à Curtatone et à Montanara, déjoua les projets de l'ennemi, et donna le temps aux Piémontais d'effectuer les dispositions nécessaires pour ne pas être pris à l'improviste. Le 30 mai, un double succès devait être obtenu, la prise de Peschiera, et la victoire de Goïto.

A midi, les troupes sardes, fortes de vingt-quatre mille hommes et de quarante-quatre pièces d'artillerie, après deux reconnaissances, faites par le colonel de Castelborgo et par un officier d'état-major, engagent le feu avec l'ennemi qu'appuyaient deux batteries de canon et une de fusées à la congrève. Les officiers d'artillerie de Prié et Cuggia défendent vaillamment les positions qui leur sont confiées, car ils repoussent quatre attaques, en brûlant jusqu'à leur dernière gargousse. Les impériaux, voyant l'inutilité de leurs efforts, viennent tenter une nouvelle attaque sur la droite, défendue par la première division et la réserve. Le désordre s'étant mis momentanément dans la brigade de Coni, les gardes s'élancent en avant et attaquent l'ennemi avec ardeur. Le duc de Savoie est à leur tête et, malgré une blessure reçue à la cuisse, il ne cesse de combattre. Mais les gardes, pressés par des forces supérieures, se voient sur le point de céder le terrain, lorsqu'une batterie d'artillerie, commandée par le c

taine Saint-Martin, arrête les Autrichiens. Toutefois, le nombre de ces derniers augmentant toujours, le marquis d'Arvillars, sous les ordres duquel la première division était placée, comprend la nécessité d'un nouvel effort, et, à l'aide d'une manœuvre habile, ramène la victoire prête à échapper. Un bataillon de la brigade d'Aoste, sous les ordres de l'intrépide major Mollard, se jette le premier sur l'ennemi et le refoule vigoureusement. Les gardes alors reprennent l'offensive, et les Autrichiens, foudroyés en même temps par l'artillerie sarde, sont mis en déroute. L'aile gauche, formée par la seconde division, commandée par le général De Ferrère, prend aussi une part active au combat, et les régiments de cavalerie d'Aoste et de Nice, lancés à la poursuite des impériaux, achèvent leur défaite. C'est à ce moment qu'on apporte au roi la nouvelle de la reddition de Peschiera. Nous devons dire que Charles-Albert paya ce jour-là de sa personne, et que même, blessé à l'oreille, il vit sans émotion une bombe éclater aux pieds de son cheval. L'armée de Radetzki, forte d'environ trente mille hommes, en eut environ trois mille hors de combat; et parmi les prisonniers, on compta le prince de Bentheim, grièvement blessé au pied. Du côté des Piémontais, il n'y eut que quarante-cinq morts, et deux cent soixante blessés. Ce fut la brigade aux Gardes qui souffrit le plus. Sur vingt hommes tués, elle perdit les trois sous-lieutenants dont les noms suivent : Rovereto, Cavour et Lajolo. Ce dernier, atteint d'une blessure au bras droit, refusa d'aller à l'ambulance, et saisit son épée de la main gauche. La bataille de Goïto fut signalée par de nombreux traits de bravoure. Nous nous borne-

rons à citer le suivant. Au moment où la brigade aux Gardes se retirait, accablée par le nombre, le lieutenant Ernest Riccardi, qui commandait la 7e compagnie, s'élance en avant pour protéger la retraite, suivi seulement d'une trentaine d'hommes et accompagné par le lieutenant Eugène de Balbiano, ainsi que par les sous-lieutenants Lajolo et Rovereto, dont nous avons parlé plus haut :

« La brigade, écrit M. Ferrero, était déjà à une assez « grande distance, lorsque Riccardi, se décidant enfin à « la rejoindre, commande à ses soldats, disposés en ti- « railleurs, le feu en retraite. Un caporal vient alors l'a- « vertir qu'ils sont tournés : *Eh bien! mon ami*, répon- « dit-il avec un admirable sang-froid, *il faut se battre « jusqu'à la dernière extrémité.* Le danger devenait de « plus en plus pressant; Riccardi s'empare d'un fusil « qu'il trouve à terre et, à la tête de cette poignée de « braves, il se fraye un passage à travers les ennemis. Il « allait franchir la ligne de leurs tirailleurs, lorsqu'un « soldat du régiment Gappert, d'une taille gigantesque, « s'avance contre lui, la baïonnette croisée. Riccardi, « dont le fusil n'était pas chargé, le lui lance en guise de « javelot, le frappe à la poitrine et le renverse. Dans ce « moment, une balle vient frapper la poignée de son « épée et y reste enchâssée; un second coup est dirigé « contre lui, mais il atteint le lieutenant de Balbiano. « Riccardi se précipite vers son camarade, et veut le « transporter hors de la mêlée, mais il est blessé lui- « même d'un coup de feu qui lui brise l'index de la main « droite. Il confie alors M. de Balbiano à ses soldats, et

« tous sont assez heureux pour se soustraire à l'ennemi. »

La lutte que l'Autriche soutenait si péniblement en Italie, et l'agitation de plus en plus grande de la Hongrie, ainsi que d'autres provinces de l'empire, inspiraient au gouvernement de Vienne les plus sérieuses inquiétudes, et si la guerre de l'indépendance avait été conduite avec une habileté égale au courage déployé par les soldats, si tout le monde avait fait son devoir, nul doute que la cause italienne eût triomphé. Il suffit, pour se convaincre de l'abattement profond dans lequel était tombé, à cette époque du mois de mai, le cabinet autrichien, de se reporter à la note adressée alors à lord Palmerston, par M. Hummelauer, pour réclamer l'intervention de l'Angleterre.

Après avoir posé les bases de l'intervention réclamée, à savoir : la suzeraineté de l'empereur sur le royaume Lombardo-Vénitien, qui recevrait une administration distincte, dont les conditions seraient réglées par les représentants du royaume eux-mêmes, sans intervention du gouvernement impérial, avec un ministère italien et un archiduc vice-roi, une armée nationale, la plus grande liberté commerciale possible; la réunion du duché de Parme, de Modène même à la Lombardie, et celle de Plaisance au royaume de Sardaigne, M. Hummelauer s'exprimait ainsi :

« Les bases ci-dessus indiquées prouvent incontesta-
« blement la sincérité du gouvernement impérial, d'au-
« tant plus qu'en ce moment, à l'exception de Venise et
« de la forteresse de Palma-Nova, nos troupes sont maî-
« tresses de tout le territoire vénitien. Le maréchal Ra-
« detzki est sur le point de recevoir des renforts qui lui

« permettront d'aller chercher l'armée piémontaise; le « Tyrol allemand est tout entier en armes, et le Tyrol « italien parfaitement assuré; et l'allocution du pape, en « date du 29 avril, vient justement de paraître et de « constater la perfidie avec laquelle on a abusé de son « nom et de son autorité pour échauffer le fanatisme de « la population.

« Si, malgré ces circonstances, qui sont en notre fa- « veur, nous avons recours à l'amitié de la Grande-Bre- « tagne, c'est parce que nous attachons un grand prix à « la prompte solution de toutes ces complications. Le « cabinet anglais doit savoir mieux que nous quelle est « en France la marche des choses. Nous regardons l'ex- « plosion de la France comme inévitable, et peut-être « comme prochaine. L'invasion de nos provinces par une « armée piémontaise et par les troupes et les bandes du « reste de l'Italie, est calculée pour attirer la France en « Italie. Si demain les Français passent les Alpes et en- « trent en Lombardie, nous n'irons pas à leur rencontre. « Nous commencerons par garder notre position à Vé- « rone et sur l'Adige. Si les Français viennent nous y « chercher, nous nous retirerons vers les Alpes autri- « chiennes et l'Isonzo, mais nous n'accepterons pas de « bataille; nous ne mettrons pas obstacle à l'entrée et « aux progrès des Français en Italie. Ceux qui les y ont « appelés feront pour la seconde fois l'épreuve de leur « intervention. Personne ne viendra nous chercher der- « rière nos Alpes, et nous demeurerons spectateurs des « conflits dont l'Italie sera le théâtre. »

Pour tenir un pareil langage, il fallait que l'Autriche

sentît tout l'embarras et le danger de sa position. Combien est-il à regretter qu'on ne l'ait pas compris aussi bien en France qu'en Italie, et surtout qu'on n'ait pas su mieux en tirer parti !



CHAPITRE X.

CHAPITRE X.

Fatale inaction de Charles-Albert. — Bombardement et capitulation de Vicence. — Bravoure des volontaires. — Actes barbares commis par les Autrichiens. — Combat de la Corona, le 18 juin. — Appréciation de la conduite militaire de Charles-Albert. — Brillante affaire de Governolo. — Description des cantonnements de l'armée Italienne. — Combat de Rivoli. — Nouvel engagement le 23 juillet. Trait de bravoure du général d'Aviernoz. — Combat de Staffalo, le 24 juillet. — Batailles de Custoza, Villafranca et Valleggio. — Attaque de Volta. — Scènes de carnage. — Retraite de l'armée sarde. — Prétentions de Radetzki repoussées par Charles-Albert. — L'armée sarde se retire à Crémone. — Inutilité des démarches de l'ambassadeur anglais. — Marche de l'armée sarde sur Milan.

Un général un peu habile aurait profité de la brillante victoire de Goïto pour porter un coup terrible à l'ennemi, ou du moins pour lui couper la retraite, et tenter une attaque sur Vérone. Il n'en fut rien cependant, et l'armée resta inactive durant quatre jours entiers. On objecta, il est vrai, qu'il était impossible, à cause des pluies conti-

nuelles, de conduire l'artillerie à travers des chemins défoncés. C'est pourtant par ces mêmes chemins que l'ennemi vaincu était parvenu à sauver la sienne. Le 4 juin, Charles-Albert s'ébranle enfin, à la tête de quarante mille hommes et de quatre-vingt pièces d'artillerie. Mais Radetzki, averti de ce mouvement, abandonne ses positions pour se retirer dans Mantoue et Vérone. Huit jours se passent dans la plus complète inaction. Le 11 juin, une escarmouche eut lieu entre les *Bersaglieri* et les Tyroliens, sur les bords de l'Adige, et, le soir du même jour, Charles-Albert, en entrant dans la petite ville de Garda, reçut une députation du gouvernement provisoire de Milan, qui venait lui annoncer le résultat du vote du 29 mai, et l'engager en même temps à presser les opérations militaires. Le général Bava raconte qu'un conseil de guerre eut lieu à la suite de cette entrevue du roi Sarde avec les députés Milanais, et que l'on discuta les moyens de pousser la guerre avec vigueur; mais, ce qui est certain, c'est qu'au lieu d'avancer hardiment sur l'ennemi, Charles-Albert resta encore inactif, et, en délaissant Vicence, fut cause de la chute de cette ville dans les mains de Radetzki. Le tort de Charles-Albert est aggravé encore par la circonstance suivante. Le général Durando avait à peine passé le Pô, que le roi Sarde lui faisait signifier qu'il eût à dépendre uniquement de lui. Cette injonction ne servit qu'à paralyser les mouvements de Durando, qui, délaissé par Charles-Albert, abandonna à son tour le général Ferrari. Voici comment un habitant de Vicence, M. Pasini, raconte ce triste évènement :

« Après la bataille de Goïto, le général en chef autri-

« chien se retira vers Mantoue, passa l'Adige à Legnago, « avec quarante mille hommes, et s'arrêta quelques mo- « ments à Montagnana, pour voir si l'armée piémontaise « s'approchait de l'Adige. S'étant assuré qu'elle gardait « ses positions de Valleggio, il prit la route de Vicence. « Dès qu'il y fut, il se disposa à attaquer de tous les côtés « à la fois, c'est-à-dire non-seulement du côté de Vérone « et du côté de Trévise, mais aussi du côté du midi. Le « vieux soldat avait appris à ses dépens, en combattant « contre les volontaires, que l'enthousiasme supplée, chez « eux, au nombre et à la discipline; il avait également « compris qu'il était urgent pour lui de s'emparer des « collines qui sont au sud de Vicence, attendu que du « sommet de ces collines la ville pouvait être détruite, « sans qu'un seul coup de fusil des volontaires pût at- « teindre les troupes qui y seraient postées. Durando, de « son côté, au lieu de faire rompre la route, parfaitement « accessible à l'artillerie, qui conduit au sommet de ces « collines, se borna à placer des pièces de canon et des « Suisses sur la hauteur qui domine la ville; en d'autres « termes, il laissa aux Autrichiens la possibilité de l'atta- « quer avec de l'artillerie placée au même niveau que la « sienne. Je ne veux pas m'ériger en juge des disposi- « tions prises par ce général; peut-être avait-il de bonnes « raisons pour agir de la sorte. Toujours est-il que les « Autrichiens durent leur succès à cette circonstance.

« Le combat s'engagea le matin du 10 juin. Les volon- « taires, cette fois-ci, avaient à défendre toute l'enceinte « de la ville, car l'attaque était faite tant du côté de « Trévise que du côté de Vérone. Cette fois encore les

« volontaires furent vainqueurs; la journée du 10 juin « eut la même issue que celle du 24 mai. Partout une « résistance opiniâtre, inébranlable, et cela depuis la « pointe du jour jusqu'à quatre heures de l'après midi. « Mais, du côté des collines, les choses marchèrent autre-« ment. Jusqu'à midi, les Suisses y opposèrent une résis-« tance digne de tout éloge, et il est bon de dire qu'un « petit corps de volontaires s'y distingua également. Mais « les Autrichiens ne tardèrent pas à s'emparer des hau-« teurs, et dès-lors toute résistance devint impossible. « Les Suisses durent se retirer. Les Autrichiens braquè-« rent leurs canons sur la ville, prêts à l'incendier en « peu d'instants. Durando fit arborer le drapeau blanc, « convaincu qu'une capitulation seule pouvait sauver ses « troupes, et en même temps épargner à la ville toutes « les horreurs d'un combat désespéré. Mais les volontaires « gardaient encore toutes leurs positions et ne voulaient « pas céder. Furieux, il arrachèrent les drapeaux blancs « arborés sur les barricades les plus avancées du côté « des Autrichiens et, d'accord avec la garde nationale et « le peuple tout entier, ils criblèrent de coups de fusil « celui que l'on avait élevé sur la tour de l'hôtel de ville. « Alors l'on suspendit les négociations, et il fallut atten-« dre la nuit; il fallut déclarer au peuple que Durando « n'avait plus de munitions; il fallut que Durando lui-« même annonçât par écrit au comité de la ville qu'il ne « jugeait pas la résistance possible, pour que les volon-« taires et le peuple cessassent de s'opposer à la capitula-« tion. »

La capitulation de Vicence entraîna celle de Padoue et

de Trévise. Le gouvernement de Venise, voyant que la résistance de ces villes n'aurait servi qu'à sacrifier inutilement des hommes, des armes et des munitions, donna lui-même l'ordre de les évacuer. Les volontaires retranchés dans Trévise refusaient d'obéir, bien que leur nombre eût été diminué de tous ceux qui étaient accourus à la défense de Vicence. Attaqués par les Autrichiens, ils se préparèrent à résister, et ce ne fut qu'après avoir montré qu'ils ne déclinaient pas le combat, qu'ils signèrent une capitulation d'autant plus honorable, que le général Autrichien leur permit d'enlever deux pièces de canon, transportées depuis à Bologne.

Le brave général Antonini avait eu un bras emporté par la mitraille, lors de la première attaque de Vicence, et le 10 juin, parmi les nombreux blessés, on compta les colonels Cialdini et d'Azeglio. Celui-ci rachetait ainsi d'avance, de la manière la plus noble, les écrits pleins de fiel par lesquels il devait fournir un nouvel aliment à la haine des partis [1]. La capitulation de Vicence priva tout-à-coup la cause de l'indépendance de douze à quinze mille hómmes, car elle obligeait la garnison de cette ville à s'abstenir de toute participation à la guerre pendant trois mois. Ainsi toute la Vénétie, excepté Venise, resta livrée entièrement à la discrétion de l'Autriche. On ne saurait décrire la manière infâme avec laquelle les impériaux se conduisirent partout où ils restèrent les maîtres. Indépendamment des taxes de guerre frappées dans les villes,

[1] Nous voulons parler de deux brochures de M. d'Azeglio, l'une, *Lettre à mes Electeurs*, l'autre, *Craintes et espérances*.

il n'y eut pas de cruautés sauvages dont ils ne marquassent leur passage au milieu des campagnes. C'était surtout dans les villages qu'ils commettaient les actes de barbarie les plus révoltants, à tel point qu'à leur approche les populations émigraient quelquefois entièrement. Les prisonniers, en outre, étaient l'objet de la plus grande brutalité. Le colonel Zobel s'étant emparé dans le Tyrol d'un certain nombre de volontaires, en fit fusiller dix-sept dans les fossés de la ville de Trente. En revanche, les Autrichiens tombés dans les mains de nos soldats étaient traités de la manière la plus humaine. Nous rappellerons à ce propos, que les quinze cent Croates qui capitulèrent à Peschiera ne furent en butte à aucune vexation, à aucune insulte pendant leur voyage jusqu'à Ancône, et que, protégés par deux bataillons Piémontais, ils purent enlever sans conteste l'immense butin qu'ils avaient amassé en maraudant autour de la place! Même pendant le combat, des actes de cruauté inqualifiable furent souvent commis par l'ennemi. Qu'il nous suffise d'en rappeler un dont se souilla un officier. Dans l'affaire de Bussolengo, un tirailleur Piémontais fut blessé et fait prisonnier. Or, l'officier Autrichien, auquel on l'amena, ordonna de le fusiller sur-le-champ en face des nôtres. Peu de jours après, quelques-uns de nos soldats s'étant emparés d'un Croate, commencèrent à fouiller dans sa giberne; le prisonnier crut qu'on allait le tuer, et tendit en tremblant quelques pièces de monnaie à ses vainqueurs, mais ceux-ci lui dirent : « Garde ton argent, car nous n'avons besoin que de tes « cartouches, » et, sur ce, ils le renvoyèrent, singulièrement étonné d'un pareil procédé. Les faits que nous

venons de rapporter montrent assez la supériorité de la civilisation Italienne sur celle des races qui voudraient la courber sous leur glaive.

Le 18 juin, un brillant fait d'armes eut lieu à la Corona, près de Rivoli, entre trois mille cinq cents Autrichiens et la brigade de Pignerol, commandée par le major San Vitale, et une compagnie des étudiants de Turin. On eut à déplorer la mort de trois de ces derniers : Sarchieri, Longoni, et Rogiapane. Les impériaux, quoique trois fois supérieurs en nombre, attaqués à la baïonnette, se retirèrent précipitamment, et furent poursuivis pendant l'espace de deux mille, en laissant sur le terrain une trentaine de morts. A part ce combat et quelques escarmouches, l'armée sarde resta dans une complète inaction, depuis le 14 juin jusqu'au 16 juillet, c'est-à-dire pendant plus d'un mois, temps plus que suffisant pour que Radetzki reçût les renforts qu'il attendait d'Allemagne. Si jamais l'audace avait été nécessaire, c'était alors que, par la capitulation de Vicence, par la retraite des Napolitains, et par les pertes graves essuyées par les Toscans, l'armée sarde se trouvait réduite à ses propres forces. Ce que nous avons dit des troupes de ligne lombardes est plus que suffisant pour montrer qu'elles ne pouvaient être d'un grand secours. Il fallait donc de deux choses l'une, ou, en adoptant une tactique audacieuse, multiplier les forces de l'armée par la rapidité des mouvements, et chercher à frapper un grand coup, ou bien, transiger avec l'Autriche et accepter la ligne de l'Adige, que le cabinet de Vienne avait fait proposer comme limite des nouveaux États de Charles-Albert. Ne se déterminer pour aucun de ces partis était

vouloir s'exposer à une perte certaine. Cependant de glorieux combats devaient encore avoir lieu avant la fatale catastrophe que tout devait faire présager.

Le 16 juillet, le général Bava, préposé au blocus de Mantoue, partit à la tête d'une colonne, composée de la brigade de la reine, du régiment de cavalerie, dit de Gênes, de deux batteries et de la compagnie de *Bersaglieri*, commandée par le capitaine Lions. Le but de cette expédition était de porter secours aux Modenais, menacés d'une attaque par les Autrichiens. Mais, à son arrivée à Borgoforte, sur le Pô, instruit de la retraite précipitée de l'ennemi, dont un corps de deux mille hommes s'était retranché à Governolo sur le Mincio, le général prit la résolution de les y attaquer. Afin de les prendre entre deux feux, il ordonna aux *Bersaglieri* de descendre la rivière sur des bateaux recouverts de toile, avec ordre de débarquer à l'embouchure du Mincio. Lorsque la principale colonne fut à un mille de Governolo, elle fit halte, et la première compagnie de chasseurs du 9me régiment alla à la découverte. Son commandant, le capitaine Danesio, officier très intelligent, ayant pris connaissance du terrain, revint bientôt donner au général des renseignements sur les positions occupées par l'ennemi de l'autre côté du Mincio. On entra alors dans le village, et l'artillerie ouvrit le feu, soutenue par l'infanterie. Après une heure de combat entre les troupes postées sur les deux rives du Mincio, (dont le passage se trouvait intercepté, les Autrichiens ayant levé le pont-levis), les *Bersaglieri* du capitaine Lions, qui avaient opéré leur débarquement sur le point désigné, arrivent au pas de charge, et, poussant de

joyeux hourras, attaquent vigoureusement l'ennemi. Ce dernier, frappé de panique, ne tarde pas à lâcher pied, laissant au pouvoir de nos soldats deux pièces d'artillerie. Les *Bersaglieri* se dirigent alors vers le Mincio et, abaissant le pont-levis, rétablissent la communication entre les deux rives. Le régiment de Gênes se lance aussitôt à la poursuite de l'ennemi, et parvient à enfoncer trois carrés de Croates, qui s'étaient formés dans un champ entouré d'un fossé. Le jeune Gattinara se jette un des premiers dans la mêlée, et est atteint d'un coup mortel. Un autre officier, le brave Apiotti, éprouve le même sort. Le lieutenant Edouard Brunetta reçoit deux blessures, mais il est arraché des mains de l'ennemi par un de ses frères, officier dans le même corps. La famille Brunetta comptait sept frères dans l'armée, tous officiers, tandis qu'une de leurs sœurs, madame Galateri, suivant son mari, capitaine de cavalerie attaché à l'état-major du général de Sonnaz, se faisait remarquer dans l'armée par sa touchante sollicitude à l'égard des blessés. Les cavaliers du régiment de Gênes firent ce jour-là plus de trois cents prisonniers, et les *Bersaglieri* environ cent cinquante. La brigade de la Reine déploya aussi beaucoup de bravoure, et la compagnie du capitaine Danesio se distingua entre toutes. Enfin, il est juste de dire qu'une grande partie du succès de cette brillante journée doit être attribué à la direction habile du général Bava.

Voici quelles étaient, le 20 juillet, les positions occupées par les différents corps de l'armée :

Le quartier général du roi était à Marmirolo. La première division occupait Governolo et Castellaro, sur la

rive gauche du Mincio. La seconde division, sous les ordres du général De Ferrère, et les corps lombards commandés par le général Perrone, étaient employés au blocus de Mantoue, et occupaient, sous le tir de la place, une ligne décrivant un arc de cercle, depuis les rives du lac supérieur, près du sanctuaire des Grâces, jusqu'à Pietole, à l'extrémité du lac inférieur. La troisième division et une partie de la quatrième défendaient les positions qui s'étendent depuis la Corona, au-delà de Rivoli, jusqu'à Somma Campagna. Le reste de la quatrième division, formée de la brigade de Piémont et du régiment de cavalerie royal-Piémont, sous les ordres du duc de Gênes, était cantonné avec les Toscans à Villa-Franca, Mozzecane et Castelbelforte. La réserve, commandée par le duc de Savoie, était établie dans les villages de Marmirolo et Villanova. La seconde division de réserve, qui venait d'être composée de régiments provisoires, dépourvue de cavalerie, et n'ayant qu'une seule batterie, était disséminée entre Goïto, Borghetto, Monzambano, Ponte, Peschiera, Pozzolengo, Salionze, et San Giorgio in Salice. Le grand parc de campagne se trouvait à Pozzolengo.

L'armée occupait donc une ligne très étendue, et présentait par cela même des points très faibles à l'ennemi, qui, profitant du répit qu'on lui avait laissé, s'était renforcé de plus en plus, et n'attendait que le moment favorable pour prendre l'offensive.

Le 22 juillet, vers quatre heures, les Autrichiens descendirent le versant de Montebaldo. La première attaque eut lieu à la Corona, où se trouvait le major San Vitale, avec un bataillon du 14e et quelques pièces d'artillerie.

Enveloppés par un ennemi neuf fois supérieur en nombre, les Piémontais soutinrent le combat avec un courage héroïque. Le capitaine Cérale, qui était de garde à l'avancée, défendit pendant plus de deux heures le poste qu'on lui avait confié. Après une lutte de six heures, San Vitale, voyant l'impossibilité de résister plus longtemps, opéra sa retraite sur Rivoli, dans l'ordre le plus parfait, et sans abandonner une seule pièce d'artillerie, malgré les difficultés du terrain. Dans le but de seconder ce mouvement, le major Danesi se porte à la tête de son bataillon sur une hauteur qui domine la route de Rivoli, afin de disputer le passage aux impériaux ; mais, vers midi, il reçoit l'ordre de déloger l'ennemi de ses positions, et alors il s'avance hardiment jusqu'à une centaine de pas de l'avant-garde autrichienne. Le feu s'engage aussitôt. Après une vive fusillade, Danesi, s'apercevant que l'ennemi cherche à tourner son bataillon, et même celui du 14e régiment, exécute un changement de front, et prend en flanc un corps de Tyroliens qui, dans la crainte de se trouver entre deux feux, bat précipitamment en retraite, et jette par-là un certain désordre dans le reste de la colonne. A trois heures de l'après-midi, le général de Sonnaz arrive avec deux bataillons du 16e régiment et une demi-batterie d'artillerie, et le combat recommence avec ardeur. A neuf heures du soir, nos soldats avaient repris toutes leurs positions, et contraint l'ennemi de se retirer jusqu'au-delà de Caprino. Ce combat, soutenu par cinq mille Piémontais contre douze mille Autrichiens, fit le plus grand honneur aux 14e et 16e régiments, qui renouvelèrent sur le même champ de bataille les prodiges de valeur par lesquels les

Français s'y étaient signalés, le 14 janvier 1796. Le colonel Damiani, le major Danesi et le lieutenant d'artillerie de Roussy se distinguèrent entre tous. Les Autrichiens essuyèrent des pertes considérables; celles, entre autres, d'un général et d'un major. Du côté des Piémontais, on eut à déplorer la mort de quelques soldats et de deux officiers, le capitaine Prola des *Bersaglieri*, et le lieutenant Nasi du 16e régiment.

Le 23 juillet, malgré l'avantage remporté la veille sur l'ennemi, le général de Sonnaz donna ordre aux troupes de Rivoli de se replier sur Affi et Cavaglione. Deux divisions autrichiennes attaquèrent les nôtres, entre six et sept heures du matin, et leurs efforts furent dirigés surtout contre Somma-Campagna, Sona et l'Osteria del Bosco. Il n'y avait de notre côté que six mille hommes. Malgré la disproportion des forces, le 2e régiment défendit ses positions avec un courage digne d'un meilleur succès. A Sona, quelques compagnies de chasseurs chargèrent plusieurs fois l'ennemi à la baïonnette; mais les Autrichiens ayant tourné la position, elles furent forcées de battre en retraite. L'ennemi se rendit coupable ce jour-là d'un infâme guet-à-pens. Voici comment le fait est raconté par M. Ferrero :

« Durant l'action, le comte d'Aviernoz, major-général,
« commandant la brigade de Savoie, n'ayant auprès de
« lui aucun officier d'état-major à envoyer en reconnais-
« sance, se dirigea lui-même, avec quelques *Bersaglieri*,
« sur une hauteur dite *Monte del Pino*, entre Sona et la
« Madonna del Monte. Il aperçut aussitôt une colonne
« autrichienne qui se présentait au débouché du vallon,

« drapeau blanc en tête et au cri de *vive l'Italie*, *vivent* « *nos frères!* Le général éprouva un instant d'hésitation; « mais, voyant le chef de cette troupe s'avancer et em- « brasser l'officier du 2e régiment, qui gardait le « poste avec soixante hommes, il ne douta plus de la « loyauté de cette démonstration et accourut à la ren- « contre des impériaux. Ceux-ci fraternisent avec nos sol- « dats; mais cet accord n'est pas de longue durée. Bien- « tôt les traîtres, changeant tout-à-coup d'attitude, ar- « ment leurs fusils, et, au commandement de leurs chefs, « font feu sur les nôtres! Alors se renouvelle une scène di- « gne des combats héroïques du moyen-âge : le comte d'A- « viernoz commande une charge à la baïonnette, la mê- « lée devient sanglante, et bientôt il ne lui reste qu'une « trentaine d'hommes pour lutter contre deux cents Au- « trichiens. Toutefois, il ne perd pas courage, et trois de « ses perfides ennemis tombent sous ses coups; mais « enfin, assailli de toutes parts, frappé d'un coup de « baïonnette dans le ventre, et atteint d'une balle au « genou, il est fait prisonnier. Comme on lui demandait « son épée, transporté d'une noble indignation, il la « jeta à terre en disant : *Je ne rends pas mon épée à des* « *traîtres!* »

Tandis qu'une partie des troupes impériales sorties de Vérone occupaient Sona et Somma-Campagna, le reste marchait sur Monzambano et Salionze, avec l'intention de jeter un pont sur le Mincio, et de couper les communications entre les différents corps de l'armée sarde. Le 24 juillet, des mouvements eurent lieu de la part des Piémontais pour déjouer les projets de l'ennemi; mais, ayant été

mal dirigés, le deuxième corps d'armée essuya un échec qui permit aux Autrichiens, protégés par dix pièces d'artillerie, de construire un pont de bateaux à Salionze. Charles-Albert et le général Bava s'avancèrent alors vers la vallée de Staffalo, avec trois brigades, celles des Gardes, de Coni et de Piémont, les deux premières guidées par le duc de Savoie; la dernière par le duc de Gênes. Les gardes attaquèrent les collines de Berettara, la brigade de Coni marcha sur celles de Mondatore, et la brigade de Piémont s'avança contre un corps autrichien, campé au-dessous de Somma-Campagna. La brigade d'Aoste était en réserve. Deux régiments de cavalerie, sous les ordres du général Olivieri, et une batterie d'artillerie, protégeaient l'aile droite, et le général de Robilant, à la tête d'une autre brigade de cavalerie, soutenait l'extrême gauche, du côté de Valleggio. Le combat commença vers les quatre heures. Les Autrichiens étaient bien supérieurs en nombre et opposèrent une résistance acharnée. Cependant, au coucher du soleil, les Piémontais avaient emporté à la baïonnette toutes les positions de l'ennemi. Deux mille prisonniers, dont quarante-six officiers, et deux drapeaux furent les trophées de cette glorieuse journée, que signalèrent, en outre, de nombreux traits de bravoure. Les revers qui la suivirent à si peu de distance, n'en sont que plus à déplorer.

Le 25 juillet, une nouvelle bataille, encore plus glorieuse pour nos armes, s'engagea entre les impériaux et l'armée sarde. Laissons encore une fois parler M. Ferrero :

« Les généraux autrichiens, après leur retraite à Staf-

« falo, reçurent de Vérone, pendant la nuit, de nombreux « renforts, et, le lendemain à six heures du matin, com- « mencèrent l'attaque, en se présentant de front, et en « ayant deux lignes en réserve. Dès ce moment, l'avan- « tage des positions fut pour l'ennemi, et la trop grande « disproportion de forces put faire présager nos revers. « Pour comble de fatalité, le général de Sonnaz ne rejoi- « gnit point le premier corps d'armée, prétextant que ses « troupes étaient accablées de fatigue.

« A peine le général Bava eut-il commencé l'attaque de « Valleggio, que notre flanc droit fut menacé par de nom- « breuses colonnes ennemies, ce qui nous contraignit à « ne laisser que deux bataillons devant le bourg, pour en « diriger quatre contre les assaillants. Le combat durait « depuis quelques heures, et l'on attendait avec impa- « tience la division du duc de Savoie, qui ne put envoyer « qu'un régiment. Le duc de Gênes, attaqué aussi par des « forces supérieures, fut retenu toute la journée dans sa « position de la Berettara, où, avec quatre bataillons de « la brigade de Piémont, il résista à dix-neuf bataillons « autrichiens. Le colonel du 4e régiment, au lieu de re- « joindre, suivant les ordres qu'il avait reçus, le prince à « la Berettara avec les deux autres bataillons, s'égara et « se retira à Villafranca. A Custoza, la brigade de Coni « tint pendant six heures contre quinze mille hommes. « La brigade aux Gardes s'empara de vive force de la col- « line qui domine la route de Villafranca à Valleggio. « L'artillerie se distingua, dans cette journée, par la « rapidité et la hardiesse de ses manœuvres, et son feu, « habilement dirigé, fit beaucoup de ravages dans

« les colonnes ennemies. Les forces du maréchal Radetzki « montaient à cinquante-cinq mille hommes ; les nôtres à « vingt mille ! Le manque d'ensemble dans les opérations « rendait impossible la prise de Valleggio et la réalisa- « tion du plan du général Bava. Aussi, vers les cinq heu- « res de l'après-midi, le roi, voyant que les troupes « étaient exténuées par la faim, la fatigue et la chaleur « tandis que l'ennemi avait sans cesse à nous opposer des « troupes fraîches, donna l'ordre de la retraite sur Villa- « franca, après onze heures d'un combat acharné. Ce « mouvement rétrograde, en face d'un ennemi presque « trois fois supérieur en nombre, s'exécuta avec la plus « grande précision des trois points de Valleggio, Custoza « et Somma-Campagna, sous la protection de notre cava- « lerie, qui fit quelques charges brillantes. Le comte de « Sonnat Graneri s'y distingua à la tête de son esca- « dron.

« Ainsi se termina ce combat, malheureux dans son is- « sue, mais dont les glorieux épisodes fourniront une « page immortelle à l'histoire militaire du Piémont. »

Le 26 juillet, bien que les troupes fussent harassées de fatigue, un nouveau combat eut lieu, combat aussi meurtrier que ceux des deux jours précédents. Le deuxième corps d'armée s'était éloigné de Volta, sur un ordre écrit au crayon et signé par le colonel Cossato de l'état-major [1].

[1] Cet ordre fut ensuite reconnu faux par les généraux Bava et Salasco, et par M. Cossato lui-même. Cependant, il est certain que le général de Sonnaz le reçut à Volta, en présence de son état-major. On aurait donc dû faire une enquête sur un fait aussi singulier, tandis qu'on eût l'air de ne pas y faire attention.

L'importance de la position de Volta étant très grande, à quatre heures de l'après-midi, il fut ordonné à la troisième division de s'y rendre de nouveau, et de la reprendre à tout prix. La brigade de la reine et le 17e régiment furent aussi destinés à faire partie de l'expédition.

Après trois heures de marche, les troupes arrivent auprès de la colline de Volta. La brigade de Savoie forme l'aile gauche, et les autres corps de la division l'aile droite. L'attaque, commencée à sept heures du soir, est ouverte par le feu de l'artillerie, auquel répondent les batteries autrichiennes placées sur la hauteur. Le 2e régiment, entraîné par l'exemple de ses officiers, s'élance le premier à l'assaut, et, malgré la mitraille et la fusillade de l'ennemi, gravit la pente escarpée de la colline, et pénètre dans le village. Le second bataillon du 1er régiment entre aussi par la route de Goïto dans Volta, en croisant la baïonnette, et quelques compagnies du 16e régiment marchent sur ses pas avec ardeur. Alors, par une nuit sombre, un combat terrible s'engage : chaque rue, chaque jardin, chaque maison, offre des scènes de carnage et d'incendie. A la lueur des flammes, on distingue çà et là des cadavres. Les cris des blessés et des mourants sont couverts par le bruit du canon et de la fusillade. Le désordre et la confusion sont au comble. Un officier autrichien en profite pour user d'un indigne stratagème : « A moi, Savoie ! » s'écrie-t-il en français. Nos soldats, trompés par cet appel, accourent de toutes parts, et tombent percés de coups ; mais cet infâme guet-apens ne reste pas longtemps impuni. Un de nos grenadiers, en entendant les cris de détresse de ses camarades, se préci-

pite avec une vingtaine d'hommes sur les assassins, et les massacre avec leur officier.

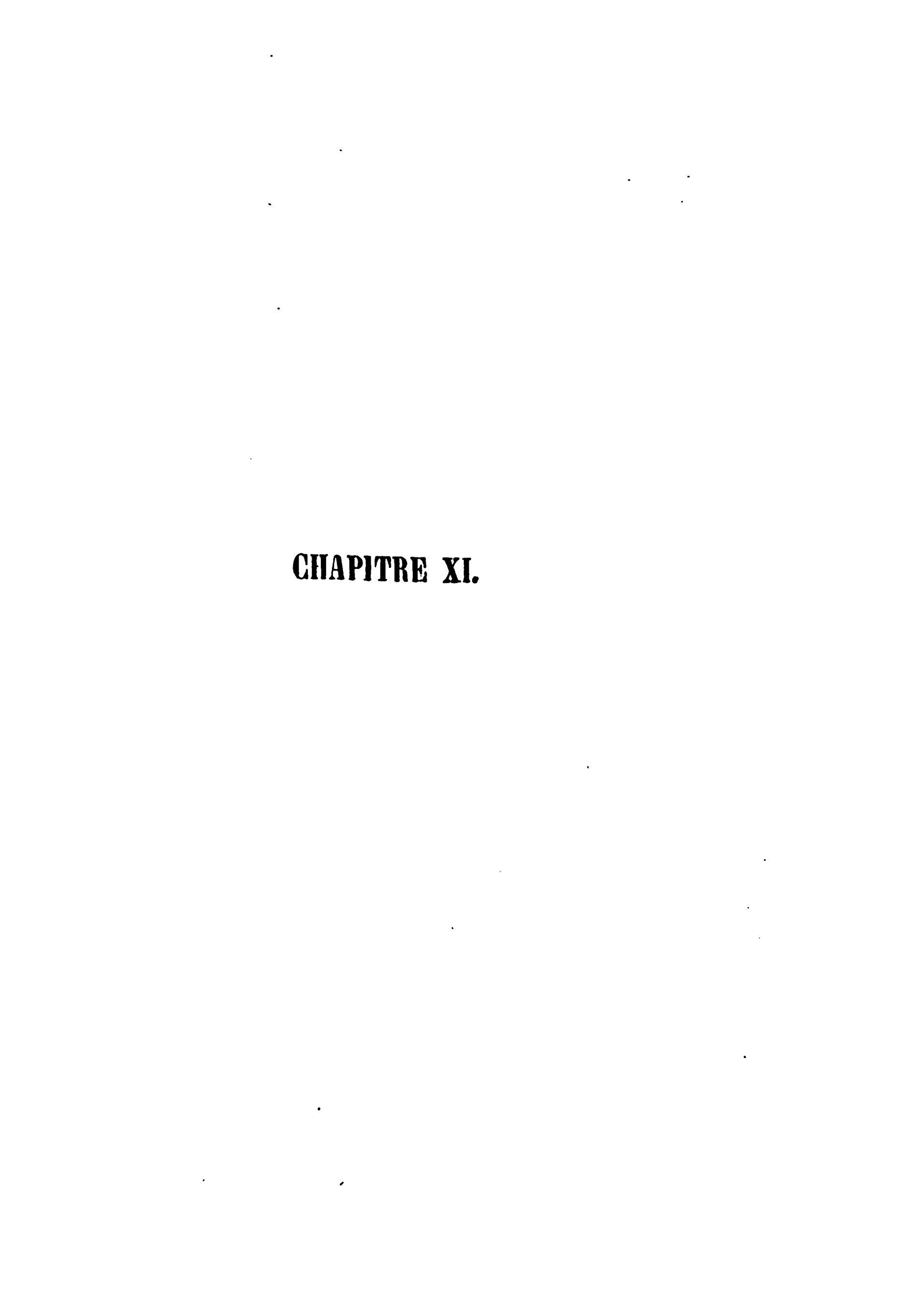
M. Regard de Villeneuve, major du 2e régiment, est tué à la tête de son bataillon. Le capitaine Joseph de Charbonneaux le remplace et tombe lui-même, quelques instants après, criblé de blessures. Mille traits de bravoure signalèrent cette nuit mémorable, et la victoire coûta bien cher aux Autrichiens, car ils laissèrent cinq cents des leurs sur le champ de bataille, tandis que les nôtres se retirèrent en emmenant tous leurs blessés et un grand nombre de prisonniers. Le combat, commencé le 26 juillet à sept heures du soir, ne prit fin qu'à deux heures du matin, le 27.

Après ces trois jours de bataille, qui avaient coûté à l'armée sarde des pertes d'autant plus graves, qu'elle était bien inférieure en nombre à l'ennemi, la retraite devenait indispensable. Elle s'opéra avec ordre, grâce au sang-froid du général de Sonnaz. Les troupes marchaient échelonnées en carré, protégées par l'artillerie et quelques escadrons. La cavalerie ennemie poursuivit l'armée sarde ; mais des charges brillantes des régiments de Gênes et de Savoie, ainsi que quelques coups de canon tirés à mitraille, l'obligèrent à se retirer avec perte. Les soldats piémontais étaient épuisés par quatre jours de marche et de combats ; de plus, le manque de vivres était presque absolu, car le délégué du gouvernement de Milan, ainsi que les commissaires et l'entrepreneur chargé des approvisionnements avaient disparu. Enfin, les généraux De Ferrère et Sommariva, malgré les ordres reçus, s'étaient retirés au-delà de l'Oglio, privant ainsi l'armée de cinq régiments. Char-

les-Albert fit donc proposer une suspension d'armes à Radetzki, qui, fort de sa supériorité numérique, demanda que notre armée se retirât derrière l'Adda, en cédant Venise, Peschiera, Pizzighettone et Rocca d'Anfo, et en évacuant les duchés de Parme et de Modène. C'étaient les mêmes conditions que Charles-Albert subit, quelques jours après, par suite du fatal armistice du 5 août, avec cette différence, toutefois, que l'armée sarde, en gardant la ligne de l'Adda, aurait couvert Milan, et donné le temps aux renforts d'arriver de toutes parts. Charles-Albert, au lieu de souscrire aux demandes de Radetzki, ordonna la retraite sur Crémone. Nos soldats eurent horriblement à souffrir de la chaleur et du manque de vivres. Malgré cela, l'ennemi, qui les harcelait de bien près, ne put parvenir à entamer nos colonnes. Nous ferons remarquer ici que, pendant toute la campagne de l'année dernière, et même durant la retraite, nos troupes n'essuyèrent aucun échec. Ce fait prouve suffisamment de quoi elles eussent été capables, si d'autres chefs les avaient commandées.

Après douze heures de marche, pendant laquelle quelques soldats, accablés par la fatigue et la faim, expirèrent sur la route, l'armée sarde arriva à Crémone : c'était le 29 juillet. Le lendemain, une colonne autrichienne s'étant avancée sur la route de Piadena, un escadron de cavalerie, deux compagnies d'infanterie et deux pièces d'artillerie, sont envoyés à sa rencontre. Un feu meurtrier s'engage bientôt, malgré une pluie d'orage qui tombait à torrents. Le général Broglia, quoique blessé, accourt au bruit du canon, et le combat devient de plus en plus vif. Enfin, l'ennemi, voyant la bonne contenance des nôtres,

bat en retraite. Charles Albert manifestait l'intention de défendre la ligne de l'Adda ; mais, averti que le général Sommariva avait laissé construire par les Autrichiens un pont sur cette rivière, il crut nécessaire d'abandonner encore cette ligne. Le 1er août au matin, le ministre anglais Abercromby se présenta au quartier-général du roi, et offrit à ce dernier de se rendre auprès de Radetzki, dans le but d'obtenir une suspension d'armes. Charles-Albert accepta cette proposition, et alla attendre la réponse à Lodi. Le jour suivant, M. Abercromby revint du quartier-général autrichien, pour annoncer que Radetzki, loin d'accéder à la trève proposée, se disposait à marcher sur Milan. Après avoir rejeté les conditions posées par Radetzki quelques jours auparavant, Charles-Albert ne pouvait, à moins de se couvrir d'infamie, laisser Milan à la merci de l'ennemi. Aussi ordonna-t-il aussitôt le mouvement de l'armée sur cette ville. Le 3 août, les Piémontais campaient, en effet, à un quart de lieue de la capitale de la Lombardie, sur un demi-cercle qui s'étendait depuis la route de Bergame jusqu'au canal de Pavie, et le roi établissait son quartier-général dans une petite auberge, à l'enseigne de *Saint-Georges,* près de la Porte-Romaine, entre la deuxième et la troisième division.



CHAPITRE XI.

CHAPITRE XI.

Examen de la conduite de Charles-Albert. — Récit des évènements de Milan par MM. Restelli et Maestri. — Retraite de l'armée sarde. — Désespoir des Milanais et émigration en masse. — Enthousiasme inutile des populations et des volontaires lombards. — Lettre de M. Salasco. — Jugement porté sur l'armistice du 5 août. — Proclamation de Charles-Albert et ce qu'il faut en penser. — Le ministère Casati et les Chambres piémontaises. — Les Autrichiens chassés de Bologne le 9 août. — Lettre de Welden au gouvernement de Venise. — Résistance inébranlable de cette ville. — Manin et les commissaires Piémontais. — Assemblée Nationale du 13 août. — Nouveau gouvernement à Venise. — La forteresse d'Osopo. — Garibaldi à Varèse. — Sa retraite en Suisse. — Agitation en Toscane. — Le ministère Capponi. — Le père Gavazzi. — Soulèvement de Livourne. — Fautes du gouvernement. — Le colonel Cipriani. — Collision entre le peuple et la troupe. — M. Montanelli et M. Guorrazzi rétablissent le calme. — Parme et Modène occupées par les Autrichiens. — Misérable situation des pays retombés sous le joug de l'Autriche. — Grave fermentation dans les États-Romains. — Scène du 30 juillet à Rome. — Mauvais vouloir de Pie IX. — Loi décrétée par les Chambres. — Mamiani remplacé au ministère par M. Fabbri. — Triste position du royaume de Naples. — Attitude de la Chambre des députés en face des ministres. — Opposition assez vive de quelques députés. — Horrible assassinat de Cardueci resté impuni. — Prorogation des Chambres. — Résolution de Ferdinand II de reconquérir la Sicile. — Erreurs commises par les Siciliens.

Notre impartialité d'historien nous fait un devoir de mettre en regard les deux versions présentées sur les mal-

heureux évènements de Milan, d'un côté par les partisans de Charles-Albert, de l'autre par les Lombards. Les premiers affirment que le manque de vivres, d'argent et de munitions, et surtout l'attitude peu énergique de la population, ainsi que le désir d'éviter à la ville de Milan les horreurs d'une prise d'assaut, forcèrent le roi de Piémont à transiger avec Radetzki. Les seconds prétendent, au contraire, que rien ne manquait à la défense de Milan, et que les habitants étaient disposés à toute espèce de sacrifices, et à renouveler les traits d'héroïsme des cinq journées du mois de mars. Peut-être y a-t-il de l'exagération dans les attaques prodiguées à Charles-Albert, lors de sa retraite de Milan; mais nous avons sous les yeux un document où sont signalés de tels faits, qu'il est impossible d'absoudre entièrement la conduite du roi sarde. Nous voulons parler du *Récit de la capitulation de Milan, en août* 1848, publié par le comité de salut public, institué, dans les derniers jours de juillet, en vertu d'un décret du gouvernement provisoire de Lombardie. Il nous semble nécessaire de reproduire plusieurs passages de ce document, qui serviront aussi à faire connaître des faits importants, dont l'exactitude nous est garantie par la probité des signataires, MM. Restelli et Maestri [1].

« Déjà, le 25 juillet, à la nouvelle des revers éprouvés
« par l'armée, sur les rives du Mincio, le comité d'arme-
« ment de la garde nationale avait ordonné la mobilisa-
« tion de cent hommes par bataillon; et, croyant Brescia

[1] Le troisième membre de ce Comité de salut public était le général Fanti.

« très menacée, il fit partir immédiatement pour cette « ville, sous les ordres du vieux général Zucchi, la garde « nationale ainsi mobilisée, et environ mille recrues pri- « ses dans les dépôts de Milan. En outre, le comité or- « donna au général Garibaldi de partir de suite avec ses « troupes pour la province de Bergame, l'autorisant à « prendre à sa solde d'autres soldats, pour y faire une « guerre de partisans. En trois jours, Garibaldi avait « sous les armes trois mille hommes, et se portait sur « Brescia. Mais les évènements marchaient avec la rapi- « dité de la foudre. Interrogé à son quartier-général, « près Crémone, sur ses plans stratégiques, le roi répon- « dit d'abord qu'il avait l'intention de déployer son ar- « mée entre le Pô et l'Adda, appuyant sa droite sur Cré- « mone, et sa gauche sur Pizzighettone; et, le lende- « main, il déclara qu'il défendrait la ligne de l'Adda « inférieure jusqu'à Cassano, et que Milan eût à garnir « l'Adda supérieure, depuis Cassano jusqu'à Lecco. Ce « fut alors que le comité, acceptant l'offre de plusieurs « ingénieurs de la ville, les envoya sur la ligne de l'Adda « diriger les travaux de fortification, tels que de couper « des routes et de miner des ponts, travaux qui furent « entrepris avec la plus grande célérité. Le 1er août, en- « core, le comité proclama l'enrôlement en masse des ci- « toyens de dix-huit à quarante ans, et dirigea ensuite sur « l'Adda les hommes armés de fusils, ainsi que ceux qui « portaient les haches, les pioches et les pelles nécessaires « aux travaux de fortification de cette ville, pour la dé- « fense de laquelle on rappela, en outre, de Brescia les « troupes mobilisées du général Zucchi et les bandes

« soldées de Garibaldi ; Milan seul et sa banlieue furent « exemptés de l'appel en masse, parce que l'approche de « l'ennemi rendait nécessaires à la ville une bonne « garnison et des bras vigoureux pour travailler aux for- « tifications projetées, le 30 juillet, par un conseil de « guerre composé des généraux présents à Milan, de « deux officiers supérieurs d'artillerie et du génie (Ca- « dorna et Pettinengo), et d'autres personnes choisies « parmi les plus habiles ingénieurs du pays.

« La nouvelle du passage de l'Adda par l'armée autri- « chienne répandit à Milan de nouvelles alarmes, et, dans « la nuit du 2 au 3 août, une députation, composée de « deux membres du comité de salut public, le général « Fanti et l'avocat Restelli, et d'un membre du gouverne- « ment provisoire, M. Strigelli, se rendit à Lodi, afin de « connaître comment le roi entendait défendre Milan. »

La députation, arrivée à Lodi de grand matin, ne put être reçue par Charles-Albert; mais, s'étant présentée chez le général Bava, celui-ci lui affirma que *la volonté du roi était de voler avec son armée au secours des Milanais*, sur l'appui desquels il comptait, d'ailleurs, pour la défense de leur riche cité.

« Confiant dans l'assurance donnée par le général Bava, « au nom du roi, que celui-ci allait venir avec toute son armée défendre Milan, le comité prit toutes les mesures « pour que les points faibles entre Porta Tenaglia et Porta « Vercellina fussent garnis et renforcés le plus vite possible. « Or, tandis que, les jours précédents, on avait eu quel- « que difficulté à se procurer des bras, le 3 et le 4, au con- « traire, vu l'imminence du danger, l'affluence fut grande.

« Dans le conseil de guerre, réuni, le 3 août, par le « comité, on détermina, non seulement les fortifications « à établir, mais encore on régla le service de la défense « par arrondissements, nommant partout des comman- « dants, et pourvoyant les différents centres de défense « de tous les accessoires nécessaires, tels qu'artillerie, « génie, pompiers, ambulances, munitions, etc.

« La population accueillit avec enthousiasme toutes « ces dispositions de résistance, et si, par suite de la re- « traite de l'armée, un mouvement de stupeur avait glacé « toutes les âmes, une exaltation magique croissait main- « tenant à l'approche du danger qui menaçait la ville, et « au spectacle des efforts qu'elle faisait pour le re- « pousser.

« Dans la journée du 3, le peuple demandait déjà des « barricades, et en quelques endroits, surtout du côté du « château, on avait commencé à y travailler. Le peuple « se rappelait de quelle utilité elles lui avaient été pen- « dant les journées de mars, et il aimait à les relever, « espérant et désirant renouveler la gloire et le succès de « sa première lutte. »

Le général Olivieri, commissaire royal, qui, avec MM. Montezemolo et Strigelli, avait, sur un décret royal, pris en main, le 2 août, le gouvernement du pays, paralysa constamment l'élan du peuple, et empêcha tant qu'il put les énergiques mesures du comité.

« Le 4 août, dès le matin, le canon grondait, les esta- « fettes du camp et le bruit de la bataille toujours crois- « sant annonçaient l'approche de l'ennemi. Le peuple, « sans effroi, mais plein d'une noble inquiétude, deman-

« dait des armes à grands cris, et réclamait énergique-
« ment la construction de ses imprenables barricades.

« Sur les deux heures de l'après-midi, deux membres
« du comité, MM. Fanti et Restelli, se rendirent auprès
« du général Olivieri, pour lui exposer les dispositions
« généreuses du peuple et la nécessité des barricades;
« mais le général blâma la mesure comme hors de saison
« et impolitique, et parce qu'elle augmenterait les alar-
« mes de la ville, et parce qu'elle paraîtrait une insulte
« aux soldats piémontais et à leurs chefs, dans le nombre
« (40,000) et dans le courage desquels on semblait ne
« pas avoir de confiance!

« Une heure après, arrive la nouvelle d'une batterie per-
« due; on apprend qu'un bataillon a été fait prisonnier,
« et que l'ennemi s'est avancé jusque sous les portes de la
« ville. Alors, ne prenant plus conseil que de lui-même,
« le comité fit sonner le tocsin et battre la générale, et ce
« signal ne fut pas plutôt donné, que commença un de
« ces spectacles solennels et touchants qui donnent la
« mesure de ce qu'un peuple est capable d'opérer. Hom-
« mes, vieillards, femmes, enfants, de tout sexe, de tout
« âge, accoururent mettre la main aux barricades, avec
« cette joyeuse, mais austère sérénité, qui annonce la
« confiance dans la victoire.

« Vers minuit du même jour, Milan était couvert de
« barricades et offrait l'aspect d'un champ de bataille inat-
« taquable. Sur chaque visage, on lisait le désir de re-
« nouveler les cinq glorieuses journées de mars. L'en-
« thousiasme croissait à l'approche du danger. Quicon-
« que fut témoin de l'admirable élan du peuple milanais,

« ne pourra s'empêcher de déplorer amèrement qu'on lui « ait imposé une ignominieuse capitulation. »

Le 4 août, Charles-Albert entrait dans la ville, et établissait son quartier-général au palais Greppi. Vers quatre heures du soir, un des commissaires royaux apprenait à un des membres du comité que le roi avait envoyé à Radetzki deux de ses généraux, et, presqu'au même moment, le marquis Montezemolo se présentait au comité, pour lui déclarer que Charles-Albert le confirmait dans l'exercice de ses fonctions. Le même soir, un aide-de-camp du roi vint demander l'autorisation de brûler des maisons voisines des remparts, qui, disait-il, nuisaient aux moyens stratégiques arrêtés pour la défense. Le comité accorda sur-le-champ cette autorisation, et, la nuit entière, la ville fut illuminée par l'incendie, qui, au lieu d'être regardé par les citoyens avec un sentiment de tristesse, fut salué par des cris enthousiastes. Toute la garde nationale était sur pied, sous les ordres du général Zucchi, et l'attitude du peuple, à qui on avait enfin livré des armes, était des plus belliqueuses. Il faut rendre cette justice à l'armée piémontaise : soldats et officiers étaient admirablement disposés à partager avec leurs frères de Milan les périls et la gloire d'une résistance acharnée. Les citoyens attendaient avec une grande anxiété les premières lueurs du jour, certains que le bruit du canon et de la fusillade allaient se faire entendre. Au lieu de cela, un profond silence régna à Milan, le 5 août au matin. Charles-Albert, ayant mandé le corps municipal, l'informa des motifs qui l'avaient poussé à faire des propositions à Radetzki. Son principal but, disait-il, était celui d'épargner la ville. La

municipalité exprima le désir que le comité de salut public et l'état-major de la garde nationale reçussent les mêmes communications. En effet, les trois membres du comité, le général Zucchi, commandant en chef de la milice citoyenne, M. Georges Clerici, commandant en second, ainsi que quelques officiers, furent appelés; mais, le roi étant absent pour l'instant, ils ne purent conférer qu'avec les généraux Olivieri, Salasco et Bava.

« Le général Olivieri déclara que le roi était venu à « Milan avec la ferme résolution de défendre la ville; « mais que d'impérieuses circonstances l'avaient mis dans « l'impossibilité de réaliser un tel projet; que la malheu« reuse issue du combat de la veille avait amené la perte « d'une batterie; que le parc d'artillerie de gros calibre, « avec ses caissons, avait été intercepté; qu'il ne restait « plus de munitions que pour un jour; que malheureuse« ment l'argent manquait, et qu'il n'y avait pas assez de « vivres pour l'armée et les citoyens. »

L'étonnement des membres du comité et des autres citoyens représentant la ville de Milan fut extrême. Il y eut de très vifs débats, et M. Restelli surtout combattit avec énergie les assertions du général Olivieri, et partant la nécessité d'une capitulation. Mais celle-ci, malheureusement, était un fait accompli; et, en faisant appel au corps municipal, au comité de défense et aux chefs de la garde nationale, Charles-Albert n'avait eu pour but que de leur faire partager la responsabilité d'un acte humiliant. M. Restelli dit, au nom du comité, que les faits allégués, quant au manque de vivres et d'argent, n'étaient pas exacts, attendu qu'il y avait des farines pour huit

jours, et que, sachant quelle était la détresse des caisses publiques, le comité avait veillé à ce que les quatre millions de la cote de l'impôt forcé fussent versés au plus tôt. Relativement aux munitions, il assura que la ville en renfermait en abondance. M. Maestri, ainsi que les capitaines de la garde nationale Henri Besana et Paul Bonetti, s'associèrent complètement aux protestations de M. Restelli, et tous les citoyens présents s'accordèrent sur le fait de l'inébranlable résolution de la ville de s'opposer à l'entrée de l'ennemi. On demanda aux généraux si les troupes lombardes avaient été comprises dans la capitulation. Or, ils répondirent que leur avis était qu'elles pourraient, aussi bien que les autres citoyens, suivre l'armée sarde. Ainsi, on livrait à l'interprétation plus ou moins favorable de Radetzki la question de savoir si les douze à quinze mille hommes de troupes de ligne et les quatorze mille volontaires lombards seraient ou non fusillés !

« On ne sut pas plutôt à Milan qu'une capitulation « avait été signée, qu'un cri d'indignation, ou plutôt de « fureur désespérée, s'éleva partout. Le mot *trahison* cir- « cula bientôt dans la ville. « Plutôt mourir, disait-on, « que de voir encore les Autrichiens ! » Les premiers qui « annoncèrent la triste nouvelle furent massacrés par le « peuple en délire, comme des complices de la trahison, « ou des agents payés par l'ennemi pour répandre la con- « fusion et l'anarchie. L'hôtel Greppi fut entouré de bar- « ricades, toutes ses issues furent gardées, et, quand sor- « tirent les équipages et la suite de Charles-Albert, le « peuple détela les chevaux, et, avec les chariots renver- « sés, barra le passage. On alla jusqu'à tirer quelques

« coups de fusil contre les fenêtres de la chambre du roi.
« Sur ces entrefaites, MM. Pompeo Litta et l'abbé Anelli, « les seuls membres du gouvernement provisoire restés à « leur poste, prirent la parole, au nom du peuple, qui se « refusait à toute transaction avec l'ennemi, et publièrent « contre la capitulation une protestation, dont un exem- « plaire fut remis au roi. M. César Cantù s'associa à cette « démarche.

« A la vue de cette terrible réaction opérée dans l'es- « prit du peuple par la nouvelle de la capitulation, le « roi trembla. Il n'eut pas plutôt reçu la protestation des « deux membres du gouvernement provisoire, qu'il fit « proclamer sur son balcon que, puisque les citoyens « étaient si résolus à se défendre, ses enfants et lui étaient « tout prêts à verser leur sang pour la défense de la ville, « et qu'il ne cesserait de combattre pour l'indépendance « de l'Italie. On ne se fia point à ces promesses verbales, « et l'on exigea que cette proclamation fût imprimée, ce « qui eut lieu en effet. »

Mais la résolution d'exécuter la capitulation était bien arrêtée. Aussi, pendant que l'on continuait d'incendier les maisons du chemin de ronde et que l'on contremandait la marche de quelques corps, on faisait défiler les autres hors la ville, on dégarnissait les bastions, et, dans le camp, on activait les préparatifs de départ.

A cet instant suprême, les auteurs de la protestation que nous avons mentionnée plus haut firent afficher la proclamation que nous transcrivons ici :

« Citoyens,

« L'enthousiasme incomparable avec lequel cette popu-

« lation a protesté ce matin contre la capitulation con-
« sentie par le roi a été digne des héros des cinq jour-
« nées. L'honneur est sauf; mais les choses sont déjà ar-
« rivées à un tel point que nous sommes réduits à couvrir
« encore une fois d'un voile de deuil le drapeau tricolore,
« à baisser tristement la tête devant le sort, en nous
« écriant, nous aussi : *Il est trop tard!*

« Concitoyens, au milieu de la désorganisation des ad-
« ministrations, de la fuite des employés, les soussignés
« seuls sont restés pour remplir la tâche douloureuse de
« vous adresser les paroles suprêmes au nom de la pa-
« trie. Concitoyens, le cœur nous saigne en vous annon-
« çant la capitulation suivante :

CAPITULATION DE MILAN DU 5 AOUT 1848.

1° La ville sera épargnée.

2° S. E. le maréchal promet, en ce qui dépend de lui, d'avoir, par rapport au passé, tous les égards qu'exige l'équité.

3° Le mouvement de l'armée sarde se fera en deux jours d'étape, ainsi qu'il avait été convenu avec les généraux.

4° S. E. accorde à tous ceux qui voudront sortir de la ville la libre sortie par la route de Magenta, jusqu'à demain, à huit heures du soir.

5° Par compensation, le maréchal demande l'occupation militaire de la *Porte-Romaine*, ainsi que l'entrée et l'occupation de la ville pour midi.

6° Le transport des malades et des blessés aura lieu pendant les deux jours d'étape.

7° Toutes ces conditions ont besoin d'être ratifiées par S. M. sarde.

8° S. E. le maréchal demande la délivrance immédiate de tous les généraux, officiers et employés autrichiens qui se trouvent à Milan.

(Signé par le maire de Milan et par les chefs d'état-major des deux armées.)

« Vous voyez qu'on promet d'épargner la vie, l'hon« neur, la fortune des citoyens. Plaise à Dieu que la pro« messe ne soit pas mensongère !

« Mais vous, jeunes gens robustes, vous qui, tous tant « que vous êtes, pouvez encore porter un fusil et endurer « les fatigues d'une marche, il vous reste à faire une pro« testation solennelle en faveur de la Lombardie. Non, la « patrie ne périt pas avec les murailles ! non, la patrie « italienne ne succombe pas sous la force brutale qui s'in« titule droit ! Émigrons tous avec nos armes. A la suite « de cette armée piémontaise et ligurienne, qui s'éloigne « tristement d'un pays qu'elle avait juré d'aider à s'af« franchir, retirons-nous sur la terre d'exil, qui sera « pour nous la patrie, puisqu'elle sera italienne. L'Eu« rope demeurera frappée de cette résolution énergique ; « puis, dans une même pensée, dans une même es« pérance, nous tiendrons haut et ferme la bannière que « nous avions arborée sur les barricades, en ne cessant « de protester contre une domination violente, et en gar« dant la confiance qu'un jour viendra où nous arbore« rons de nouveau les trois couleurs sur les tours de no« tre cité !

« Qu'à six heures du soir, tous ceux qui sont dans l'in-
« tention d'émigrer se trouvent réunis sur la place d'ar-
« mes, munis de leurs armes et animés de ce courage qui
« se retrempe dans les grandes épreuves. Le roi quittera
« cette ville le dernier. Nous serons avec vous, et, en
« faisant nos derniers adieux à cette terre bien-aimée,
« nous nous écrierons : vive l'Italie libre et indépen-
« dante !

« Milan, 5 août 1848.

« C. Cantu, P. Litta, A. Anelli. »

Jusque-là, la garde nationale et le peuple s'étaient tenus à leur poste, prêts à se battre ; mais quand la fatale vérité fut connue, et que l'on eut la certitude de l'abandon de Charles-Albert, un immense désespoir saisit les citoyens. Qu'il suffise de dire que cette journée néfaste fit perdre la raison à une trentaine d'individus. A la pointe du jour, avant l'entrée des Croates, les trois quarts des habitants se précipitèrent hors de la ville. Des familles entières, qui n'avaient jamais quitté Milan, se traînaient sur les routes, sans savoir où elles iraient, ni comment elles pourraient subsister. On vit des soldats piémontais abandonner leurs drapeaux pour venir au secours des malheureux fugitifs, et porter dans leurs bras des enfants qui ne pouvaient plus marcher. Ce spectacle était d'autant plus douloureux que, de la haute Lombardie et de tous les districts environnants, des milliers d'hommes armés accouraient à la défense de Milan. Mais, à la nouvelle de la capitulation, ils se dispersaient en frémissant de rage. MM. Restelli et Maestri affirment qu'environ cinquante

mille hommes en armes étaient prêts à fondre sur les assiégeants, et M. Cattaneo écrit ces mots dans les dernières pages de son livre :

« Il y avait quatorze mille volontaires sur la ligne qui « s'étend de la frontière des Grisons jusqu'à Peschiera, et « de là jusqu'au lac de Côme. Ils auraient pu se concen- « trer et sauver Milan ; ils auraient pu encore défendre « les montagnes qui couvrent la moitié de la Lombardie ; « mais Charles-Albert avait pris son parti, et ses agents « avaient tout désorganisé. Le corps d'Apice, qui tant « de fois avait teint du sang de l'ennemi les neiges du « Wintschgau, fut obligé de se dissoudre, faute de vivres. « Griffini, qu'on avait laissé inactif à Brescia, à vingt- « cinq lieues derrière l'ennemi, se dirigea, par le passage « presque impraticable de l'Aprica, sur la frontière des « Grisons. Durando, après avoir livré aux Autrichiens la « vallée du Caffaro, se chargea de ramener tranquille- « ment en Piémont sept mille volontaires. Arrivé à Ber- « game, ce nouveau Xénophon refusa d'écraser les quinze « cents Autrichiens qui l'avaient laissé monter dans la « haute ville tambour battant et drapeau déployé, au mi- « lieu des acclamations du peuple. Cernuschi, qui était » là, le supplia vainement de ne pas laisser aux mains « des Croates un demi-million qui était dans la caisse de « la province, et qui aurait pu fournir du pain aux com- « battants. Garibaldi fut le seul qui cherchât à rallumer le « feu sacré ; mais il avait trop tardé ; il s'était, du reste, « renfermé dans un triangle, entre l'ennemi, la Suisse et « le lac Majeur, où il ne pouvait ni se nourrir, ni faire « aucun mouvement, et son chef d'état-major, Anzani,

« officier d'une intelligence supérieure, venait de mou-
« rir. Après quelques faits d'armes, les volontaires du-
« rent abandonner le sol lombard. »

Les passages que nous venons de citer (et encore ne contiennent-ils pas les faits les plus graves), nous paraissent accablants pour Charles-Albert, à qui plus d'une victoire aurait été nécessaire pour laver la tache imprimée sur son front par l'armistice du 5 août. Ajoutez à cela que, signé par le général Salasco, chef de l'état-major, les termes de ce dernier document furent dictés par le roi. On en eut la preuve, lorsque M. Salasco, attaqué violemment par la presse, publia, dans le n° 213 du journal, *Il Risorgimento*, une lettre où l'on remarque les mots suivants : « Ma
« conscience me dit, qu'en accomplissant mes devoirs de
« chef de l'état-major général, je n'ai fait qu'obéir stric-
« tement aux ordres de Sa Majesté. »

L'armistice portait que l'armée piémontaise eût à se retirer derrière le Tessin, et que les Autrichiens reprissent les mêmes positions qu'ils occupaient avant la guerre, ce qui entraînait la soumission pleine et entière des provinces lombardo-vénitiennes, ainsi que le retour des duchés sous leurs anciens gouvernements. Or, tout le monde sait qu'un armistice n'est autre chose qu'une suspension d'armes. Toute décision relative, soit à des cessions de territoires, soit à des redditions de places fortes, aurait dû, par conséquent, être ajournée. Aussi, un immense cri d'indignation s'éleva d'un bout à l'autre de l'Italie, à la nouvelle de l'armistice du 5 août, et l'opinion du plus grand nombre fut que Charles-Albert, en consentant à des clauses aussi iniques que désastreuses, n'avait eu

qu'une seule intention, celle de déguiser, sous une trève de quelques semaines, une paix définitive qu'on ne pouvait trop flétrir!

Après le récit que nous avons fait des tristes scènes dont Milan fut le théâtre pendant la journée du 5 août, on ne doit pas s'étonner si Charles-Albert ne parvint à se sauver de cette ville que grâce au dévoûment du général Bava. Celui-ci, à la tête des *Bersaglieri* et d'un bataillon des Gardes, réussit, non sans peine, à le dégager des rassemblements menaçants qui entouraient son palais. Le roi sarde, à peine arrivé en Piémont, publia, à Vigevano, à la date du 7 août, une proclamation adressée à ses soldats; puis, sentant la nécessité de répondre aux violentes attaques dont il était l'objet de la part des Lombards, il fit paraître une adresse aux peuples des États-sardes, adresse qu'il nous semble indispensable de relater:

« Peuples du royaume,

« L'indépendance de l'Italie m'a poussé à la guerre
« contre l'Autrichien. La valeur de mes troupes a semblé
« d'abord enchaîner la victoire. Ni moi, ni mes fils, n'a-
« vons reculé en face des dangers. La justice de notre
« cause enflammait leur courage et le mien.

« Mais le sourire de la fortune fut de courte durée.
« L'ennemi reçut des renforts considérables, et mes trou-
« pes, presque seules pour combattre, privées de vivres,
« ont dû bientôt abandonner les positions conquises, et
« les provinces rendues par elles à la liberté.

« Je m'étais retiré sur la ville de Milan pour la défen-
« dre; mais mon armée, épuisée par de longues fatigues,

« car la valeur des plus braves soldats a aussi ses limi-
« tes, ne pouvait affronter de nouvelles batailles.

« Il était impossible de soutenir un siège dans Milan; « l'argent, les munitions de guerre et de bouche man- « quaient. Peut-être, avec le concours des habitants, « nous aurions pu résister quelques jours, mais pour « nous ensevelir sous les ruines de la cité, sans espoir de « vaincre nos ennemis.

« Ce fut alors que, d'accord avec les Milanais, j'enta- « mai des négociations avec l'étranger.

« Je n'ignore pas les accusations dont quelques hom- « mes ont cherché à ternir mon nom. Je prends Dieu à « témoin de la loyauté de mes actions, et laisse à l'his- « toire le soin de les justifier.

« Une trêve de six semaines vient d'être conclue; dans « l'intervalle, j'obtiendrai une paix honorable, sinon la « guerre recommencera.

« Mon cœur a toujours battu pour l'indépendance de « l'Italie; mais l'Italie n'a pas encore montré au monde « ce qu'elle peut faire pour son affranchissement.

« Peuples du royaume, montrez-vous forts dans ce pre- « mier revers, mettez à profit les institutions libérales « dont vous jouissez. Vous m'avez fait connaître vos « vœux; non-seulement j'y ai accédé, mais encore j'ai la « ferme volonté de rester en tout temps fidèle à mes pro- « messes.

« Je n'ai pas oublié les acclamations dont vous m'avez « salué à mon départ. Au milieu du bruit des batailles, « elles charmaient encore mon oreille. Ayez confiance

« dans votre roi. La cause de l'indépendance italienne
« n'est pas perdue!

« Vigevano, 10 août 1848.

« CHARLES-ALBERT. »

Ce que nous avons dit des évènements de Milan répond assez, ce nous semble, à certaines assertions de Charles-Albert, coupable surtout d'insulte à l'Italie, accusée par lui *de n'avoir pas encore montré au monde ce qu'elle pouvait faire pour son affranchissement.* En écrivant ces mots, il oubliait le mouvement sublime qui agita la Péninsule tout entière au premier cri de l'insurrection de Milan, et l'enthousiasme immense avec lequel des milliers de volontaires accoururent sur le théâtre de la guerre de tous les points de l'Italie, malgré la mauvaise volonté des souverains. Il oubliait aussi que, par son ambition trop tôt manifestée, il avait encore ajouté à cette mauvaise volonté, et qu'en plaçant exclusivement sa confiance dans l'armée sarde, il avait contribué à éloigner les éléments précieux qui affluaient autour de lui de toutes parts. L'émigration lombarde s'empressa de publier une protestation solennelle contre le fatal armistice, protestation qui fut couverte de plusieurs milliers de signatures, et que suivit bientôt celle des ministres piémontais démissionnaires.

Vers la fin de juillet, un nouveau ministère, composé de MM. Casati, Pareto, Collegno, Ricci et Gioberti, avait succédé au cabinet Balbo, qui, pendant tout le cours de la guerre, avait fait preuve d'incapacité, tandis que les Chambres, au lieu de s'occuper avant tout des moyens d'activer la campagne contre l'Autriche, s'étaient perdues

en discussions oiseuses, et quelquefois même nuisibles à la grande cause du pays. Il nous suffira de rappeler, à ce propos, celle à laquelle M. Brofferio prit une part considérable, et qui roula sur la question, aussi délicate que prématurée, de savoir où siégerait le gouvernement du royaume de la Haute-Italie. Le ministère Casati, comprenant la gravité de la situation, avait proposé aux Chambres différentes mesures énergiques, et M. Collegno, ministre de la guerre, avait demandé, entre autres choses, la mobilisation de cinquante bataillons de la garde nationale. En effet, le parlement ayant approuvé cette mesure, un décret du régent, en date du 1[er] août, était venu en ordonner l'exécution. De plus, sur la proposition de MM. Boncompagni et de Ferraris, la Chambre des députés, après une discussion orageuse, avait consenti à réunir tous les pouvoirs dans les mains du gouvernement. En conséquence, le 2 août, le ministère avait été autorisé par le prince Eugène de Carignan à proclamer la levée en masse, et, le lendemain, d'autres mesures étaient adoptées par lui, parmi lesquelles on remarquait l'ouverture d'un registre spécial pour l'inscription des volontaires de dix-huit à vingt-un ans. Enfin, le 5 août, l'agitation du pays étant devenue de plus en plus grande, un Comité de salut public avait été institué. Tous ces faits, qui donnent la preuve du bon esprit qui animait le Piémont, aggravent encore, selon nous, les torts de Charles-Albert.

Comme consolation pour l'Italie, après les scènes douloureuses de Milan, un beau spectacle lui était donné, quelques jours plus tard, par la ville de Bologne.

Déjà, le 25 juillet, les Autrichiens avaient fait irruption

dans Ferrare. Malgré la protestation du prolégat Lovatelli contre cette invasion des États-Romains, le général Welden étant survenu, il s'avança vers le Bolonais, et, le 3 août, il publia une proclamation dans laquelle, se faisant fort de l'attitude gardée par Pie IX pendant la guerre, il menaçait des plus sévères châtiments les populations qui se seraient levées contre ses troupes, et rappelait, comme exemple de ses rigueurs, le triste sort de Sermide, mise à feu et à sang, parce que quelques-uns de ses habitants avaient tiré sur les soldats de l'empereur! Cette proclamation sauvage excita, à Bologne, une grande fermentation; laquelle augmenta encore dans la matinée du 8 août, à la nouvelle de l'approche des Autrichiens. Malgré des paroles toutes pacifiques adressées aux habitants par le prolégat Bianchetti, le peuple fait ses préparatifs en silence. Welden, arrivé devant Bologne, envoie dans la ville quelques-uns des siens, qui, entrant dans les cafés d'un air provocateur, font naître bientôt une rixe entre eux et les citoyens. Les Croates ont le dessous, et aussitôt Welden frappe la ville d'une contribution de cent mille piastres, et réclame huit ôtages. Le 9, un officier d'abord, puis un soldat, porteurs de dépêches adressées par Welden au prolégat, sont massacrés. M. Bianchetti, pour éviter à la ville de terribles représailles, prend la résolution de se rendre un des premiers, comme ôtage, chez le général autrichien; mais il arrivait à la porte San-Felice, contre laquelle les Autrichiens avaient braqué leurs canons, quand le combat s'engagea entre le peuple et l'étranger envahisseur. Au premier coup de feu, les cloches sonnent le tocsin. A cet appel, les braves Bo-

lonais accourent en armes de toutes parts, et, aidés par les carabiniers et les douaniers, ils repoussent l'ennemi, malgré ses canons et ses fusées à la congrève. Welden, furieux d'une défaite aussi inattendue, court à la porte Galliera, pour occuper une petite colline appelée *la Montagnòla*, servant de promenade publique, et dominant la ville. Malgré l'avantage de la position et le feu de leurs canons, qui ne cessent de tonner pendant quatre heures, les Autrichiens sont obligés de battre en retraite, en laissant cinquante des leurs dans les mains des Bolonais, sans compter une quarantaine de morts et un grand nombre de blessés. Du côté des nôtres, il y eut aussi quelques victimes, parmi lesquelles M. Buffagni, de Modène, qui, en 1831, s'était trouvé parmi les combattants de la maison de Cyrus Menotti, dans la nuit mémorable du 3 au 4 février. Le 10 août, les populations environnantes étant accourues à Bologne, et le colonel Belluzzi s'étant mis à la tête des troupes venues en toute hâte de la Romagne, le général Welden évacua le territoire, bien qu'il eût sous ses ordres trois mille hommes d'infanterie, cinq cents cavaliers et douze pièces de canon.

Ce même Welden avait cherché à pénétrer dans Venise, le 27 juillet, à l'aide d'un honteux stratagême. Voici la lettre qu'il écrivit de Mestre à M. Castelli, qui avait succédé à Manin dans la présidence du gouvernement de Venise :

« Après un combat acharné de trois jours, l'armée de « Charles-Albert a été complètement détruite. Nos trou« pes sont aujourd'hui campées sur l'Oglio.

« Je suis homme d'honneur; des mensonges seraient

« [illegible]
« [illegible]

« [illegible]
« [illegible] »

La [illegible] du gouvernement provisoire fut digne de Venise [illegible] cette ville généreuse, bien que dé[illegible] par Charles-Albert, sut, grâce à ses énormes sacrifices et au dévouement des volontaires accourus pour la défendre, maintenir son indépendance et sauvegarder l'honneur des armes italiennes. Au commencement de la guerre, les Autrichiens, débarqués subitement à Caorle, attaquent Chioggia, mais échouent devant l'énergie de la population. Assaillie du côté de la terre ferme, le 18 juin, la garnison de Venise repousse les Autrichiens. Le 8 juillet, le général Ferrari fait une reconnaissance aux *Cavanelle*, à la tête de quatre bataillons de volontaires. Mais l'ardeur peu réfléchie de ces fougueux jeunes gens nuit à l'attaque, et Ferrari est obligé de battre en retraite, après avoir perdu cinquante hommes. D'autres faits d'armes se succèdent ; mais jamais les Autrichiens ne parviennent à franchir les lagunes, protégées par cinq cent cinquante pièces en batterie, indépendamment des forces maritimes qu'on avait su rassembler en peu de temps.

Lors du vote d'annexion aux États-Sardes, MM. Colli et Cibrario s'étaient rendus à Venise en qualité de commissaires royaux, et avaient, avec M. Castelli, constitué le gouvernement de la ville. A la nouvelle de l'armistice de Milan, un grand mouvement se fit à Venise, et la population se porta en masse sous les fenêtres des commissaires piémontais, en criant : *A bas Charles-Albert! et*

vive la République! Manin, toujours prêt dans les moments difficiles, se présente au peuple, et, par sa parole aussi sincère qu'éloquente, parvient à le calmer. Puis il s'abouche avec MM. Colli et Cibrario, et, s'étant mis d'accord avec eux, se montre au balcon, il annonce au peuple la convocation d'une Assemblée nationale pour le 13 août. « Mais d'ici là, ajoute-t-il, il vous faut un gouvernement; « voulez-vous que je m'en charge? » Une immense acclation répondit à ces mots, et Manin resta investi d'une espèce de dictature jusqu'à la réunion de l'Assemblée nationale, qui, après avoir approuvé de tout point la conduite de l'illustre citoyen, le plaça, ainsi que Cavedalis et Graziani, à la tête du gouvernement. On ne pouvait faire un meilleur choix, et l'ordre et la bonne administration dont Venise n'a cessé de jouir l'ont prouvé suffisamment.

La petite place d'Osopo s'opposa à l'exécution de l'armistice, et, par sa longue résistance, ajouta une nouvelle protestation à l'acte fatal du 5 août. Garibaldi, dont nous avons parlé plus haut, s'était retiré sur le territoire de Varèse, et, quoique attaqué par des forces supérieures, il avait su s'y maintenir jusqu'au 26 août; mais, les Autrichiens ayant reçu de nouveaux renforts, il fut forcé de se réfugier en Suisse. Cette résistance du fameux chef de *guérillas*, prolongée pendant vingt-un jours, n'en mérite pas moins d'être vantée, et on ne saurait trop le louer d'avoir été le dernier à désespérer du triomphe de nos armes.

Le contre-coup des malheureux évènements de la Haute-Italie se fit grandement sentir dans le reste de la Péninsule, mais surtout en Toscane et dans les États-Romains.

Déjà, le 30 juillet, à la première nouvelle des revers de l'armée sarde, une grande manifestation avait eu lieu à Florence, manifestation à la suite de laquelle le ministère Ridolfi, accusé de mollesse excessive, s'était retiré, et les Chambres avaient adopté des mesures militaires assez énergiques. Mais les nouveaux membres du cabinet, présidé par M. Capponi, ayant bientôt suivi les errements de de leurs prédécesseurs, l'agitation populaire n'avait fait qu'augmenter. Un évènement de peu d'importance faillit, dès le mois d'août, exciter cette révolution, qui changea depuis en République le gouvernement constitutionnel de la Toscane. Nous voulons parler de l'arrivée à Livourne du père Gavazzi, barnabite célèbre pour ses prédications politiques, dont l'effet était immense sur les masses. Très populaire dans les villes où il avait passé, il l'était surtout à Livourne. Aussi, à son arrivée en rade, malgré l'ordre donné par le gouvernement de ne pas le laisser débarquer, une députation de la ville alla le prendre à bord, et l'amena à son hôtel, aux acclamations de la foule. Le père Gavazzi devait se rendre à Bologne, sa ville natale, dans le but d'en électriser encore plus la population, et de la mieux disposer à repousser une nouvelle invasion autrichienne. Il partit donc de Livourne, accompagné de quelques citoyens, pour se rendre à sa destination, en passant par Florence. Le gouvernement, informé de son départ par le télégraphe électrique, au lieu de tolérer son passage sur le territoire toscan, voulut faire acte d'autorité, et ordonna son arrestation, qui, en effet, fut opérée à quelques lieues de Florence. La nouvelle de ce fait ne tarda pas à être connue à Livourne, et aussitôt la plus

grande irritation s'y manifesta. Une masse d'hommes du peuple se présenta tout à coup chez le gouverneur, et le traîna en prison. Deux heures après, la citadelle était envahie, et les armes qu'elle contenait enlevées par les assaillants. La garde nationale, seule force armée qui se trouvât dans la ville, n'opposa aucune résistance à l'entraînement populaire, et, le lendemain, trois hommes des classes inférieures ayant été tués, à l'arsenal, par les gardes civiques formant le poste, la milice citoyenne perdit toute autorité dans la ville. Dès lors, le peuple fut complètement maître de Livourne. Le cercle politique de la ville, présidé par M. Pensa, chercha à contenir le mouvement dans de justes limites, pendant qu'un moine dominicain, le père Meloni, s'efforçait par son éloquence populaire de calmer la foule irritée. Pour l'honneur du peuple de Livourne, il faut dire que pas un seul excès ne fut commis, que les propriétés furent constamment respectées, et que l'ordre, à part l'agitation inévitable dans de pareils moments, ne cessa point de régner. Bientôt, un comité de salut public fut nommé par acclamation populaire, et aussitôt sa voix fut écoutée avec la plus grande déférence. Ce mouvement de Livourne n'avait en réalité d'autres motifs que la désaffection du pays envers un gouvernement qui n'avait pas répondu à son attente, pendant la guerre de l'indépendance, et qui, alors même, ne semblait avoir aucun souci de réparer les torts du passé. Il eût donc suffi de satisfaire au vœu public concernant la guerre nationale, pour calmer les esprits. Il était nécessaire, en outre, de ne déployer aucune rigueur contre Livourne, ville dont la population est des plus susceptibles,

et que le moindre malentendu peut soulever. Or, le gouvernement, après avoir répondu vaguement aux différentes députations envoyées par le comité de salut public, dirigea sur Livourne un corps de troupes, sous les ordres du colonel Cipriani, qu'il investit du titre et des pouvoirs de commissaire extraordinaire. La population livournaise, qui, pendant plusieurs jours, s'était opposée obstinément à l'entrée de la force armée, sur l'assurance qui lui avait été donnée qu'aucune rigueur ne serait exercée, avait fini, non-seulement par admettre les soldats, mais par fraterniser avec eux. La tranquillité n'aurait donc été troublée en aucune façon, sans une proclamation menaçante du colonel Cipriani, proclamation arrachée aussitôt que placardée, et qui, donnant lieu à des collisions entre le peuple et la troupe, ne tarda pas à amener le combat. L'issue en fut malheureuse pour cette dernière, car les carabiniers seuls firent tête aux hommes du peuple, tandis que la ligne abaissait ses armes devant les citoyens. M. Cipriani, après avoir occasionné la guérre civile, voyant toute résistance impossible, chercha son salut dans la fuite. Ce fut alors que M. Montanelli fut envoyé à Livourne comme gouverneur, et, en effet, aidé de M. Guerrazzi, il parvint à rétablir le calme dans la ville. Mais une grave atteinte avait été portée à l'autorité du gouvernement, et les évènements que nous avons racontés ne devaient pas peu contribuer à la révolution dont la Toscane fut bientôt le théâtre.

Le duché de Modène était occupé, le 7 août, par les Autrichiens, et ce même duc François V, qui s'était enfui avec eux, rentrait à leur suite. Le duché de Parme et

Plaisance subissait aussi de nouveau l'invasion étrangère. Mais Louis de Bourbon, persuadé peut-être que le règne de l'Autriche en Italie ne serait pas long, se tenait à l'écart.

Rien ne saurait peindre la désolation des duchés et de tous les pays rentrés sous le joug autrichien, joug que la victoire rendait encore plus dur. Ajoutez à cela que les finances de l'Autriche étant dans le plus triste état, l'armée impériale prélevait sur la malheureuse Italie l'argent nécessaire à son entretien. Enfin, tous les pouvoirs étaient concentrés dans les mains de l'autorité militaire, et celle-ci en usait de la manière la plus barbare contre un peuple à qui elle reprochait sans cesse sa récente rébellion.

Dans les États-Romains, l'agitation était permanente, et la tentative de Welden sur Bologne avait surexcité encore l'esprit public. En même temps, la désaffection envers Pie IX ne faisait qu'augmenter. Celui qui écrit ces pages était à Rome, lorsqu'arriva dans cette ville la nouvelle des revers de l'armée sarde, et il fut témoin des scènes les plus étranges. D'abord, le 30 juillet au soir, le bruit d'une grande victoire remportée par l'armée sarde s'étant répandu dans la ville, une joie indicible y avait éclaté. Une promenade aux flambeaux, à laquelle prit part une foule immense, fut organisée aussitôt, et, au lieu de l'ancien cri : *vive Pie IX!* on entendit retentir pendant la nuit entière celui-ci : *vive Charles-Albert, roi d'Italie!* entremêlé parfois de ces mots : *à bas les prêtres!* Le lendemain, la triste vérité fut connue, et à la joie succéda une consternation profonde; puis une colère sombre, qui se traduisit bientôt en démonstrations populaires menaçan-

tes. La Chambre des députés, sur qui cet état de choses avait réagi fortement, traduisit le sentiment public dans une adresse à Pie IX, empreinte du plus vif patriotisme; mais le pape ayant répondu, selon son habitude, en termes vagues, le ministère Mamiani offrit sa démission. De là, un redoublement d'agitation dans la ville, et partant une demi-promesse de la part de Pie IX de consentir aux mesures énergiques exigées par la situation. Mamiani se résigna, de son côté, à rester encore au pouvoir. Le 2 août, la Chambre des députés vota à l'unanimité : 1° la mobilisation de douze mille gardes nationaux; 2° l'organisation d'une légion étrangère de douze mille hommes ; 3° la nomination d'un bon général italien, en qualité de chef de l'armée; 4° un subside de quatre millions de piastres affecté au département de la guerre. Ces décrets, présentés le même jour aux membres du haut conseil, furent votés par eux aussi unanimement qu'ils l'avaient été par la Chambre des députés. Mais le mauvais vouloir du pape et de sa camarilla paralysèrent en grande partie l'effet des mesures adoptées par le parlement. Quelques jours après, M. Mamiani, fatigué de l'opposition sourde de la gent cléricale, et de l'indécision calculée de Pie IX, se retira définitivement, et fut remplacé par le comte Fabbri, excellent patriote, mais qui, affaibli par l'âge, était encore moins fait que M. Mamiani pour dominer une situation extrêmement difficile.

Le royaume de Naples, désarmé presque en entier, après la triste issue de l'insurrection des Calabres, et livré au bon plaisir du roi, qui s'appuyait uniquement sur la soldatesque, ne pouvait plus rien désormais pour la cause

italienne. Cependant, la Chambre des députés, réunie le 1er juillet, dans sa réponse au discours prononcé par le duc de Serra-Capriola au nom du roi, fit entendre de nobles paroles au nom de l'Italie[1]. Malheureusement, il n'était donné à l'assemblée que de former des vœux stériles, et même à l'égard des questions de l'intérieur, elle était condamnée à une fatale impuissance. Dissoute le 15 mai, elle avait protesté d'une manière solennelle contre une pareille violence. Pour être conséquente avec elle-même, elle n'aurait jamais dû se rendre à l'appel que lui fit le roi, car, en se réunissant sur son invitation, elle acceptait toutes les violations dont Ferdinand II s'était rendu coupable envers la loi fondamentale de l'État. Le roi comprit si bien la triste position dans laquelle la Chambre des députés s'était placée, qu'il la traita, dès lors, avec le plus grand dédain. Il alla jusqu'à refuser de recevoir l'adresse en réponse au discours de la couronne. Ses ministres, fidèles interprêtes des sentiments de leur maître, faisaient preuve d'une assurance extraordinaire vis-à-vis des représentants du pays, dont l'opposition, quoique incessante, n'avait aucun résultat. M. Bozzelli, le plus impopulaire parmi les ministres, était aussi le plus outrecuidant en présence de la Chambre, qui, cependant, ne lui épargnait pas les apostrophes les plus dures. Durant deux mois environ, une improbation presque continuelle se manifesta à l'égard du ministère, et, certes, il faut savoir gré à l'opposition du courage qu'elle montrait, bien que les deux garanties

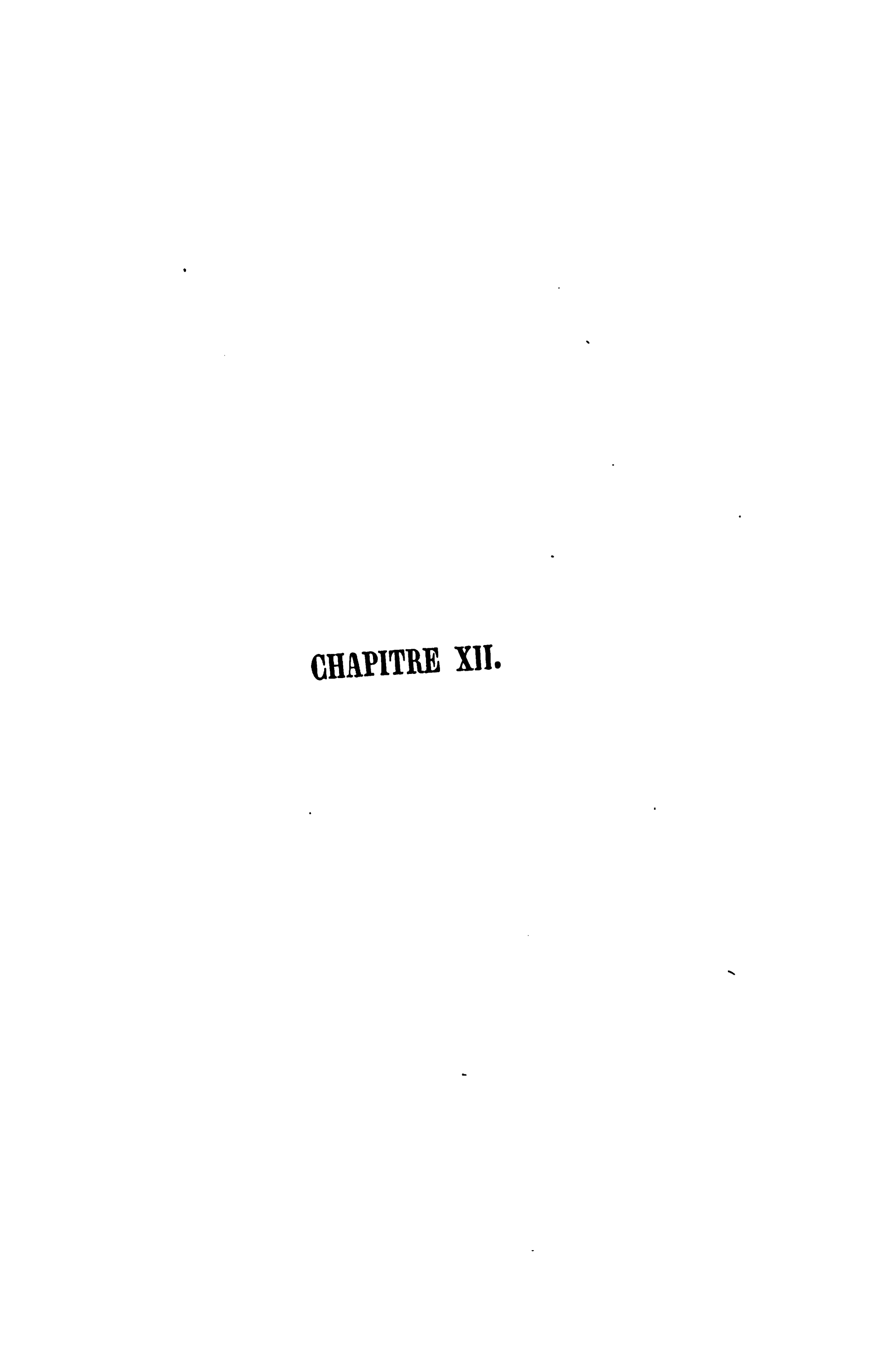
[1] Il est à remarquer que les collèges électoraux, appelés le 15 juin à nommer de nouveaux députés, avaient déclaré presque tous vouloir maintenir les nominations faites le 18 avril!

principales du régime constitutionnel, la liberté de la presse et l'institution de la garde nationale, fissent défaut au parlement. Le gouvernement, dans les premiers jours de juin, effrayé par l'insurrection des Calabres (à laquelle seule on doit attribuer le maintien de la forme constitutionnelle), avait organisé un simulacre de milice citoyenne, composée de deux mille hommes environ, recrutés, pour la plupart, dans le parti royaliste. La Chambre, sentant donc l'urgente nécessité de la reconstitution de la garde civique, songea d'abord à la loi qui la concernait. Une commission fut formée à ce sujet, et M. Imbriani, ayant été nommé rapporteur, prononça un discours fort remarquable, où il s'attacha surtout à démontrer, et l'illégalité du désarmement général des citoyens, et l'impérieux besoin de remettre en vigueur, dans un bref délai, la plus puissante sauvegarde des libertés publiques. Le ministère devait répondre bientôt par la prorogation des Chambres aux paroles de M. Imbriani, dont le projet de loi resta, dès lors, à l'état de rapport. D'autres députés firent entendre de nobles accents sur différentes questions: M. Scialoja, à propos des Siciliens faits prisonniers dans les eaux de Corfou; M. Massari, relativement à la question italienne, et plusieurs membres sur l'horrible assassinat de leur collègue, M. Carducci. Ce dernier s'était rendu en Calabre avec Ribotti. Les Siciliens ayant quitté la Calabre-Citérieure, Carducci prit la résolution de se jeter dans la province de Salerne, dont il était député, avec la pensée de se mettre à la tête de l'insurrection qui s'y préparait, et qui éclata, en effet, dans les derniers jours de juillet. Débarqué à Sapri, il fut attiré dans un infâme

guet-apens, par un prêtre royaliste appelé Peluso, et lâchement égorgé dans une grotte. Or, croirait-on que, non-seulement les assassins ne furent pas arrêtés, mais que le principal d'entre eux, l'exécrable Peluso, se promena bientôt impunément dans les rues de Naples! Ce fut sur un forfait accompagné de circonstances aussi épouvantables, que roulèrent, à différentes reprises, les interpellations de la Chambre, sans qu'elle pût obtenir une réponse satisfaisante du ministre de la justice; et, aujourd'hui encore, le sang du député assassiné crie vengeance, au nom des lois indignement foulées aux pieds! Le misérable état des Calabres et la question sicilienne attiraient aussi l'attention de la Chambre, et étaient l'objet de commentaires souverainement odieux au ministère, d'autant plus que l'intention bien arrêtée du roi était de reconquérir la Sicile à tout prix. Aussi, pour éviter tout débat sur ce point, Ferdinand décida de proroger les Chambres au 30 novembre.

Une fois l'insurrection calabraise réprimée, la reprise des hostilités contre la Sicile devait tôt ou tard avoir lieu. Toutefois, Ferdinand II aurait reculé quelque temps encore devant les moyens extrêmes, si la Sicile n'avait pas fait la faute de se donner un autre roi, en appelant au trône le second fils de Charles-Albert. Le 10 juillet, après une discussion qui se prolongea fort avant dans la nuit, le parlement sicilien avait proclamé à la fois sa nouvelle constitution (réformée sur les bases de celle de 1812), et l'élection du duc de Gênes. Cette mesure, nous le répétons, fut une grande faute, car, d'un côté, par la formation d'un nouveau royaume, elle ajoutait au fractionnement

de l'Italie ; de l'autre, c'était une provocation trop directe envers le roi de Naples pour que celui-ci pût rester inactif. La Sicile, après avoir déclaré la dynastie des Bourbons déchue du trône à tout jamais, n'aurait dû songer qu'à s'organiser intérieurement, et surtout à se créer des forces militaires suffisantes, en ajournant à l'époque où l'Italie serait tout-à-fait indépendante la décision de ses propres destinées. Mais, en admettant un instant la nécessité pour elle de faire élection d'un roi, elle aurait mieux agi dans l'intérêt de la future unité nationale italienne, en appelant à régner sur elle le monarque qui, à cette époque, semblait si près de ceindre son front de la couronne de l'Italie tout entière. Elle préféra jeter un nouveau défi au roi de Naples ; or, celui-ci ne tarda guère à relever le gant, en renouvelant une guerre doublement impie, et parce qu'elle avait lieu entre deux peuples frères, et parce qu'elle retirait à la grande lutte nationale le précieux concours des forces militaires des Deux-Siciles.



CHAPITRE XII.

CHAPITRE XII.

Départ de l'expédition pour Messine. — Le général Filangieri. — Attaque de la ville. — Lutte acharnée. — Bombardement et incendie. — Résistance désespérée. — M. Piraino à bord de l'escadre Anglo-Française. — Prise de Messine. — Actes de barbarie commis des deux côtés. — Pertes essuyées par les Napolitains. — Leur apologie devant la Chambre des pairs par Filangieri. — La Sicile perdue pour les Bourbons. — Les représentants de la France et de l'Angleterre arrêtent les hostilités. — Leur conduite étrange. — Avènement, en Piémont, du ministère Pinelli. — Son impopularité. — Société de la Confédération italienne. — Congrès de Turin. — Projet d'une Constituante italienne, et ce qu'on doit en penser. — Précieuse occasion perdue de recommencer la guerre. — Tentative du parti républicain en Valteline. — Changement de ministère en Toscane. — Manifeste de Montanelli relatif à la Constituante. — Le ministre Rossi. — Défiance de l'opinion publique à son égard. — Convocation des Chambres, le 15 novembre. — Mort de Rossi. — Journée du 16 novembre. — Demandes du peuple. — Réponse évasive de Pie IX. — M. Galletti médiateur. — Insolence des Suisses. — Le sang coule. — Siège du Quirinal. — Le pape finit par céder. — Réponse aux attaques de la presse réactionnaire. — Nouveau ministère. — Fuite de Pie IX. — Triste rôle joué par le corps diplomatique. — Lettre du pape à M. Sacchetti. — Attitude de la ville de Rome. — Démarche du ministère auprès du pontife. — Réponse de ce dernier à M. Sacchetti. — Arrêté des Chambres. — Nouvelle députation envoyée inutilement à Gaëte. — Institution d'une junte suprême d'État. — Convocation d'une Assemblée Constituante. — Le ministère se change en commission provisoire de gouvernement. — Retraite de Mamiani. — Misérable état du royaume de Naples. — Insolence de la soldatesque et courage civique des libéraux. — Souffrances horribles des provinces foulées par l'Autriche. — Coup-d'œil sur la situation de Venise. — Beau fait d'armes du 27 octobre. — Mort glorieuse d'Alexandre Poerio. — Sacrifices énormes faits par les Vénitiens. — Gioberti, ministre à Turin. — Malgré son programme, il continue la politique de ses prédécesseurs. — Réflexions générales et conclusion.

A peine les Chambres napolitaines étaient-elles prorogées, que l'expédition destinée à soumettre la Sicile par-

tait de Naples. Ferdinand II en confiait le commandement au général Filangieri, ancien soldat de l'Empire, qui, en devenant l'instrument du Bourbon dans la direction d'une guerre fratricide, ne craignait pas de déshonorer l'un des plus beaux noms de l'Italie [1]. On s'attendait à voir les amiraux Parker et Baudin mettre obstacle au départ de la flotille napolitaine cinglant vers Messine, mais il n'en fut rien, et les soldats de Ferdinand purent aller librement porter la désolation et la mort dans Messine.

Le 3 septembre, à la pointe du jour, six bateaux à vapeur et vingt barques canonnières chargées de troupes ouvrirent le feu, sous la protection des batteries de la citadelle et du fort *Dom Blasco,* contre le fort de *Mare-Grosso*, qui fut bientôt réduit au silence. Ce premier succès permit aux Napolitains de débarquer, puis d'opérer leur jonction avec les troupes sorties de la citadelle, enfin d'attaquer la ville. Pendant que les Siciliens se disposaient à repousser l'ennemi, leurs batteries commencèrent à foudroyer la citadelle, la plaine de Terra-Nova et les forts de *Dom Blasco* et du *Salvatore*. Aussitôt les boulets, les grenades, les bombes et les fusées à la congrève pleuvent de tous ces points sur la cité, où l'incendie ne tarde pas à se déclarer. Malgré cela, les colonnes des assaillants sont refoulées de toutes parts vers la citadelle ou obligées de se rembarquer. Quant aux batteries, elles ne cessent leur feu qu'à la nuit tombante. Le lendemain la lutte recommence, et le bombardement produit à Mes-

[1] Le général Filangieri est fils de l'illustre publiciste, qui, dans les dernières années du XVIII[e] siècle, faisait paraître un ouvrage des plus remarquables, intitulé : *Science de la législation*.

sine des effets encore plus désastreux que la veille, car l'incendie étend de plus en plus ses ravages, malgré tous les efforts des habitants pour l'éteindre, tandis que la fumée empêche de distinguer les mouvements de l'ennemi. Messine compte déjà un grand nombre de victimes; toutefois ses batteries n'en dirigent pas moins un feu bien nourri sur la citadelle. Les hostilités sont encore suspendues par la nuit, puis elles reprennent, le 5 septembre au matin, avec une nouvelle fureur, sans que la résistance des habitants devienne moins vive. Le quatrième jour arrivé, le feu des batteries se ranime des deux côtés, avec des chances égales; mais, vers huit heures du matin, treize bateaux à vapeur, remorquant trois frégates et vingt-deux barques canonnières remplies de soldats, se dirigent vers le *Dromo*, dans le but d'y effectuer un débarquement. Ce point de la côte avait été choisi de préférence, parce qu'il était placé hors de la portée des batteries siciliennes, et devait, par conséquent, présenter moins de difficultés à surmonter. Le général Filangieri présidait lui-même à cette opération. Quoique les forces de l'ennemi fussent imposantes, la garde nationale de Messine, secondée par quelques escouades de soldats réguliers, s'avance à sa rencontre, et, l'attaquant à la baïonnette, le repousse jusqu'au bord de la mer. Ce succès coûta la vie au commandant en chef de la garde civique, le brave Pagnocco. Mais les soldats royaux, appuyés par de nouvelles troupes, reprennent bientôt l'offensive et s'avancent vers la ville, en livrant aux flammes tout ce qu'ils rencontrent sur leur passage. Un combat terrible s'engage alors, et la plus grande bravoure est déployée également des deux parts.

Le colonel La Masa se présente sur ces entrefaites à la tête de sa colonne, et l'arrivée de ce renfort détermine enfin la retraite des Napolitains. Pendant ce temps, le bombardement continue avec la plus grande vigueur, et l'incendie se propage dans tous les quartiers de la ville. Des palais, des couvents, des églises s'écroulent avec fracas, et leurs décombres rendent la circulation de plus en plus difficile. La ruine devient telle dans certaines rues que les habitants en masse sont forcés de quitter leurs maisons. Néanmoins, au milieu d'une scène de destruction aussi épouvantable, aucun murmure ne s'élève et nul acte de la population n'annonce la volonté de céder aux satellites du Bourbon. Mais déjà les positions occupées par les défenseurs de la ville ne sont plus tenables. Alors, ces combattants héroïques, accablés sous une pluie de bombes et de grenades, renfermés dans un cercle de feu, suffoqués par la fumée, se retirent sur des points moins exposés, bien décidés, toutefois, à prolonger leur résistance, quoique tout espoir de succès soit perdu. Dans l'après-midi, le commissaire du pouvoir exécutif se transporta à bord du bateau à vapeur anglais le *Gladiateur* et du vaisseau français l'*Hercule*, afin d'obtenir, par l'entremise de leurs commandants, la suspension des hostilités pendant vingt-quatre heures. Mais les conditions auxquelles il aurait fallu souscrire lui ayant paru inacceptables, sa démarche demeura sans effet. En attendant, les Messinois se soutenaient par des efforts inouïs, de telle sorte que les troupes de Ferdinand essayèrent en vain jusqu'au soir de pénétrer dans la ville. Le 7 septembre, le bombardement fut repris à sept heures du matin, et

en même temps de nouvelles attaques furent dirigées de toutes parts contre la ville. Les Siciliens défendent le terrain pied à pied, mais une nouvelle sortie de la garnison de la citadelle, ajoutée aux ravages, de plus en plus grands, causés par l'incendie, les obligent enfin à abandonner toutes leurs positions. Lorsque les troupes royales entrèrent dans Messine, d'immenses tourbillons de flammes et de fumée s'élevaient de onze foyers différents, tandis que des cadavres, des mourants et des blessés de tout rang, de tout sexe et de tout âge, gisaient au milieu des ruines embrasées. C'était un spectacle déchirant. Il n'empêcha pas, néanmoins, les dignes suppots de Ferdinand de commettre des actes d'une cruauté sauvage dans cette misérable ville de Messine. Il est vrai que les Siciliens ne furent pas moins barbares que leurs vainqueurs, car, pendant que les soldats du Bourbon égorgeaient des moines sans défense, quelques Messinois, sans égard pour la plus noble des causes, ne craignaient pas de torturer des prisonniers : crimes ordinaires des guerres civiles, que l'on ne saurait trop détester, et dont la responsabilité doit retomber, avant tout, sur la tête de Ferdinand, unique auteur d'une lutte exécrable suscitée entre des peuples frères !...

Il nous serait impossible d'indiquer au juste les pertes essuyées par les Messinois dans ces fatales journées de septembre, mais elles durent être très considérables, tant à cause du bombardement que des suites du combat, engagé souvent corps à corps entre les Siciliens et les Napolitains. Quant à ces derniers, il suffira de citer un passage du discours prononcé, à Naples, par le général Filangieri,

le 8 février 1849, à la chambre des pairs, dans le but de répondre aux attaques dont les troupes napolitaines envoyées contre Messine avaient été l'objet :

« Je fus obligé, dit-il, d'avancer à travers des jardins
« entourés de murs, entremêlés de maisons de campagne
« et d'autres édifices, dont plusieurs, le couvent de la
« Madeleine, par exemple, étaient fortifiés d'une manière
« formidable. Pour déloger les rebelles, et occuper suc-
« cessivement toutes les maisons du faubourg méridional
« de Messine, je dus employer tous les moyens que né-
« cessite la guerre de barricades. Il fallut enlever cha-
« que maison sous une grêle de balles. Les barricades,
« élevées à travers les rues de la ville et des faubourgs,
« étaient non-seulement protégées par un fossé large et
« profond, mais encore défendues par des pièces de ca-
« non. Les insurgés firent aussi jouer des mines qui nous
« tuèrent beaucoup de monde; mais ce qui irritait le
« plus le soldat, c'était la fusillade invisible qu'il était
« obligé d'essuyer à découvert. Dans un combat qui
« dura près de trente heures, et dans lequel nos troupes
« perdirent quarante-six officiers et mille trente-trois
« hommes, sur un effectif de six mille quatre cent sept
« soldats et de deux cent cinquante-cinq officiers, le sol-
« dat avait trop à faire pour se livrer à des actes de cruau-
« té, qui sont l'œuvre des lâches. »

Malgré les assertions du général Filangieri, nous n'en persistons pas moins à affirmer la barbarie de ses soldats, car elle nous a été attestée par des témoins oculaires, aussi bien que celle dont quelques Messinois n'eurent pas honte de se souiller. La prise de Messine restera gravée en ca-

ractères sanglants et ineffaçables dans l'histoire des Bourbons, et elle a ouvert un abîme entre la Sicile et la domination exécrée de Ferdinand II. Aussi, nous nous associons pleinement à la pensée exprimée par M. Amari dans la conclusion de la brochure que nous avons déjà citée :

« Pour la Sicile, dit-il, maintenir son émancipation ou « retourner sous les Bourbons, c'est la vie ou la mort. « Nous ne faisons pas de phrases. Pourrait-on se figurer « encore une fois roi de la Sicile, ce vieil ennemi vaincu, « condamné par la représentation nationale, par tous les « corps politiques constitués en Sicile, chassé, insulté de « mille manières, marqué au front du titre de *Bomba* sur « les pièces à son effigie, reproduit dans mille caricatures, « mutilé dans ses statues, surchargé des noms les plus « odieux, maudit par les enfants quand leur langue peut « à peine balbutier quelques mots? Supposons-le reli- « gieux au lieu de bigot, généreux au lieu de rancunier, « philosophe au lieu d'être imbu de préjugés; supposons- « lui enfin toutes les vertus qu'il n'a pas, comment pour- « rait-il gouverner encore une fois la Sicile? Y rentrera- « t-il par un arrangement? Dans quel cas pourrait-il y « avoir jamais de la confiance entre lui et les Siciliens, « entre ceux-ci et l'armée napolitaine, la cour, les minis- « nistres et tous leurs satellites !

« Non, la Sicile flétrie, foulée aux pieds, surchargée « de dettes, que trente parlements ne pourraient pas lui « épargner, tomberait dans la plus affreuse désorganisa- « tion sociale; les vengeances appelleraient les ven- « geances, la tyrannie nécessaire, inévitable, appellerait « de nouvelles révolutions, de nouveaux malheurs pour

« tous, prince et peuples. Et les Siciliens ont déjà
« mesuré de leur regard cet abîme. Ce serait de leur part
« un calcul, plus qu'un mouvement de rage, de se laisser
« tuer, de se faire hacher, plutôt que de se plonger dans
« l'abîme, plutôt que de saluer comme leur roi Ferdi-
« nand le *Bombardeur!* »

Les représentants de la France et de l'Angleterre, après avoir fait donner asile sur les navires de leur nation à des milliers de fugitifs messinois, prirent le parti, tant dans un intérêt d'humanité que dans celui des Français et des Anglais résidant en Sicile, d'arrêter les hostilités. Tout en louant cette résolution, nous ne pouvons nous abstenir de relever ce qu'il y eut d'étrange dans la conduite tenue à l'égard de la Sicile par les gouvernements de France et d'Angleterre. Au mois de juillet, lors de l'élection du duc de Gênes, les deux escadres en rade de Palerme avaient applaudi à cet évènement par des salves d'artillerie; puis un bateau à vapeur français avait transporté à Gênes les membres du parlement chargés d'aller offrir au fils de Charles-Albert la couronne de Sicile. C'était assez dire que les deux puissances reconnaissaient l'indépendance de cette île, et, par ces actes mêmes, elles s'obligeaient à la faire respecter. Il était donc fort singulier qu'elles eussent permis au roi de Naples l'expédition de Messine, d'autant plus qu'elles auraient dû en prévoir l'issue. Il est vrai qu'elles étaient toujours à même de mettre obstacle à la continuation de la lutte, et qu'elles l'arrêtèrent en effet; mais il est vrai aussi qu'elles n'exigèrent la suspension des hostilités que lorsque, des torrents de sang ayant été versés des deux côtés, toute conciliation était

devenue impossible entre les deux peuples. Toutefois, on doit leur savoir gré de leur démarche, car (à laisser de côté la Sicile) elle eut pour résultat, en tenant en échec les forces du roi de Naples, d'empêcher ce prince de les tourner contre Rome.

En Piémont, le ministère Pinelli avait fait place à celui que présidait M. Casati, et quelques jours lui avaient suffi pour devenir très impopulaire dans le pays, malgré son programme rempli de promesses et les soins donnés par lui à la réorganisation de l'armée. L'opinion publique, irritée de plus en plus contre l'armistice Salasco, s'indignait de tout ce qui pouvait éloigner la reprise des hostilités contre l'Autriche. Or, le nouveau cabinet avait commis la faute d'accepter la médiation anglo-française, médiation qui ne pouvait aboutir à aucun résultat honorable, car les prétentions de la cour de Vienne, surtout après la victoire, ne pouvaient nullement s'accorder avec le but suprême auquel doit tendre l'Italie. Des pétitions furent signées de toutes parts contre les nouveaux ministres, et la consulte lombarde[1], convoquée à Turin, au nom du roi lui-même, dès le 24 août, protesta solennellement contre toute paix avec l'Autriche, qui ne reposerait pas sur le principe de l'affranchissement plein et entier des provinces lombardo-vénitiennes. En même temps, la *Société de la Confédération italienne* se formait, et, présidée par M. Gioberti, elle lançait, le 17 septembre, un manifeste par lequel elle con-

[1] Cette *consulte* était composée d'un certain nombre d'émigrés lombards, et formait, sous la présidence de M. Casati, une espèce de représentation de la Lombardie.

voquait à Turin, pour le 10 octobre, un congrès ayant pour but l'établissement d'une constituante italienne. M. Gioberti écrivit, à cet effet, à plusieurs notabilités des différentes provinces de l'Italie, et, le 10 octobre, une assemblée assez nombreuse se réunit dans la capitale des États-Sardes, pour aviser aux moyens d'organiser une représentation générale des différentes parties de la Péninsule. Des discours éloquents furent prononcés à cette occasion ; un, entre autres, par M. Mamiani, chargé bientôt de rédiger le projet relatif à la constituante nationale. Pour donner une idée de la valeur de ce projet, il suffira de dire que son adoption (qui, du reste, eût été très incomplète, à raison du système ouvertement réactionnaire du gouvernement de Naples, et de l'occupation par l'Autriche des provinces lombardo-vénitiennes et des duchés) aurait fini par produire les mêmes résultats que la diète de Francfort. Or, vit-on jamais assemblée nationale offrir un spectacle plus ridicule à l'Europe? Et, en vérité, de quel poids aurait pu être une constituante ne représentant que le tiers de l'Italie, et dont les décisions n'auraient été appuyées par aucune force matérielle? Le congrès de Turin aurait mieux employé son influence, s'il s'était attaché exclusivement à pousser le ministère piémontais et les autres gouvernements italiens à la reprise des hostilités, alors surtout que, par l'insurrection de Vienne, la fuite de l'empereur et le soulèvement de la Hongrie, l'Autriche était à deux doigts de sa perte. Le parti républicain, toujours prêt à l'action, ne manqua pas de saisir une aussi précieuse occasion, et il opéra un mouvement insurrectionnel dans la Valteline ; mais, abandonné à ses

propres forces, il finit, après de nobles efforts, par succomber devant le nombre. Nous rappellerons, entre autres combats, celui de Germignaga, qui eut lieu le 2 novembre, entre quinze cents Autrichiens et quelques centaines d'insurgés. Ceux-ci, commandés par d'Apice, Arcioni et Medici, comptèrent jusqu'à deux mille hommes dans leurs rangs, et, par la connaissance qu'ils avaient du terrain sur lequel ils combattaient, ils auraient pu causer de grandes pertes à l'ennemi, si une armée régulière était entrée en Lombardie. De très vives interpellations furent adressées à ce sujet, par des députés de l'opposition, au ministère Pinelli, qui répondit, à son ordinaire, d'une manière évasive, et la Chambre eut le tort de passer à l'ordre du jour.

En Toscane, il se faisait un grand mouvement dans les esprits, et le ministère Capponi était réduit, le 13 octobre, à donner sa démission. Le même jour, Montanelli, gouverneur de Livourne, haranguait le peuple de cette ville, et lui faisait sa profession de foi politique. Il la développait quelques jours après, lorsque, arrivé au ministère avec MM. Guerrazzi, Ayala, Mazzoni, Adami et Franchini, il publiait un manifeste conçu d'après les principes les plus larges. Dans ce manifeste, on insistait surtout sur la nécessité de la guerre et sur la question de la constituante italienne. Quant à cette dernière, Montanelli publia bientôt un projet reposant sur des idées plus avancées que celle de Mamiani, et par cela même tout aussi peu exécutable. En effet, il ne faut pas s'y tromper, une véritable constituante italienne ne pourra avoir lieu, tant que le principe démocratique n'aura pas triomphé en Italie!

Dans les États-Romains, au ministère Fabbri avait succédé, dès le 16 septembre, le ministère Rossi, sous la présidence nominale du cardinal Soglia. Malgré les mesures adoptées par le nouveau cabinet, pour réorganiser l'armée et les finances, il n'avait pas tardé à exciter les défiances du pays par sa politique ambiguë, et, qui plus est, opposée au sentiment national le plus vif, celui de la haine contre l'Autriche. Toutefois, les Chambres devant être réunies le 15 novembre, on espérait que leur attitude ferme et digne aurait forcé le ministère à entrer dans de nouvelles voies. Aussi, un certain calme régnait dans l'État; mais il était facile de prévoir que la désaffection de plus en plus grande, causée dans les esprits par un gouvernement hostile au vœu public, devait, à la moindre occasion, se traduire en évènements graves. Le 14 novembre au matin, le bruit courut que la police, dont M. Rossi s'était réservé la direction, avait fait arrêter deux réfugiés napolitains, et qu'elle était dans l'intention de les livrer au gouvernement de Naples. On apprit en même temps que les carabiniers, appelés à Rome en grand nombre, avaient été harangués par M. Rossi, et distribués par fortes escouades dans les différents quartiers de la ville. Enfin, la gazette officielle du même jour avait ajouté à l'irritation publique, par un article plein de fiel contre les députés de l'opposition, coupables, aux yeux du ministère, d'avoir dignement répondu aux sentiments du pays.

Le 15 novembre, jour destiné à la réunion du parlement, une masse de peuple entourait les abords du palais de la Chancellerie, des plaintes nombreuses s'y faisaient entendre sur la difficulté qu'éprouvait le public

à assister aux séances des Chambres, par suite des mesures ordonnées par M. Rossi et du peu d'espace réservé pour les tribunes, qui ne pouvaient contenir au-delà de deux cents personnes. A une heure, arrive le ministre, accompagné de son collègue, M. Righetti, et aussitôt des huées et des sifflets se font entendre. M. Rossi eut le tort de se tourner vers le peuple d'un air dédaigneux, et de faire même, à ce qu'on assure, un geste menaçant. C'en fut assez pour que la foule irritée se précipitât de toutes parts autour de lui, et, dans ce moment, un coup mortel lui fut porté soudainement à la gorge par une main inconnue. Le ministre expira quelques instants après, et, il faut le dire, la nouvelle de sa mort n'excita qu'une légère émotion dans la ville, tant il était devenu impopulaire! Des scènes sauvages, que l'on ne saurait trop déplorer, eurent lieu le soir même de l'assassinat, sans que la force armée s'y opposât aucunement. Le lendemain, de grands attroupements s'étant formés dans les rues, la troupe, qui aurait dû les disperser, s'y associa, en fraternisant complètement avec la garde civique et le peuple. Une grande unanimité semblait régner dans la population. Une immense multitude, composée de toutes les classes, et dans laquelle on remarquait même un certain nombre de carabiniers, se dirigea sur la Chambre, pour inviter les députés à se rendre avec elle au Quirinal, dans le but de présenter au pape les demandes suivantes : — 1° Proclamation du principe de la nationalité italienne. — 2° Convocation d'une assemblée constituante, pour arriver à une confédération des peuples italiens. — 3° Exécution des résolutions prises par le parlement au sujet de

la guerre de l'indépendance. — 4° Adoption pleine et entière du programme dressé par M. Mamiani, le 5 juin. — 5° Formation d'un nouveau ministère, ainsi composé : Mamiani, Sterbini, Campello, Saliceti, Fusconi, Lunati, Sereni et Galletti. Ce dernier était désigné aussi comme commandant en chef des carabiniers.

La population, ayant ses députés en tête, se rendit à Monte-Cavallo. Elle était organisée par pelotons; mais elle n'avait pas d'armes, et rien dans son attitude ne décelait des intentions hostiles. M. Galletti, s'étant trouvé sur le passage du cortège, fut invité par le peuple à se joindre à la députation. Après une certaine attente, celle-ci sortit pour annoncer au peuple, par l'organe de M. Galletti, que le cardinal Soglia avait répondu, au nom du pape, que les demandes présentées seraient examinées, et qu'il était impossible de prendre une résolution sur-le-champ. Cette réponse évasive souleva de violentes exclamations dans la foule, et M. Galletti fut renvoyé au pape pour obtenir de lui une décision immédiate. Les portes du Quirinal avaient été fermées par les Suisses, et cinq d'entre eux gardaient l'issue principale. Aussi, M. Galletti parvint-il à grand' peine à être introduit, et, lorsqu'il arriva enfin jusqu'à la personne du pape, Pie IX lui répondit qu'il ne voulait point délibérer sous l'empire de la force, et qu'au surplus, il s'en remettait à la volonté de Dieu. Cette nouvelle réponse porta à son comble l'agitation de la multitude, qui se pressa de plus en plus contre les grilles du palais. Des gardes suisses ayant proféré des injures contre le peuple, furent désarmés, et les autres se réfugièrent aussitôt dans le palais, dont ils eurent soin de

refermer les portes. Quelques minutes s'étaient à peine écoulées, que plusieurs coups de feu partaient des grilles et des fenêtres du Quirinal, et tuaient ou blessaient des hommes du peuple. Alors le cri : *Aux Armes!* retentit sur la place, et, quelques coups de fusil ayant été tirés par la garde civique, le prélat Palma, qui par hasard se trouvait à l'une des croisées, fut frappé mortellement. Deux heures après, une multitude armée se joignait à la garde civique, pour cerner de toutes parts le palais pontifical. Un grand nombre de soldats de la ligne, suivis d'une pièce de canon, vinrent se réunir aux assiégeants. En même temps, toutes les rues aboutissant à Monte-Cavallo étaient gardées avec soin ; mais, avant d'en venir aux mains, on voulut épuiser tous les moyens de conciliation, et le duc Sforza fut envoyé, avec d'autres citoyens, pour demander au pape satisfaction contre les Suisses, ainsi que l'acceptation complète du programme. La députation ne fut pas reçue; mais bientôt après M. Galletti, qui jouissait d'une grande popularité, parut au balcon pour annoncer qu'il avait été chargé par le pape de la composition d'un nouveau ministère, et que les autres demandes du peuple allaient être déférées à l'examen des chambres. L'irritation contre les Suisses étant très grande, la multitude demanda à grands cris qu'on les remît dans ses mains ; mais Galletti, grâce à une harangue chaleureuse, fut assez heureux pour obtenir leur pardon, et bientôt après, hommes du peuple, gardes nationaux et soldats, s'éloignèrent du Quirinal ; puis, à la suite d'une promenade joyeuse dans la ville, tous se dispersaient paisiblement. Il est à remarquer que, durant cette journée du 16 novembre, aussi bien que dans

le cours des jours suivants, jusqu'à la fuite du pape, aucun cri ne fut proféré contre Pie IX, dont la personne fut constamment respectée. Nous ajouterons même que les plus exaltés d'entre les libéraux ne cessèrent de faire entendre ces paroles : « *Respect à la personne du pontife!* » Ceci doit suffire pour répondre victorieusement aux calomnies dont la population de Rome a été l'objet de la part des journaux réactionnaires, à l'occasion, d'abord, de l'assassinat de M. Rossi, puis du siège du Quirinal.

Le 17 novembre, à l'instigation du cercle populaire, le ministère présenta au pape une pétition ayant pour objet le renvoi des Suisses de la garde du palais, pour faire place à la milice citoyenne. M. Galletti, chargé de la formation du nouveau cabinet, présenta à Pie IX la même liste qui avait été dressée par le peuple; mais le pape y fit des changements, et le ministère se trouva composé comme il suit : Muzzarelli à l'instruction publique, Mamiani aux affaires étrangères, Galletti à l'intérieur, Sereni à la justice, Campello à la guerre et Sterbini aux travaux publics. Ces nominations, signées par le cardinal Soglia, ex-président du conseil, furent publiées au nom du pape. Huit jours se passent dans la plus parfaite tranquillité, et Pie IX paraissait être dans les meilleurs termes avec ses ministres, lorsque, le 25 au matin, la nouvelle de sa fuite se répand tout-à-coup dans la ville. Cette fuite, que rien ne justifiait, fut l'œuvre des misérables machinations du corps diplomatique, et surtout du ministre de Bavière, M. de Spaur, qui, d'après ce que l'on apprit plus tard, était chargé secrètement des affaires de la cour d'Autriche. Quant à M. d'Harcourt, ambassadeur de la République

française, il joua dans cette affaire le rôle de dupe, car, au moment même où sa voiture roulait sur la route de Civita-Vecchia, où il comptait faire monter le pape à bord du *Ténare* pour l'emmener en France, Pie IX, déguisé en simple abbé, s'éloignait rapidement de Rome, en compagnie de M. et de madame de Spaur, pour se rendre à Gaëte. Le pape avait laissé en partant, pour le marquis Sacchetti, majordome du palais, une lettre autographe ainsi conçue :

« Nous vous prions de prévenir de notre départ le ministre Galletti, en le chargeant, ainsi que ses collègues, de faire respecter les personnes attachées à notre maison, d'autant plus qu'elles ignorent complètement nos intentions. Nous recommandons en même temps aux ministres de tâcher de maintenir dans la ville l'ordre et la paix. »

Ces lignes portaient la date du 24 novembre, et étaient signées : *Pius, papa IX!*

Le marquis Sacchetti s'acquitta immédiatement de la commission, et le ministère, se conformant aux désirs exprimés par Pie IX, s'empressa de publier une proclamation, par laquelle il annonçait l'éloignement du pape, et recommandait au peuple de ne troubler en rien l'ordre public. En effet, la population, qui ne s'était nullement émue du départ du pontife, ne cessa pas un instant de garder le plus grand calme, et l'on peut même affirmer que jamais une tranquillité plus grande n'avait règné à Rome.

Pie IX, par le seul fait de sa fuite, avait signé en quelque sorte son acte de déchéance, et le peuple des États-Romains aurait été en droit, dès le 25 novembre 1848, de pourvoir à son gouvernement par le moyen d'une assemblée constituante. Celle-ci, néanmoins, ne fut convoquée que le 20 décembre, c'est-à-dire lorsqu'on eut épuisé tous les moyens de conciliation entre le prince et les citoyens. Nous dirons même que les ministres, en s'adressant au pape fugitif, dépassèrent toutes les bornes de l'humilité, à en juger surtout par la lettre du 2 décembre, que le marquis Sacchetti fut chargé de porter à Gaëte. Dans cette lettre, le ministère romain, après avoir déclaré au pape qu'*il ne relevait que de lui seul*, l'adjurait, de la manière la plus vive, de ne pas tarder un instant à retourner à Rome, *où sa présence,* disait-il, *était ardemment désirée!* Le marquis Sacchetti ne put parvenir jusqu'au pape qu'après avoir subi de longs interrogatoires de la part d'un agent de police de Ferdinand, et du commandant de la forteresse de Gaëte. Pie IX, ayant pris connaissance de la lettre, dit à M. Sacchetti « qu'il avait pourvu à tout par le « bref publié le 25 novembre, et en vertu duquel une « commission était nommée pour gouverner en son nom, « commission composée du cardinal Castracane, du pré- « lat Roberti, du prince Barberini, du marquis Bevilac- « qua, du marquis Ricci, du général Zucchi et du « prince de Roviano. » Ce bref, dont le préambule n'était qu'une longue déclamation contre la prétendue ingratitude des Romains, indisposa encore davantage les populations, sans remplir aucunement le but que s'était proposé le pontife, car les princes Barberini et Roviano, loin

d'accepter le mandat de Pie IX, s'éloignèrent de Rome, et les autres membres désignés restèrent dans l'inaction la plus complète. Il en résulta que la Chambre des députés prit un arrêté statuant, 1° que le bref émané de Gaëte était nul; 2° qu'une députation se rendrait immédiatement auprès du pape, afin de le prier de rentrer dans Rome; 3° que le haut conseil serait invité à se prononcer dans le même sens que la Chambre des députés, et à adjoindre à la députation quelques-uns de ses membres; 4° qu'une proclamation serait adressée au peuple des États-Romains, pour l'informer des mesures prises par la Chambre, et une autre à la garde nationale, pour lui recommander le maintien de l'ordre public. Le haut conseil ratifia ces mesures, et deux membres de la municipalité de Rome, dont l'un était le vieux prince Corsini, ayant été réunis à la députation, celle-ci partit pour Gaëte. Or, quel ne fut pas l'étonnement général, quand, trois jours après, on la vit revenir à Rome, et qu'on l'entendit déclarer qu'elle n'avait pas même pu franchir la frontière du royaume de Naples! Le pape avait fait répondre par le cardinal Antonelli, à qui le prince Corsini avait écrit de Portella, qu'il ne pouvait donner d'autre réponse que celle faite déjà au marquis Sacchetti. L'indignation fut grande dans la ville de Rome, et le peuple, ayant pressé les Chambres de pourvoir aux besoins de la situation, le parlement adopta, le 11 décembre, presqu'à l'unanimité, un décret ordonnant la nomination d'une commission provisoire de trois membres, appelée à exercer le pouvoir exécutif jusqu'au retour du pape. Les membres de cette junte suprême devaient être élus hors du sein des Chambres, qui, en effet, désignèrent

pour remplir ces charges importantes le prince Corsini, sénateur de Rome [1], et les maires d'Ancône et de Bologne; Camérata et Zucchini ; mais, ce dernier ayant refusé, M. Galletti lui fut substitué.

Cet état de choses dura jusqu'au 19 décembre. Cependant, des adresses arrivaient à Rome de toutes parts, par lesquelles on réclamait la réunion d'une assemblée constituante, qui mît fin à une situation provisoire non exempte de dangers. En même temps, un certain nombre d'étrangers, accourus à Rome de tous côtés, maintenaient cette ville dans un état d'agitation continuelle. Il fallait donc au plus tôt prendre un parti définitif. Aussi, le 20 décembre, la junte suprême, dont nous avons parlé, publia une proclamation, par laquelle elle annonçait la prochaine convocation d'une assemblée constituante. Aussitôt une scission se déclara dans les Chambres, scission qui détermina le ministère à en opérer la dissolution. Elle eut lieu, en effet; puis, les trois membres de la junte s'étant démis volontairement, les ministres s'érigèrent en commission provisoire de gouvernement, et concentrèrent, dès lors, dans leurs mains tous les pouvoirs de l'État, jusqu'à la réunion de la constituante. Cette résolution était de tous points nécessaire, et on ne saurait trop louer les citoyens qui l'adoptèrent. M. Mamiani ne voulut pas s'y associer. Le jour même où la junte suprême d'État proclamait la constituante, il donna sa démission, se mettant d'avance

[1] La charge de sénateur de Rome était plutôt municipale que politique. Après avoir existé pendant des siècles, elle fut supprimée à l'avènement de la république.

en contradiction avec les paroles adressées au pape dans sa lettre du 30 janvier 1849, par laquelle, en faisant l'historique des évènements, et surtout en exposant les torts de Pie IX, il lui donnait une excellente leçon de droit constitutionnel, et justifiait pleinement la révolution romaine.

L'état du royaume de Naples était de plus en plus misérable, car, sans parler de l'anéantissement presque total des libertés publiques, le pays gémissait sous les charges les plus lourdes, occasionnées principalement par l'entretien d'une armée très nombreuse, dont l'insolence vis-à-vis des citoyens dépassait toutes les bornes. Souvent, des scènes d'une brutalité sauvage avaient lieu dans les rues, entre les soldats et une population désarmée, et l'opinion publique frémissait d'indignation en voyant des forces militaires, dont le concours aurait pu faire triompher la cause italienne, employées uniquement à opprimer le pays, ou bien à tenir la Sicile sous le coup d'une menace permanente. Il est vrai que, malgré l'absence des Chambres, prorogées encore une fois par le ministère, le parti libéral avancé continuait de faire l'opposition la plus vive à un gouvernement aussi ennemi de la grande cause nationale que lâchement oppresseur vis-à-vis de ceux qu'il appelait *ses sujets*. On ne saurait trop louer, à ce propos, le courage dont faisait preuve la presse libérale, en présence d'une soldatesque effrénée, et privée qu'elle était de l'appui de la garde nationale. Un tel courage ne manquera pas tôt ou tard de porter ses fruits, et l'Italie méridionale finira par secouer le joug du Bourbon. Ce fait aura d'autant plus d'importance, que le

nœud de la question italienne est à Naples. Ferdinand II restant sur le trône, les forces des Deux-Siciles, qui consistent dans une armée de cent mille hommes, sont perdues pour l'Italie, tandis que celle-ci compte un ennemi de plus dans son sein.

Les maux du royaume de Naples n'étaient surpassés que par ceux dont l'Autriche accablait les provinces lombardo-vénitiennes. Il suffira de la simple exposition de quelques faits pour prouver la vérité de cette assertion. Un rescrit, émané de l'autorité militaire de Vérone, déclare les propriétaires responsables de toute affiche révolutionnaire placardée sur les murs des maisons, et les menace des peines les plus graves. A Mantoue et à Pavie, le gouverneur force les citoyens à se rendre au spectacle, et les condamne à indemniser les directeurs des deux théâtres des pertes que l'absence du public pourrait leur causer. Une contribution énorme est frappée sur les riches, dont les palais servent en même temps de casernes aux pandours. Le nombre des réfractaires à la conscription devenant de plus en plus considérable, de fortes amendes sont exigées des communes auxquelles les déserteurs appartiennent. Enfin, la détention d'une arme quelconque suffit pour être traduit devant un conseil de guerre et fusillé sur-le-champ. Ces exécutions ont été fort nombreuses, et, ajoutées aux actes intolérables d'oppression que nous venons de rappeler, ont été cause de l'émigration de tous ceux à qui leurs ressources pécuniaires permettaient de vivre dans l'exil. On évalue à plus de cinquante mille le nombre des propriétaires expatriés.

Le sort des duchés était moins douloureux; toutefois, l'in-

olence et les exactions de l'étranger n'y étaient pas moindres, et la ville de Plaisance surtout était ruinée par les impôts de guerre.

Venise seule, protégée par ses lagunes et par les armes de ses vaillants défenseurs, jouissait à la fois des biens suprêmes de l'indépendance et de la liberté. Plusieurs fois les Autrichiens l'avaient attaquée, mais en vain, et souvent des drapeaux et des canons leur avaient été pris par les nôtres, notamment le 27 octobre, lors du combat de Mestre. Plusieurs traits de brillante bravoure signalèrent cette journée. Nous citerons, entre autres, celui d'Alexandre Poerio de Naples, aide-de-camp du général Pépé, qui, malgré sa santé extrêmement faible, avait voulu marcher un des premiers contre les Autrichiens. Grièvement blessé à la cuisse, il subit l'amputation au cri de : *Vive l'Italie!* et, quelques jours après, il mourut en le répétant. Poerio brillait autant par les qualités de l'esprit que par celles du cœur, et il avait le don de parler huit langues avec une étonnante facilité.

On n'ignore pas les énormes sacrifices que les citoyens de Venise ont su s'imposer pour subvenir aux besoins de leur cause. Dans un compte-rendu, présenté officiellement par le gouvernement, les prêts et les dons faits par la ville dépassent le chiffre de vingt millions! Tant de dévoûment, en provoquant la sympathie générale, aurait dû amener à Venise les offrandes de toute l'Italie. Mais, il faut le dire, le Piémont seul alla au secours de la noble ville, en faisant voter par ses Chambres un subside mensuel de six cent mille francs. Ajoutons encore que si la flotte sarde, commandée par l'amiral Albini, avait dû se

retirer de Venise, en vertu de l'armistice du 5 août, elle ne quitta jamais l'Adriatique. Sa présence dans les eaux d'Ancône, et celle de quelques navires de guerre français, indépendamment de la flottille vénitienne, suffirent pour tenir constamment en respect l'escadre impériale.

Le ministère Pinelli, cédant enfin à la force de l'opinion, qui se manifestait surtout par une agitation continuelle dans la ville de Gênes, se présenta aux Chambres pour leur annoncer sa retraite. M. Gioberti, jusqu'alors l'un des principaux chefs de l'opposition, fut chargé par le roi de la formation d'un nouveau ministère, qui, à peine installé, fit connaître son programme. Le cabinet précédent étant tombé devant le parti de la guerre, Gioberti ne pouvait pas faire moins que d'annoncer, avant tout, la résolution de reprendre les hostilités contre l'Autriche; mais, soit qu'arrivé au pouvoir, il vît les difficultés qui s'opposaient à la reprise immédiate de la guerre, soit que le moment ne fût plus réellement aussi favorable pour la recommencer, il est certain que M. Gioberti suivit, sous ce rapport, tout-à-fait la même ligne que ses prédécesseurs, et, pour couper court aux attaques de l'opposition, le 28 décembre, il prorogea les Chambres au 23 janvier 1849.

D'après le tableau que nous venons de retracer de toutes les provinces de la Péninsule, on doit conclure que l'année 1848, commencée sous les plus heureux auspices, inaugurée qu'elle fut par la glorieuse insurrection de Palerme, se termina bien tristement.

Nous sortirions des bornes que nous nous sommes imposées, si nous racontions les évènements des trois pre-

miers mois de l'année courante. En nous réservant d'en faire l'objet d'une étude spéciale, nous nous contenterons de dire qu'ils n'ont excité en nous aucune surprise, car ils n'ont été que le corollaire inévitable des faits que nous venons d'exposer. La cause italienne, nous dira-t-on cependant, n'est-elle pas perdue à tout jamais? — Non, mille fois non, répondrons-nous de toutes les forces de notre âme, car il s'agit de la lutte sainte du droit et de la justice contre l'iniquité la plus criante; mais elle sera longue et terrible, comme toutes celles qui eurent pour but l'indépendance nationale, et les efforts généreux qui ont été faits jusqu'à ce jour, les désastres même qu'on a subis, doivent fructifier dans un avenir peu éloigné. L'Italie, énervée par une servitude séculaire, déshabituée depuis longtemps du bruit des batailles, s'est mesurée à plusieurs reprises avec son implacable adversaire, depuis les immortelles journées de Milan jusqu'à celle de Novare. Elle saura, dans sa haine de plus en plus vive et profonde contre l'Autriche, trouver bientôt l'occasion de se relever et de la rejeter à jamais de son sein! Il faut seulement qu'elle renonce entièrement aux illusions du passé, et, qu'en suivant jusqu'au bout la voie révolutionnaire, elle se montre convaincue que ce n'est pas l'épée des princes, mais celle du peuple qui seule peut la sauver!

Paris, le 10 avril 1849.

APERÇU

Sur les Évènements qui se sont succédés en Italie pendant les six premiers mois de 1849.

La funeste issue de la guerre de l'indépendance, en 1848, et les maux de toute espèce qui en furent la suite, produisirent, d'une part, un désenchantement général et profond à l'endroit de la royauté, voire même chez ceux qui, jusqu'alors, avaient vu en elle un élément nécessaire; de l'autre, un redoublement de haine contre l'Autriche et une tendance de plus en plus prononcée vers les doctrines démocratiques. Et, en vérité, le rôle déplorable joué par tous les princes italiens, à commencer par le pape et à terminer par Charles-Albert, était peu fait pour leur concilier la sympathie des patriotes. Loin de là, tous les voiles étaient tombés des yeux de ces derniers, et les plus modérés d'entre eux n'osaient plus mettre en avant l'utopie débonnaire de MM. Gioberti et Balbo, qui n'avaient pas cessé de représenter l'alliance entre les princes et les peuples, et surtout celle entre le principe populaire et la

papauté, comme le seul moyen efficace pour délivrer l'Italie des *barbares!* On avait vu à l'œuvre nos misérables roitelets, et l'on savait bien désormais ce dont ils étaient capables et quelles étaient leurs tendances véritables. Il restait à essayer de l'action populaire et des moyens que la révolution seule peut fournir. Delà le mouvement de plus en plus vif de l'opinion publique, qui, entre autres effets, forçait le grand-duc Léopold à imiter l'exemple de Pie IX, en s'embarquant pour Gaëte, et finissait par déterminer la proclamation de la République à Rome ainsi que l'établissement d'un gouvernement provisoire en Toscane.

Ces faits, d'autant plus importants que les trois quarts des libéraux italiens n'avaient pas craint de déclarer impossible, en Italie, l'application du principe démocratique, eurent un immense retentissement dans la Péninsule tout entière, mais notamment en Piémont, où la conduite équivoque du gouvernement excitait au plus haut degré les soupçons des patriotes, en rendant à la fois la monarchie de plus en plus impopulaire. Gênes surtout, Gênes que l'on peut regarder comme l'une des villes d'Italie les plus avancées, en fait d'idées démocratiques, se faisait remarquer par son agitation continuelle. Une crise paraissait imminente, et le ministère, dont le chef était M. Gioberti, n'avait que deux moyens pour conjurer la tempête : reprendre les hostilités contre l'Autriche, en réhabilitant en quelque sorte la royauté par la conquête de l'indépendance italienne, ou chercher à tuer le mal dans sa source, en se substituant à l'Autriche dans l'œuvre de destruction, en Italie, du principe démocratique.

C'est à ce dernier parti que M. Gioberti aurait voulu avoir recours, bien qu'il fût absurde et inique à la fois; absurde, parce que s'attacher à anéantir la démocratie dans la Péninsule était tenter l'impossible; inique, parce que ç'aurait été vouloir remplacer la guerre contre l'étranger par une guerre fratricide. Heureusement, ce sinistre projet tomba devant l'indignation générale, et M. Gioberti fut obligé, non-seulement de renoncer à toute intervention dans l'Italie centrale, mais de quitter le ministère.

Il est vrai que ceux dans les mains desquels resta le pouvoir, tout en suivant une autre ligne politique que celle de M. Gioberti, ne se montrèrent pas plus habiles. Décidés à adopter le parti commandé par la situation, ils ne surent rien faire pour assurer le bon résultat d'une guerre de laquelle dépendaient le salut ou la ruine, non-seulement du Piémont, mais de l'Italie tout entière.

L'armée, après avoir été complètement désorganisée et démoralisée par la triste fin de la campagne de 1848, était sourdement travaillée par le parti rétrograde. Il était donc de toute nécessité, avant de recommencer la guerre, de réorganiser l'armée, excellente, du reste, ainsi qu'elle l'avait bien prouvé en se battant vaillamment pendant quatre mois contre des forces supérieures, et d'en relever le moral, mais surtout de la soustraire aux influences délétères de l'aristocratie, que sa haine contre tout esprit libéral rendait l'alliée naturelle de l'Autriche. Or, le seul moyen d'arriver à ce but était de créer des intérêts nouveaux dans l'armée, et notamment d'y introduire l'élément populaire et national, en stimulant par l'avance-

ment le zèle des sous-officiers, et même des soldats, qui s'étaient le plus distingués pendant la dernière campagne; en purgeant les états-majors des régiments, ainsi que l'état-major général, de tout ce qu'il y avait de réactionnaire, et en appelant à entrer dans les corps piémontais les volontaires des autres provinces italiennes. Cette dernière mesure était d'autant plus indispensable qu'elle pouvait seule imprimer à la lutte qu'on allait renouveler contre l'Autriche, ce caractère de guerre nationale qui devait en assurer le triomphe. Outre cela, le ministère aurait dû pourvoir avec le plus grand soin à l'armement du pays, dans la prévision bien naturelle que la guerre pourrait être portée au cœur même du Piémont. Enfin, il aurait dû, avant de dénoncer l'armistice, faire tous ses efforts pour réunir aux forces du Piémont celles de l'Italie centrale, ou du moins concerter avec elle les mouvements de l'armée sarde, en cherchant en même temps à paralyser l'action ennemie du roi de Naples par un puissant secours donné à la Sicile, où il aurait pu même jeter un corps d'armée sous les ordres du duc de Gênes.

Telle aurait dû être, en substance, la conduite du ministère Rattazzi. Or, que fit-il, en revanche? Il confia la réorganisation de l'armée à ces mêmes généraux qui l'avaient si mal dirigée en 1848; puis, pour répondre aux instances de ceux qui le pressaient d'appeler au commandement des hommes nouveaux, il fixa son choix sur Chrzanowski et Romarino, dont l'un était le plus médiocre parmi les généraux polonais, tandis que les tristes antécédents de l'autre auraient dû suffire pour le faire repousser. Quant au personnel des états-majors, on n'y tou-

cha presque pas, et l'on ne fit rien, soit pour relever l'esprit du soldat, soit pour intéresser l'armée à la guerre de l'indépendance, soit, enfin, pour y détruire les sinistres influences qui l'avaient dominée jusqu'alors. De plus, aucun appel ne fut adressé aux volontaires italiens, et les Lombards-Vénitiens réfugiés en Piémont en si grand nombre, au lieu d'être incorporés dans les régiments piémontais, dans lesquels ils n'auraient pas manqué de créer une grande émulation et d'exciter l'enthousiasme national, furent organisés en légion séparée et placés sous les ordres de Romarino. Pour ce qui était de l'armement du pays, à peine si l'on songea à garnir les places fortes. La garde nationale, dont l'organisation avait été des plus imparfaites, n'était armée qu'à moitié, et les campagnes, qui, en cas d'invasion, auraient pu être d'un secours immense, furent laissées complètement désarmées. Quant à l'accord à établir entre le Piémont et l'Italie centrale, on se contenta d'envoyer M. Valerio à Florence et à Rome; puis, sans attendre le résultat de ses démarches, on s'empressa de dénoncer l'armistice à Radetzki, de telle sorte que l'armée piémontaise était battue à Novare, le 23 mars, avant qu'un seul homme eût pu se mettre en marche pour la Haute-Italie, soit de Toscane, soit de Rome! Enfin, rien ne fut entrepris pour tenir en échec les forces du roi de Naples et pour soutenir la Sicile. Cependant il était bien facile de prévoir qu'au moindre revers des armées piémontaises, Ferdinand II se serait jeté sur un pays, regardé par lui comme rebelle, et qui aurait eu quelque droit à l'assistance du Piémont, ne fût-ce que pour s'être donné volontairement au duc de Gênes!

Ainsi, une imprévoyance et une incapacité sans égales signalèrent la conduite et les actes du ministère Rattazzi. Je ne crains donc pas d'être trop sévère en lui attribuant en grande partie la ruine de la cause nationale. Il est vrai que Charles-Albert était là pour l'y aider et pour compléter l'œuvre sinistre si bien commencée par lui l'année dernière.

Je ne m'arrêterai pas à retracer le caractère de Charles-Albert, triste mélange d'ambition et de faiblesse, et dans l'âme duquel dominaient les passions les plus opposées. Pauvre de cœur et d'esprit, malgré ses velléités patriotiques et ses desseins ambitieux, Charles-Albert était, d'une part, horriblement fatigué du trône, et peut-être même de la vie; désireux, de l'autre, de conserver, sinon pour lui, du moins pour son fils, une couronne gravement compromise par ses fautes et par les tendances de plus en plus démocratiques des États-Sardes. De là sa résolution de brusquer les évènements, d'aller, pour ainsi dire, au devant de la fortune, bonne ou mauvaise, de l'Italie, ou, si je dois dire franchement ma pensée, de conjurer l'immense danger qui menaçait sa dynastie, en livrant la révolution pieds et poings liés à l'Autriche! Mais si telles ne furent pas ses intentions bien arrêtées, en pressant la reprise des hostilités, tandis que tout lui faisait un devoir de la retarder de quelques jours, il faut dire au moins que ses instincts de père et de roi le portèrent à agir comme il le fit. Une voix secrète, on ne saurait en douter, lui cria d'exposer au besoin sa couronne et sa vie, et qui plus est, le salut de l'Italie, à la condition de sauver la maison de Savoie! Aussi, se plaçant en quelque sorte à la tête du parti qui poussait à

la guerre, sans réfléchir que, pour la faire avec succès, il ne fallait pas la précipiter, Charles-Albert, sans attendre que le Piémont fût véritablement en mesure, ni que l'Italie centrale eût eu le temps d'organiser ses forces et de les faire arriver à son aide, parut céder au vœu public, et se jeta dans une entreprise dont les chances étaient loin d'être favorables. Le ministère Rattazzi, ne saisissant pas la pensée de Charles-Albert, eut le tort impardonnable de favoriser son impatience, tout en négligeant, ainsi que je l'ai démontré, les moyens nécessaires pour assurer la victoire.

L'armistice fut dénoncé le 12 mars, et le 20 du même mois les troupes s'ébranlaient de toutes parts pour marcher à l'ennemi. Il n'entre pas dans mon plan de décrire en détail les évènements de cette campagne de 1849, aussi courte que malheureuse, mais seulement d'en rappeler les principaux traits, en en faisant ressortir des enseignements salutaires.

Malgré toute l'imprévoyance du ministère, malgré toutes les fautes que j'ai signalées, l'armée autrichienne se serait trouvée gravement compromise, si d'habiles chefs avaient dirigé les mouvements des troupes sardes. Le plus simple bon sens aurait dû tracer au général Chrzanowski la marche à suivre dès le premier jour de son entrée en campagne. Le principal appui de l'armée sarde consistant dans l'insurrection des provinces lombardo-vénitiennes, il était évident que les forces piémontaises devaient se porter immédiatement en Lombardie. Radetzky comprit si bien cela, et le danger qu'il aurait couru, s'il s'était trouvé pris entre l'armée piémontaise

et l'insurrection lombarde, que, pour l'éviter, il conçut le projet téméraire de porter la guerre chez l'ennemi. Je dis téméraire, car un général un peu habile aurait laissé Radetzky s'avancer jusqu'au cœur du Piémont, et, en se jetant lui-même sur ses derrières, il eût, d'une part, appuyé le soulèvement de la Lombardie, de l'autre, coupé l'ennemi de sa base d'opération. Sur ces entrefaites, la garnison de Venise, à l'aide d'une pointe sur Padoue, aurait pu provoquer dans la Vénétie une insurrection formidable, et donner la main, d'un côté, aux troupes sardes s'avançant de la Lombardie, de l'autre, aux volontaires de la Toscane et de la République romaine, qui n'auraient pas tardé à accourir. Combien alors serait devenue critique la position de Radetzky, même dans le cas où son audace l'aurait porté jusqu'à Turin! Les places fortes de Casale, de Coni et d'Alexandrie n'eussent-elles pas suffi pour sauver le Piémont et pour rendre tout-à-fait inutile le mouvement de l'ennemi? Ajoutez à cela que le corps du général La Marmora, déjà maître de Parme et de Plaisance, aurait pu s'emparer facilement de Pavie et empêcher Radetzky de repasser le Tessin. Mais, indépendamment des motifs que je viens d'indiquer, une raison puissante aurait dû engager le général en chef de l'armée sarde à porter la guerre en Lombardie. L'armée piémontaise, outre son organisation défectueuse, la mauvaise composition de son état-major et la démoralisation qu'y avait jetée le parti réactionnaire, était formée en grande partie d'hommes mariés. Or, on n'ignore pas que ces derniers sont de très mauvais combattants, toutes les fois que la guerre se fait dans le pays même, c'est-à-dire là où il

est facile au soldat de regagner ses foyers. Par malheur, l'évènement ne prouva que trop la vérité que je viens de rappeler, et ces hommes qui se seraient battus dans les provinces Lombardo-Vénitiennes aussi bravement qu'ils le firent pendant la campagne de 1848, se débandèrent en grand nombre au premier cri d'alarme poussé par la trahison!

Ainsi, au lieu d'accepter la guerre défensive, qui, à la première bataille perdue, pouvait amener la ruine de la cause nationale, on aurait dû, malgré la manœuvre inattendue de Radetzky, prendre hardiment l'offensive.

On sait de quelle manière étaient échelonnés les différents corps de l'armée piémontaise, et comment le général en chef autrichien, réunissant en faisceau toutes ses forces, et opérant avec elles un audacieux coup de main, réussit à passer le Tessin et à couper en deux l'armée sarde. On sait aussi qu'il eût payé cher son audace, si un autre général que Romarino se fût trouvé à la tête de la division lombarde, chargée de défendre la rivière. Au lieu de se porter sur l'ennemi avec sa division tout entière, la plus brillante de l'armée et la mieux disposée à se battre, Romarino laisse presque écraser le bataillon du brave Manara et le 23ᵉ de ligne, commandé par le vaillant colonel Cialdini, et, non content de sa coupable inaction, il ne daigne pas même avertir le général en chef que le passage du Tessin a été forcé. Ce fut là, il n'y a pas à en douter, la cause première de l'issue fatale de la campagne. Cependant rien n'était perdu, si on avait adopté le parti que j'ai déjà mentionné, celui de se jeter en Lombardie, en déplaçant ainsi le théâtre de la guerre, et en

créant soudainement à l'ennemi les embarras et les dangers les plus graves.

L'armée piémontaise était encore presque entière, la Lombardie toute prête à l'insurrection, et le Piémont suffisamment couvert par ses places fortes. Le soulèvement des provinces lombardes eût forcé indubitablement Radetzki à repasser le Tessin, et dès lors les chances tournaient immédiatement contre lui, de manière que, tôt ou tard, il aurait été dans la nécessité d'aller se réfugier, comme l'année dernière, entre le Mincio et l'Adige. Mais Charles-Albert avait hâte d'en finir, et, au lieu d'éviter, pour le moment, toute rencontre avec l'ennemi, il l'attendit de pied ferme à Novare, avec des troupes minées par la trahison, et qu'on pouvait par conséquent regarder comme vaincues avant même que d'entrer en action. Je ne décrirai pas la bataille de la *Bicocca*, je ne rappellerai pas la valeur brillante déployée par quelques corps, ni la mort glorieuse des généraux Perrone et Passalacqua, et je me bornerai à relever ce qu'il y eut d'étrange (je pourrais employer un autre mot) dans la conduite de Charles-Albert et dans celle du duc de Savoie, dans cette fatale journée du 23 mars, dont les conséquences désastreuses pèsent et pèseront longtemps encore bien lourdement sur la malheureuse Italie.

J'ai dit ce que Charles-Albert aurait pu faire, plutôt que d'accepter le combat sur le territoire piémontais; mais, la lutte engagée, il n'aurait dû y renoncer qu'après avoir épuisé toutes les ressources du pays, car il y allait de son honneur et de l'existence même de la monarchie sarde, comme État libre et indépendant. La bataille de

Novare perdue, sa conduite était toute tracée. La plus grande partie de l'armée n'avait pris aucune part au combat, la division lombarde était intacte, et le corps du général La Marmora comptait, à lui seul, environ quinze mille hommes! Ajoutez-y les places fortes du pays, remplies de troupes et renfermant un immense matériel de guerre, ainsi que les dispositions du pays, excellentes, quoiqu'on en dise, ce que prouvèrent d'ailleurs suffisamment, et la belle résistance de Casale, et l'indignation qui s'éleva partout, en Piémont, à la nouvelle de l'armistice de Novare, et, enfin, l'insurrection de la ville de Gênes contre un gouvernement qui faisait bon marché de l'honneur du pays et de l'indépendance italienne. Charles-Albert n'aurait eu qu'à se retirer dans la partie la plus forte du Piémont, y proclamer la guerre nationale à outrance, appeler autour de lui, et les troupes restées fidèles au drapeau, et les gardes nationales du royaume, transférer, en outre, le siège du gouvernement à Alexandrie ou même à Gênes, faire un appel à l'Italie tout entière, et déclarer à l'Autriche qu'il n'y aurait ni trève ni répit à une pareille lutte, tant qu'il lui resterait un soldat, tant que son bras pourrait soutenir le poids d'une épée! C'était là le seul moyen de répondre aux graves accusations, que dis-je? aux charges accablantes qui pesaient sur lui depuis le 5 août 1848, de mériter réellement les éloges de ses partisans, et notamment ce surnom d'*épée de l'Italie* dont M. Gioberti l'avait gratifié si complaisamment.

Au lieu de cela, que fait-il? Le soir même de la défaite de Novare, avant même de connaître l'étendue de ses pertes et la situation réelle de l'armée, il désespère du

salut de son pays et de celui de l'Italie, il proclame toute résistance impossible, et pour rendre, dit-il, plus facile une transaction avec l'ennemi, il abdique en faveur de son fils; puis, sans que rien l'y force, il quitte précipitamment, et presqu'en fuyard, ce même champ de bataille, où, quelques heures auparavant il avait combattu avec ardeur. C'était livrer le Piémont, l'Italie au bon plaisir de l'Autriche, tandis qu'un peu d'énergie lui eût suffi pour rétablir la fortune de la patrie, en se couvrant lui-même d'une gloire immortelle. Toujours fatal à son pays, cet homme devait terminer sa carrière ainsi qu'il l'avait commencée, et compléter au mois de mars 1849 l'œuvre du mois de mars 1821 ! Telle a été la conduite de Charles-Albert. Cependant on a voulu faire de lui un héros, voire même un martyr, et on a vu des hommes honorables du parti libéral avancé s'apitoyer sur son sort. L'histoire impartiale démontrera un jour combien cette admiration et ces regrets étaient peu mérités !

Victor-Emmanuel II ne devait pas être moins funeste que son père à la grande cause nationale. Charles-Albert disparu de la scène politique, un beau rôle aurait pu être joué par son successeur. Connu et aimé de l'armée pour sa brillante bravoure, jeune et ayant les mains pures du sang de son peuple, entouré enfin de tous les prestiges à la fois, il n'aurait eu qu'à prononcer quelques paroles généreuses pour faire accourir autour de lui toutes les forces vives du pays; que dis-je? les forces de l'Italie tout entière! Eût-il fait ce que son père n'avait pas seulement essayé, le triomphe de Radetzky se fût changé soudainement en une déroute des plus complètes. Au lieu

de tenir cette conduite, qui aurait été noble et habile en même temps, il se résigna à inaugurer son règne par la désertion de la cause italienne, c'est-à-dire par un armistice encore plus désastreux que celui du 5 août 1848, par un armistice conclu dans le camp de l'ennemi, et à l'heure même où une partie de la Lombardie se levait contre l'oppresseur étranger. Il est vrai qu'en agissant comme il le faisait, Victor-Emmanuel II se montrait digne d'exercer le métier de roi. Ennemi, avant tout, du principe démocratique et de la révolution, il saisissait avec empressement la première occasion qui s'offrait à lui pour les frapper l'un et l'autre d'un coup terrible, sans avoir souci de l'impopularité dont il allait entourer le commencement de son règne!

Envisagée ainsi, sa conduite s'explique facilement, car c'était celle de tous les rois anciens et nouveaux, adversaires naturels et implacables de tout ce qui peut détruire ou seulement diminuer leur autorité; mais ce qui ne saurait trouver d'explication ni d'excuse, c'est la conduite du ministère libéral qui était alors au pouvoir, ainsi que l'attitude du parlement, qui, après avoir montré une certaine énergie dans les premiers jours qui suivirent la défaite de Novare, perdit un temps précieux dans des discussions inutiles, notamment à décerner une espèce d'apothéose à Charles-Albert, et finit par se laisser dissoudre par le nouveau roi, au moment même où son action était le plus nécessaire! Tout le monde, je le dis avec peine, mais je dois le dire, manqua également à son devoir, dans les États-Sardes, excepté le peuple, car, frémissant et s'agitant partout à la nouvelle de l'échec de

Novare, et de l'armistice honteux qui le suivit immédiatement, il défendit glorieusement Casale et se leva à Gênes au nom de l'honneur national.

Qu'aurait dû faire le parlement, au premier bruit de la malheureuse affaire de Novare et de la conclusion de l'armistice? Déclarer nul et non avenu ce dernier, concentrer tous les pouvoirs dans ses mains, se transporter à Gênes, appeler autour de lui, non-seulement l'armée et la garde nationale mobile, mais les volontaires de toute l'Italie, faire, en un mot, ce dont n'avaient voulu ni Charles-Albert ni son fils, *proclamer la guerre italienne!* Combien de tribulations et de hontes n'aurait-il pas évitées, en agissant ainsi, à la malheureuse Italie! L'héroïque Brescia n'aurait pas été mise à feu et à sang par les hordes du général Haynau; une guerre impie n'aurait pas éclaté en même temps sous les murs de Gênes et en Sicile; les bandes autrichiennes n'auraient pas désolé la Toscane; Venise ne serait pas à la veille de succomber; Bologne et Ancône seraient debout, et Rome et la France n'auraient pas offert au monde le spectacle horrible d'une lutte fratricide!

Ce furent là les douloureux fruits de la bataille de Novare, et, je dois ajouter, du manque d'énergie révolutionnaire de la part du parlement piémontais. Je sais qu'une faible minorité conseilla le parti dont j'ai fait mention, et que même quelques députés coururent à Gênes y arborer le drapeau de la résistance, après avoir cherché à soulever les campagnes du Piémont; mais toujours est-il que la majorité ne fut pas à la hauteur des circonstances, et que, en se laissant dissoudre, sans même

protester solennellement, ainsi que l'avait fait du moins le parlement napolitain, le 15 mai 1848, il donna beau jeu au gouvernement. Or, on n'ignore pas de quelle manière celui-ci usa de la liberté d'action que les représentants du pays avaient eu le tort de lui laisser! Que serait-il arrivé, en revanche, si les députés piémontais avaient fait leur devoir? Non-seulement tous les malheurs que je viens de rappeler auraient été épargnés à l'Italie, mais la question italienne serait entrée dans une phase toute nouvelle, c'est-à-dire dans cette phase révolutionnaire, qui, quoi qu'on en dise et quoi qu'on fasse, peut et doit seule nous sauver. Ajoutez à cela les conséquences qu'un pareil fait eût entraînées pour la France, où les moindres évènements de la Péninsule ne manquent jamais d'avoir leur contrecoup, comme tous ceux qui ont lieu en France exercent toujours la plus grande influence au-delà des Alpes. La Montagne, qui a le dessous à l'heure qu'il est, aurait alors, sinon amené le gouvernement à sympathiser avec notre cause, conjuré du moins les funestes effets de la misérable politique de Louis Bonaparte. Ainsi la journée du 23 mars 1849 doit être regardée comme une des plus néfastes, de quelque point de vue qu'on l'envisage, et l'on ne saurait trop flétrir la conduite de ceux qui, ayant été à même d'en empêcher les funestes conséquences, ne surent rien opérer dans ce but.

Une fois les États-Sardes livrés pieds et poings liés à l'Autriche, il était facile de prévoir tous les sinistres évènements dont l'Italie devait être le théâtre, et dont les plus immédiats, sinon les plus déplorables, furent le

bombardement de Gênes et la soumission de la Sicile.

L'Autriche triomphante, la réaction royaliste ne pouvait pas manquer de triompher partout tôt ou tard, et la tâche devenait d'autant plus facile pour les princes que, leurs forces ne suffisant pas, l'Autriche était toujours prête à accourir à leur aide, indépendamment du secours qui, au grand étonnement du monde et en dépit de toute logique, devait être fourni à Pie IX par la France républicaine ! Mais n'anticipons pas sur les évènements.

Pendant que la ville de Gênes était bombardée par des mains italiennes, la Sicile retombait au pouvoir du Bourbon ; le digne fils de François IV rentrait à Modène à la queue des bataillons autrichiens, le gouvernement de Louis de Bourbon était restauré à Parme et à Plaisance, et cette main de fer, qui avait pesé déjà si durement sur les provinces lombardo-vénitiennes, s'appesantissait sur elles d'une façon encore plus dure ! A l'insurrection étouffée de Brescia succédaient d'horribles représailles, une rigueur sauvage était déployée contre tout citoyen seulement soupçonné par la police, et il suffisait d'être reconnu détenteur d'une arme quelconque pour être livré immédiatement aux commissions militaires et fusillé quelques heures après [1] ! En même temps les contributions les plus lourdes frappaient toute ville dont le peuple avait tant soit peu remué pendant la courte guerre du mois de mars; les communes, et quelquefois les parents, étaient déclarés responsables, sous les peines les plus graves, des conscrits réfractaires, et tandis que l'élite de la population se trai-

1 Ces exécutions ont lieu aujourd'hui encore.

nait dans l'exil, le pays, ruiné de fond en comble par un gouvernement qui se croyait tout permis parce qu'il était le plus fort, voyait ajouter à tant de maux ce papier-monnaie de l'Autriche dont il avait été exempt jusqu'alors! Venise seule restait debout au milieu de ces ruines, et son assemblée nationale répondait aux sommations de Radetzky en chargeant le brave Manin de défendre la patrie à tout prix.

En attendant l'invasion autrichienne, le parti réactionnaire levait la tête en Toscane, puis, saisissant le premier prétexte, il opérait la contre-révolution dans la ville même de Florence. Ce fait déplorable était dû principalement, il faut le dire, à l'impéritie révolutionnaire des chefs du gouvernement, et surtout à M. Guerrazzi, que ses facultés éminentes rendent encore moins excusable. Une fois la république proclamée à Rome, ils auraient dû, dans l'intérêt, tant de leur pays que de la cause italienne, et, par conséquent, sans attendre la convocation de l'assemblée constituante, proclamer immédiatement la fusion de la Toscane avec Rome. Et ce parti, j'en ai la ferme conviction, aurait sauvé l'Italie, car environ cinq millions d'Italiens se seraient trouvés réunis sous le même drapeau et sous la même action politique, et il aurait suffi de quelque talent et de quelque énergie dans les chefs du gouvernement, pour en faire sortir en peu de temps des éléments précieux pour la guerre de l'indépendance.

Mais, d'une part, l'esprit municipal, encore assez vivace en Italie, et surtout en Toscane pour engager le pays à ne pas se laisser absorber, de l'autre, la crainte chez les chefs du gouvernement toscan, et notamment

chez M. Guerrazzi, de se voir rejetés sur le second plan, empêchèrent un fait de la plus grande importance, un fait, j'aime à le répéter, qui aurait influé puissamment sur les destinées de l'Italie; car, indépendamment de ce que j'ai dit plus haut, il aurait eu pour effet d'exciter les autres provinces italiennes à lever à leur tour le drapeau démocratique. Ainsi la véritable période révolutionnaire aurait commencé pour la Péninsule, et l'échec de Novare aurait été évité, ou du moins ses conséquences n'eussent pas été aussi hautement désastreuses. La conduite de M. Guerrazzi ne saurait être justifiée à cet égard, et il suffirait de son refus obstiné d'accéder à la fusion de la Toscane avec Rome pour expliquer l'animadversion dont il a fini par être l'objet de la part de son propre parti, sans avoir besoin d'en chercher la cause dans ces bruits de trahison qui ne manquent jamais de s'élever contre tout chef de révolution dont la fortune n'a pas secondé les efforts.

La même impéritie révolutionnaire signala la conduite et les actes des républicains de Rome, qui ne comprirent pas que le seul moyen d'assurer l'existence du nouveau gouvernement était d'en étendre le principe autant que possible, et que toute révolution qui s'arrête est une révolution avortée. Le tort des républicains romains fut d'autant plus grave que le moment était des plus favorables, car la République était proclamée à Rome le 9 février, c'est-à-dire alors que les forces du Piémont étaient encore entières, que Venise se montrait dans toute sa vigueur, que la Toscane n'avait plus de maître, et que la Sicile était debout et pleine d'enthousiasme. Ajoutez à cela

les excellentes dispositions où se trouvait le royaume de Naples, où, d'un côté, la haine contre le Bourbon devenait de plus en plus générale et profonde, de l'autre, l'attitude de la Chambre des Députés était très hostile au gouvernement.

Je sais que les forces militaires de la jeune République étaient tant soit peu désorganisées et que les armes y étaient rares, mais je sais aussi que les éléments qui avaient combattu en 1848 existaient toujours dans les provinces romaines, et qu'une révolution radicale dans le royaume de Naples était d'un tel intérêt pour la nouvelle République, qu'elle aurait dû mettre en jeu toutes ses forces pour l'y faire éclater. Il était évident que la simple existence du principe démocratique à Rome étant un danger permanent pour Ferdinand II, celui-ci aurait tout fait pour l'étouffer. Or, le meilleur, l'unique moyen qu'eût la République romaine, je ne dirai pas pour se défendre, mais pour assurer son salut, était de porter l'incendie chez son ennemi naturel et implacable, dût-elle succomber dans une pareille tentative! Mais, en revanche, tout paraissait conspirer à la réussite d'un coup de main dans le royaume de Naples, et, je dois le dire, convaincu de la haute importance d'une semblable entreprise, je m'empressai, de Paris, où je me trouvais à cette époque, d'offrir mes services à la nouvelle République, pour une descente dans les Abruzzes, ne demandant pour cela que quelques centaines d'hommes déterminés, et une certaine quantité de fusils, pour en armer les populations. Or, croirait-on qu'à mes offres, qu'à mes instances très pressantes on répondit que le moment n'était pas opportun!

J'espérais que, M. Mazzini ayant pris place au triumvirat, on aurait songé à exécuter mon projet; mais le temps s'écoula inutilement; des moments précieux furent perdus par l'Assemblée constituante dans des discussions oiseuses; puis, la défaite de Novare et la soumission de la Sicile rendirent toute tentative dans le royaume de Naples extrêmement difficile; enfin, l'expédition française changea cette difficulté en impossibilité.

Cependant, quelles auraient été, pour la cause italienne, même après la journée du 23 mars, les conséquences d'une révolution radicale dans le royaume de Naples! Le Bourbon une fois précipité de son trône, le drapeau républicain aurait flotté glorieusement de l'extrême rivage de Sicile jusqu'au golfe de Venise, depuis Civita-Vecchia et Livourne jusqu'à Ancône et Ravenne, c'est-à-dire sur un territoire renfermant plus de treize millions d'Italiens! Et l'Autriche aurait-elle pu inonder de ses hordes une étendue de terrain aussi considérable? Et la France républicaine eût-elle osé se présenter en ennemie dans un pays où le principe démocratique aurait reçu une sanction aussi éclatante? Outre que Gênes et la Ligurie n'eussent pas tardé à arborer la bannière républicaine, que le Piémont lui-même aurait fini par céder à l'entraînement général. Tout changeait alors au-delà des Alpes, et l'Autriche, mise déjà à deux doigts de sa perte par les défaites essuyées en Hongrie, eût été facilement écrasée par les forces réunies de l'Italie démocratique!

D'abord, l'inaction de la République romaine et le refus de la Toscane de se fondre avec Rome, puis le triomphe de Radetzky à Novare, enhardirent le roi de Naples et le

décidèrent à en finir avec la Sicile, pour se tourner ensuite contre Rome.

On connaît l'ultimatum daté de Gaëte, le 28 février 1849, ultimatum par lequel le Bourbon faisait à la Sicile des concessions tellement illusoires, que les accepter aurait équivalu, pour cette dernière, à faire bon marché de ses droits séculaires, et à se livrer sans garantie aucune à celui-là même dont elle avait décrété la déchéance, et qu'elle avait poursuivi depuis des insultes les plus sanglantes. Malheureusement l'organisation militaire de la Sicile ne répondait pas à l'ardeur de sa haine et à l'unanimité admirable de son peuple contre toute transaction avec le roi de Naples. De plus, une fraction de l'aristocratie penchait pour ce dernier, et une partie de la bourgeoisie, bien qu'éprouvant, elle aussi, une profonde répulsion à l'endroit de Ferdinand II, était fatiguée des énormes sacrifices que la révolution lui coûtait, de voir le pays privé à la fois de toute industrie et de tout commerce, livré aux excès et aux désordres auxquels l'exposait l'absence de toute police de sûreté, de toute force répressive. La tâche du général Filangieri, chargé par Ferdinand II de soumettre la Sicile, devenait donc plus facile, et le fait ne le prouva que trop, car les Napolitains ne rencontrèrent de véritable résistance qu'à Catane. Cette même ville de Palerme, qui, quelques jours auparavant, s'était montrée animée du plus vif enthousiasme, vit tomber la révolution dans ses murs, avant même qu'elle eut été attaquée.

Il est vrai que la diplomatie anglo-française, et surtout le gouvernement de la France républicaine, contribuèrent

grandement à la ruine de la cause sicilienne; car, sans les encouragements secrets de l'Angleterre, la Sicile ne serait pas allée si loin contre le Bourbon; puis, sans l'intervention de la France et de la Grande-Bretagne, au mois de septembre de l'année dernière, lors de la prise de Messine, Filangieri aurait du moins conquis le reste de l'île sans autre effusion de sang; enfin, sans la propagande royaliste des officiers de la marine française, qui ne craignirent pas de répandre en Sicile les proclamations mielleuses de Ferdinand, l'esprit de guerre à outrance qui animait le pays n'aurait pas été paralysé.

Tous ces faits doivent nous confirmer de plus en plus dans la conviction salutaire que, non-seulement il n'y a rien à espérer de bon de l'intervention, ni même de l'influence des puissances étrangères, quel que soit leur gouvernement, mais qu'elles ne peuvent être que funestes!

Ferdinand II, avant de subjuguer la Sicile, avait songé à se débarrasser du parlement, ou, pour parler plus exactement, de la Chambre des Députés, car celle des Pairs n'était qu'une misérable copie du célèbre ossuaire de la France de Louis-Philippe. Les élus du pays, convaincus de la nécessité d'une attitude énergique vis-à-vis du gouvernement, sinon dans l'intérêt du pays, qu'une révolution seule pouvait sauver, du moins dans celui de leur propre dignité, avaient voté, à la majorité de soixante-quinze voix contre vingt-deux, une adresse au roi, par laquelle ils lui demandaient la destitution du ministère, et le rappelaient en même temps au respect de la Constitution. Le Bourbon, choqué d'un pareil langage, et placé entre le renvoi d'un ministère qui n'avait pas cessé un

seul instant d'être son fidèle instrument, et celui d'une chambre qu'il regardait comme factieuse, n'attendit pas même que l'adresse lui fût présentée, et bien que les impôts n'eussent été votés que jusqu'au 30 avril, il signa le décret de dissolution.

Mais il est temps de parler de la plus grande iniquité qui ait été consommée depuis des siècles, c'est-à-dire de la coalition ayant pour but la destruction de la République romaine et le rétablissement du pouvoir temporel de Pie IX.

Le 24 avril 1849, ces mêmes Français, dont les armes avaient été invoquées en vain contre l'Autriche, se présentent à Civita-Vecchia, et leur général en chef, déshonorant le drapeau de son pays par une déloyauté sans égale, parvient à se faire admettre en ami, lorsque ses instructions secrètes lui prescrivaient de marcher sur Rome et de s'en emparer à tout prix!

Une attaque de la part de la France était regardée comme un fait tellement étrange, tellement impossible, que le triumvirat n'avait songé à prescrire aucune mesure de défense, bien qu'il eût appris, dès le 22 avril au soir [1], la résolution prise par l'Assemblée constituante française d'envoyer un corps d'armée à Civita-Vecchia. Toute résistance était donc impossible de la part de cette ville, où il existait bien quelques pièces de canon, mais où il n'y avait ni munitions ni artilleurs, tandis que, pour toute garni-

[1] Grâce à une estafette expédiée de Civita-Vecchia, dans la matinée du 22 avril, à la réception d'une lettre écrite par moi, de Paris, le 16 du même mois.

son, on ne comptait que trois cents hommes de troupes de ligne; mais le premier langage tenu par les Français, et surtout la proclamation publiée par M. Espivent, officier d'état-major, dans le but d'effacer le mauvais effet produit par celle du général Oudinot, auraient suffi pour paralyser toute pensée de résistance contre les soldats d'une nation avec laquelle on sympathisait ardemment, et dont les représentants officiels semblaient se présenter en amis.

Ainsi, le corps expéditionnaire fut reçu à bras ouverts, et le jour même de son débarquement, malgré l'ordre de lui résister, envoyé par le triumvirat, et l'arrivée du bataillon Mellara, les républicains de Civita-Vecchia fraternisèrent sincèrement avec les enfants de la France républicaine et l'on vit les drapeaux des deux pays hissés au même mât!

Malheureusement, ces bonnes dispositions ne devaient pas durer bien longtemps. D'après la discussion qui avait eu lieu à l'Assemblée nationale française et les déclarations du ministère Barrot, on s'attendait à ce que le général Oudinot, s'arrêtant à Civita-Vecchia, entamât de là, avant de prendre aucun parti décisif, des négociations, tant avec le triumvirat qu'avec la cour de Gaëte. Or, quel ne fut pas l'étonnement général, lorsqu'on vit le corps expéditionnaire s'ébranler tout-à-coup de Civita-Vecchia et marcher sur Rome, malgré les déclarations réitérées des envoyés de l'Assemblée romaine, sur la résolution arrêtée par celle-ci d'opposer la force à la force, dans le cas où les Français tenteraient de s'emparer de la ville éternelle. Mais à l'étonnement succéda l'indignation, quand

Civita-Vecchia ayant été mise en état de siége, on vit sa garnison désarmée, son gouverneur jeté en prison, et dix mille fusils, qui se trouvaient en dépôt dans le port, inopinément séquestrés. Ces seuls faits, joints à la marche subite des Français sur Rome, sans une déclaration claire et nette des intentions de la France, suffisent pour expliquer les évènements des 29 et 30 avril, et doivent démontrer à tout esprit non prévenu que s'il y eut déloyauté dans cette affaire de Rome, ce ne fut pas certes du côté des Romains; car ce guet-apens du 30 avril, à propos duquel on jeta en France les hauts cris, n'est qu'une infâme calomnie répandue par le parti rétrograde, et répétée à satiété par les journaux réactionnaires.

Les deux ou trois cents Français faits prisonniers le 30 avril, aux portes de Rome, ne tombèrent dans les mains des Romains que par la faute de leur général, qui, plutôt que de croire aux envoyés officiels des triumvirs et de l'Assemblée nationale, se laissant tromper grossièrement par les agents de la réaction, se présenta sous les murs de Rome, sans prendre aucune de ces précautions auxquelles est tenu tout chef d'armée qui envahit un territoire contre la volonté expresse du pays et de ses gouvernants. Le tort du général Oudinot, cause première de tout ce qui arriva depuis, est d'autant plus inexcusable, que, s'il était resté à Civita-Vecchia, il est très probable qu'au lieu d'être traité en ennemi par les Romains, il aurait fini par être appelé et admis volontairement dans la grande ville, car les Autrichiens s'avançant d'un côté, et les Napolitains et les Espagnols de l'autre, les Français auraient été considérés par la population de Rome comme

des alliés, sinon des sauveurs! Au lieu de cela, on a vu la France démocratique porter le fer et le feu dans un pays républicain, et soutenir en Italie le principe de l'absolutisme contre celui de la souveraineté nationale!

Retracerai-je, après cela, la lutte héroïque d'un petit peuple défendant ses droits les plus sacrés contre la force brutale des baïonnettes étrangères? et exposerai-je la misérable histoire des discussions et des négociations auxquelles a donné lieu la question romaine, discussions et négociations qui n'ont fait que mettre de plus en plus en relief, et le bon droit des Romains, et la politique pitoyable de l'Assemblée nationale française, et le rôle indigne joué par Louis Bonaparte?

On connaît l'ordre du jour du 7 mai, ordre du jour que suivit immédiatement l'envoi à Rome de M. de Lesseps, en qualité de ministre plénipotentiaire. M. de Lesseps, circonvenu d'abord par les agents du parti réactionnaire, commença par s'associer aux vues du général Oudinot; mais, éclairé bientôt sur la véritable situation de Rome, et frappé surtout de l'unanimité avec laquelle le pays se prononçait contre le rétablissement du gouvernement clérical, le pays, où pas une commune ne s'était levée pour Pie IX, bien que pressé à la fois par les armes de l'Autriche, de Naples, de l'Espagne et de la France, finit par conclure avec le triumvirat un traité, qui aurait évité à la ville de Rome un siége désastreux, et à la France une des plus grandes iniquités qui soient consignées dans ses annales!

Investi de pleins pouvoirs, M. de Lesseps était en droit de voir son traité, non-seulement contresigné par le général

Oudinot, mais ratifié par la France. Ajoutez à cela, qu'en le concluant, il ignorait complètement son rappel, en même temps que le triumvirat traitait, lui aussi, de bonne foi, et réputait sacrées, par conséquent, les conventions arrêtées. Cependant M. Oudinot refusa d'y apposer sa signature, et le ministère de Louis Bonaparte ne craignit pas de désavouer le représentant de la France; puis, malgré le vote formel de l'Assemblée nationale, et les articles 5 et 54 de la Constitution, il envoya l'ordre au général Oudinot d'attaquer Rome!!...

Jamais le droit des gens, jamais le pacte fondamental d'une nation libre n'avaient été violés d'une manière plus audacieuse, et jamais, par conséquent, protestation n'avait été plus légitime et plus sainte que celle que venaient de provoquer le gouvernement et l'Assemblée législative de la République française, au mois de juin 1849!

M. de Corcelles avait été substitué à M. de Lesseps, et le nouveau ministre plénipotentiaire, obéissant fidèlement aux instructions d'un gouvernement qui foulait aux pieds la Constitution et trahissait l'honneur national, s'associa complètement à la politique du général Oudinot : or tandis que celui-ci pressait Rome de ses bataillons et de ses batteries, il jouait le rôle le plus triste vis-à-vis des triumvirs, dont il recevait même les leçons les plus dures. Je dois dire, à ce propos, que jamais position ne fut si belle pour un gouvernement que celle du triumvirat romain; or elle lui fut faite par la maladresse du ministère français, qui, entre autres fautes, commit celle d'élever une espèce de piédestal à M. Mazzini, d'en faire presque un grand homme!

Bien que j'aie partagé de tous temps les principes du

fondateur de la *Jeune Italie*, et que je n'aie jamais cessé d'apprécier à leur juste valeur ses nobles intentions et l'élévation de son caractère, je l'ai rarement approuvé, quand, des hauteurs du monde intellectuel et théorique, il lui est arrivé de descendre sur le terrain pratique de l'action. Je dirai même franchement ma pensée à l'égard de M. Mazzini, c'est-à-dire que, somme toute, il a fait plus de mal que de bien à son pays, par son défaut d'esprit pratique et son incapacité révolutionnaire. Mais je serais injuste envers lui, si je ne louais sans restriction la conduite qu'il a tenue vis-à-vis des Français, dès le jour où le général Oudinot s'avisa de marcher sur Rome. Il suffirait de citer sa note à M. de Lesseps, où il démontrait jusqu'à la dernière évidence tout ce qu'il y avait d'indigne et d'absurde à la fois dans l'attitude prise par la France républicaine en face de la République romaine, et le pressait de déclarer nettement ses intentions.

Cette note, où brillent également les sentiments les plus élevés et la logique la plus rigoureuse, est un modèle dans le genre. J'en dirai autant de la lettre écrite par M. Mazzini, le 15 juin 1849, à M. de Gérando, chancelier de la légation française, en réponse à un factum de M. de Corcelles, déplorable tissu d'arguties, à l'aide duquel ce diplomate s'efforçait de prouver la non-valeur du traité conclu entre le triumvirat et M. de Lesseps. La vérité et la justice étaient si évidemment du côté des Romains, que M. Mazzini n'eut pas beaucoup de peine à faire justice des assertions de l'envoyé français. Je ne saurais m'empêcher d'en transcrire les derniers paragraphes, aussi remarquables par le fond que par la forme.

« Permettez-moi de vous le dire ici, Monsieur, avec la « franchise qui sied à un homme de cœur : la conduite « du gouvernement romain n'a jamais, pendant les négo- « ciations, dévié d'une seule ligne du devoir de l'hon- « neur. Le gouvernement français ne peut pas en dire « autant. La France, Dieu merci! n'est pas en question : « brave et généreuse nation, elle est victime comme nous « le sommes.

« Aujourd'hui vos canons tonnent contre nos murs, « vos boulets pleuvent sur la ville sainte; la France a eu « la gloire, cette nuit, de tuer une pauvre jeune fille de « *Transtevere* qui dormait à côté de sa sœur. Nos jeunes « officiers, nos militaires improvisés, nos hommes du « peuple, tombent sous votre feu en criant : *vive la Répu-* « *blique!* Les braves soldats de la France tombent sous le « nôtre sans cris, sans murmures. Je suis sûr qu'il n'y « en a pas un seul qui ne se dise en mourant, ce qu'un « de vos soldats nous disait hier : nous sentons en nous « quelque chose, comme si c'était des frères que nous « combattions! (textuel.)

« Et cela pourquoi? je n'en sais rien, vous n'en savez « rien non plus. La France n'a pas ici de drapeau; elle « combat des hommes qui l'aiment, et qui, hier encore, « avaient foi en elle; elle cherche à incendier une ville « qui ne lui a rien fait; sans programme politique, sans « but avoué, sans droit à réclamer, sans mission à rem- « plir, elle joue, par ses généraux, la partie de l'Autriche, « et elle n'a pas le triste courage de l'avouer!

« Elle traîne son drapeau dans la fange des concilia-

« bules de Gaëte, et elle recule devant une déclaration « franche et nette de restauration cléricale !

« M. de Corcelles ne parle plus d'anarchie, ni de fac- « tion ; il n'ose pas ; mais il écrit, comme un homme trou- « blé, cette phrase inconcevable : *La France a pour but « la liberté du chef vénéré de l'Église, la liberté des « États-Romains et la paix du monde.*

« Nous, au moins, nous savons pourquoi nous com- « battons, et c'est parce que nous le savons que nous « sommes forts. Si la France représentait ici un principe, « une de ces idées qui font la grandeur des nations, et « qui ont fait la sienne, la bravoure de ses enfants ne se « briserait pas contre la poitrine de nos jeunes recrues.

« C'est une bien triste page, Monsieur, qui s'écrit en ce « moment, par la main de votre gouvernement, dans « l'histoire de la France ; c'est un coup mortel porté à la « papauté, que vous voulez soutenir, et que vous noyez « dans le sang ; c'est un abîme sans fond qui se creuse « entre deux nations appelées à marcher ensemble pour « le bien du monde, et qui, depuis des siècles, se ten- « daient la main pour s'entendre ; c'est une profonde « atteinte à la moralité des rapports entre les deux pays, « à la croyance commune qui doit les guider, à la cause « sainte de la liberté qui vit de cette croyance, à l'avenir, « non de l'Italie : — la souffrance est un baptême d'avan- « cement pour elle ; — mais de la France, qui ne peut se « maintenir au premier rang, si elle abdique les mâles « vertus de la foi et l'intelligence de la liberté. »

On le voit, l'antithèse est parfaite entre le gouverne- ment français et celui de la République romaine, entre

l'assemblée constituante de Rome et l'assemblée législative de la France républicaine, entre le président Bonaparte et le triumvir Mazzini! Mais à cette antithèse ne faut-il pas ajouter celle de l'héroïsme des défenseurs de la ville éternelle, opposé à l'ardeur aveugle, je dirai presque sauvage, des nouveaux Gaulois, poussés à la destruction de la nouvelle Rome républicaine? Blessée à mort par la main fratricide de la France, la République romaine a succombé enfin; mais elle a succombé bien noblement, et, qui plus est, elle a entraîné dans sa ruine cette même papauté que l'on s'acharne à faire vivre, malgré les progrès incessants de la raison humaine et les éclatantes lumières de l'époque! Et Venise, la magnanime Venise, tombera, elle aussi, comme Rome, comme Ancône, comme Bologne, comme Brescia, et tant d'autres villes italiennes, misérablement bombardées par leurs bourreaux nationaux ou étrangers, depuis le commencement de 1848 jusqu'à nos jours; mais le principe démocratique et l'idée de l'indépendance italienne survivront à ces ruines, pour triompher tôt ou tard de leurs adversaires implacables!

Tout ce qui arrive en Italie, tout ce qui a eu lieu au-delà des Alpes, depuis janvier 1848, doit fructifier largement dans l'avenir. J'affirmerai même, avec une intime conviction, que tous les évènements dont la Péninsule a été ou est encore le théâtre, doivent être regardés comme providentiels!

L'Italie, énervée, avilie par tant de siècles d'esclavage, avait besoin d'une secousse profonde, et il lui fallait surtout s'accoutumer de nouveau au bruit du canon et au

maniement du mousquet. Or, d'un bout à l'autre du territoire italien, le canon a retenti, et une jeunesse ardente a couru aux armes de toutes parts. De plus, les troupes régulières et les volontaires de l'Italie tout entière se sont trouvés rassemblés pendant quelque temps sous le même drapeau, le grand drapeau national, et il leur a été donné de fraterniser sur le champ de bataille et sous les balles autrichiennes.

Rien, oh! non, rien ne pourra effacer de l'esprit de la nation, et surtout de la génération nouvelle, ces glorieux souvenirs, et nul effort de l'Autriche ne saurait détruire le précieux germe jeté dans les cœurs par les quelques mois de liberté dont a joui l'Italie. Des tribunes sont restées ouvertes pendant plus ou moins de temps en Sicile, à Naples, à Rome, en Toscane, à Venise, en Piémont, et la voix d'une presse délivrée de toute entrave a retenti des Alpes à l'Etna; mais, ce qui vaut encore mieux, peut-être le drapeau républicain, planté au cœur même de l'Italie, hissé sur les murs mêmes de sa future capitale, y a flotté assez longtemps pour persuader au peuple italien qu'il peut se passer de ses rois! Ces dix-huit derniers mois, répétons-le, ont jeté en Italie une semence qui ne pourra pas manquer de fructifier glorieusement.

Qu'on cesse donc de désespérer de l'avenir et de voir, dans les évènements récents de l'Italie, la ruine de la grande cause nationale, car cette cause ne fut jamais aussi près de triompher. Il ne faut, pour cela, que trois choses:

1° Que l'Italie sache entretenir chez elle cet esprit militaire qui fait seul toute sa force et explique seul la longue résistance de la Hongrie;

2° Qu'elle ne compte pas sur les secours étrangers, mais uniquement sur sa propre énergie ;

3° Qu'instruite par l'expérience douloureuse du passé, elle ne cherche son salut que dans l'application pleine et entière du principe démocratique et dans la voie révolutionnaire !

Désormais il ne saurait y avoir qu'un seul parti au-delà des Alpes, le parti démocratique, car tous ceux qui ne sont pas républicains doivent être regardés comme partisans de l'Autriche ! Non, il ne peut plus y avoir de royalistes en Italie ; je dirai même qu'une pareille dénomination est à la fois une flétrissure et un non sens.

Les princes italiens ne règnent plus que matériellement, perdus qu'ils sont tout-à-fait dans l'opinion publique, grâce à leur conduite de ces derniers temps. En effet, ai-je besoin de dire que Ferdinand II, déjà si odieux à cause de tous ses crimes, a été tué moralement par les massacres de Naples, de Calabre et de Sicile ; que Pie IX vient de l'être à son tour par la guerre impie appelée par lui sur son pays ; que Léopold II a été perdu par l'invasion autrichienne de la Toscane et les fusillades de Livourne, Victor-Emmanuel II par l'armistice de Novare et le bombardement de la ville de Gênes ? Je ne parlerai pas des principicules de Parme et de Modène, car tout le monde sait qu'ils ne régneraient pas une minute sans l'appui des baïonnettes autrichiennes, qui, du reste, n'auraient qu'à disparaître de la Péninsule, pour que la ruine de tous nos tristes roitelets fût consommée à l'instant même.

C'est donc à l'Autriche qu'il faut s'attaquer avant tout,

à l'Autriche, dont la domination, insupportable d'ailleurs, de tous points, est inconciliable avec l'existence de nos libertés, même constitutionnelles; car toute tribune, tout journal un peu libre, ne peuvent être regardés par elle que comme des ennemis naturels, et, par conséquent, comme un danger permanent. Ainsi, ce n'est pas de notre indépendance seulement qu'il s'agit, mais de nos moindres libertés ; d'où il faut conclure forcément qu'il n'y a, pour l'Italie, d'autre alternative que celle-ci : *républicaine* ou *autrichienne* ! Qu'elle choisisse, et en même temps que les gouvernements de l'Europe, qui se posent en amis si tendres de l'ordre et de la paix du monde entier, examinent si l'ordre et la paix sont possibles en Italie, tant qu'elle restera sous le joug de l'Autriche et qu'elle sera privée de toute liberté. N'est-il pas évident que, retombant dans la même situation où elle se trouva, en 1821, lorsque l'Autriche y eut tué toute institution libérale, elle ne manquerait pas de présenter le même spectacle, c'est-à-dire celui d'une agitation permanente, sinon de conspirations et d'insurrections continuelles, étouffées, comme alors, dans le sang généreux des martyrs? Qu'on ne s'y trompe pas, il ne saurait y avoir d'ordre ni de paix en Europe sans que le principe des nationalités soit appliqué partout, mais notamment en Italie, en Pologne et en Allemagne, ce qui ne peut arriver tant que l'empire d'Autriche ne sera pas effacé de la carte politique de l'Europe. Mais ce fait ne saurait avoir lieu qu'à la suite d'une guerre générale, guerre que la pusillanimité du gouvernement français pourra bien reculer pour quelque temps, mais qu'il ne saurait éviter, d'autant moins que c'est là le seul remède efficace

à la situation intolérable qu'ont faite à l'Europe les infâmes traités de 1815. Puis, la guerre générale venant à éclater, l'Italie courra aux armes la première, et une fois qu'elle aura conquis le bien suprême de l'indépendance, elle prendra place au milieu des nations, non plus ennemies entre elles, mais liées indissolublement par une fraternité ayant pour base des institutions vraiment libres.

Il faudra du temps, il est vrai, pour que cet heureux pronostic se réalise, et l'Europe sera plus ou moins agitée d'ici à une telle époque ; mais pourrait-il en être autrement, eu égard aux obstacles puissants et nombreux qu'il s'agit de détruire. On ne doit pas oublier, en outre, que la liberté est une de ces plantes qui, pour bien fructifier, ont besoin d'être un peu vieilles, car le temps seul peut en faire pénétrer la racine dans les mœurs, dans les sentiments, je dirais presque au fond du cœur des nations !

Genève, le 15 juillet 1849.

P. S. Depuis que ces lignes furent écrites, un évènement, qui, pour être attendu, n'en a pas moins produit

partout la plus pénible sensation, s'est accompli en Italie. Je veux parler de la chute de Venise, de l'héroïque Venise, qui, à force de courage et de sacrifices pécuniaires, a su survivre cinq mois à la défaite de Novare, et qui tiendrait encore sans le choléra et la faim, dont elle a eu à souffrir cruellement.

Par une étrange coïncidence, la capitulation de Venise était signée le 22 août, savoir le jour même où, à toutes les misères dont se voyaient accablés ce que l'Autriche appelle ses sujets italiens, venait s'ajouter la plus infâme flétrissure qu'on puisse infliger à une nation, celle de la bastonnade en place publique!

Je ne décrirai pas l'horrible scène à laquelle la population de Milan assista en frémissant de douleur et de rage. Je ne rappellerai cette nouvelle infamie de l'Autriche que pour répéter encore une fois ce que j'ai déjà dit dans le cours de cet ouvrage, à savoir que l'abîme qui nous sépare de notre ancienne et implacable ennemie devient plus profond de jour en jour, et que le gouvernement de Vienne devra plus que jamais à la seule force brutale la conservation du royaume lombardo-vénitien. Il est vrai que ce que je dis de cette partie de la Péninsule peut s'appliquer aux autres États d'Italie, à l'exception du Piémont, où cependant la liberté ne tient qu'à un faible fil, et où le gouvernement constitutionnel se trouve faussé, car il y a antagonisme complet entre la majorité de la Chambre élective et le pouvoir exécutif.

Que les baïonnettes étrangères s'éloignent de la Péninsule, et pas un seul de nos princes ne restera longtemps

sur son trône! Mais c'est à l'égard des États-Romains, surtout, que l'étranger joue le rôle le plus odieux, et malheureusement c'est à la France républicaine qu'il en revient une large part, son gouvernement et son assemblée nationale n'ayant pas voulu comprendre qu'il n'y a que deux issues à la question romaine en particulier, comme à la question italienne en général, — servitude complète, ou liberté républicaine, — application pleine et entière du droit divin, ou triomphe plein et entier du principe sacré de la souveraineté nationale.

Dans le premier cas, il faut que le pape soit laissé libre de gouverner à sa guise, voire même de trahir les promesses de son *motu proprio,* comme Grégoire XVI trahissait celles qu'il avait faites en 1832, à la suite du fameux *memorandum;* mais, le pouvoir temporel du pape ne pouvant durer une heure seulement sans l'appui des baïonnettes étrangères, il faudrait que la France de février se résignât à voir ses soldats se changer en alguasils pontificaux établis à Rome à perpétuité, ou bien à laisser à l'Autriche la tutelle exclusive d'un gouvernement abhorré.

Dans le second cas, il faudrait, non-seulement que la République française retirât son armée des États-Romains, afin que le pays eût toute liberté de se donner tel gouvernement qu'il entendrait (et ce serait, certes, la république qu'il choisirait de nouveau), mais encore qu'elle sommât l'Autriche d'en faire autant, ce qui équivaudrait, sans nul doute, à une déclaration de guerre, guerre devant laquelle on a reculé jusqu'à présent, au point de lui préférer l'abaissement et la honte! Telle est, il ne faut

pas s'y tromper, l'alternative qui se présente à la France républicaine, et il serait à désirer pour son honneur qu'elle n'hésitât pas plus longtemps à choisir !

Genève, le 25 septembre 1849.

FIN.

TABLE DES SOMMAIRES.

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VII.

CHAPITRE VIII.

CHAPITRE IX.

CHAPITRE X.

CHAPITRE XI.

CHAPITRE XII.

FIN DE LA TABLE.

SCEAUX. — IMPR. DE E. DÉPÉE.

OUVRAGES ITALIENS DE M. RICCIARDI.

Storia d'Italia dal 1850 al 1900. Parte prima. Parigi, 1842. . 1 50

Discorso Agl' Italiani. Parigi, 1845. . . . . 2 »

Conforti all' Italia, ovvero **Preparament all' insurrezione,** Parigi, 1846. . . . . 3 »

Poesie, 2ª *edizione.* Parigi, 1848 . . . . 4 »

Cenni storici intorno agli ultimi casi d'Italia e documenti da ricavarsene. Italia, 1849 . . . . 2 50

PARME SOUS MARIE-LOUISE

Par Jules Lecomte. — 2 vol. in-8. — 12 fr.

VENISE

Description complète de cette ville,

Par Jules Lecomte. — 1 fort volume in-8. — 8 fr.

LISBONNE ET LE PORTUGAL

Par Pouncet. — 1 vol. in-8. — 5 fr.

LES ABEILLES

Poésies

Par madame Adèle Desloge. — 1 vol. in-18. — 3 fr.

ILLUSTRATIONS LITTÉRAIRES DE L'ESPAGNE

Par Antony Rénal. — 1 vol. in-18. — 3 fr.

... E. Dépée, à Sceaux.